Matéo Alaluf, Michel Allé, Samir Amin, Jean Luc De Meulemeester, Mathias Dewatripont, Anne Drumaux, François Houtart, Bérengère Marques-Pereira, Gérard Roland, Mario Telò, éditeur

L'ÉCONOMIE AUTREMENT
EN HOMMAGE À JACQUES NAGELS



ÉDITIONS DE L'UNIVERSITÉ DE BRUXELLES

L'économie autrement
En hommage à Jacques Nagels

Édité par Mario Telò

ISBN 978-2-8004-1373-0

Avenue Paul Héger 26
1000 Bruxelles (Belgique)
EDITIONS@.ulb.be
http://www.editions-ulb.be

Imprimé en Belgique

Préface

Cet ouvrage présente un intérêt qui va au-delà de l'occasion qui est à son origine : en effet, les auteurs ont donné lieu à une présentation de qualité des enjeux de l'« économie autrement » et des débats autour de ce fil rouge qui traverse les neuf chapitres. Il est pourtant aussi et avant tout un hommage rendu par un groupe de collègues et d'amis à un homme qui a consacré une partie importante de sa vie à notre *alma mater,* l'Université libre de Bruxelles. Jacques Nagels a symbolisé, durant quatre décennies, la défense active de l'université publique et laïque, l'innovation au sein de cette institution, ainsi que sa démocratisation. En lui, une partie significative de la vie universitaire belge et de la recherche en sciences sociales, politiques et économiques a trouvé une personnalité marquante. C'est important de le souligner au moment où le rôle de l'université publique, comme axe fondamental de l'organisation de la recherche de pointe en rapport avec l'enseignement, est mis en question.

Le caractère multidisciplinaire de ce livre reflète le caractère ouvert d'un économiste politique, internationalement reconnu, qui a anticipé certains aspects de la moderne *International political economy* : l'attention portée aux racines économiques des enjeux politiques ainsi que les implications politiques des changements économiques.

Cet ouvrage collectif souligne aussi que le développement de l'Université libre de Bruxelles a été possible grâce à l'ouverture et à la richesse du pluralisme interne de ses courants de pensée, de ses méthodes et de ses idées. La diversité des parcours intellectuels des auteurs de ce livre montre que les choix dans la libre manifestation de la critique peuvent se concrétiser de façons très différentes. Ce pluralisme, tolérant en même temps que « provocateur », est un trait essentiel de l'identité de l'ULB, qui explique tant son dynamisme au niveau de la recherche que son ouverture à la société. Dans le cas du parcours de Jacques Nagels, ce pluralisme se concrétise par l'influence

de la pensée de Karl Marx. Si importante dans l'itinéraire de Jacques Nagels, cette pensée échappe pourtant à la dogmatisation dont elle a été victime à l'intérieur des deux Internationales pendant le « siècle bref ». D'ailleurs, l'historien Eric Hobsbawm a très bien montré comment et pourquoi les événements de 1917, la bataille de Stalingrad, les mouvements de libération nationale, le mouvement de 1968, ont pu être interprétés comme des chapitres de l'histoire de la liberté par nombre d'intellectuels occidentaux et expliquer ainsi l'influence absolument extraordinaire des courants de pensée se référant à Marx, au-delà du cercle restreint des révolutionnaires, dans le vaste monde de l'art, des sciences et de la culture, pendant une partie du XX[e] siècle. Le tournant de 1989 et l'effondrement du communisme en Europe ont permis à Jacques Nagels de réactualiser la référence critique à la pensée de Marx, de se focaliser sur l'analyse empirique des changements de l'économie globalisée et, au-delà, de contribuer à la remise en question des nouvelles orthodoxies à la mode pendant les années 1990-2000. Autant de faits dont témoignent ses ouvrages des quinze dernières années ainsi que la revue *Transitions*.

*
* *

Cet ouvrage a été promu et réalisé grâce à la contribution de quatre institutions universitaires qui ont pu bénéficier, de façon particulière et à différents titres, de l'apport de Jacques Nagels : l'Institut de sociologie dont il a pris la direction à un moment crucial où une relance était primordiale, la Faculté des sciences sociales, politiques et économiques, qu'il a présidée à deux reprises, la Maîtrise en management public et l'Ecole de commerce Solvay.

Le comité scientifique qui a encouragé cette publication est l'expression du rayonnement interdisciplinaire de son œuvre et compte parmi ses membres les professeurs Firouzeh Nahavandy, directrice de l'Institut de sociologie, André Farber, doyen de la Faculté de sciences sociales, politiques et économiques, Matthias Dewatripont, co-fondateur et animateur de Ecares, Robert Plasman, économiste et co-directeur du DULBEA, Michel Allé, ancien président de l'Ecole de commerce Solvay, Jean-Jacques Heirwegh, historien, ainsi que Mario Telò, professeur de Sciences politiques. Les Editions de l'Université de Bruxelles – où Jacques Nagels a publié plusieurs ouvrages et où il continue à diriger la collection « Histoire, économie, société » – , nous ont aussi beaucoup aidé tout au long de la fabrication de ce livre collectif.

L'article de Jean-Luc De Meulemeester est le pilier principal de ce livre. Il reconstruit avec intelligence les étapes de la pensée et de l'action de Jacques Nagels. Les contributions qui suivent sont regroupées autour de ce qui nous a semblé être ses principales préoccupations : les contradictions de la mondialisation, les services publics, les nouveaux défis politiques et sociaux.

La première partie a l'honneur d'accueillir d'éminents collègues, tel l'économiste Samir Amin, François Houtart, de l'Université catholique de Louvain, Gérard Roland, notre collègue récemment émigré aux Etats-Unis, ainsi que Matthias Dewatripont, le seul membre belge du nouveau Conseil européen de la recherche. Les travaux les plus récents de Nagels, à propos des contradictions de la mondialisation et de l'après 1989, y sont débattus.

La deuxième section bénéficie de l'apport d'Anne Drumaux et de Jean Luc De Meulemeester, deux brillants spécialistes des services publics, sujet qui a été au centre de l'activité de Nagels.

La troisième, grâce aux importants apports de Bérengère Marques-Pereira, de Michel Allé et de Matéo Alaluf, souligne avec esprit les intérêts multidisciplinaires de Jacques Nagels en attirant l'attention sur les implications socio-économiques et politiques du capitalisme contemporain.

D'autres collègues auraient pu contribuer à cet ouvrage, parmi les dizaines de ceux qui ont collaboré activement avec Jacques Nagels pendant les nombreuses années qu'il a passées à l'ULB. Sans tenter l'impossible défi d'être exhaustif, le présent ouvrage présente l'avantage de regrouper une palette d'auteurs représentative du vaste intérêt qui s'est manifesté pour sa pensée et pour son travail d'organisateur de la recherche collective.

Mario TELÒ
Bruxelles, le 1er février 2006

Le parcours intellectuel de Jacques Nagels

Faire de l'économie autrement

Jean Luc De Meulemeester [1]

Jacques Nagels a enseigné à l'Université libre de Bruxelles pendant plusieurs décennies de nombreuses matières, qui toutes lui tenaient à cœur. Redouté et admiré par les étudiants de sciences politiques et sociales et de philosophie et lettres comme professeur d'économie politique, il a prodigué des enseignements en sciences économiques, dans les domaines de l'histoire de la pensée économique et de l'économie planifiée. De façon assez originale dans une période qui a connu un mouvement de parcellisation des tâches intellectuelles de plus en plus marqué, il a réussi à maintenir une ouverture pluridisciplinaire (nourrie d'une formidable culture personnelle sur de nombreux sujets) et il fut en ce sens à la fois un « résistant » à l'esprit croissant de spécialisation, et on le verra, ce faisant, aussi le pionnier d'un renouveau d'approches nouvelles de l'économie (que ce soit la dimension « *political economy* » en sciences politiques ou l'intérêt renouvelé des économistes pour des démarches d'histoire économique ou même institutionnelle). Les démarches propres à Jacques Nagels, que ce soit l'importance accordée à la dimension historique (voire d'historicité, ce qui est davantage que la simple étude de l'histoire économique, mais l'intégration dans la théorie d'une dimension de temps irréversible), aux institutions, à la démarche comparative retrouvent dans des cadres nouveaux, un regain d'intérêt, que ce soit au sein de la discipline économique (on pense au regain accru d'intérêt aux travaux à dimension historique) ou en sciences politiques (l'économie politique internationale) et les sciences sociales plus largement. Jacques Nagels a une vision

---

[1] Je tiens ici à remercier Jean-Jacques Heirwegh, Mario Telò et Gérard Roland pour leurs précieux conseils et leur relecture du texte. Bien entendu, toutes les erreurs et omissions de ce texte restent miennes.

clairement humaniste de l'économie politique (il a toujours résisté à l'idée de l'appeler « sciences économiques », encore davantage « science économique » au singulier). Il la voit comme partie intégrante des sciences sociales (voire sociales et historiques ; il a d'ailleurs fondé une collection au titre significatif aux Editions de l'Université de Bruxelles : « histoire, économie, société »), partageant une part de leurs méthodes et angles d'approches. Il s'écarte résolument d'une vision qui serait étroitement mécaniste de l'économie (comme c'était pourtant le cas dans les pays d'Europe occidentale avec le keynésiansme, mais aussi dans un sens dans les pays de l'Europe dite communiste, avec les triomphes de l'approche mathématisante de Kantorovitch et les analogies cybernétiques). Inspiré de la filiation marxiste, il n'a jamais cédé aux sirènes d'un scientisme étroit, ou au mirage platonicien (se détourner du réel, et développer au sein d'un monde parallèle, purement mathématique, toutes les conséquences possibles d'un principe de rationalité). Il s'est au contraire toujours soucié de réalisme et ses efforts d'abstraction ont toujours visé un ancrage dans un réel situé (historiquement daté).

1. Quelques éléments biographiques

Jacques Nagels est né à Anvers le 4 février 1937. Il fait partie de ces nombreux professeurs de l'Université libre de Bruxelles (ULB) nés dans cette ville. Parfaitement bilingue, il sera d'ailleurs enseignant dans les deux universités libres de Bruxelles, la VUB (Vrije Universiteit Brussel) et l'ULB. Il fera ses études secondaires à l'Athénée royal de Berchem, dans l'orientation latin-mathématique. Il restera sans doute quelque chose de cette dimension humaniste dans l'approche de la science économique défendue par Jacques Nagels. Il fera ses études universitaires à l'ULB en sciences économiques, d'où il sortira licencié avec grande distinction en 1965 tout en menant une activité parallèle de militant communiste, parfois même à temps plein. Son engagement « tiers-mondiste » en faveur du FLN pendant la guerre d'Algérie le mènera même à devoir effectuer un séjour à la prison d'Avesnes d'octobre 1960 à février 1961. Aspirant du FNRS, il fera une thèse de doctorat en sciences économiques, en histoire de la pensée économique, sur la notion de travail collectif dans l'évolution de la pensée marxiste sous la direction de Robert Henrion [2]. Docteur en sciences économiques en 1971 avec la plus grande distinction, il s'engagera dans une carrière académique à l'Université libre de Bruxelles tout en donnant quelques cours en Algérie. Il enseignera diverses branches des sciences économiques : l'économie politique aux étudiants de sciences politiques et sociales, l'histoire de la pensée économique aux économistes, ainsi que l'économie planifiée [3], l'économie agraire… Très vite, au-delà d'une carrière de professeur et de chercheur très riche [4], il prendra des responsabilités administratives importantes dans l'université (à la

[2] Le professeur Jean Waelbroeck faisait partie du jury de thèse.

[3] Après la chute du mur de Berlin en 1989, ce cours a été renommé « Transition de l'économie planifiée à l'économie de marché ».

[4] Près de six ouvrages à titre de seul auteur, deux en tant que co-auteur, et plus de soixante articles.

réforme de laquelle il s'est intéressé sur un plan académique dès le début des années soixante-dix). De 1972 à 1974, il est secrétaire de la section de sciences politiques ; de 1974 à 1976, il préside la section des sciences économiques ; de 1976 à 1979, il est vice-président de la Faculté des sciences sociales, politiques et économiques, avant d'en devenir le président de 1979 à 1983. A cette époque, Nagels est également député du Parti communiste de Belgique (de 1981 à 1984). De 1989 à 1998, il dirige l'Institut de sociologie après la crise suivant l'affaire INUSOP. De 1999 à 2002, il terminera sa carrière comme doyen de la Faculté des sciences sociales, politiques et économiques. A côté de ces activités académiques et administratives, Jacques Nagels s'est très fortement investi dans la mise en place d'une série de troisièmes cycles pour l'Ecole de commerce Solvay. Dès 1981 [5], il met sur pied la maîtrise en management public, qui est parfaitement en phase avec l'air du temps. A partir de ce moment, l'Etat sera confronté à l'obligation de « faire plus avec moins », rendant l'obligation d'une gestion efficace de plus en plus impérative. Jacques Nagels, qui a toujours été un fervent partisan des services publics, comprend dès ce moment que l'usage optimal des deniers publics est une condition *sine qua non* si on veut éviter une privatisation complète. En 1993, il prendra la direction de l'INEMAP (Institut européen de management public) à Charleroi (antenne de l'ULB à Parentville), qu'il a créé avec le soutien de Françoise Thys-Clément et Hervé Hasquin. Parallèlement à cette maîtrise en management public, il met sur pied avec Bernard Van Ommeslaghe [6] le post-graduat en commerce international. Toujours conscient des nouveaux défis de l'époque où il vit, Jacques Nagels s'est aussi consacré au développement des formations dans le domaine du management des institutions de soins de santé. De 1994 à 2002, il est président du comité de la MMISS (maîtrise en management des institutions de soins de santé) (avec comme vice-président le professeur I. Pelc), en collaboration avec l'Ecole de santé publique de la Faculté de médecine de l'ULB. J. Nagels a aussi lancé les formations en management communal, aussi bien à Bruxelles qu'en Wallonie (INEMAP notamment). Fort de son expertise en Belgique, Jacques Nagels a développé différents troisièmes cycles en management au Vietnam (à Ho Chi Minh-ville depuis 1994 et à Hanoï depuis 1996) notamment en management public. Jacques Nagels aura ainsi mené une carrière où la réflexion et l'action ne se sont jamais exclues l'une l'autre : enseignement tant en Belgique (dans les deux communautés linguistiques) qu'à l'étranger (au Nord, à l'Est et au Sud), recherche fondamentale (par exemple, en histoire de la pensée économique) et appliquée (par exemple, sur le commerce de compensation [7]), engagement dans la gestion de l'université, service à la collectivité, engagement politique,… Jacques Nagels a réussi à mener une carrière exemplaire sans sacrifier aucune des dimensions qui sont aujourd'hui vues comme les missions centrales de tout académique (enseignement, recherche et service à la collectivité). Là aussi sans doute, par sa vie même, il fit œuvre de pionnier.

---

[5] C'est l'année où la coalition libérale-sociale chrétienne vient au pouvoir et amorce une politique plus libérale, marquée entre autres par une série de mesures d'économie budgétaire.

[6] Qui sera président jusqu'en 1999, date à laquelle Jacques Nagels prendra la succession.

[7] J. Nagels, *Laissez faire, laissez troquer*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 1986.

2. Le parcours intellectuel de Jacques Nagels

A. L'histoire de la pensée économique

Jacques Nagels a commencé sa carrière de chercheur en économie par le biais de l'histoire de la pensée économique. Discipline souvent décriée comme étant de peu d'utilité pour l'économiste, elle est toujours enseignée et bien vivante ; des recherches actives ont lieu dans ce domaine comme dans les autres (mais peut-être de moins en moins en économie et de plus en plus dans des disciplines proches de la philosophie : histoire des idées ou histoire des sciences). Pour certains (comme le professeur De Vroey à l'Université catholique de Louvain), elle serait le dernier lieu où on trouve des généralistes en économie, alors que partout règne la spécialisation étroite. Elle seule permettrait d'avoir une certaine vision plus globale pour savoir d'où l'on vient, vers où on va et pourquoi. Pour les étudiants comme pour les chercheurs, elle offrirait aussi des points de repère, une sorte de cartographie de la discipline. Pour Jacques Nagels, on peut réellement dire que cette discipline constitue le socle de sa vision économique. On verra en effet comment son intérêt pour les pensées économiques pré-classiques (essentiellement française au XVIIIe siècle : Boisguillebert, Quesnay et les physiocrates) et classiques (avec un intérêt tout particulier pour celui qu'on nomme « le dernier des classiques », à savoir Marx) a très logiquement nourri chez lui un intérêt scientifique pour les questions liées au développement économique, dans une perspective « réaliste », c'est-à-dire tenant compte explicitement dans les modélisations des rapports entre « classes » définies (comme chez les classiques) par leur rôle dans la production et la nature des revenus qu'elles perçoivent. Jacques Nagels s'inscrit dans le vaste et divers cadre des traditions de l'économie politique se référant à l'œuvre de Marx. Son travail d'historien de la pensée économique visait d'ailleurs d'abord à resituer Marx dans celle-ci. On verra que cette approche est chez lui tout sauf mécaniste. Dans un certain sens aussi, Nagels tend à considérer l'histoire de la pensée économique comme inséparable non seulement de la science économique (l'économie politique, terme qu'il préférerait sans doute) mais aussi de l'histoire économique. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si un grand nombre de ses ouvrages initiaux en histoire de la pensée économique ont été publiés par le Centre d'histoire économique et sociale de l'Institut de sociologie de l'ULB [8].

1. La philosophie de l'histoire de la pensée économique chez Jacques Nagels

On distingue aujourd'hui *grosso modo* deux types d'histoire de la pensée économique. Il y a, d'une part, une histoire de la pensée économique *interne* [9], qui met l'accent sur l'analyse de l'évolution de la pensée elle-même, sur l'enchaînement

---

[8] Citons J. Nagels, *Genèse, contenu et prolongements de la notion de reproduction du capital selon Karl Marx, Boisguillebert, Quesnay, Leontiev*, Bruxelles, Centre d'histoire économique et sociale, Institut de sociologie, 1970 et Id., *Travail collectif et travail productif dans l'évolution de la pensée marxiste*, Bruxelles, Centre d'histoire économique et sociale, Institut de sociologie, 1974.

[9] M. Blaug, *La pensée économique*, 5e édition, Paris, Economica, 1999, p. 1.

logique des concepts, sur l'évolution des modélisations (avec souvent la pensée contemporaine pour point de référence). Souvent elle néglige d'ailleurs l'impact de ces concepts analytiques sur la politique économique (l'influence de la théorie économique sur la politique économique, et plus largement la formation de cette dernière, seraient d'ailleurs selon Weintraub [10] un domaine qui mériterait d'être davantage étudié par les historiens de la pensée économique et pour lequel une réelle demande existe de la part des économistes travaillant plus analytiquement sur ce sujet). C'est une histoire de la pensée économique pour économistes, dirions-nous. Il y a, d'autre part, une histoire de la pensée économique *externe*, qui cherche à comprendre l'évolution de la pensée économique d'un point de vue extérieur, en la contextualisant à la fois au sein de la réalité économique et sociale dans laquelle elle s'inscrit, et dans l'esprit du temps, c'est-à-dire des courants intellectuels plus larges prévalant à une époque donnée. Ce serait une histoire de la pensée économique pour historiens. Parfois d'ailleurs, elle ignore complètement les dimensions techniques des œuvres étudiées pour analyser d'autres aspects des auteurs : leur engagement politique, leur philosophie sociale… On pourrait aussi signaler une dernière possibilité, une histoire de la pensée économique pour philosophes, où elle sert surtout de matière première pour alimenter des débats en philosophie des sciences ou en méthodologie économique.

Jacques Nagels a cherché à développer une histoire de la pensée économique équilibrée, à savoir bien entendu interne (analyse technique de la pensée des auteurs et comment cette pensée évolue, et à quelles filiations elle a pu donner naissance) mais aussi externe. On peut dire qu'il marie harmonieusement les démarches de l'économiste et de l'historien. Dans l'introduction générale à son cours d'Histoire de la pensée économique, il rappelle en effet que l'histoire de la pensée économique est liée à la fois à l'histoire des faits et à l'histoire de la pensée philosophique, éthique et sociale.

Pour Jacques Nagels,

> « à toute situation ou structure économico-sociale correspond une certaine politique économique. Cette politique économique se fonde sur une certaine théorie économique plus ou moins systématisée. En fait, on constate qu'à toute réalité socio-économique correspondent différentes théories économiques. Ces différentes théories ne sont pas à mettre sur le même plan : pour chaque époque historique, il existe une idéologie et une pensée économique dominantes à côté desquelles se développent d'autres théories économiques qui sont soit l'expression de groupes sociaux ascendants, soit celle de groupes en perte de vitesse (…) Il s'ensuit pratiquement qu'il existe une liaison permanente entre la réalité socio-économique et l'économie politique d'une époque ; et qu'il existe une liaison permanente entre la pensée économique d'une période déterminée et les intérêts que cette pensée sert. Cette laison n'est pas mécanique ; elle n'est même pas aisée à mettre en évidence » [11].

---

[10] E.R. Weintraub (éd.), *The Future of the History of Economics*, Durham et Londres, Duke University Press, 2002, p. 12 et p. 182.

[11] J. Nagels, *Histoire de la pensée économique I*, volume 1, Bruxelles, Presses universitaires de Bruxelles, 1997, p. 1-2.

Nagels fait aussi souvent œuvre de sociologue des sciences (économiques) en n'oubliant jamais de situer un auteur particulier dans la société de son temps. La remarquable analyse des contradictions de Boisguillebert au début du XVIIIe siècle à Rouen, à la fois bourgeois et « apparatchik » du régime français en tant que membre de la noblesse de robe, est en ce sens exemplaire [12].

D'autre part, Nagels souligne que l'histoire de la pensée économique est aussi liée à la pensée d'une époque, l'« esprit du temps » (*Zeitgeist*). La pensée économique doit être donc située dans le cadre des grands courants de la pensée philosophique, morale, politique, du temps. Ces courants de pensée façonnent en effet les structures mentales de l'époque, et donc « constituent le cadre dans lequel les problèmes se posent. Pratiquement, il faudra mettre en évidence la liaison entre la pensée économique et les structures mentales. Par exemple, la physiocratie est incompréhensible si on ne connaît pas le courant de pensée de l'époque en France (Montesquieu, Voltaire…) » [13].

Nagels n'en oublie pas pour autant l'analyse interne des auteurs – son travail de clarification des auteurs comme Quesnay par exemple, est en ce sens tout à fait remarquable. Utilisant une formalisation minimale (on retrouve à nouveau ici son souci de l'équilibre), il fait apparaître la structure logique de la pensée des auteurs au départ de textes purement « littéraires » et élabore un étalon de comparaison avec d'autres auteurs, permettant ainsi de situer nettement les points communs, les apports, les progrès [14]. Pour Jacques Nagels en effet, « la pensée économique du passé est liée à la pensée économique contemporaine, car elle éclaire et permet de comprendre la genèse de la pensée économique contemporaine. Réciproquement, chaque école économique postérieure éclaire celle qui l'a précédée » [15]. A l'opposé d'une vision qui ne verrait dans l'histoire de la pensée économique qu'un musée de théories dépassées, Nagels y voit une clé pour comprendre le présent, et parfois aussi mettre en cause la pensée dominante, en montrant comment des débats anciens font parfois curieusement écho à des débats plus contemporains. Que ce soit la critique de l'économie politique anglaise (celle de Ricardo) par Marx [16], qui en souligne le caractère historiquement situé (propre à un régime institutionnel particulier) à l'opposé de sa prétendue universalité, ou encore la critique de List par rapport à la théorie des avantages comparatifs de Ricardo (le libre-échange est optimal en théorie, certes, mais « gèle » un rapport inégal, dans une théorie dont le temps historique est absent et où les avantages comparatifs sont des données exogènes, alors que dans une perspective plus évolutionniste on peut montrer aussi qu'ils sont construits dans une

---

[12] Boisguillebert comme « métis social », voir l'article de J. Nagels, « Boisguillebert et quelques courants de la pensée économique », *in Boisguillebert parmi nous. Actes du colloque international de Rouen*, 22-23 mai 1975, Paris, INED, 1989, p. 285-294.

[13] J. Nagels, *Histoire de la pensée économique I*, volume 1, *op. cit*., p. 2.

[14] On a ici à l'esprit sa comparaison entre Marx et Quesnay (en ce qui concerne les points communs et les différences entre les notions de produit net chez Quesnay et de plus-value chez Marx). Voir J. Nagels, *Genèse, contenu et prolongements…, op. cit.*

[15] J. Nagels, *Histoire de la pensée économique I, op. cit.*, p. 2.

[16] K. Marx, *Critique de l'économie politique*, Paris, Pléiade, 1965 (éd. originale 1859).

phase préalable caractérisée par un certain protectionnisme), les exemples abondent. Pour Jacques Nagels, l'histoire de la pensée économique n'est pas nécessairement l'histoire d'un progrès sans fin. De même, pour lui, l'économie politique dominante à un moment donné, y compris le présent, n'est pas non plus « la fin de l'histoire » pour reprendre l'expression de Fukuyama [17].

2. *Une histoire des théories de la croissance via une mise en situation de la pensée marxiste*

La réflexion de Jacques Nagels a porté sur une question centrale, la reproduction du capital. Il a opéré l'histoire de ce concept sur une très longue période, en débutant avec Boisguillebert (au début du XVIIIe siècle) en passant par les physiocrates (Quesnay, 1758), Marx (1867) pour terminer avec la période contemporaine au travers de l'analyse des travaux de Leontiev (années cinquante-soixante). La reproduction du capital vise à comprendre les conditions nécessaires à la reproduction de l'économie de période à période (on est clairement dans une perspective dynamique), soit à l'identique (Marx parle de « reproduction simple »), soit en augmentant matériellement le produit (Marx parlait de « reproduction élargie »). Dans un sens, c'est à une préhistoire des théories de la croissance que Jacques Nagels s'est attelé, par le biais d'un essai de mise en perspective de la pensée marxiste. Les théories de la croissance que Jacques Nagels va exhumer chez les auteurs français du XVIIIe siècle ont en effet beaucoup de points communs avec la vision de l'Economie politique classique anglaise (celle qui débute avec Adam Smith, 1776, et comprend une série de grands noms comme David Ricardo, Malthus, J.S. Mill plus tard) qui donnera à Marx beaucoup de ses instruments d'analyse économique. En ce sens, dans un contexte où beaucoup d'auteurs anglo-saxons choisissaient de dater les débuts d'une pensée économique vraiment scientifique à Smith [18] et Ricardo [19], Nagels rend justice à toute une pensée économique française du XVIIIe siècle qui s'avère remarquablement féconde et en avance (peut-être n'est-ce pas étranger à la crise de régime que subit la France, entre la mort de Louis XIV en 1715 et la Révolution française en 1789). Ce fait est d'ailleurs aujourd'hui reconnu, et dans le monde anglo-saxon, c'est curieusement [20] à des auteurs très à droite (au sens américain d'ultra-libéraux, ou « autrichiens ») comme Rothbard qu'on doit cette réévaluation. Mais c'est Marx qui a sans doute été le premier à opérer cette réévaluation.

Ce qui relie les auteurs français du XVIIIe siècle aux auteurs anglais de l'Ecole classique et à Marx, c'est la recherche des conditions qui assurent la reproduction simple ou élargie d'une économie au départ d'une compréhension des conditions techniques de la production (on parlerait aujourd'hui des fonctions de production) et des conditions sociales de la répartition (à savoir comment le produit annuel d'une

---

[17] F. Fukuyama, *The End of History and the Last Man*, New York, Free Press, 1992.

[18] A. Smith, *The Wealth of nations*, New York, Modern Library, 1776, rééd. 1937.

[19] D. Ricardo, *Principles of Political Economy and Taxation*, édition de P. Sraffa, Cambridge, Cambridge University Press, 1817, rééd. 1953.

[20] Pas vraiment en fait : la pensée économique française du XVIIIe siècle met en place les pierres fondatrices d'une vision économique libérale.

économie est partagé entre des « classes sociales » qui sont définies par la nature des revenus qu'elles touchent et leur rôle dans la production). On a affaire à des auteurs qui tous cherchent, par le biais d'une modélisation réaliste de la société de leur temps (comment se fait la production ? Quelles sont les classes sociales, les groupes, présents dans l'activité économique et quel est leur apport ?), à définir des futurs probables, et surtout les conditions optimales pour un accroissement des richesses disponibles. Tous ces auteurs sont dans un certain sens aussi des « progressistes » en ce sens que leur analyse économique leur permet de mettre le doigt sur les dysfonctionnements qui bloquent le progrès économique. Boisguillebert, comme les physiocrates en France au XVIII[e] siècle, critiquera ainsi les obstacles à la libre circulation des biens et à la liberté de commerce (laisser faire, laisser passer) qu'implique le maintien de structures féodales à une époque où elles ne sont plus adaptées ; ils se feront aussi les critiques d'une structure fiscale qui surcharge la classe paysanne et la bourgeoisie et octroie des privilèges (ne pas payer l'impôt entre autres et aussi le monopole du pouvoir politique) aux classes les plus oisives et les plus riches. Ricardo au XIX[e] siècle se fera l'amer critique des propriétaires fonciers qui n'ont objectivement aucun rôle productif (les terres étant gérées par des fermiers-capitalistes), et qui *in fine* sont même nuisibles en cherchant à maintenir le protectionnisme agricole (*corn laws*) pour garder élevé le prix du blé et donc leurs rentes (loyers des terres). Il se fera d'ailleurs l'apôtre de réformes très audacieuses pour l'époque comme le suffrage universel, destiné à noyer le pouvoir politique des *landlords*, et favoriser ainsi des mesures plus propices à la croissance (comme le libre-échange en matière agricole), même si *in fine* le poids des rendements décroissants dans la production doit mener à un état stationnaire où la croissance s'arrête (seul le progrès technique pouvant retarder cette évolution). Marx [21] lui aussi se fera le critique d'un capitalisme qu'il voit comme hautement instable (même si à la différence de Ricardo il ne parle plus d'arrêt de la croissance) de par les déséquilibres très probables que ne peut manquer d'entraîner une dynamique créatrice de richesses de plus en plus concentrées face à une paupérisation de plus en plus importante de ceux qui produisent ces richesses. De plus, pour Marx, la concentration du capital qui accompagne ce processus de croissance instable ne correspond *de facto* plus à une production décentralisée et concurrentielle. La socialisation du processus de production est une conséquence logique de l'évolution économique ; les institutions devront s'adapter pour assurer au mieux le développement des forces productives. Tous ces auteurs sont étonnamment modernes en ce sens qu'ils se font les avocats de réformes institutionnelles profondes pour favoriser au mieux le développement économique (et aussi bien sûr les groupes dont ils représentent les intérêts). On n'est dans ce sens pas très éloigné des approches contemporaines de *political economy* (telle que les économistes l'entrevoient) et d'*institutional design*. On comprend aussi assez facilement pourquoi Jacques Nagels se passionnera pour l'analyse des questions liées au développement. A nouveau certaines recherches contemporaines (nous pensons ici

---

[21] K. Marx, *Das Kapital*, Berlin, Dietz Verlag, 1959 (première édition 1867).

à Murphy, Vishny et Shleifer [22] ou Acemoglu, Johnson et Robinson [23]) ne sont pas complètement éloignées de ces préoccupations (même si probablement ces auteurs n'en tirent pas les mêmes conclusions de politique économique).

L'analyse que fait Jacques Nagels des pensées économiques qui ont précédé l'Ecole classique anglaise et aussi néo-classique permet clairement d'entrevoir que la pensée économique la plus contemporaine et même la plus mathématisée reste en continuité avec la pensée économique plus ancienne. Il y a plus de filiation que de trahison. Ainsi, dès le début du XVIIIe siècle, en analysant l'œuvre de Boisguillebert [24], Nagels montre qu'on y voit émerger l'idée de l'économie comme système, qui ouvre la voie à une possible mathématisation (même si Boisguillebert, juriste, n'en est pas explicitement conscient). Boisguillebert met en effet l'accent sur l'interdépendance économique qui va de pair avec le développement économique. Avec ce développement, l'économie se complexifie, la division du travail devient très poussée (Boisguillebert dit qu'on passe de deux à deux cents « professions », c'est-à-dire des branches économiques). Il opère aussi le lien entre cette division du travail entre branches interdépendantes et l'usage de la monnaie (avec deux professions, le troc suffisait). De façon très moderne, Boisguillebert met l'accent sur les différents niveaux d'interdépendance économique, en premier lieu celle qui existe entre les différentes branches de l'économie. La division du travail rend tous les secteurs interdépendants. Il fait le parallèle entre la vie économique et un corps ou une horloge (dans la suite de l'histoire de la pensée économique, on retrouvera cette tension entre analogie mécanique ou biologique – ce qui donnera lieu à deux références bien distinctes en guise de modèle à atteindre pour la science économique). Il a l'intuition d'une nécessaire cohérence interne de l'économie. Là aussi, Boisguillebert comprend qu'il y a à la fois une dimension technologique (chaque branche doit disposer de quantités d'inputs matériels suffisants pour produire à son tour un certain niveau d'output qui soit suffisant, ni trop ni trop peu, pour satisfaire toutes les demandes pour ce produit, que ce soit en termes de biens intermédiaires ou de consommation finale), qui fait référence à une condition sur les flux réels entre les différentes professions. Les économistes auront reconnu ici l'ébauche de ce qui deviendra au XXe siècle avec Leontiev [25] un tableau input-output. Bien entendu, cette approche

---

[22] K. M. Murphy, A. Shleifer et R.W. Vishny, « Why is Rent-Seeking so Costly to Growth ? », *American Economic Review. Papers and Proceedings*, mai 1993, p. 409-414.

[23] D. Acemoglu, J. Johnson et J.A. Robinson, « The Colonial Origins of Comparative Development : An Empirical Investigation », *American Economic Review*, 91/5, 2001, p. 1369-1401.

[24] Voir J. Nagels, *Genèse, contenu et prolongements…, op. cit.*, 1970 ainsi que Id., « Boisguillebert et quelques courants de la pensée économique », *op. cit.*, p. 285-29 et Id., « Eléments de dialectique dans la pensée de Pierre le Pesant de Boisguillebert », *in Contributions à l'Histoire économique et sociale*, Institut de sociologie, Université libre de Bruxelles, V, 1968-1969, p. 167-211.

[25] W. Leontiev, *The Structure of American Economy 1919-1939*, 2nd ed., Oxford, Oxford University Press, 1951.

donne beaucoup plus de poids aux conditions technologiques (*input requirements*) au travers de coefficients techniques fixes qu'au rôle des prix. Mais Boisguillebert est un économiste qui est aussi conscient du rôle des prix dans la cohérence de l'économie dans son ensemble : il pense aussi que fort probablement les prix des marchandises échangées entre les secteurs ne peuvent être quelconques (sinon il y aura des distorsions). Boisguillebert ne développe cependant pas plus sa pensée et n'offre pas de réelle théorie des prix. Parmi tous les secteurs qu'il présente, Boisguillebert (comme tous les économistes français du XVIIIe siècle) donne une importance prépondérante à un secteur particulier : l'agriculture, qui nourrit les autres branches et occupe la plus grande partie de la main-d'œuvre.

Boisguillebert est conscient d'une série d'autres interdépendances économiques : territoriale (il pense qu'une région ou un pays qui produit des biens à des coûts inférieurs à un autre les exportera et que tout le monde y gagnera ; il s'oppose ainsi aux idées mercantilistes qui dominent la pensée de l'époque, comme celle de Colbert) et temporelle (il faut garantir la continuité du processus économique dans le temps ; c'est toute la dimension de la reproduction qui présage Quesnay, Ricardo, Marx). Il pense aussi qu'en théorie au moins il existe une interdépendance entre intérêts privé et collectif (même si en pratique les choses ne sont pas si simples) et entre classes sociales (surtout entre propriétaires fonciers et travailleurs agricoles).

Boisguillebert est un peu atypique parmi les auteurs que Nagels étudie avant Marx : s'il est en effet un ardent défenseur du laisser faire, laisser passer en matière agricole, il est aussi un économiste qui donne une importance centrale au pouvoir d'achat, à la demande dans ses analyses. Il est en un sens un pré-keynésien. Jacques Nagels tente ainsi de montrer comment on trouve chez Boisguillebert l'ébauche d'une vision proche de celle de la comptabilité nationale (avec trois optiques : production, revenu et dépenses). Dans ses analyses, c'est l'optique des dépenses qui est la plus importante. C'est une vision en termes de circuit économique qui surgit avec Boisguillebert. La France qui est en crise au début du XVIIIe siècle est victime selon lui d'une crise de sous-consommation, et il pressent ainsi la consommation (dans sa dimension macroéconomique) comme le moteur d'une relance économique. Pour Boisguillebert, les obstacles aux échanges et des taxes de plus en plus lourdes nuisent à la consommation ; les biens agricoles ne peuvent se vendre correctement. La baisse des prix agricoles ruine ou réduit le revenu dans ce secteur, et un phénomène d'interaction avec les biens d'industrie amplifie la crise. Les revenus des producteurs de biens agricoles comme de biens d'industrie baissent. A côté de ces producteurs, le modèle de Boisguillebert donne un rôle à « ceux qui n'ont d'autres fonctions que recevoir » (ceux que l'économiste contemporain appelerait *rent-seekers*). Cette classe perçoit des revenus de fonds (de la terre) ; bien qu'improductive, cette classe joue un rôle central car en dépensant ses revenus elle permet d'amorcer le fonctionnement du circuit économique. La baisse de ces « revenus de fonds » qui résulte de la décadence de l'agriculture aggrave la crise. Boisguillebert se voudrait conseiller du prince. Il propose une stratégie économique pour restaurer les finances du royaume, en ramenant la prospérité au sein du secteur-clé de l'économie : l'agriculture. Interprétant la crise comme une crise de sous-consommation, il se propose de relancer la consommation surtout dans le domaine agricole. Sa stratégie économique

est double : opérer une réforme fiscale (dont s'inspirera Vauban avec son *Projet de dîme royale* en 1707) et assurer la liberté du commerce. Sur le plan fiscal, il s'agirait de diminuer les taxes sur les ventes au détail, de réformer la taille en élargissant son assiette (la faire payer par tous en s'attaquant aux privilèges) et en uniformisant son taux (vers le bas, grâce à l'élargissement de l'assiette ; l'impôt cesserait ainsi de ruiner les agriculteurs). On trouve chez Boisguillebert déjà l'intuition que la propension à consommer des plus pauvres est plus importante que celle des plus riches, et que donc réduire l'impôt auprès de la masse de la population agricole aura un effet important. En matière commerciale, Boisguillebert plaide pour la libre circulation des grains. En élargissant les débouchés offerts à l'agriculture (parallèlement à sa politique fiscale agissant sur la demande), il escompte régulariser et relever les prix agricoles. Ainsi, Boisguillebert combine une approche par la demande (keynésienne) avec un programme libéral (« laisser faire, laisser passer »), confiant en l'autorégulation du système économique.

La pensée économique de Quesnay est plus sophistiquée. Cet auteur, maître à penser de l'Ecole physiocratique, présentera en effet le premier véritable modèle de croissance (le fameux *Tableau*, 1758) où, hormis la théorie de la valeur travail, on retrouve tous les éléments de la pensée économique classique : un souci de comprendre les mécanismes de la croissance économique (la dynamique), encore appelée reproduction, par une approche qui privilégie les aspects d'offre (les conditions technologiques) et la dimension de la répartititon du produit entre classes sociales rivales (et complémentaires). Jacques Nagels a accompli un travail de clarification tout à fait remarquable de l'œuvre de Quesnay. En traduisant son raisonnement en termes formels, il a pu aussi le comparer avec Marx (et par là à la pensée économique classique). Il a ainsi pu mettre en avant la modernité de la pensée économique française au XVIIIe siècle. Jacques Nagels ne se contente pas d'une analyse interne de l'œuvre de Quesnay ; il la replace dans son contexte historique et philosophique. Au-delà du primat de l'agriculture, cet auteur participe en effet du mouvement des idées propre au XVIIIe siècle et qui donne un terreau favorable à l'émergence d'une pensée économique qui se veut autonome. Il croit en l'existence d'un ordre naturel, valable en tous temps et tous lieux, qu'il est possible de connaître par la raison et qui contient les lois les plus avantageuses pour les hommes. L'ordre positif construit par les hommes doit se rapprocher au mieux de cet ordre naturel, qui s'énonce via des vérités d'évidence que Quesnay appelle « maximes de l'ordre naturel ». Parmi ces maximes se trouve le libre-échange. Les physiocrates vont en effet défendre le « laisser faire, laisser passer » pour la première fois dans tous les domaines (commerce intérieur et extérieur, agriculture et industrie). Cette liberté du commerce est défendue sur la base d'une argumentation économique : elle constitue en effet une condition de l'extension des marchés, donc du développement des débouchés, et par là de la production, notamment agricole et donc *in fine* du surplus (le « produit net », voir *infra*). Cette défense de la liberté économique en vue de favoriser la prospérité n'empêche pas Quesnay d'être un ardent partisan du despostisme éclairé (il est moins progressiste en matière politique qu'en matière économique, se distinguant ainsi d'auteurs classiques anglais comme Ricardo). Il est en effet conscient que le libre échange ne s'imposera pas spontanément et que des intérêts particuliers peuvent s'opposer à l'intérêt général

(des entrepreneurs, artisans, peuvent se liguer pour fausser la concurrence ; on trouve chez Quesnay le même genre d'argument que chez Smith [26]). Il faut donc un « bon gouvernement » qui instaure des règles positives conformes à l'ordre naturel, c'est-à-dire qui fasse respecter la concurrence contre ceux qui la violent.

L'apport essentiel de Quesnay réside dans sa compréhension des mécanismes de la croissance. Il se fonde certes sur une idée fausse (seule l'agriculture créerait de la valeur, car elle seule démultiplierait la matière – or, comme l'a souligné Lavoisier, « rien ne se perd, rien ne se crée »), mais pour le reste on retrouve très clairement chez cet auteur un mode de raisonnement et une vision de la dynamique économique qui imprégneront profondément les classiques [27]. Son analyse se centre sur la production ; la monnaie est quelque part secondaire : sa fonction est de faciliter les échanges, un équivalent général, un étalon de mesure de la valeur des choses échangeables. Il est anti-monétariste, pour lui l'essentiel est constitué par les flux réels. Pour comprendre le mécanisme de la croissance il construit un modèle, c'est-à-dire une version simplifiée du fonctionnement de la société dans lequel il vit. Dans ce modèle, on considère des acteurs qui sont les classes « sociales », définies en fait par leur place dans l'économie (et la nature des revenus qu'ils perçoivent) : propriétaires fonciers, classe dite stérile (le secteur de la production manufacturière) et classe dite productive (le secteur agricole). La classe productive est celle qui gère effectivement les terres, à qui incombent les investissements et les dépenses courantes (que Quesnay dénomme « avances » primitives pour les achats de biens de capital fixe et annuelles pour les dépenses courantes qui incluent les inputs matériels et les salaires) et qui produit la récolte totale. Cet output total peut s'exprimer au travers de la somme des avances (amortissement du capital fixe et dépenses courantes) et d'un surplus : le produit net. On comprend l'expression « classe productive », car l'agriculture est le seul secteur qui génère un surplus (au-delà de ce qui a été avancé). Pour Quesnay, c'est « un don gratuit de la nature », mais Nagels note qu'il est bien conscient de l'importance du facteur travail dans cette genèse (article « Grains » de l'*Encyclopédie*). Nagels opère aussi la comparaison avec le dernier des classiques, Marx, qui lui va distinguer dans les avances courantes (les avances primitives sont chez lui le capital fixe déprécié) le capital circulant (matières premières et matières auxiliaires) et le capital variable (somme des salaires) – car il donne au facteur travail un rôle central, celui de générer la plus-value (qui n'est plus comme le produit net un don gratuit de la nature mais un fruit du travail des hommes, approprié par les capitalistes via le mécanisme de l'exploitation). Nagels introduit une série de

---

[26] On verra plus tard que ce n'est pas un hasard, Smith ayant été le précepteur du duc de Buccleuch et ayant voyagé en France. Il a ainsi pu prendre connaissance sur place des théories des physiocrates avant de rédiger la *Richesse des Nations*. Son ouvrage central est A. Smith, *The Wealth of Nations*, *op. cit*.

[27] A la limite même, on trouve en germe la théorie de la valeur-travail. Ainsi dans l'article « Grains » publié dans l'*Encyclopédie* de Diderot et d'Alembert en 1757, il dira : « les revenus sont le produit des terres et des hommes. Sans le travail des hommes, les terres n'ont aucune valeur ».

ratios (comme le rapport produit net sur avances annuelles, soit le rendement de la production du surproduit. Il établit la comparaison avec le ratio plus-value sur capital variable soit le taux de plus-value chez Marx). De façon symétrique, Nagels établit une relation qui décrit la production dans le secteur des manufactures (par la classe stérile) comme une simple somme d'une certaine consommation de produits agricoles, et d'avances annuelles [28]. Il n'y a pas de surproduit dans ce secteur (d'où le terme « stérile »). Dans le modèle de Quesnay le produit net du secteur agricole sera approprié par la classe des propriétaires fonciers (une classe sociale s'approprie ce surproduit qu'elle n'a pas contribué à produire – c'est une vision des choses que l'on retrouve chez Marx, mais en fait déjà chez Ricardo si on examine par exemple le modèle du blé de 1815). Le produit net constitue le revenu de cette classe que Quesnay dénomme le « beau monde ». Elle joue néanmoins un rôle économique clé par ses décisions d'affectation de son revenu sur des produits manufacturés ou agricoles. Elle joue un rôle stratégique et détient les clés de l'évolution économique. Pour le démontrer, on peut introduire un ratio qui est le rapport entre les achats de produits agricoles par cette classe et ses revenus (le produit net). Lorsque ce rapport est inférieur à ½, il y a « luxe de décoration » et un rétrécissement de la production de période à période. Sous les hypothèses « techniques » que le rapport entre avances annuelles et produit net vaut 1 (on voit ainsi que lorsqu'on explicite son raisonnement, Quesnay ne croit pas complètement en la « gratuité » du produit net) et que celui entre avances annuelles et output agricole est constant, et sous l'hypothèse « sociologique » que les habitudes de consommation des propriétaires fonciers vont se répercuter sur celle des autres classes, on peut facilement en explorer les conséquences. Lorsque les propriétaires fonciers dépensent relativement plus sur les produits manufacturés que sur les produits agricoles, la demande plus faible de produits agricoles va induire un ajustement concomitant de l'offre agricole, et donc des avances annuelles et donc à la période qui suit du produit net (c'est-à-dire des revenus des propriétaires fonciers). Si on persiste dans les mêmes habitudes de consommation avec un output plus faible, on entre dans un cercle vicieux de décroissance économique à cause d'un certain choix du ratio « achats de produits agricoles sur produit net » (appelons-le R pour simplifier). Si à l'inverse ce ratio R est supérieur à ½, on est face au cas dit de « faste de subsistance » et on aura une économie qui se reproduit de plus en plus largement (croissance économique). Lorsque ce ratio R vaut 1, le « tableau » est équilibré et l'économie se reproduit à l'identique de période à période. Jacques Nagels s'est efforcé de bien mettre en évidence la dynamique du modèle en explicitant les échanges inter-classes au cœur du « tableau » économique de Quesnay. En faisant certaines hypothèses simplificatrices de départ (la classe des propriétaires fonciers a une créance de deux millions sur la classe productive ; cette dernière dispose de l'output agricole d'une valeur de cinq millons de livres à l'issue de la période précédente et de deux millions de capital monétaire ; la classe stérile a un output manufacturier d'une valeur de deux millions de livres), on peut examiner la mécanique des relations

[28] Quesnay fait l'hypothèse que le secteur manufacturier ne consomme pas lui-même de biens manufacturés (pas d'auto-consommation).

inter-classes (sous l'hypothèse par exemple de R = 1). Il y a diverses étapes : la classe productive s'acquitte de sa dette de deux millions de livres à la classe des propriétaires fonciers en monnaie. Ceux-ci achètent alors pour un million de produits manufacturés et un million de produits agricoles (voir l'hypothèse faite sur R). Avec son million en monnaie la classe stérile achète des produits agricoles ; la classe productive fait de même auprès de la classe stérile avec son propre capital monétaire d'un million. Suite à ces échanges, les deux classes gardent un million en monnaie. Enfin, la classe stérile dépense son million en capital monétaire pour acquérir auprès de la classe productive des matières premières. On est alors à la veille de la reproduction (on retrouve graphiquement les équations caractérisant l'offre en termes d'inputs décrites ci-dessus), et la classe productive possède, outre deux millions de capital monétaire, un million en produits manufacturés, un million en produits agricoles et un million en matières premières (agricoles) ; la classe stérile possède un million en produits agricoles et un million en matières premières ; et la classe des propriétaires fonciers possède un million en produits agricoles et un million en produits manufacturés. On peut, comme l'a fait Nagels, calculer la vitesse de circulation de la monnaie ou opérer la comptabilité des opérations et comparer les choses en termes plus contemporains de production totale, consommation intermédiaire, consommation finale et revenu national (ou produit net chez Quesnay). On ne peut qu'être fasciné par la remarquable modernité de l'approche de Quesnay qui pour la première fois raisonne au moyen d'un modèle explicite, considérant l'économie comme un véritable système (vision très abstraite basée sur un jeu d'hypothèses simplificatrices).

Quesnay est aussi assez contemporain en ce que son analyse économique lui sert en termes de politique économique. Il vise le redressement économique de la France et propose une réelle stratégie de développement économique (on verra par la suite combien Nagels est resté attaché à ce type de démarche et aux questions de développement économique, même si à la différence des physiocrates – qui sont aussi des « libéraux » au sens économique du terme – il s'attachera à des solutions plus dirigistes). Les physiocrates ont une vision productiviste et on pourrait dire capitaliste de la production (ce n'est pas un hasard si le modèle du blé de Ricardo en 1815 reprend l'essentiel de la trame de la vision de Quesnay, avec des éléments supplémentaires, comme l'introduction de l'hypothèse des rendements décroissants dans la production, et une conception de la valeur-travail bien plus explicite que celle de Quesnay). Pour eux en effet, seule l'agriculture dégage un produit net. Il faut donc favoriser la production agricole par tous les moyens (par exemple, par une gestion plus rationnelle des domaines et un remembrement des terres pour atteindre des tailles compatibles avec des investissements agricoles optimaux, voir *infra*). Dans les grandes lignes, on peut dire que la stratégie de Quesnay se base à la fois sur les prix et sur l'investissement. Il s'agit de mener une politique des « bons prix agricoles » : il faut augmenter les prix agricoles (« du vendeur de première main ») et chercher à éviter les crises de surproduction (éviter les baisses des prix et leur instabilité). Les moyens préconisés par Quesnay sont de favoriser la demande (développer le marché intérieur et extérieur), diminuer la thésaurisation (accroître les dépenses) et augmenter les salaires (liés aux prix du blé) (vue keynésienne). Il faut aussi augmenter la concurrence partout et à tous niveaux (solution libérale) : supprimer les entraves seigneuriales au

commerce, abolir les prix de monopole, les privilèges commerciaux, le système des corporations. On espère par là aussi rogner sur les intermédiaires et réduire l'écart entre le prix du vendeur de première main et le prix pour le consommateur final. Il faut bien entendu, et c'est la principale leçon de son tableau économique, favoriser les achats de produits agricoles plutôt que de biens manufacturés (à l'époque, surtout des biens de luxe). Finalement il faut accroître les investissements agricoles, notamment en favorisant la formation de grandes propriétés foncières, les seules susceptibles d'introduire beaucoup de capital fixe dans l'agriculture.

3. L'analyse de la pensée économique de Marx

L'analyse que Jacques Nagels a menée sur les pensées économiques pré-classiques et classiques est dans son esprit destinée aussi à mettre en lumière l'originalité et en même temps les filiations de la pensée de Marx. Nous réservons à cette dimension de l'œuvre de Nagels une section séparée tant l'analyse de la pensée de Marx est centrale pour lui-même, même si comme on le verra par la suite, il ne s'enferme pas dans une exégèse stérile de son œuvre. En historien de la pensée économique qu'il est, il cherchera tout à la fois à mettre en lumière les sources de la pensée marxiste dans l'histoire de la pensée qui le précède tout en étudiant ses influences, ou simplement en confrontant ses idées à celles développées postérieurement dans la pensée contemporaine, y compris la plus contemporaine – à l'époque – à savoir par exemple celle de Keynes. On pourrait dire que sa démarche se rapproche pour partie dans un sens de celle de Joan Robinson qui, à Cambridge, a elle aussi tendu à replacer Marx dans une perspective plus contemporaine, et à réinterpréter ses raisonnements partiellement en termes keynésiens. L'intérêt de Jacques Nagels n'est évidemment pas uniquement académique : il n'a jamais caché son profond engagement marxiste ; il fut d'ailleurs le dernier député du Parti communiste de Belgique au début des années quatre-vingt (de 1981 à 1984). Mais il resta néanmoins toujours un académique, un scientifique, dans le traitement de son sujet. Plus généralement, sans s'enfermer dans un dogmatisme étroit, il a cherché, y compris dans ses recherches sur d'autres domaines de la science économique, à rester fidèle à un certain esprit propre à la pensée économique de Marx (c'est la dimension dialectique dont nous parlons plus loin).

Pour Jacques Nagels en effet, bien qu'elle s'inscrive dans une histoire (influence des courants qui l'ont précédé : Boisguillebert, Quesnay, Smith, Ricardo…), qu'elle soit datée et donc historiquement située (Marx a publié le premier tome du *Capital* en 1867), la pensée marxienne [29] possède une série de caractéristiques qui sont pour lui toujours d'actualité en termes de méthodes, d'angle d'approche de la science économique. Ces grandes caractéristiques sont résumées dès l'entrée de son grand ouvrage *Travail collectif et travail productif dans l'évolution de la pensée marxiste* (1974), issu de sa thèse de doctorat. Tout d'abord *l'économie politique fait partie*

[29] Nous nous efforcerons de distinguer l'adjectif marxien (se référant à l'œuvre de Karl Marx) de celui de marxiste (se référant plutôt aux interprétations successives de son œuvre par d'autres auteurs). Jacques Nagels s'est prioritairement attaché à l'exégèse de l'œuvre de Marx plutôt qu'à celle des pensées postérieures.

d'un ensemble. C'est-à-dire qu'elle repose d'une part sur une certaine vision (ou conception) du monde plus large (une vision globale de la société, une certaine idée de la finalité économique ou sociale) qui nourrit ses interrogations et oriente ses analyses. A la différence des théories économiques autres (que ce soit dans le passé par exemple l'Ecole classique anglaise, ou dans le présent avec l'économie dite néo-classique), l'économiste marxiste en est parfaitement conscient et assume cette dimension. La science économique n'est dans cette perception jamais totalement neutre comme le serait l'astronomie ; la *Wertfreiheit* au sens wébérien y est illusoire, ne fût-ce que parce que son discours porte sur les hommes en société, divisés en groupes sociaux aux intérêts divergents (ici la vision s'écarte de la vision traditionnellement optimiste de l'économiste, qui voit dans le marché un moyen pacifique de dépasser le conflit et qui tend à nier les rapports de pouvoir). La pensée économique est aussi perçue comme un discours (même s'il est très logiquement articulé et cohérent) qui sert des intérêts déterminés par des forces économiques et sociales (dans un sens elle fait déjà partie de la superstructure pour utiliser ce terme marxiste) ; elle a toujours une fonction qu'il s'agit aussi de décoder [30] (ou d'avoir à l'esprit). Ainsi, la pensée économique de Quesnay, outre ses dimensions analytiques de développement d'un modèle de pensée pour comprendre les mécanismes de croissance économique, est aussi une défense et illustration du « laisser faire, laisser passer » qui correspond aux intérêts objectifs d'une classe sociale ascendante bien précise (la bourgeoisie), qui se bat contre le maintien de structures héritées du passé et qui entravent son épanouissement. La pensée économique keynésienne naît à un moment où l'Etat (suite à la guerre de 1914-1918 et à la crise de 1929-1934) intervient de plus en plus dans le fonctionnement de la machine économique parce que c'est nécessaire pour éviter un effondrement total du système capitaliste grâce à une intervention macroéconomique. Le développement d'une nouvelle *théorie* économique de type macroéconomique est donc fonctionnel dans ce cadre. Il s'agit certes d'une rupture, d'une réforme dans la pensée économique pour justifier des réformes de la politique économique (« mais des réformes qui visaient à consolider les structures sociales existantes ») [31]. On comprend par là pourquoi en tant qu'historien de la pensée économique, Jacques Nagels ne négligera jamais l'histoire externe (le contexte).

Ensuite, *la pensée économique marxienne est historique*. A la différence de la plupart des écoles de pensée en économie qui cherchent, en se calquant sur une certaine vision de la physique, à dégager des lois de fonctionnement invariantes et valables en tous temps et tous lieux, la pensée économique marxiste prend l'histoire au sérieux. C'est une pensée évolutionniste dans le sens où le présent est vu comme conditionné par le passé (il en est le résultat – ce qui veut aussi dire que la réalité

---

[30] Car Jacques Nagels a une vision qui n'est pas étroite du matérialisme historique : pour lui « l'évolution de la société, du social, du politique, de l'institutionnel,… du cadre juridique, des structures mentales et de l'idéologie… n'est pas déterminée dans le sens étroit du terme mais plutôt conditionnée par l'évolution du facteur économique » (J. Nagels, *Travail collectif et travail productif..., op. cit.,* p. 12).

[31] *Ibid.*, p. 12.

présente permet d'éclairer le passé ; des auteurs contemporains comme Paul David [32] parleraient de *path dependence*), et que le présent est une étape. Elle ne voit pas la réalité économique comme immuable mais plutôt comme en transformation (notamment institutionnelle et organisationnelle) permanente, même si cette évolution n'est pas quelconque mais qu'elle tend à favoriser à terme au mieux l'évolution des forces productives. Cette évolution des rapports de production peut se faire par paliers discrets et sauts, qui sont des révolutions sociales. Dans un certain sens, cette vision des choses est reprise actuellement (fût-ce dans le cadre d'une philosophie politique très différente) par des courants néo-institutionnalistes comme ceux de North [33]. Pour les marxistes, non seulement la réalité économique évolue, mais les concepts économiques qu'elle véhicule sont dotés d'historicité. Les abstractions qui doivent nous servir à comprendre la réalité économique et son évolution doivent eux-mêmes intégrer cette plasticité propre au réel. Bien entendu, pour étudier un système économique donné (comme le capitalisme), un système de concepts et d'instruments de pensée stables et invariants peut être utilisé. Mais l'analyse de la statique d'un système ne peut éluder la dimension dynamique, la morphogénèse des institutions (pour reprendre le terme de René Thom), l'étude des transformations qui reste un trait central et distinctif de la pensée marxiste.

Une troisième caractéristique de la pensée marxienne à laquelle Jacques Nagels s'est toujours senti centralement attaché, est son caractère dialectique. Les concepts employés, comme l'accumulation primitive du capital (par exemple) sont dialectiques. Dans un de ses derniers articles sur le Vietnam [34], Nagels le rappelle : il y a une phase destructrice de l'accumulation primitive (liquidation d'anciens rapports de production qui font obstacle) et une phase constructive (mise en place des fondements institutionnels du nouveau régime capitaliste). L'une engendre l'autre, la seconde dépasse la première en l'intégrant, l'unité des contraires est prégnante. L'oubli de la dimension dialectique – qui inverse tous les concepts-outils du marxisme – mène à une incompréhension fondamentale de la pensée marxienne. C'est ce que J. Nagels a rappelé dans l'article qu'il a rédigé conjointement avec F. Nice sur Emile Vandervelde [35] :

> « Il nous semble néanmoins utile d'attirer l'attention sur un élément qui constitue le système nerveux du marxisme – en ce sens qu'il innerve tous les concepts-outils du marxisme et que seule cette innervation rend ces concepts opérationnels, susceptibles d'expliquer le réel. Cet élément est la dialectique. Ne l'ayant pas perçu, Vandervelde a amputé le marxisme de ce qui lui donne sève et vigueur. Dès lors, se revendiquer du matérialisme historique n'a tout simplement aucun sens. Car il n'y a

---

[32] Voir P. David, « Path Dependence and the Quest for Historical Economics : One More Chorus of the Ballad of QWERTY *», Oxford University Discussion Papers in Economic and Social History*, 20, novembre 1997.

[33] D. North, *Institutions, Institutional Change and Economic Performance*, Cambridge, Cambridge University Press, 1990 et Id., *Le processus de développement économique*, Paris, Editions d'organisation, 2005.

[34] J. Nagels, « Le Vietnam : de la colonisation française au Doi Moi et à l'OMC. Analyse fondée sur la théorie de l'accumulation primitive de K. Marx », *Transitions*, XLV/1, p. 109-175.

[35] J. Nagels et F. Nice, « Le POB et le marxisme », *in 1885-1985. Du parti ouvrier belge au parti socialiste*, Mélanges publiés à l'occasion du centenaire du POB par l'Institut Emile Vandervelde, Bruxelles, Labor, 1985, p. 86.

pas de matérialisme historique marxiste qui ne soit fondé sur une vision dialectique du monde, une vision qui d'emblée prend comme point de départ le « point de vue de la totalité », qui lie la théorie à la praxis par un enrichissement mutuel et permanent, qui privilégie le mouvement à l'analyse statique et la dynamique à une succession de « stases », qui conçoit que des « contraires » puissent constituer une unité, qui laisse les pôles contraires se déployer pour les dépasser ensuite, qui admet avec Hegel que A est A et que A est aussi NON-A, qui rejette, par conséquent, tout mécanisme, tout déterminisme, tout monisme, tout évolutionnisme ».

Une quatrième caractéristique de la pensée marxienne est *son caractère macroéconomique*. A l'époque où Jacques Nagels écrivait, et où on vivait les derniers moments du consensus keynésien, on aurait pu penser que cette dimension-là n'était pas la plus originale. Après tout, la pensée keynésienne était aussi largement une pensée holistique (raisonnement sur de grands agrégats macroéconomiques) et macroéconomique. Depuis la remise en cause de la trop grande mécanicité des modèles keynésiens, qui ne prenaient pas en compte la rationalité d'acteurs individuels qui « ne sont pas des idiots » et qui analysent rationnellement l'information qu'ils peuvent recueillir pour prendre les décisions qui maximiseront leurs intérêts, la macroéconomie s'est rapprochée du mode de pensée de la microéconomie traditionnelle (recherche de micro-fondations – même si pour circonvenir le problème de l'agrégation on en vient à parler de consommateur représentatif, ce qui revient à identifier l'individu au collectif, ce qui reste un holisme qui ne s'avoue pas), même si elle n'a pas toujours par là gagné en pertinence. La pensée économique marxiste s'écartait cependant aussi de la vision keynésienne. Quand on y parle de conception macroéconomique, on n'est pas loin de penser en termes de « point de vue de la totalité ». Tout d'abord, l'économie n'est pas vue comme totalement distincte des autres sciences humaines, même si elle possède une autonomie forte (l'économique n'étant pas dans son esprit « orthogonal » aux autres dimensions, des facteurs technique, social, politique, institutionnel). Ensuite, l'objet de l'économie politique marxiste est l'économie dans son ensemble : à chaque moment de l'analyse, il s'agit de poser la primauté de l'ensemble sur ses parties constituantes. Un autre élément central est que l'économiste marxiste ne croit pas à un agent économique individuel même s'il croit à la logique de la recherche de l'intérêt. L'individu fait pour lui partie d'un groupe macro-social, une classe sociale, liée par des intérêts communs (même si la coordination n'est pas nécessairement explicite – classe et conscience de classe ne sont pas similaires ; il suffit que les acteurs partagent des intérêts objectivement similaires). Marx n'est pas là « révolutionnaire » : il reprend le mode de raisonnement économique qui était déjà celui de Quesnay ou de Ricardo. C'est l'économie néo-classique qui à partir des années 1870 a gommé ces classes sociales d'une analyse qui était devenue microéconomique et centrée sur la compréhension des mécanismes de formation des prix et plus sur celui des tendances d'évolution de long terme de l'économie. Un certain nombre d'auteurs reprendront après 1945 dans leurs formalisations des notions voisines (comme Kaldor [36] ou Pasinetti [37] par exemple ; ou même – sans

[36] N. Kaldor, « A Model of Economic Growth », *Economic Journal*, 67/268, décembre 1957, p. 591-624.

[37] L. Pasinetti, « Rate of Profit and Income Distribution in Relation to the Rate of Economic Growth », *The Review of Economic Studies*, 29/4, 1962, p. 267-279.

bien entendu la dimension politique sous-jacente – de façon moins explicite des auteurs plus contemporains distinguant des « *rent-seekers* » de producteurs, comme par exemple Murphy, Vishny et Shleifer [38]). Finalement, comme les keynésiens, les marxistes raisonnent à partir d'agrégats et concepts macroéconomiques : valeur, prix, profit, plus-value.

Une cinquième caractéristique de la pensée marxiste est qu'*elle se situe du côté de l'offre* (de la production), comme la pensée économique classique au sein de laquelle elle s'inscrit partiellement. C'est dans la sphère de la production qu'est définie la valeur des marchandises : « si une valeur d'échange est créée dans la production, c'est parce qu'une valeur d'usage y a été soit créée soit transformée. Et qui dit accroissement de valeur dit, dans le cadre du mode de production capitaliste, création de plus-value. Pour les marxistes, tout atome de plus-value est créé dans la production et aucun atome de plus-value n'est créé hors de la production » [39].

Enfin, dernière caractéristique*, la conception de l'économie politique marxienne est dualiste*. La marchandise a deux facettes : la valeur d'usage (l'utilité de la chose pour l'homme, un concept multidimensionnel comme l'a rappelé Gérard Roland [40]) et la valeur d'échange (ce qu'on peut obtenir en échange de la chose, dont l'expression monétaire est le prix). Nagels prend bien soin de rappeler que « toute l'analyse de Marx continue à être conduite à partir de ces deux pôles contradictoires » [41]. On n'a pas ici la place pour rappeler toute la fine analyse que Nagels fait de cette dualité, mais disons simplement que « l'optique de la valeur d'usage sous-tend continuellement celle de la valeur d'échange ». Pour Nagels, négliger la valeur d'usage ou ne pas discerner dans la valeur d'échange les éléments qui se rapportent à la valeur d'usage, « c'est fermer la porte, notamment, à toute perspective économique qui transcende le mode de production marchand proprement dit » [42].

Une partie du travail de Nagels a consisté en une clarification de l'œuvre de Marx par une transposition claire de sa théorie, parfois sous forme d'équations ou de diagrammes de synthèse qui aident dans la lecture d'une œuvre très difficile. On pourrait bien entendu consacrer un ouvrage entier à ce sujet. Disons ici simplement que Nagels s'est attaché à mettre en lumière la logique économique de la compréhension marxienne du développement économique : les conditions de la reproduction élargie. Ce travail se situe dans l'exact prolongement de ses analyses des auteurs français du XVIIIe siècle ou de la pensée économique anglaise classique. Marx développe en effet une théorie de la reproduction qui dans un sens n'est pas très éloignée de celle de Quesnay (mais ce dernier ignore la théorie de la valeur-travail) ou encore de Ricardo (mais il ne mènera pas d'analyse sociale de l'équivalent chez lui de la plus-value ; et de plus il considère les lois qu'il met à jour sur le fonctionnement du capitalisme comme universelles, invariantes, alors que Marx les voit comme

---

[38] K. M. Murphy, A. Shleifer et R.W. Vishny, *op. cit*., p. 409-414.

[39] J. Nagels, *Travail collectif et travail productif..., op. cit.*, p. 17.

[40] G. Roland, *La valeur d'usage chez Karl Marx*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 1985.

[41] J. Nagels, *Travail collectif et travail productif..., op. cit.*, p. 17.

[42] *Ibid*., p. 18.

dépendantes d'un cadre institutionnel précis propre au capitalisme). Comme les physiocrates ou les classiques, Marx développe un modèle abstrait de l'économie qu'il cherche à analyser et qu'il considère comme historiquement située. Dans le *Capital*, il cherche en effet à étudier la dynamique d'un régime bien particulier, le capitalisme industriel à son apogée dans l'Angleterre des années 1850-1860. Il procède dès lors à une stylisation, à une modélisation de ce type de société, en créant une sorte d'idéal-type (exactement comme Quesnay a tenté de le faire en modélisant les relations économico-sociales propres à la France d'Ancien Régime). Pour opérer ce travail, Jacques Nagels fait connaître aux lecteurs occidentaux un certain nombre de travaux d'économistes japonais [43] comme ceux de Tsuru. On retrouve le même genre d'analyse que chez les physiocrates et les classiques : une distinction entre classes sociales définies par leur position dans la production (capitalistes propriétaires des moyens de production et ouvriers qui ne peuvent vendre que leur force de travail aux premiers pour subsister) et une analyse de la production où on distingue deux secteurs, ceux produisant les moyens de production et ceux produisant les biens de consommation. La valeur des biens dans chaque secteur (l'offre) se compose du capital constant C (valeur des moyens de production qui est transmsise au produit ; il se compose en fait de l'amortissement du capital fixe et du capital circulant) et du capital variable V (les salaires versés aux travailleurs), plus un surplus S qui n'est plus ici « don gratuit de la nature » mais fruit du travail des hommes (la plus-value). Ce surplus naît d'un mécanisme particulier, celui de l'*exploitation*, par lequel les capitalistes ne reversent pas intégralement aux travailleurs la valeur de ce qu'ils ont produit. Il y a un écart entre la valeur d'usage du travail pour le capitaliste (ce qu'il produit) et sa valeur d'échange (salaires versés) car la négociation salariale se passe dans le cadre d'un échange inégal. Le travailleur accepte les conditions posées par le capitaliste car il ne dispose que de sa force de travail pour subvenir à ses besoins et il a donc un *bargaining power* assez faible (il ne peut pas attendre). Marx tend de plus à considérer que le système capitaliste tend à secréter du chômage, que celui-ci est fonctionnel en pesant en permanence sur la valeur d'échange du travail (idée de l'armée de réserve du prolétariat). La valeur d'échange du travail est le montant juste nécessaire pour permettre la production et la reproduction de la force de travail (ce qui est juste nécessaire pour que le travailleur puisse vivre et produire, et pour entretenir sa famille). Comme chez Quesnay le surproduit (plus-value) est empoché par une classe qui ne le produit pas (c'est le travail dans la sphère de la production qui en est à l'origine). Jacques Nagels consacrera en 1974 tout un ouvrage à la notion de « travail productif », qui est justement ce travail, mené sciemment en vue de transformer la nature, pour créer de la valeur d'usage (c'est la définition indépendante du mode de production spécifique, celle qui transcende les diverses formes d'organisation sociale de la production) et qui, dans le mode de production capitaliste, est aussi celui qui crée de la plus-value (du capital). Nagels montre ainsi que pour Marx ce n'est pas la nature du travail (industrie ou services) ou le type de bien (durable, tangible)

[43] Pour son analyse de la pensée économique française de l'Ancien Régime ou la situation de la France à l'époque, il a également contribué à faire connaître les remarquables travaux d'auteurs – historiens ou économistes – japonais comme Kubota.

qu'il crée qui est le facteur décisif dans la définition du travail dit productif. N'est productif dans le mode de production capitaliste que le travail qui engendre du profit. Il montre comment Marx reprend une conception de Smith (mais qui lui proposait deux conceptions du travail productif) définissant comme productif « le travail qui s'échange contre du capital et qui de ce fait, ajoute de la valeur nouvelle, crée de la valeur » [44]. Il montre aussi comment ce concept de travail productif est intimement lié à celui de travail collectif (*Gesamtarbeit*), en ce que peu à peu en passant de l'artisanat à la manufacture, puis à la fabrique et à la grande industrie, on passe du travail indépendant au travail en coopération puis au travail collectif, organisé de façon quasi scientifique en osmose avec les autres facteurs de production, par le capital (seul possesseur des moyens de production).

Comme chez l'auteur physiocrate, les décisions d'affectation de la plus-value par la classe capitaliste joueront un rôle clé dans la reproduction à l'identique (simple) ou la croissance (reproduction élargie) de l'économie [45]. Si les capitalistes consomment intégralement la plus-value (la dépensent sur les biens issus du secteur des biens de consommation), on aura une reproduction simple. S'ils en dépensent une partie pour l'accroissement des moyens de production et le fonds des salaires, ils contribueront à « élargir » la production (reproduction élargie). Marx tend à montrer que le capitalisme crée une dynamique concurrentielle qui *de facto* oblige les capitalistes au réinvestissement. Les entreprises qui seront en retard (produisent à un coût supérieur à la valeur, reflet des conditions techniques sociales moyennes) disparaîtront, tandis que celles en avance (produisant à un coût moins élevé via des améliorations du processus de production) s'étendront. Marx a ici des accents quasi schumpétériens (l'économie vue comme processus dynamique créatrice continue de richesse) et s'écarte fort du pessimisme ricardien qui pensait qu'à cause des rendements décroissants de production (dans l'agriculture), la croissance est appelée à terme à s'arrêter (état stationnaire). Marx ne pense pas en termes d'arrêt de la croissance (il est optimiste en un sens : si les conditions institutionnelles et organisationnelles s'adaptent, ce qu'elles font toujours en dernière instance – autrement dit : si les rapports de production s'ajustent – les forces productives connaîtront un déploiement sans fin, pouvant mener dans le long terme dans le cadre d'une nouvelle société communiste au règne de la liberté et à la fin du problème économique, c'est-à-dire de la rareté) mais plutôt en termes de stabilité. Nagels, s'inspirant du formalisme de Tsuru [46], montre que l'on peut exprimer pour chaque secteur (biens de production, biens de consommation) une équation définissant la valeur des marchandises (offre, celle décrite ci-desssus, C + V + S) et une autre décrivant la demande s'adressant au secteur. En se plaçant dans un cadre de reproduction élargie où S, la plus-value, est

---

[44] J. NAGELS, *Travail collectif et travail productif..., op. cit.*, p. 36.

[45] J. NAGELS, *Genèse, contenu et prolongements..., op. cit.*

[46] S. TSURU, « Appendix A on Reproduction Schemes », *in* P.M. SWEEZY, *The Theory of Capitalist Development*, New York, Oxford University Press, 1942, p. 371.

dépensée tant en nouveaux moyens de consommation (S_k) qu'en nouveaux moyens de production (S_c) et en nouveaux travailleurs (S_v), on peut montrer que la demande de biens de production (secteur 1) s'exprime comme la somme des achats de nouveaux moyens de production issus de la dépense de la plus-value des deux secteurs ($S_{c,1}$ et $S_{c,2}$), plus les besoins de remplacement des secteurs 1 (biens de production) et 2 (biens de consommation) : $C_1 + C_2$. La demande des biens de consommation (secteur 2) s'exprime comme la somme des dépenses des travailleurs (intégralité des salaires versés puisqu'ils sont des prolétaires incapables d'épargner) (V_1 et V_2, ainsi que les accroissements de masse salariale issus de la plus-value $S_{v,1}$ et $S_{v,2}$) et des capitalistes (part de la plus-value affectée à l'achat de biens de consommation : $S_{k,1} + S_{k,2}$). En égalisant offre et demande dans chaque secteur, on obtient chaque fois la même identité (pesant sur les flux intersectoriels) que Nagels appelle « équation fondamentale de l'accumulation » [47] :

$$V_1 + S_{v,1} + S_{k,1} = C_2 + S_{c,2} \qquad (1)$$

Le problème central d'une économie capitaliste décentralisée (non transparente) est que rien ne garantit qu'au plan macroéconomique cette relation tienne, car toutes les décisions s'y prennent au niveau microéconomique dans l'ignorance des exigences de l'ensemble de l'économie. On peut aussi aisément montrer qu'un déséquilibre dans un secteur entraîne un déséquilibre en sens inverse dans l'autre secteur [48]. Bref, la stabilité n'est pas garantie du tout et serait plutôt l'exception que la règle. « En outre, le mode de production capitaliste engendre toute une série de faux frais, tels que la publicité, certains frais généraux de l'entreprise, etc. ; la libre-concurrence implique des oscillations et des variations de prix qui entraînent des pertes ; la propriété privée des moyens de production est la cause d'innombrables retards dans la transmission des innovations techniques ; la concurrence monopolistique est la source de gaspillages scientifiquement entretenus ; les derniers développements du capitalisme entraînent une série de frais, occasionnés par l'existence pléthorique d'intermédiaires commerciaux et financiers inutiles, tels que les courtiers, les représentants de commerce, les commissionnaires, etc. C'est un des éléments de supériorité du système socialiste sur le système capitaliste que de pouvoir utiliser productivement toute une partie du surproduit qui est dilapidée improductivement en régime capitaliste » [49].

L'œuvre de Jacques Nagels en histoire de la pensée économique ne s'est pas limitée à l'étude de l'œuvre de Marx, ou des penseurs qui aident à comprendre la genèse de sa pensée. Il a néanmoins privilégié des auteurs qui prolongeaient ce souci de compréhension des évolutions longues du capitalisme (d'où par exemple

---

[47] J. Nagels, « Quelques problèmes économiques du socialisme et de l'autogestion », *Cahiers économiques de Bruxelles*, 45-46, 1970, p. 21.

[48] Comme signalé plus haut, Joan Robinson a montré comment on peut lier ce genre de raisonnement avec une interprétation en termes keynésiens de rapport entre épargne et investissement.

[49] J. Nagels, « Quelques problèmes économiques du socialisme et de l'autogestion », *op. cit.*, p. 29.

l'intérêt de Jacques Nagels pour la pensée de Kondratiev [50]) ou ceux qui mettaient explicitement en avant des rapports de pouvoir, si pas entre classes sociales, du moins entre pays ayant atteint des stades de développement socio-économique différents. On pense bien entendu ici à ces auteurs qui comme Friedrich List ou François Perroux, ou encore l'Ecole grenobloise de la régulation, ont aussi nourri la pensée de Jacques Nagels en matière d'économie du développement et que nous étudierons donc dans les parties qui y sont consacrées.

B. L'économie politique du socialisme et du capitalisme

L'analyse de la pensée de Marx que Jacques Nagels a menée comme historien de la pensée économique va grandement nourrir ses analyses et réflexions sur la réalité économique contemporaine (même s'il se montrera ouvert à la fois aux développements plus récents de la pensée marxiste et aux autres courants de la pensée économique contemporaine). Ce travail s'est fait sans dogmatisme, et la pensée de Jacques Nagels a d'ailleurs toujours évolué, passant de courants strictement marxistes comme le « capitalisme monopoliste d'Etat » à la Boccara dans les années soixante-dix, à des conceptions plus régulationnistes [51] dans les années quatre-vingt-dix. Il a en permanence eu le souci de se poser la question : « comment actualiser Marx ? » [52]. Ce qui caractérise aussi Jacques Nagels, c'est un souci permanent de réalisme : pour lui, l'économie politique se doit d'éclairer la « réalité économique », à savoir « à première vue un brouillamini de faits, de données statistiques brutes, une sorte de chaos où les éléments varient continuellement sans liens apparents entre eux » [53]. Il faut rendre cette réalité intelligible, saisir l'évolution du réel pour ensuite prévoir et éventuellement agir. Pour Nagels, une bonne analyse économique doit trouver un équilibre harmonieux entre le concret et l'abstrait. Le travail d'abstraction, de constructions de concepts est en effet inévitable pour qui veut faire œuvre de science. « Pour construire ces abstractions, l'économiste pose des hypothèses simplificatrices. Il n'est pas libre du choix de ces hypothèses. Il doit choisir exclusivement celles qui sont susceptibles de fournir des abstractions qui peuvent rendre compte du réel » [54]. Il s'écarte là de la philosophie économique propre à Friedman [55]. Il reste dans l'idée que la théorie doit modéliser le réel, à savoir en mettre en évidence les traits stylisés les plus importants (une sorte d'idéal-type). Il tend aussi à considérer que la discipline économique a une forte dimension d'historicité (voir *supra*) et que dès

---

[50] J. NAGELS, « Y a-t-il un nouveau Kondratiev ascendant depuis 1992 ? », *Cahiers économiques de Bruxelles*, 170, 2001, p. 45-62.

[51] Dans ce cadre, il s'inscrira davantage dans l'Ecole de Grenoble (il est fortement influencé par Destanne de Bernis) que dans celle de Paris (Boyer et Aglietta). L'Ecole de Grenoble s'inscrit dans la tradition de Marx, et est aussi plus préoccupée des questions d'économie internationale et du développement. Voir J. NAGELS, *Eléments d'économie politique. Critique de la pensée unique*, 2e éd., Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 2000.

[52] J. NAGELS, *Travail collectif et travail productif..., op. cit.*, p. 24.

[53] J. NAGELS, *Eléments d'économie politique..., op. cit.*, p. 2.

[54] *Ibid.*, p. 2.

[55] M. FRIEDMAN, *Essays in Positive Economics*, Chicago, Chicago University Press, 1953.

lors des hypothèses qui étaient valides par exemple à l'époque de Smith ne le seront plus lorsque l'économie évoluera. Celle-ci n'est pas a-temporelle, encore moins a-historique. « Garder les deux yeux ouverts – l'un sur le concret, l'autre sur l'abstrait – implique que les constructions théoriques doivent constamment se frotter au réel. Le moment empirique, celui de la vérification des thèses par les faits, constitue la principale légitimité de l'économie politique » [56]. Finalement, ce souci de réalisme se traduit aussi par un point de vue globalisant et interdisciplinaire, ouvert notamment sur les autres sciences humaines et sociales (sociologie, science politique, droit), « sinon [la science économique] risque de se désincarner et de se complaire dans une bulle théorique qui s'abstrait du réel » [57]. Bien entendu, pour Nagels, cette ouverture n'entame nullement l'autonomie et la spécificité de l'économie politique, mais elle l'enrichit bien plutôt.

1. L'économie politique du capitalisme : une perspective de long terme

Jacques Nagels a choisi de mener une analyse des économies occidentales réellement existantes plutôt que de raisonner abstraitement sur des économies idéales (même s'il s'est aussi livré à ce genre d'exercice à certains moments, pour comparer notamment les grands problèmes des économies capitalistes, socialistes autogérées et socialistes centralement planifiées). Son analyse économique est donc aussi une tentative de théorisation de l'histoire économique contemporaine.

a. Le capitalisme monopoliste d'Etat

Ses premiers travaux sur ces sujets (ceux notamment des années soixante-dix) portent la marque de l'analyse dominante des économistes marxistes français de l'époque, l'école dite du « capitalisme monopoliste d'Etat » (terme mis en avant dès 1917 par Lénine [58] suite à l'observation de l'évolution des économies capitalistes pendant la guerre de 14-18). Mais l'approche de J. Nagels sera plus riche, plus globale et plus complexe car moins centrée sur la France. Elle s'inscrit aussi dans la lignée de l'ouvrage des économistes marxistes américains Paul Baran et Paul Sweezy [59] : *Le capitalisme monopoliste* (datant de 1966), ainsi que des analyses d'économistes soviétiques (S. Wygodzki, ...), allemands de l'est et hongrois. Jacques Nagels a rappelé l'évolution de long terme du capitalisme (que la théorie marxiste a coutume de diviser en trois stades fondamentaux : stade primitif ou manufacturier, stade classique et stade monopoliste) pour mieux mettre en lumière la genèse du capitalisme monopoliste, ce dernier se divisant lui-même en deux grandes étapes, le capitalisme monopoliste simple et le capitalisme monopoliste d'Etat (CME). Nagels divise l'évolution de ce

---

[56] J. Nagels, *Eléments d'économie politique..., op. cit.*, p. 3.

[57] *Ibid.*, p. 2.

[58] « La dialectique de l'histoire est précisément telle que la guerre, qui a extraordinairement accéléré la transformation du capitalisme monopoliste en capitalisme monopoliste d'Etat… » (V.I. Lénine, *La catastrophe imminente et les moyens de la conjurer*, *Œuvres*, tome 25, p. 390).

[59] P.A. Baran et P.M. Sweezy, *Monopoly Capital. An Essay on the American Economic and Social Order*, New York, Modern Reader Paperback, 1966.

CME en trois périodes : la transformation du capitalisme monopoliste en CME, la consolidation de ce dernier et enfin la crise du CME. Ce qui intéresse en particulier Jacques Nagels, c'est le rôle de l'Etat dans les diverses étapes (c'est un sujet qui préoccupe assez bien les marxistes dans les années soixante-soixante-dix, avec les débats entre Althusser, Balibar, Poulantzas, etc. La vision de Marx de l'Etat comme outil aux mains de la classe dominante – la bourgeoisie sous le capitalisme – se voit relativisée par certains courants). Le stade primitif ou manufacturier du capitalisme est celui du triomphe des manufactures (XVII[e]-XVIII[e] siècles) qui présente une série de caractéristiques nouvelles : niveau supérieur de la division du travail, où le travail individuel se transforme en travail collectif, perfectionnement des moyens de travail (mais le vrai bond qualitatif aura lieu avec la révolution industrielle), caractère capitaliste émergent (un nombre considérable de travailleurs œuvrant sous les ordres d'un même capital…). Néanmoins, quantitativement, ce secteur des manufactures reste marginal dans les économies où l'agriculture domine dans la production totale. Les secteurs des intermédiaires commerciaux et financiers sont hypertrophiés par rapport à la production *stricto sensu*. Le rôle de l'Etat dans ce stade primitif du développement du capitalisme est une condition déterminante pour permettre son éclosion. La « théorie » mercantiliste rationalise les pratiques de politique économique où l'Etat joue un rôle central et intervient pour favoriser (voire créer) les manufactures les plus fortes, contrôler le commerce extérieur (pour protéger les manufactures nationales de la concurrence étrangère tout en les aidant au maximum dans leurs exportations) et organiser via les colonies des échanges économiques internationaux au bénéfice de la métropole et de ses manufactures (colonies comme réserves de matières premières et débouchés pour des produits de luxe). C'est aussi une période de constitution des grands Etats modernes et de création sur le plan économique de marchés nationaux unifiés (unification du marché créant un espace économique bien plus grand que celui très parcellisé de l'époque précédente ; cette évolution se fait bien entendu à l'encontre des pouvoirs décentralisés du Moyen Age). L'Etat intervient pour mettre en place une série de conditions préalables à l'implantation des rapports de production capitalistes (« accumulation primitive ») – éviction des modes de production antérieurs ou leur transformation en mode de production capitaliste, création de débouchés (colonies, unification du marché national), maintien à un bas niveau des prix des matières premières et produits agricoles pour réduire la valeur de la force de travail et accroître les taux de profit…

Le stade suivant voit le triomphe de ce mode de production capitaliste avec la révolution industrielle et l'essor gigantesque de la division du travail qui s'ensuit. C'est l'ère de la fabrique, l'âge d'or du capitalisme. Les forces productives connaissent un développement fulgurant. Les obstacles à la constitution d'un marché de concurrence parfaite sont levés, l'Etat intervient certes encore mais indirectement pour soutenir le capital (élargissement de la colonisation, financement de l'infrastructure matérielle et intellectuelle nécessaire au développement du capitalisme, protection d'industries nationales) sans s'occuper trop de la vie économique stricto sensu. Les taux de profit et de plus-value sont élevés, des cycles d'affaires d'une durée de dix-onze ans apparaissent (cycles de Juglar) durant lesquels le système est nettoyé des entreprises

les moins performantes tandis qu'un chômage cyclique abaisse le prix de la force de travail, deux éléments menant à une remontée du taux moyen de profit.

Le stade qui suit est celui du capitalisme monopoliste. La théorie économique marxiste (travaux de Lénine, Hilferding…) situe le passage du capitalisme concurrentiel au capitalisme monopoliste autour des années 1895-1897, c'est-à-dire au début de la phase ascendante d'un cycle de Kondratiev qui succède à la phase décroissante des années 1873-1895. Les auteurs mettent en avant le nombre élevé de fusions, concentrations, constitutions de trusts et de cartels, l'imbrication de plus en plus forte entre sphères financières et la production, ainsi que la hausse des prix (par exemple, la tonne de fonte passe de 44 dollars aux Etats-Unis en 1867 à 12 dollars en 1897 pour remonter à 24 dollars en 1907 [60]). Pour les marxistes, cette transformation du capitalisme concurrentiel en un capitalisme monopoliste constituerait une réponse du système à la baisse du taux moyen de profit dans les années 1873-1895 (augmentation de la composition organique du capital). A partir des années 1895, on observe parallèlement une deuxième révolution technologique autour de l'électricité, du moteur à explosion, du pétrole et de la chimie. Celle-ci va renforcer la monopolisation de l'économie et le redressement des taux de croissance (1895-1914). La concentration et la centralisation du capital vont induire le fait que le secteur des intermédiaires financiers va devoir faire face à des demandes de liquidités de plus en plus grandes, ce qui va aussi provoquer un processus de concentration au sein même de ce cycle de circulation du capital (par exemple, concentration bancaire qu'on verra sous une forme très claire dans le stade du CME).

Le passage du capitalisme monopoliste simple au capitalisme monopoliste d'Etat s'opère dans l'entre-deux-guerres, essentiellement suite à la grande crise économique de 1929-1934 (qui se situe dans le contexte plus large d'un cycle descendant de 1914 à 1939). Pour surmonter la crise, on va assister à une « immixtion de l'Etat jusque dans les détails de l'économie en faveur des classes dirigeantes en général, du capitalisme monopoliste et des gros agrariens en particulier » [61]. Pour Nagels, « si l'interdépendance entre (A-M) [sphère des intermédiaires financiers] et (…P…) [sphère de la production] constitue la caractéristique typique du capitalisme monopoliste, l'interdépendance entre (A-M), (…P…) et l'Etat constitue la caractéristique essentielle du capitalisme monopoliste d'Etat » [62]. Pour les partisans de cette vision, les formes concrètes peuvent varier selon les pays (le New Deal aux Etats-Unis, le nazisme en Allemagne, le fascisme corporatiste en Italie) mais le soubassement économique reste identique. L'intervention de l'Etat est nécessaire pour sortir des contradictions du capitalisme (suraccumulation, crise de surproduction, défaillance de la demande…) et la théorie keynésienne est entrevue comme l'expression en termes de théorie économique de cette nécessité. Après la seconde guerre mondiale, on aurait assisté dans tous les pays

---

[60] S.L. Wygodzki, *Der Gegenwärtig Kapitalismus*, Berlin, Dietz Verlag, 1972, p. 215-216.

[61] E. Varga, *La crise économique, sociale, politique*, Paris, Editions sociales, 1935, p. 111.

[62] J. Nagels, *Histoire de la pensée économique I*, volume 2, Bruxelles, Presses universitaires de Bruxelles, 1997, rééd., p. 301.

capitalistes à une consolidation de ce CME. On a déjà montré que lors des diverses phases du capitalisme monopoliste, la production a fortement augmenté, corollaire de la concentration du capital, induisant aussi la nécessité d'octroyer au cycle productif des crédits de plus en plus importants – entraînant aussi une forte concentration (par exemple bancaire) dans le premier cycle de circulation du capital [63]. Bien entendu, parce que les producteurs produisent de plus en plus de marchandises, le problème d'écouler ces marchandises se pose aussi (il faut réaliser la plus-value). Le cycle productif a alors besoin soit d'intermédiaires commerciaux susceptibles d'acheter au plus vite des volumes considérables de marchandises produites, soit d'autres formes comme les grands magasins qui court-circuitent les intermédiaires commerciaux devenus inutiles. Pour Nagels, « les grands magasins constituent la forme typique du cycle M-A du CME » [64]. Nagels développe aussi l'idée d'une concentration de plus en plus forte du secteur des intermédiaires commerciaux qui modifie les rapports entre le cycle productif et ce second cycle de circulation du capital (M-A). « Le rapport entre un puissant industriel et un grossiste de taille moyenne diffère totalement de celui qui naît des relations entre le même fabricant et un grand magasin » [65]. Ceci dit, Nagels, influencé aussi par les idées de Galbraith [66], met l'accent sur l'importance de la publicité, transformant de plus en plus le consommateur en un être dépendant de la production.

b. Une analyse des grandes transformations de l'économie belge

Un des apports de Jacques Nagels à cette littérature a sans doute été son application à l'analyse de la situation belge. Il a comme d'autres auteurs mis en évidence les changements structurels dans l'économie belge durant les Trente Glorieuses (expression de Jean Fourastié), mais surtout cherché à les mettre en relation avec l'évolution du capitalisme. La période qu'il étudie est une phase ascendante du cycle de Kondratiev (marquée par une hausse de la composition organique du capital, liée aux modifications structurelles dans le secteur secondaire, des progrès techniques importants…). En se servant des grands agrégats macroéconomiques keynésiens, Nagels met en évidence les grands traits de l'évolution de l'économie belge sur la période 1954-1971 : hausse du poids de l'Etat dans l'économie, aussi sur le plan quantitatif avec une hausse du ratio consommation publique G sur revenu national Y, satisfaction des besoins élémentaires de la population et baisse de la part relative du secteur alimentaire dans le revenu national – et aussi de la consommation privée dans le revenu national, hausse du ratio investissement I sur revenu national Y de 17,5% en 1954 à 22,8% en 1971 et du ratio exportations X sur revenu national Y, de 29,8 à 47,8% sur la même période. Pour Nagels, une des caractéristiques de ce capitalisme monopoliste d'Etat consiste dans l'internationalisation du capital (il voit d'ailleurs dans la constitution du marché commun une manifestation de ce

---

[63] Celui des intermédiaires financiers.

[64] J. Nagels, *Histoire de la pensée économique I*, volume 2, *op. cit.*, p. 299.

[65] *Ibid.*, p. 302.

[66] J.K. Galbraith, *The Affluent Society*, Boston, Houghton Mifflin, 1958.

phénomène – ces nouveaux débouchés permettant une hausse rapide des exportations et par là des investissements importants dans les entreprises d'exportation ; une autre manifestation en est l'importance des investissements directs étrangers en Belgique – près de 53% des investissements nets dans le secteur industriel de 1964 à 1967 sont dus à des entreprises étrangères selon un rapport de la Banque nationale de Belgique de 1970). Il y a une extension des marchés et une division internationale du travail plus dense. On observe sur la période étudiée une diminution de la part de l'agriculture et des industries extractives dans la valeur ajoutée, et une légère hausse des industries manufacturières (28,7% en 1954 à 32,8% en 1971), avec des modifications internes (décrue de secteurs comme ceux des denrées alimentaires, textiles et vêtements-chaussures au profit de secteurs plus capital-intensive comme la chimie, le secteur sidérurgique, les fabrications métalliques). Il montre aussi (optique des revenus) une hausse de la part des revenus du travail dans le revenu national (de 53 à 65% de 1954 à 1971), une baisse continue des revenus mixtes (de 28,8 à 19,8%) et une constance relative des revenus de la propriété échéant aux particuliers (de 15,1 à 13%). Nagels cherche surtout à démontrer le rôle accru de l'Etat. Il reste fidèle à une vision de l'Etat comme étant un instrument aux mains de la « bourgeoisie monopoliste » [67], qui pour lui n'est pas constituée des managers et technocrates mais bien des principaux actionnaires des monopoles, dont la base sociale est assez étroite (en Belgique, ce sont, « à côté des monopoles multinationaux, des grandes familles qui contrôlent les dix ou quinze monopoles du pays, familles qui d'ailleurs entretiennent des relations financières tellement étroites qu'elles sont souvent consacrées par des mariages ») [68]. Si certes Nagels reconnaît l'existence de tensions liées à des divergences d'intérêt entre groupes de cette bourgeoisie monopoliste (la concurrence subsistant entre monopoles, même si elle prend d'autres formes que dans le capitalisme concurrentiel : lutte internationale entre monopoles, politiques de prix, recherche de leadership…), sur l'essentiel, il voit un socle profond d'intérêts communs. Reprenant l'analyse de Varga [69], il souligne trois types d'intérêts communs : sauvegarder et défendre le système capitaliste, exercer constamment une pression sur les salaires et faire supporter le poids de l'impôt sur d'autres catégories sociales (de ce point de vue, Nagels fait remarquer que si certes la Belgique a introduit après-guerre un mécanisme de progressivité de l'impôt sur le revenu, celui-ci reste très relatif pour les tous hauts revenus ; et que de plus la fraude fiscale soulignée par les travaux de Max Frank reprendrait une part de ce qui aurait été cédé sous pression syndicale). Nagels met aussi en avant la part croissante de l'imposition indirecte supportée essentiellement

---

[67] Même si sa position reste nuancée : comme il le souligne, « la relation entre l'Etat et la bourgeoisie monopoliste est extrêmement complexe. Ce qu'on peut dire, c'est que globalement, si l'on considère les choses pendant toute la période de transformation du capitalisme concurrentiel en capitalisme monopoliste simple puis en CME, l'Etat mène une politique et principalement une politique économique qui sert les intérêts fondamentaux de la bourgeoisie monopoliste » (J. Nagels, *Histoire de la pensée économique I*, volume 2, *op. cit*., p. 316).

[68] *Ibid*., p. 314.

[69] E. Varga, *op. cit*.

par les consommateurs, donc les salariés, qui n'est pas progressive et qui est aussi un moyen de financer les dépenses de l'Etat à partir des revenus salariaux. Il met notamment en avant toutes les aides de l'Etat aux entreprises capitalistes, croissantes lors de la consolidation du CME, financées in fine aussi par les salariés. Nagels analysera plusieurs exemples dans l'histoire économique belge d'après-guerre : les « lois d'expansion économique » de 1959, 1962… en vue de favoriser les investissements directs étrangers en Belgique de monopoles multinationaux étrangers (par ce biais l'Etat les a donc renforcés) ; la concentration dans le secteur sidérurgique comme dans le secteur bancaire favorablement influencée par l'action de l'Etat… Pour lui, à long terme, l'Etat renforce la monopolisation de l'économie. Ceci dit, il souligne aussi que selon les moments cette intervention de l'Etat peut s'accroître (période de reconversion après une guerre, crise aiguë, modifications structurelles indispensables que les mécanismes de marché sont incapables de mener à bien) ou au contraire décroître (il note dès le début des années soixante-dix que des privatisations de services publics sont possibles, qu'on assiste à la réintroduction de mécanismes de marché là où ils avaient été limités, comme sur le marché des changes). Il ne faut pas surestimer son rôle : « l'évolution des « entrailles des forces productives », l'incidence déterminante de l'utilisation du progrès technique et de la science dans le cadre des rapports de production capitalistes, la monopolisation croissante des marchés, l'internationalisation du capital forment les éléments explicatifs premiers. Ce n'est pas sous-estimer le rôle de l'Etat dans l'évolution récente du CME que d'affirmer que les véritables éléments moteurs ne trouvent pas leur siège dans l'intervention de l'Etat qui, si elle peut accélérer certains processus, ne constitue pas l'élément causal premier » [70].

Nagels reconnaît que les deux décennies cinquante et soixante ont été caractérisées par une croissance élevée, une hausse de la productivité du travail liée à de nombreuses innovations (et même une « troisième révolution industrielle » au travers de l'automation), une hausse des taux moyens de profit. Nagels pointe une série de facteurs qui ont permis aux taux de profit de ne pas diminuer : bas prix des matières premières importées des pays du tiers-monde, les taux de profit exorbitants des investissements dans les pays sous-développés, l'intervention croissante et massive de l'Etat dans les pays capitalistes, ainsi que l'extension interne et externe des marchés des pays capitalistes développés » [71]. Il explique aussi comment la hausse des salaires et l'amélioration des conditions de travail (via la concertation sociale) s'inscrit fonctionnellement dans un système où il faut réaliser au plus vite la plus-value (vendre les produits, donc maintenir la demande à niveau au plan macroéconomique à la fois par des contrats de travail stables et des politiques économiques contre-cycliques, comme l'existence d'une sécurité sociale avancée) pour constamment moderniser les équipements et investir pour rester dans la course.

---

[70] J. Nagels, *Histoire de la pensée économique I*, volume 2, *op. cit.*, p. 325.

[71] Groupe d'économie marxiste, *Belgique : pays en voie de sous-développement. Pour une restructuration démocratique de l'économie précédé du Manifeste du GEM*, Bruxelles, éditions du Monde entier, 1977, p. 73.

Ce processus va bien sûr dans le sens d'une monopolisation croissante de l'économie. Cette dernière a d'ailleurs, comme on l'a souligné plus haut, été aidée par l'Etat via des aides à l'investissement, des exonérations fiscales, etc. Ecrivant dans les années soixante-dix, Nagels est témoin des perturbations du système monétaire international (fin de Bretton Woods, le dollar n'est plus convertible en or et le rôle de « banquier du monde » des Etats-Unis est altéré), du premier choc pétrolier en octobre 1973 (que Nagels interprète comme un signe avant-coureur d'un nouvel ordre économique international qui impliquerait que les pays en voie de développement deviennent maîtres de leurs ressources naturelles et que, par voie de conséquence, les prix des matières premières s'élèvent – ce qui ne peut qu'affecter à la baisse le taux de profit des pays capitalistes développés), suivi du ralentissement de la croissance économique, de la montée du chômage et de l'inflation (stagflation). Il date le tournant des années 1967-1969. Les symptômes de crise structurelle qui apparaissent alors se manifestent selon lui à un moment qui doit normalement coïncider avec une zone critique du cycle de Kondratiev. La tendance ascendante du cycle long (période 1945-1967-1969) se renverse. Pour lui, ce sont les contradictions du système capitaliste qui sont à l'œuvre ici. La période qui précède a été caractérisée selon lui, comme on l'a vu, par une concentration et une suraccumulation du capital, qui pose à terme un problème de surproduction. Le chômage élevé et l'inflation sont pour lui le reflet de phénomènes structurels dépassant les éléments de « crise conjoncturelle ». La monopolisation de l'économie ne peut que renchérir les prix d'une série de produits, tandis que l'automatisation croissante économise de plus en plus la main-d'œuvre. « L'utilisation capitaliste du progrès technique et des hausses de productivité se traduit par une diminution du travail humain nécessaire à la production » [72]. Si longtemps, le progrès technique de rationalisation a été compensé par l'effet d'expansion dans les années cinquante-soixante dans le cadre de taux de profit élevés ; quand ceux-ci se réduisent, les entreprises procèdent à une série d'actions rationnelles pour maximiser leurs profits mais révélant par là aussi les problèmes du mode de production capitaliste. La hausse de la productivité s'exprime par la suraccumulation et la baisse du taux de profit. « Globalement, les salaires sont comprimés au maximum et la plus-value extorquée est supérieure. Néanmoins, du fait des luttes ouvrières et des limites de la productivité, la masse de la plus-value n'augmente pas aussi vite que les capitaux mis en œuvre. En d'autres termes, le capital accumulé est de plus en plus difficile à rentabiliser. Il y a suraccumulation du capital par rapport à la somme totale de profit qu'une économie peut, à un moment déterminé, obtenir pour valoriser ce capital » [73]. Ce gaspillage de capital se traduit par son renouvellement accéléré et sa pléthore. « Pour le rentabiliser, étant donné qu'il est trop abondant par rapport à la masse de profit qu'il est possible d'obtenir, il faut qu'une partie du capital social ne soit plus mise en valeur. Elle va être mise en sommeil, selon l'expression de Marx… La dévalorisation d'une partie des capitaux permet la mise en valeur des autres. Le taux de profit moyen rehaussera et l'accumulation que les profits permettront de réaliser conduira à nouveau vers la

[72] *Ibid.*, p. 74.
[73] *Ibid.*, p. 74-75.

suraccumulation. Ce processus de restructuration de l'accumulation s'est manifesté avec une rapidité et une acuité nouvelles depuis 1968-1971 » [74]. Une série de branches peu rentables sont réduites (délocalisées), celles encore peu monopolisées, avec beaucoup de main-d'œuvre (textile, secteur alimentaire…) ; la monopolisation des secteurs les plus *capital-intensive* se poursuit, souvent avec l'appui de l'Etat qui prend des mesures de soutien aux investissements avec la promesse implicite que cela favorisera l'emploi. D'un autre côté, l'Etat cherche à couper dans toutes les dépenses peu rentables pour l'économie (Nagels cite notamment les économies dans les secteurs de la recherche et de l'université). Nagels met en lumière ces transformations au travers aussi de l'approfondissement de la division internationale du travail et met en garde la Belgique face aux risques liés à sa spécialisation en biens semi-finis. Il pressent la montée des inégalités, notamment régionales, dans le pays et parle même de « pays en voie de sous-développement ». C'est sur la base de cette grille de lecture de « crise du CME » que Nagels va mettre en place dans la seconde moitié des années soixante-dix, le Groupe d'économie marxiste, réunissant vingt-quatre économistes de moins de quarante ans [75] « partageant la même inquiétude quant à l'évolution de la crise en Belgique et la même anxiété face aux choix de nos *policy makers* privés et publics » [76].

Nagels reprendra et complétera l'analyse des évolutions et grandes tendances de la vie économique belge dans son cours d'économie politique, mais d'un point de vue qui se montrera relativement moins explicitement marqué par la théorie marxiste [77] (c'était d'ailleurs délibéré : il souhaitait préparer au mieux les étudiants aux examens de la fonction publique et a dès lors choisi de présenter une vue plus neutre, keynésienne ou marquée par les enseignements de l'école régulationniste). Il a aussi relativisé son jugement sur la période 1944-1981, en l'appelant « capitalisme civilisé », même si son analyse des causes de cette « modération » du capitalisme reste sensiblement identique (idée que ce « compromis fordiste et keynésien » était nécessaire au capitalisme dans les circonstances du temps).

En suivant toujours l'approche historique qui le caractérise, Nagels présente dans son traité *Eléments d'économie politique* [78] les grandes évolutions des principaux agrégats macroéconomiques propres aux trois optiques de la comptabilité nationale (revenus, dépenses, production). Il mettra en évidence les grandes évolutions économiques de la Belgique depuis le début des années cinquante jusqu'à la fin des années quatre-vingt-dix, en montrant une grande césure autour de l'année 1981 – en liaison aussi avec un changement fondamental de politique économique (politiques de l'offre remplaçant les politiques keynésiennes de soutien à la demande), parallèle

---

[74] *Ibid*., p. 75-76.

[75] Dont A. Drumaux, M. Allé, M. Osterrieth…

[76] J. Nagels, *Manifeste du GEM,* précédant l'ouvrage *Belgique : pays en voie de sous-développement, op. cit*., p. 11.

[77] Mais il le reste au travers notamment de l'écho de l'Ecole grenobloise de la régulation.

[78] J. Nagels, *Eléments d'économie politique. Critique de la pensée unique*, *op. cit*.

à la venue au pouvoir du gouvernement Martens-Gol en décembre 1981. Ce faisant, il s'inscrit dans une lignée de travaux qui ont aussi été menés en Belgique francophone, que ce soit par Philippe Devillé, Isabelle Cassiers (voir Cassiers, De Villé, et Solar [79] ainsi que Cassiers [80]), Christian Valenduc [81] ou récemment Réginald Savage [82]. Son interrogation sur la longue durée le rapproche aussi d'historiens économiques comme Guy Vanthemsche [83] (professeur à la VUB).

Nagels [84] remet en perspective le rôle de l'Etat dans la longue durée, distinguant un « capitalisme sauvage » du XIX[e] siècle (part relative de l'Etat – dépenses totales de l'Etat sur le PIB – faible en termes quantitatifs, de l'ordre de 10% en Belgique ; rôle central mais circonscrit de l'Etat comme réducteur d'incertitudes – maintien d'un cadre légal stable et favorable au capitalisme, centralité du droit de propriété ; gestion « dure » de la main-d'œuvre, c'est-à-dire un marché du travail parfaitement libre, même si les luttes sociales de la fin du XIX[e] et du début du XX[e] siècle annoncent les débuts d'une forme de sécurité sociale ; politique fiscale favorable aux possédants et à l'accumulation des capitaux, au travers notamment d'une taxation surtout indirecte ; politique d'investissement publique ambitieuse – l'Etat met en place un réseau de chemin de fer à partir de 1835, qui sera peu à peu concédé au privé avant d'être racheté par l'Etat à partir de 1870 ; libre-échange…). Il met aussi en avant les spécificités belges (part de l'Etat relativement plus faible qu'ailleurs dans le monde occidental et surtout qu'en Allemagne), et note au passage que les Etats-Unis étaient très protectionnistes avant 1914. Après la transition de l'entre-deux-guerres, un nouvel équilibre se met en place, menant à ce que l'Ecole régulationniste appelle le « compromis fordiste » (1950-1981). On retrouve ici chez Nagels en gros les enseignements tirés précédemment de l'approche marxiste à propos de l'évolution systémique des institutions (entrevues au sens large) s'adaptant au mieux au développement de l'économie (production de masse appelant à une stabilisation de la demande agrégée). « C'est le triomphe du fordisme qui établit une conjonction entre un « modèle de production » et un « modèle de consommation ». Dans la sphère de la production, le travail à la chaîne permet d'abaisser les coûts unitaires donc les prix. Il

---

[79] I. Cassiers, P. De Villé et P. Solar (1996), « Economic Growth in Postwar Belgium », *in* N. Crafts et G. Toniolo (éd.), *Economic Growth in Europe since 1945*, Cambridge, Cambridge University Press, p. 173-209.

[80] I. Cassiers (éd.)*, Que nous est-il arrivé ? Un demi-siècle d'évolution de l'économie belge*, numéro spécial de *Reflets et perspectives de la vie économique*, XXXIX/1, 2000.

[81] C. Valenduc, « La répartition des revenus », *Reflets et perspectives de la vie économique*, XXXIX/1, 2000, p. 59-75.

[82] R. Savage, *Economie belge 1953-2000. Ruptures et mutations*, Louvain-la-Neuve, Presses universitaires de Louvain (CIACO), 2004.

[83] G. Vanthemsche, *Les paradoxes de l'Etat. L'Etat face à l'économie de marché, XIX[e] et XX[e] siècles*, Bruxelles, Labor, 1997.

[84] J. Nagels, *Eléments d'économie politique…, op. cit.*, p. 138-147 ainsi que J. Nagels, « Marché et Etat du début du XIX[e] siècle à la fin du XX[e] siècle », *in* P. Praet et F. Thys-Clément (éd.), *L'économiste dans la société*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 1999, p. 13-50.

permet aussi des hausses salariales substantielles. Dans la sphère de la consommation, des biens de consommation durables (voiture, radio, pick-up, éléctroménager…) deviennent accessibles à de larges couches de la population. La voiture symbolise ce modèle de consommation… A côté de ces circonstances, l'Etat a adapté la législation et les réglementations favorables aux travailleurs, il a appuyé la concertation sociale qui aboutissait à une gestion progressiste de la main-d'œuvre, dont le plein-emploi a constitué l'axe central. Cette concertation sociale, où le patronat et les syndicats cherchent des solutions dans le consensus plutôt que dans l'affrontement, se fonde sur un compromis social-démocrate. Le compromis s'appuie sur un « donnant-donnant » macro-social » [85]. La part de l'Etat dans le PIB augmente considérablement (de 20% vers 1950 aux Etats-Unis et au Japon à près de 33% en 1980 ; de 30% à plus de 45% en Europe occidentale). En Belgique les ratios consommation publique (G) sur PIB passent de 10,7% en 1948 à 19,2% en 1981 ; les investissements publics (Ig) passent de 1 à 2% en 1950 à 2-3% en 1981) et les transferts bruts de sécurité sociale s'élèvent à 11% en 1960 et à 18% en 1981. Cette période se caractérise par une gestion progressiste de la main-d'œuvre, un Etat assurantiel, un Etat égalitaire et un Etat bâtisseur – tout en restant libre-échangiste. La dimension assurantielle est garantie par les mécanismes de la sécurité sociale (ONSS, 1944), et joue bien entendu, outre son rôle social, un rôle de stabilisateur de la demande agrégée (bien en phase avec la vision keynésienne de l'économie alors dominante). La part des revenus du travail dans le revenu national augmente fortement comme on l'a vu plus haut (de 51% à 69% entre 1948 et 1981) tandis que celle des revenus du capital reste stable. La dimension égalitaire est assurée par l'accès de tous aux services publics (éducation, santé…) dont le financement repose en partie sur un impôt progressif sur le revenu des personnes physiques qui lui aussi joue un rôle explicitement égalisateur. Pendant cette période aussi (années cinquante, soixante et encore soixante-dix), l'Etat investit massivement, dans une série de domaines : transports et communications (entre 50 et 60% du total), équipements d'enseignement et de loisir (entre 20 et 25%), équipements relatifs à la santé (5% en début et 10% en fin de période), logement (7-9%).

A partir de 1981, on entre dans une nouvelle ère (marquée politiquement par l'arrivée de Thatcher au pouvoir en Angleterre en 1979 et de Reagan aux Etats-Unis en 1980, et en Belgique par la coalition catholique-libérale Martens-Gol). Des facteurs globaux expliquent ces changements, les uns conjoncturels (échec des politiques keynésiennes à sortir de la crise qui a suivi les chocs pétroliers, stagflation… ; Nagels présente ainsi l'année 1981 comme l'année terrible, avec un solde très négatif de la balance commerciale, déficit public, inflation à deux chiffres, chômage à 12%), les autres plus structurels (avènement d'une nouvelle « révolution technologique » avec l'informatique et l'arrivée de nouveaux créneaux porteurs : ordinateurs, robots industriels, machines à commande numérique…). Les forces montantes qui s'appuient sur ces créneaux porteurs ne se satisfont plus du cadre étroit des frontières nationales et œuvrent à la globalisation. L'effondrement des systèmes centralement

---

[85] J. Nagels, *Eléments d'économie politique…, op. cit.*, p. 142.

planifiés ouvre de nouveaux espaces au capitalisme. Le modèle fordiste conçu dans le cadre d'un monde relativement « étroit » se voit soumis à une pression énorme. Les changements vont s'opérer dans une certaine continuité (par exemple, en Europe occidentale le poids quantitatif de l'Etat reste le même : pour le G7, on passe de 41,61% en 1981 à 39,6% en 1996), du moins dans un premier temps (les dépenses de sécurité sociale continuent à croître de 1981 à 1987, mais elles se stabilisent ensuite – on cherche à augmenter les recettes et à réduire les dépenses) ; l'Etat assurantiel reste globalement en place. Mais en Belgique, pays confronté à une dette publique très importante, on a fortement réduit la part de G dans le PIB : ce ratio est passé de 19,2% en 1981 à 11% en 1996, soit presque le niveau de 1948. La gestion du facteur travail a connu une évolution allant dans le sens d'une dérégulation des statuts et d'une plus grande flexibilité (précarisation, contrats atypiques,…) et surtout d'une pression forte pour comprimer les hausses salariales (dans un souci de maintien de la compétitivité). Néanmoins, le mécanisme de l'indexation automatique et généralisée des salaires a été conservé (même si la définition de l'index a évolué). Le chômage est resté à un niveau élevé (au moins 10%) malgré ces politiques de dérégulation. La part des revenus du travail dans le PIB a chuté (de 67,1% en 1981 à 59,1% en 1987). Les inégalités ont fortement augmenté de par ces politiques privilégiant les revenus de la propriété échéant aux particuliers – dans le cadre d'une politique notamment fiscale destinée à favoriser le financement des entreprises et donc *in fine* l'investissement. L'objectif final des politiques néo-libérales mises en place est de favoriser la production (l'offre) par un contexte favorable aux investisseurs, une dérégulation du marché du travail (pour réduire le prix de celui-ci, entrevu davantage comme un coût que comme source d'une demande), une exposition aux vents de la concurrence extérieure devant pousser à un ajustement structurel de la production (1986 marquera ainsi avec l'Acte unique la mise en place effective d'un vrai marché commun dans l'Union européenne ; en 1995, la création de l'OMC marquera une nouvelle étape dans l'ouverture plus grande encore des frontières). Nagels cherchera à relativiser l'efficacité de ce genre de politiques pour le plus grand nombre via la présentation d'une série d'indicateurs statistiques, notamment sur la part de la consommation et de l'investissement dans le PNB ainsi que la distribution des revenus (un diagnostic qu'on retrouve chez d'autres auteurs comme Valenduc ou Savage, déjà cités). La seconde moitié des années quatre-vingt-dix va connaître un regain de croissance, certes, mais qui ne se soldera ni par la réduction des inégalités (spatiales ou régionales) ni par une réduction du chômage. Une originalité propre à Nagels est qu'il cherche à mettre en parallèle ces évolutions avec les cycles de Kondratiev (dont tous les économistes ne sont pas convaincus de l'existence). Au début des années 2000, il reprendra des recherches sur ces thématiques et publiera deux articles dans les *Cahiers économiques de Bruxelles* [86], l'un approfondissant sa réflexion sur la dynamique de long terme

[86] J. Nagels, «Y a-t-il un nouveau Kondratiev ascendant depuis 1992 ? », *op. cit.*, p. 45-62 et Id., « Les cycles longs de Kondratiev et l'évolution du capitalisme depuis la deuxième guerre mondiale », *in* A. Peeters et D. Stokking (éd.), *Mondialisation : comprendre pour agir*, Bruxelles, 2002, p. 38-62.

du capitalisme via l'approche par les cycles de Kondratiev, l'autre sur l'histoire économique de la Flandre, étudiant les causes de son développement économique marqué, qui nourrit également un désir sécessionniste.

c. Une certaine continuité intellectuelle dans l'analyse des transformations du capitalisme – les ondes longues du capitalisme

Jacques Nagels, s'il nuance son propos et l'actualise au vu des grands changements de l'histoire économique, restera toujours fidèle à une analyse historique des transformations du capitalisme. Il s'inscrit ce faisant dans tout un courant de la pensée marxiste, illustrée aussi en Belgique par son collègue de la VUB, Ernest Mandel [87]. S'il donne la priorité causale (« en dernière instance ») aux transformations dans la sphère de la production (d'où son accent sur les grandes révolutions technologiques, et pour l'époque la plus récente, la révolution informationnelle et biotechnologique [88]), il en analyse aussi toutes les conséquences sur les structures industrielles, et plus globalement la régulation du capitalisme. Toute son analyse porte à la fin des années quatre-vingt-dix et au début des années 2000 sur la « crise de régulation » du capitalisme (terme repris de l'Ecole grenobloise de la régulation [89]). Sa grille de lecture de l'histoire économique s'inspire de Kondratiev, et il traque les indices de l'émergence d'un nouveau cycle long. Reprenant l'article de Kondratiev de 1926, il rappelle les grands cycles d'une cinquantaine d'années des périodes précédentes : celui qui va de la fin du XVIIIe siècle à 1845 – accompagnant la première révolution industrielle, axée sur le charbon, le textile, l'acier et centrée sur l'Angleterre ; celui qui va de 1845 à 1894, qui marque le triomphe et la généralisation de la première révolution industrielle vers l'Europe du nord-ouest et les Etats-Unis (après une phase ascendante, elle connaîtra une période descendante après la crise de 1873 – période qui sera marquée par une série d'innovations de la deuxième révolution industrielle : électricité, moteur à explosion, industries chimiques…) ; celui qui mène de 1894 à 1945, couvrant la première moitié du XXe siècle, dont la phase ascendante voit l'épicentre se déplacer du Royaume-Uni aux Etats-Unis, et qui verra aussi une grande crise, en 1929, marquer un tournant décisif ; enfin à partir de 1945, on a le cycle qui occupe toute la période de l'après-guerre jusqu'au début des années quatre-vingt-dix, avec sa phase ascendante (reconstruction puis *Golden Sixties*), qui voit naître la Triade (Etats-Unis, CEE et Japon), et qui est dominée par le fordisme. Comme on l'a déjà noté, la croissance est forte (4-5%) et la division internationale du travail s'approfondit. A nouveau, une phase descendante apparaît à partir de 1973 (mais Nagels note qu'on aurait pu aussi parler de 1966, date à partir de laquelle les taux de profit des firmes US diminuent, ou 1971, la fin de Bretton Woods). A nouveau, la phase descendante du cycle de Kondratiev est une période d'innovations

---

[87] E. Mandel, *Traité d'économie marxiste,* Paris, 4 volumes, 10/18, 1962 et Id., *Le troisième âge du capitalisme*, Paris, 10/18, 1972, éd. 1974.

[88] Voir le chapitre XXV sur la « révolution informationnelle » de J. Nagels, *Eléments d'économie politique. .., op. cit.*, p. 469-487.

[89] J. Nagels, *Eléments d'économie politique…, op. cit.*, p. 480.

(micro-ordinateurs : les premiers Apple sont mis en vente en 1977 ; présentation du premier prototype de disque CD par Philips en 1979…). Ces innovations vont donner lieu à une nouvelle révolution technologique, qui va s'immiscer partout (il s'agit de la collecte, du stockage et du transfert de l'information ; cela touche bien entendu aussi le secteur tertiaire, y compris l'éducation, la santé, la défense, l'administration…). Dès le début des années quatre-vingt-dix, un de ses doctorants, Angelo Reati, met en évidence quatre nouveaux créneaux porteurs (branches principales : construction d'ordinateurs, de software, de biens d'équipement liés à l'électronique ; branches induites : machines à commande numérique, instruments de mesure et de contrôle, avionics, équipements pour les télécommunications ; les infrastructures : réseaux de télécommunications et satellites ; les autres innovations radicales : fibres optiques, chimie fine, laser, biotechnologies, OGM), qui touchent de nombreuses industries et modifient les structures industrielles et le tertiaire. Comme Kondratiev l'avait déjà noté, la phase ascendante d'un nouveau Kondratiev qui selon Nagels apparaît vers 1990-1992 se caractérise par un « regroupement des forces productives ». On observe en effet pendant les années quatre-vingt-dix de grands mouvements de fusions et acquisitions, spécialement au sein des entreprises porteuses de la « nouvelle économie » – ordinateurs, biotechnologie, télécommunications. Nagels constate aussi la validité de la thèse de Kondratiev en matière de financiarisation de l'économie (forte hausse de la capitalisation boursière, libéralisation des mouvements de capitaux, acteurs financiers – les « investisseurs institutionnels » – dominant les marchés financiers et monétaires) : « le début de la phase ascendante du cycle de Kondratiev requiert une extension du système de crédit et des bourses ») [90]. Si les analyses de Kondratiev mettent l'accent sur la dimension de transformation des forces productives, l'influence de l'Ecole grenobloise se fait sentir aussi chez Nagels en matière d'analyse de la mise en place de nouvelles formes de régulation du capitalisme. A l'ancien système (fordisme, modèle rhénan, concertation sociale, règles entourant les mécanismes de marché, y compris à l'échelon international où on a des taux fixes), on voit se substituer un nouveau modèle, plus dur pour les travailleurs, plus ouvert, plus dérégulé. Il y a à la fois approfondissement du capitalisme là où il existait déjà et extension spatiale de celui-ci dans de nouvelles zones (ex-URSS, Asie orientale). Nagels interprète les changements institutionnels et organisationnels mettant en place ce « nouvel esprit du capitalisme » en parallèle avec l'analyse des transformations des forces productives elles-mêmes. Pour lui, les firmes transnationales, les très grandes firmes, sont systémiquement motivées par le taux de profit (il est le « moteur du capitalisme ») [91]. Or les innovations technologiques, tendant à accroître la composition organique du capital (K/L), le font diminuer. Les forces dominantes du capitalisme vont donc chercher à contrecarrer par tous les moyens cette baisse du taux de profit. Les contre-tendances sont bien connues : « pression sur les salaires, augmentation de la productivité du travail, accroissement de l'intensité du travail par une flexibilité

---

[90] Kondratiev cité par J. Nagels, « Y a-t-il un nouveau Kondratiev ascendant depuis 1992 ? », *op. cit.*, p. 58.

[91] J. Nagels, *Eléments d'économie politique…, op. cit.*, p. 481.

plus grande » [92]. C'est ainsi que Nagels interprète les transformations du procès de travail par le passage du fordisme au toyotisme et à la « lean production » ensuite. Dans le cadre de la nouvelle révolution technologique à l'œuvre, les entreprises liées à ces innovations ont le vent en poupe, ce sont les forces montantes du nouveau capitalisme. Elles peuvent être des anciennes firmes transnationales qui ont développé en leur sein de nouvelles technologies (Philips, Sony…) ; des firmes transnationales qui ont racheté des entreprises innovantes ou enfin des firmes créatrices qui ont atteint une taille internationale (mais c'est là l'exception). « Ces firmes transnationales-là, filles de la révolution technologique, ont d'immenses débouchés potentiels ; elles veulent conquérir les marchés et avoir la possibilité de s'implanter là où les conditions sont propices. Pour elles, la libéralisation totale des échanges de biens, de capitaux, de services – dont la vente de brevets – est impérative. Parce qu'innovantes et à la pointe du progrès scientifique et technique, elles ne craignent pas la concurrence et imposent le discours sur la compétitivité, sur la libéralisation et la liberté » [93]. Nagels se fait donc prévisionniste et voit l'émergence à la fois d'un nouveau cycle de Kondratiev (1990-2040 ?) et d'un nouveau capitalisme plus débridé, plus dur, plus agressif.

3. L'économie politique du socialisme

On a vu que Nagels s'inscrivait dans la tradition marxiste de l'économie politique et donc qu'il faisait preuve d'un scepticisme certain quant à l'optimalité d'une économie décentralisée (on verra d'ailleurs que cette critique s'étendra non seulement au cas où il y a propriété privée des moyens de production, le capitalisme, mais aussi à certains cas d'économies socialistes, comme le modèle d'autogestion). On a vu (équation (1), p. 32) que pour avoir une reproduction élargie, il faut respecter certains équilibres à l'échelle macroéconomique. Rien ne garantit en économie décentralisée que les choix centraux (comme la part de la plus-value affectée à l'achat de moyens de consommation S_k/S, et le partage du reste de la plus-value en part consacrée à l'embauche de nouveaux travailleurs ou à l'achat de nouveaux moyens de production, S_c/S_v) soient pris en tenant compte de ces contraintes macroéconomiques. Comme il le souligne : « mais puisque ce sont des décisions microéconomiques (et micro-psychologiques, et micro-sociales, etc.) qui affectent ces deux ratios, et puisque ces décisions se prennent dans l'ignorance l'une de l'autre, et qu'en plus chaque décision est prise dans l'ignorance des exigences de l'ensemble de l'économie, on peut conclure que rien ne garantit que les conditions exigées par l'équation fondamentale soient remplies… Puisqu'aucun organisme ne coordonne ces décisions microéconomiques, rien ne garantit que les exigences macro-économiques soient remplies » [94]. Les préférences de Jacques Nagels vont donc bien entendu vers un modèle d'économie socialiste. Mais là encore, il a cherché à se situer dans la pluralité des modèles dont on parlait à l'époque : modèle d'autogestion à la yougoslave,

[92] *Ibid.*, p. 481.
[93] *Ibid.*, p. 479.
[94] J. NAGELS, « Quelques problèmes économiques du socialisme et de l'autogestion », *op. cit.*, p. 24.

modèle centralisé à la soviétique, voire d'autres formes de socialisme non encore réalisées. Dans son article de 1970, Jacques Nagels [95] a cherché à démontrer la supériorité (théorique) d'un modèle relativement plus centralisé et les faiblesses du modèle d'autogestion « à la yougoslave ». L'« anarchie » du mode de production capitaliste « trouve, en dernière instance, son origine dans les conséquences de la propriété privée des moyens de production… ». Mais, « ces conséquences ne sont pas nécessairement inhérentes à la propriété privée des moyens de production. En clair, il n'est pas impossible que des conséquences analogues trouvent leur fondement dans un autre régime de propriété » [96]. Nagels établit un parallèle étroit entre économies décentralisées capitalistes et l'autogestion, au niveau des décisions, essentiellement microéconomiques, qui touchent à l'affectation du surproduit (même si en économie socialiste, bien entendu, le sens à donner à ce terme est différent de celui de la plus-value empochée par les capitalistes). Pour lui en effet, les types capitalistes comme socialistes d'économie, s'ils diffèrent sur la propriété des moyens de production, partagent en commun le fait que « l'accumulation suppose que certaines conditions soient remplies, que certaines proportions entre agrégats économiques du secteur (I) et (II) soient respectées. Dès lors, l'équation fondamentale vaut en régime socialiste » [97]. Nagels distingue économie socialiste centralement planifiée et économie socialiste autogérée en fonction de l'importance du surproduit dont l'entreprise assure la gestion (S_a), par rapport à la part gérée socialement (S_s). Le ratio S_a/S_s est déterminé par l'Etat socialiste : c'est le choix d'un modèle d'autogestion ou de planification centrale. Dans un cadre autogéré, une grosse part du surproduit est gérée au plan microéconomique par le collectif de production, qui se retrouve face aux mêmes problèmes d'information et d'incitation que la firme capitaliste (peu de connaissance des contraintes macroéconomiques). Rien ne garantit que l'équation fondamentale sera respectée. Plus globalement, Nagels cherchera à montrer que des décisions optimales au plan microéconomique (par exemple des décisions d'investissement), peuvent ne pas l'être d'un point de vue macroéconomique dans une économie socialiste. Pour lui, seule une autorité centrale peut faire valoir la cohérence globale de l'économie comme les solutions optimales à long terme (les décideurs à l'échelle microéconomique ayant tendance à privilégier la dimension de court-terme), comme le fait de privilégier la production des moyens de production au lieu de (trop) satisfaire les besoins à court-terme en moyens de consommation (en termes socialistes, débat sur les parts relatives des fonds d'accumulation ou de consommation). Un autre élément négatif du système socialiste d'autogestion (parmi beaucoup d'autres mis en évidence dans cet article) est le mauvais traitement de l'inégalité, entre collectifs de production et entre régions pauvres et riches (produisant un bien donné à un coût plus ou moins important). La décentralisation des décisions trop poussée mène à un affaiblissement du pouvoir de l'organisme planificateur et un regain des problèmes observés aussi en économie de marché (« le marché en effet favorise le fort et accentue

[95] *Ibid.*, p. 1-60.
[96] *Ibid.*, p. 25.
[97] *Ibid.*, p. 26.

les inégalités, tandis que l'organe planificateur peut compenser les faiblesses de l'un par le surcroît de l'autre ») [98]. Cet élément semble renforcé par les statistiques sur les écarts régionaux en Yougoslavie qu'il met en exergue dans cet article. Nagels se prononce donc en faveur d'un modèle socialiste d'économie plus centralisée même si, influencé par les économistes soviétiques de l'époque d'ouverture khrouchtchévienne comme Nemchinov [99], il s'oppose aussi à une centralisation exagérée : « tout système de planification doit favoriser « l'autonomie créatrice des gestionnaires de l'entreprise » » car « seul le directeur de l'entreprise sait ce qui se passe dans son entreprise ». « La planification socialiste est donc compatible avec l'octroi de certains pouvoirs de décisions aux entreprises» [100]. Trop ou trop peu de centralisation (comme de démocratisation, par rapport « au niveau de conscience de la population ») : voilà deux écueils qu'il s'agit de chercher à éviter, afin de ne pas freiner l'essor des forces productives. C'est ce qui fera écrire à Pieter Frantzen en 1978 dans son *Histoire de la pensée économique* que « Nagels pense que, moyennant améliorations et adaptations, notamment sur le plan démocratique, le modèle soviétique est bon » [101]. Jacques Nagels a sans doute ici surévalué les capacités de gestion de l'information par le planificateur central, surtout face au développement des forces productives que le modèle planifié a pu au départ contribuer à générer. L'élévation du niveau de vie (donc la complexification des besoins) comme la multiplication des biens produits ont lourdement compliqué la tâche du planificateur, qui de plus a de grosses difficultés à identifier ce que souhaitent les citoyens en l'absence de prix de marché (problème de la « médiation sociale des valeurs d'usage dans le mode de production soviétique » pour reprendre le titre d'une thèse défendue sous sa direction à la fin des années quatre-vingt). La course aux armements face aux Etats-Unis menant à privilégier le secteur militaire comme une certaine forme de conservatisme des esprits a mené à continuer à privilégier la production des moyens de production au détriment de la satisfaction des besoins des consommateurs, conduisant à un mécontentement croissant. Dans la seconde édition de son dernier ouvrage, *Eléments d'économie politique. Critique de la pensée unique*, publié en 2000, il a résumé ainsi son point de vue : « il est indéniable que dans un premier temps – pendant les deux premiers quinquennats (1928-1937) – la planification a réussi à sortir rapidement l'économie du sous-développement, à mécaniser l'agriculture de manière accélérée et à satisfaire les principaux besoins collectifs. Le prix à payer fut élevé. Dans un second temps, quand l'économie devint plus complexe, multilatéralement développée, le même système devint inopérant » [102].

---

[98] *Ibid*., p. 9.

[99] NEMCHINOV, « Gestion économique socialiste et planification de la production », *Kommunist,* 5 (trad. anglaise dans *Problems of Economics,* 1964), cité par J. NAGELS, « Quelques problèmes économiques du socialisme et de l'autogestion », *op. cit*., p. 39.

[100] J. NAGELS, « Quelques problèmes économiques du socialisme et de l'autogestion », *op. cit.,* p. 39.

[101] P. FRANTZEN, *Histoire de la pensée économique. Une analyse marxiste*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 1978, p. 423.

[102] J. NAGELS, *Eléments d'économie politique*..., *op. cit.,* p. 127.

4. *L'économie politique de la transformation de l'économie planifiée en économie de marché*

Jacques Nagels a connu la chute du Mur de Berlin (9-10 novembre 1989) et la fin de l'URSS en 1991. L'échec du « socialisme réellement existant » a constitué pour lui un nouveau champ de recherche, auquel il a consacré deux ouvrages au titre évocateur : *Du socialisme perverti au capitalisme sauvage* en 1991, et *La tiers-mondisation de l'ex-URSS ?* en 1993 [103]. Dans l'ouvrage de 1991, Nagels [104] propose une analyse de long terme des économies socialistes réellement existantes (il se penche plus extensivement sur le cas de la Pologne, à laquelle il avait déjà consacré un article en 1980) [105], et de leur transformation, y compris future. On pourrait presque dire que Nagels fournit une analyse marxiste (matérialiste) de la transformation du socialisme en un socialisme perverti, dont les contradictions finissent par produire la mise en place d'un sytème capitaliste, sauvage car s'implantant dans des sociétés peu habituées à la concertation sociale, à des élites au mieux désabusées par l'échec du système planifié, au pire – et le plus souvent – cyniques, quoique encore marquées par l'esprit stalinien, et économiquement en retard par rapport à l'ouest, retournant à leur rôle de « périphérie » qu'elles jouaient avant la seconde guerre mondiale. Il met en évidence les particularités économiques (retard économique et technique important par rapport à l'ouest de l'Europe, même si ces économies sont davantage développées que le sud colonisé ; économies centrées sur l'exportation de matières premières et produits agricoles et l'importation de biens manufacturés, surtout allemands ; poids crucial des importations massives de capital en provenance de l'ouest) et politiques (balkanisation, peu de traditions démocratiques, vestiges féodaux dans les mentalités…) des Etats dans lesquels le socialisme s'est initialement installé (Russie en 1917, Europe centre-orientale après 1945), malgré une certaine hétérogénéité (l'Allemagne orientale et la Tchécoslovaquie appartenant avant 1945 davantage au « centre » développé qu'à la périphérie dépendante). Nagels reprend l'argument du caractère optimal au départ du système de planification centralisé dans le cadre d'économies peu développées à l'origine. Il souligne la similitude des conditions objectives initiales entre l'Europe centre-orientale en 1945-1946 et l'URSS en 1917-1921 pour comprendre l'identification au modèle soviétique (stalinien, de planification centrale) qui a été aussi certes renforcée par la présence des forces armées soviétiques dans ces pays et le climat de guerre froide (tension croissante à partir de 1946-1947). Mais on ne peut nier selon Nagels que le désir de changement, de réforme agraire, d'équité et de démocratie économique, devait déboucher d'une façon ou d'une autre sur des réformes de structure économique, des nationalisations importantes, une certaine planification de l'activité économique et sociale. Ce n'est

[103] J. Nagels, *La tiers-mondisation de l'ex-URSS ?*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 1993.

[104] J. Nagels, *Du socialisme perverti au capitalisme sauvage*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 1991.

[105] J. Nagels, « Pologne 1970-1980 : dix ans d'économie, bilan d'une politique », *Cahiers marxistes*, 89, décembre 1980, p. 13-30.

d'ailleurs que vers 1948-1949 (coup de Prague en février 1948, condamnation du titisme et de toute voie nationale vers le socialisme par le Kominform en juin 1948) que le choix pour un modèle calqué sur l'URSS s'impose définitivement. Il note qu'à l'époque, c'est le seul modèle de planification réellement existant (même s'il souligne la naïveté, pour parler ainsi, des communistes de l'époque, qui oubliaient les conditions historiques particulières de naissance de ce modèle, le considérant, erronément, comme immuable et absolu), et il semble aussi avoir réussi (l'URSS a réussi à vaincre l'Allemagne hitlérienne et à faire de la Russie arriérée une grande puissance industrielle). Il y a à l'époque un certain consensus quant à l'opportunité, dans une économie en retard, avec un niveau peu élevé des forces productives, où le développement rapide va créer des déséquilibres importants (entre régions, entre agriculture et industrie,…), de mettre en place une planification centralisée, avec un centre puissant [106]. Si la séduction de ce modèle pouvait se comprendre, son adéquation à des économies de petite taille, aux ressources rares, condamnées à des taux d'ouverture plus importants, n'est pas aussi évident. Une adaptation aux conditions locales du modèle soviétique aurait pu et dû s'envisager. Ce n'est pas ce qui s'est passé. Un modèle s'est mis en place, très logiquement articulé, caractérisé par ce que Nagels appelle les « trois monopoles » : le monopole total du pouvoir par le parti communiste, avec subordination de l'Etat au parti et fort peu de démocratie (le parti étant lui-même monolithique) ; le monopole idéologique (un marxisme étriqué et réducteur est imposé comme pensée unique et réduit l'espace du débat académique et intellectuel) ; le monopole de la propriété des moyens de production. Pour Nagels, on n'a pas suivi le message de Marx dans son intégralité, on l'a réduit. Ainsi si Marx parle d'« hommes libres » (libérés du capital), de « plan concerté » (et donc de plan démocratique), de « collectivisation des moyens de production », on a en Europe « socialiste » interprété cela en termes d'étatisation, sans jamais dépasser ce stade. « Se borner à cette étape, et de plus la pousser à son paroxysme, jusqu'à la possession par l'Etat de tous les moyens de production et la gestion par le plan de toute la vie économique et sociale, tel est, je le répète, le cœur de la perversion » [107]. Qui plus est, Nagels souligne que ceci est allé de pair avec la mise en place de structures, de mécanismes et de comportements de type monopolistique. On est là pour Nagels au cœur de l'explication de « pourquoi les résultats économiques des dernières décennies sont si décevants, pourquoi l'entreprise s'est peu modernisée, pourquoi elle est peu stimulée à intégrer l'innovation » [108]. Nagels rappelle les grandes caractéristiques de la planification soviétique, ses grands objectifs (politique de plein emploi, prix sociaux, croissance économique, satisfaction des besoins collectifs et protection des travailleurs), en soulignant ses succès (développement important en début de période, « cette voie de sortie du sous-développement était globalement positive » [109] ; grand succès en matière d'alphabétisation, de soins de santé, etc.) et ses échecs (chômage caché, problèmes de révélation des besoins des consommateurs quand l'économie se

---

[106] J. NAGELS, *Du socialisme perverti au capitalisme sauvage*, *op. cit*., p. 25.
[107] *Ibid*., p. 40.
[108] *Ibid*., p. 40.
[109] *Ibid*., p. 44.

complexifie – voir *supra*). C'est un modèle de développement autocentré impliquant un certain découplage par rapport aux prix mondiaux. La planification de type soviétique était hypercentralisée : le Plan fixe le prix, les quantités, il joue un rôle central en matière d'investissements par le biais du budget de l'Etat. Dans ce système, les entreprises sont « passives », elles exécutent les objectifs quantitatifs détaillés imposés par le planificateur (souvent au détriment de la qualité) et sont confrontées à une contrainte budgétaire douce ; il n'y a pas de véritable management. Il n'y a pas d'incitations à l'utilisation optimale des ressources rares. On répond mal aux besoins des consommateurs. Ce système va peu à peu se gripper à partir des années cinquante. Nagels montre que dès les années trente on est conscient du problème, mais il faut attendre les années soixante pour voir un premier train de réformes se mettre en place (la réforme Kossyguine de 1965), visant à diminuer le poids des organismes centraux et augmenter l'autonomie de l'entreprise. On réduit ainsi le nombre d'indicateurs déterminés par le plan central (ceux relatifs à la productivité du travail, à l'assortiment des marchandises, etc.). On a réfléchi à de nouveaux indicateurs de performance pour les firmes afin d'accroître leur marge de manœuvre, les intéresser à la formation des profits et accroître leurs possibilités de financer elles-mêmes une plus grande partie de leurs investissements (même si l'essentiel de l'investissement reste financé par le budget de l'Etat). On souhaite aussi par là qu'elles prennent davantage en compte la demande. On a pris aussi en mars 1965 des mesures favorables à l'agriculture (forte hausse des prix agricoles, blocage des prix industriels vendus à l'agriculture, planification plus souple…) ; on a aussi par là cherché à privilégier les secteurs de production agro-alimentaire et plus globalement les biens de consommation. On a souhaité une stratégie de croissance privilégiant le secteur des biens de consommation. Nagels montre que dans un premier temps ces réformes ont un impact positif (le quinquennat 1966-1970 est le premier depuis la guerre qui connaît une accélération de la croissance) [110], mais elles s'enlisent très vite. Nagels [111] reproche à ces réformes d'avoir été partielles (ne concernant que le statut de l'entreprise de production et pas les autres rouages administratifs : « on ne peut imaginer une entreprise jouissant de plus d'autonomie, disposant d'un management plus dynamique, établissant des choix stratégiques, en phase avec des ministères fonctionnant selon des principes hiérarchiques et bureaucratiques »), insuffisamment accompagnées (on n'a pas assez préparé les acteurs à la réforme, les structures mentales ne sont pas modifiables sur-le-champ) et technocratiques (elles n'ont pas pris en compte les éléments d'une démocratie économique élémentaire). A la suite de l'échec de ces réformes, les performances économiques se sont réduites à partir des années soixante-dix, dans le cadre d'un système semblant peu réformable. Les acteurs y ont développé des attitudes de cynisme ou de débrouille entrant en contradiction avec la vision d'un socialisme éthique. Pour Nagels [112], une *nomenklatura* privilégiée ne finit plus qu'à rechercher son propre maintien, sans idéal véritable. Gorbatchev et la *perestroïka* vont

[110] *Ibid.*, p. 72.
[111] *Ibid.*, p. 80-81.
[112] *Ibid.*, p. 87.

constituer à partir de 1985 la dernière tentative de réformer le système. Mais Nagels montre que le chemin suivi ne peut mener qu'à un seul résultat, la fin du système des « trois M » et donc le rétablissement de rapports de production capitalistes. Face à des entreprises d'Etat qui « faute d'autonomie, faute de management… sont devenues des dinosaures sans souplesse, sans répondant, sans esprit d'initiative », grande a été la tentation d'introduire à divers degrés une privatisation des moyens de production. La crise du système est totale, « systémique » ; dès 1991, pour Nagels, on va vers une « économie de marché de type occidental » (d'après les déclarations mêmes des nouvelles élites de Pologne, Tchécoslovaquie, Hongrie… sans parler de l'ex-RDA annexée par la RFA). « Il s'agit d'une révolution capitaliste » [113]. Cela le mène à reprendre le vieux concept marxiste d'« accumulation primitive du capital », qui ne vise pas pour lui seulement une période de l'histoire précapitaliste. « Le concept d'accumulation primitive va beaucoup plus loin : il vise à expliquer les causes, les conditions et les vicissitudes de l'enfantement du capitalisme » [114]. Marx visait par ce terme la réunion des conditions préalables à l'instauration du capitalisme. Nagels l'applique au cas des ex-économies socialistes et il met en avant la phase destructrice (de l'ancien système : dérégulation des prix, des quantités, de l'intermédiation financière, des relations économiques internationales, la démonopolisation, la débureaucratisation des esprits, la création d'un vrai marché du travail ; sur le plan politique : la démocratisation et la désatellisation – et la réincorporation dans la périphérie de l'Europe occidentale) et la phase constructive du capitalisme (tout à fait concomitante) : la « grande privatisation » et la mise en place d'un capitalisme « sauvage ». Nagels se fait prophète en annonçant dès le début des années quatre-vingt-dix, avant même que la réalité ne lui donne raison, la tiers-mondisation (périphérisation) de l'ex-URSS, la montée du chômage (par exemple, pour le cas polonais, il écrit en 1991 : « de toute façon, le marché du travail sera en présence d'un chômage massif – de 15 à 20% de la population active – dans les cinq à dix prochaines années : les forces qui excluent les travailleurs agissent plus vite et plus massivement que celles qui les absorbent ») [115] ainsi que les guerres qui vont ensanglanter l'ex-Yougoslavie (« tout pourrait sembler aller pour le mieux dans le meilleur des mondes. Malheureusement la désatellisation risque également de déstabiliser les Balkans. La chape stalinienne empêchait l'éclosion de contradictions séculaires entre les populations d'Europe centrale et orientale, contradictions d'ailleurs que le stalinisme a étouffées mais jamais résolues… Les brimades qu'ont subies… les non-Russes d'Union soviétique et les non-Serbes de Yougoslavie s'extériorisent et créent à terme une situation explosive dans cette partie de l'Europe qui a toujours été un foyer de guerre. Ce danger est accentué par la nature sauvage du capitalisme qui s'installe à l'Est. Les nouvelles élites pourraient bien devenir des apprentis sorciers ») [116]. Il se montrera très sceptique par rapport aux évolutions dans l'ex-URSS (à raison, car la « thérapie de choc »

---

[113] *Ibid.*, p. 229.
[114] *Ibid.*, p. 231.
[115] *Ibid.*, p. 244.
[116] *Ibid.*, p. 251.

appliquée là-bas a eu des conséquences catastrophiques au plan économique et social). Après avoir démontré que le suremploi était endémique au modèle socialiste tel que pratiqué en ex-URSS, que ce pays était certes hyper-industrialisé mais technologiquement en retard, il étudie les effets de l'ouverture à la concurrence : désindustrialisation et chômage massif. Sur le plan des relations économiques internationales aussi, on assiste à un changement radical. Aux relations est-est se substituent des relations ouest-est de type centre-périphérie. La transition dans l'ex-URSS prend toutes les allures d'une tiers-mondisation :

> « sur le plan des indicateurs économiques globaux, la récession structurelle engendre une diminution importante du PNB par habitant et une baisse sensible de la productivité du travail. En même temps un capitalisme sauvage émerge. Il bannit toute intervention étatique dans la vie des entreprises et toute politique sociale visant à plus d'équité. La distribution du revenu national devient de jour en jour plus inégalitaire. De nouvelles élites et des mafiosi s'enrichissent, achètent des biens de luxe occidentaux tandis que les couches les plus nombreuses de la population vivent en-dessous du seuil de pauvreté. Il y a dégradation rapide et persistante de la satisfaction des besoins collectifs : soins de santé, enseignement, culture. Les disparités régionales s'accentuent. La recherche fondamentale et la recherche-développement se désagrègent » [117].

A la fin de sa carrière académique, Jacques Nagels [118] a fini par adopter un point de vue assez équilibré, à savoir un rejet égal des deux grandes utopies économiques du XXe siècle : « un Etat sans marché » et « un marché sans Etat ». Renouant avec l'analyse historique de ses débuts (notamment celle de la France du XVIIIe siècle et celle de la Russie du XXe siècle), il montre que la justification d'un rôle de l'Etat dans le capitalisme (entrevu lui-même comme construction institutionnelle) dépasse le simple débat théorique sur les *market failures* (fourniture de biens publics, gestion des externalités, monopole naturel, information imparfaite ou asymétrique, interventions au nom de l'équité). Le capitalisme, le marché, ont besoin pour se développer d'un cadre institutionnel stable (respect du droit de propriété, sécurité juridique), d'une monnaie comme instrument d'échange, que l'Etat garantit (ou doit garantir) ; il agit comme un « réducteur d'incertitude ». Nagels rejoint là un certain nombre d'arguments de l'économie néo-institutionnaliste à la Douglas North [119]. Qui plus est, laissée à elle-même, la concurrence tend à s'autodétruire par une concentration croissante menant à une concurrence oligopolisitique qu'il s'agit de contrôler de l'extérieur (et là l'Etat joue un rôle clé ; voir la législation antitrust aux Etats-Unis et le rôle de la Commission européenne).

---

117 J. Nagels, *La tiers-mondisation de l'ex-URSS ?*, *op. cit.*, p. 19.

118 Voir par exemple J. Nagels, « Marché et Etat du début du XIXe siècle à la fin du XXe siècle », *op. cit.*, p. 13-50.

119 D. North, *Institutions, Institutional Change and Economic Performance*, *op. cit.*

C. Les relations économiques internationales et le développement : l'échange inégal

Jacques Nagels a consacré une grande partie de son œuvre à l'analyse des problématiques des pays en voie de développement (surtout en Asie du sud-est) et à l'évolution des relations économiques internationales, les deux thématiques étant intimement liées dans son esprit. Sa préoccupation pour le développement est inscrite dès le début de sa carrière, car les auteurs qu'il étudie (de Boisguillebert à Marx), les pensées économiques qui l'intéressent et ses axes majeurs de réflexion (la reproduction, donc la croissance ; l'économie planifiée comme stratégie de développement économique) tournent tous autour de l'idée du choix de la meilleure stratégie de développement économique dans des contextes (la France du XVIIIe siècle, la Russie de 1917…) caractérisés par un niveau important de retard économique. Toute stratégie de développement économique ne peut se penser indépendamment de la structure des relations internationales. Nagels reprendra ici tout un courant d'analyse des relations économiques internationales fort peu mises en avant par les auteurs orthodoxes : les apports de List, Perroux, Prebisch et les économistes dits tiers-mondistes, l'Ecole grenobloise de la régulation et Destanne de Bernis. A la différence d'une approche où les avantages comparatifs sont donnés et exogènes (comme dans la théorie des avantages comparatifs chez Ricardo), et où le libre-échange est toujours la solution la meilleure, il privilégie une approche qui tient compte de l'historicité en cherchant à rendre compte de la genèse de l'avantage comparatif. Il montre ainsi qu'historiquement les partisans du libre-échange ont souvent été au préalable protectionnistes et ont fait jouer à l'Etat un rôle considérable dans la mise en place de secteurs économiques concurrentiels. C'est seulement une fois que ces avantages sont établis que des pays produisant des biens à meilleur marché et de meilleure qualité se font les défenseurs de l'ouverture économique (comme l'Angleterre au XIXe siècle). Souvent ces puissances montantes cherchent à établir des relations économiques libres afin de se procurer à l'étranger à meilleur coût des matières premières et des produits agricoles (entrant dans l'essentiel de la détermination des salaires des ouvriers) afin de diminuer le coût en matières premières ou en salaires pour les entreprises de la métropole. Elles cherchent d'autre part des marchés pour écouler leurs productions. Ce sont en fait les dimensions du temps historique (la *genèse* de l'avantage comparatif) et du pouvoir (l'échange inégal entre pays plus avancés et pays en développement) qui font ainsi le retour dans l'analyse et relativisent les vertus du libre-échange en toutes circonstances mis en avant dans une analyse économique décontextualisée et qui pose comme donnés, sans les questionner, des rapports asymétriques (bien qu'ils ne soient pas présentés comme tels). Il peut être exact que si les Etats-Unis ont un avantage comparatif dans la production d'ordinateurs et l'Afrique dans la production de bananes, les deux partenaires peuvent gagner à se spécialiser. Mais est-ce pour autant désirable que l'Afrique reste éternellement bloquée dans la production et l'exportation de biens agricoles (quitte à ne plus développer un capital humain spécifique pour faire autre chose) et importe des Etats-Unis les biens à forte composante technologique ? N'est-ce pas là geler des rapports en fait inégaux ? Nagels rappelle à bon escient l'analyse de Friedrich List, qui portait sur la stratégie de développement économique

d'une Allemagne désunie (il écrit vers 1850) [120], face à une Angleterre déjà entrée de plain-pied dans la révolution industrielle. List prône une union douanière entre les Etats allemands pour constituer un marché intérieur de taille suffisante, tout en se faisant le défenseur (contre Ricardo) d'un protectionnisme *sélectif* et *temporaire* pour permettre le développement national d'industries compétitives (arguments de l'industrie-enfant). Laisser ouvertes les frontières risque en effet de ne pas permettre l'éclosion d'une industrie capable de rivaliser avec celle existant en Angleterre, et maintenir une asymétrie non seulement économique mais aussi politique. Car il est vrai qu'il ne peut y avoir d'indépendance politique sans un certain degré d'indépendance économique, et *vice versa* d'ailleurs. Bien entendu, le danger est de s'enfermer dans un protectionnisme à la longue stérilisant. Mais l'autre danger est de ne pas y recourir du tout, maintenant inchangés les rapports inégaux entre « centre » et périphérie. Les arguments avancés par l'Inde en 2005 pour maintenir une protection tarifaire de son industrie automobile en genèse montrent l'actualité de cette pensée. Comme Marx dénonçait les rapports inégaux entre capitalistes et ouvriers sur le marché du travail (car le prolétaire qui ne possède aucun moyen de production ne peut attendre et doit vendre sa force de travail au capitaliste à un prix tel qu'il y a *exploitation*, une partie du fruit de son travail étant empochée sans compensation par le capitaliste car son pouvoir de négociation est trop faible), List dénonce l'échange inégal entre pays avancés au plan industriel et technologique et les pays plus en retard. List ouvre toute une tradition de pensée qui influencera fortement les stratégies de développement après la seconde guerre mondiale, ainsi qu'une certaine pensée économique, surtout française (Perroux, Destanne de Bernis). Nagels a ainsi contribué à diffuser la pensée d'économistes dits tiers-mondistes (« qui était puissante quand le tiers-monde parlait haut et fort sur le plan international ») [121] : S. Amin, M. Dowidar, G. Frank, C. Furtado, R. Prebisch, I. Wallerstein… Il a en Belgique partagé ce rôle avec des professeurs issus de l'UCL comme Peemans et Houtart.

Nagels est d'autant plus favorable aux arguments listiens qu'il montre que les différences de développement économique entre le Nord et le Sud sont aussi le fruit d'une certaine histoire, celle de la colonisation, où les puissances européennes (anglaises, espagnoles, portugaises, françaises) ont imposé à leurs colonies (conquises par la force) un certain rapport de domination. Il a en effet rappelé dans ses écrits quelle était la vision du rôle des colonies dans la vision mercantiliste des puissances européennes dès le XVIe-XVIIe siècle. Dans un contexte où l'objectif de chaque Etat est de maximiser les rentrées d'or et d'argent (ressource en quantité limitée – on est donc dans une philosophie des relations économiques internationales qui est un jeu à somme nulle) afin d'apporter au trésor royal les moyens de sa puissance (armée, appareil d'Etat…), les colonies sont appelées à jouer le rôle de marchés captifs (débouchés pour les produits manufacturés, à cette époque essentiellement produits de luxe) et de réserve de matières premières et produits agricoles à bon marché pour la métropole. Il s'ensuit que les colonies devaient être maintenues dans un rapport de

---

[120] F. List, *Système national d'économie politique*, Paris, Gallimard, 1857, rééd. 1998.
[121] J. Nagels, *Eléments d'économie politique...*, *op. cit.*, p. 441.

domination politique total (car on doit y mener une politique, notamment économique, qui n'est pas à leur avantage), les empêchant de commercer avec d'autres puissances que la métropole (logique des « pactes coloniaux »), ainsi que de transformer sur place les matières premières. Pour faire court, la colonie doit être maintenue dans un état de sous-développement économique. Le faible coût d'extraction des matières premières ou de production des biens agricoles est assuré par l'existence de l'esclavage. Ce sous-développement des colonies ne rentre pas en contradiction avec leur rôle de débouché pour les produits finis de la métropole, car qui dit sous-développement dit aussi rapports sociaux très inégaux et existence d'une classe riche d'exploitants face à une masse miséreuse. On voit derrière ces rapports d'inégalité imposés, la mise en place de structures institutionnelles (peu de démocratie), mentales et économiques (structures agraires tournées vers l'exportation) qui vont s'ancrer avec le temps et orienter à long terme le développement économique des pays du sud. Certes, les pays d'Amérique (sauf le Canada) se libéreront progressivement de leurs puissances tutélaires à la fin du XVIIIe siècle (1776, déclaration d'indépendance des Etats-Unis) et au début du XIXe siècle (indépendance des Amériques latines à la faveur des guerres napoléoniennes en Europe), mais la colonisation connaîtra un second souffle à la fin du XIXe siècle, avec par exemple le partage de l'Afrique au Congrès de Berlin (1885). Dans un cadre de lutte entre capitalismes nationaux menacés par la surproduction globale, ces colonies serviront encore de marchés captifs et de réservoirs de matières premières et produits agricoles. Il faudra attendre la période qui suit la seconde guerre mondiale (1945-1962, années soixante-dix pour les ex-colonies portugaises) pour assister à un mouvement plus global de décolonisation (que Jacques Nagels a soutenu activement, et pas uniquement par un simple travail intellectuel [122]). Pour les Etats d'Amérique latine, d'Asie du sud-est, comme pour les nouvelles nations émergeant des décombres des empires coloniaux, la question de la stratégie de développement économique à suivre devient centrale dès les années cinquante, dans un cadre où deux grands modèles économiques rivaux se concurrencent. L'influence des économistes tiers-mondistes dont nous avons parlé plus haut fut essentielle. Leur pensée était axée sur ce qui cause et freine le développement, du point de vue du sud, en mettant l'accent sur la nature inégale de l'échange dans la vision idéalisée de l'économie internationale orthodoxe et la dépendance de la « périphérie » par rapport au « centre ». Pour ces économistes, l'influence de List est déterminante, et pour eux, « l'industrialisation, les industries industrialisantes, la substitution à l'importation constituent des éléments-clés du développement » [123]. La voie vers le développement retenue sera donc autocentrée, relativement protectionniste, axée sur la stratégie de substitution à l'importation. Comme pour l'économiste allemand, le développement des forces productives se conçoit au sein d'une nation ; « l'indépendance nationale constitue la condition préalable au développement du secteur manufacturier. Dans le lien très étroit que List établit entre développement économique et indépendance nationale,

---

[122] Il paya ainsi son soutien au FLN pendant la guerre d'Algérie de quatre mois de prison en France (Avesnes, d'octobre 1960 à février 1961).

[123] *Ibid.*, p. 442.

il apparaît comme un précurseur des défenseurs d'un système productif national. C'est-à-dire un système où les branches particulières de l'industrie sont étroitement solidaires, où le perfectionnement de l'une prépare et encourage le perfectionnement de toutes les autres » [124]. L'argument protectionniste dont nous avons parlé plus haut n'est qu'un élement d'une stratégie de développement, de la mise en place d'une structure économique cohérente et autonome. Ce protectionnisme est partiel (ne touche que certains secteurs ne pouvant se développer autrement) et temporaire – car le maintien du protectionnisme passé un certain stade de développement pourrait ruiner les résultats atteints grâce à la protection initiale.

L'Asie de l'est : un champ d'analyse privilégié

C'est surtout dans les pays d'Asie de l'est que Nagels a cherché à analyser comment ces stratégies de développement ont été appliquées. Mais il reconnaît qu'il aurait pu prendre d'autres cas d'école. Il note ainsi « qu'une stratégie listienne a été suivie par les Etats-Unis durant les dernières décennies du XIXe » [125]. Que ce soit en Europe occidentale puis aux Etats-Unis au XIXe siècle, en URSS dans l'entre-deux-guerres, au Japon ou dans les pays d'Asie orientale et sud-orientale à partir des années 1960-1970, Nagels cherche à prouver que « pendant la période historique de démarrage économique, le marché a besoin d'un Etat fort, musclé » [126]. C'est le cas car pour sortir du sous-développement, il faut financer l'industrialisation, et donc dégager un surplus plus important, qui se manifeste par un taux d'épargne (S/Y) extrêmement élevé (de l'ordre de 30 à 40%). Cela n'est possible qu'en comprimant la consommation privée ; c'est-à-dire dans des sociétés encore peu développées en comprimant les revenus de l'agriculture et les revenus (salaires) du secteur marchand – déterminants clés de la consommation. « Leur taux de croissance doit rester inférieur à celui de la productivité du travail » [127]. Le maintien de revenus bas dans les villes et les campagnes exige un Etat fort qui se soucie peu des libertés syndicales et de la démocratie. Il y a un coût social énorme à cette stratégie, mais elle s'est avérée payante à terme (il y a eu partage des fruits de la croissance et la pauvreté a reculé ; c'est patent dans l'ensemble des pays d'Asie de l'est, Nagels rappelant les chiffres de la Banque mondiale, où si « six habitants sur 10 vivaient dans la pauvreté en 1975, approximativement deux sur dix y demeurent en 1995 » [128]. A la tête de ces Etats réformateurs, on trouve une poignée de hauts fonctionnaires, de ministres et souvent de militaires qui vivent en symbiose avec les dirigeants des grandes entreprises et de la finance. Mais cela reste un Etat fort et « bénévolent », qui mène, souvent sans en être explicitement conscient, une stratégie listienne : il soutient et protège une série de secteurs et entreprises, mais conditionnellement. Ceux-ci doivent être performants, améliorer la qualité de leurs produits, leur rentabilité. Une fois capables de voler de leurs propres ailes, ces entreprises sont moins aidées et exposées aux

---

[124] *Ibid.*, p. 415.
[125] *Ibid.*, p. 529.
[126] *Ibid.*, p. 522.
[127] *Ibid.*, p. 522.
[128] *Ibid.*, p. 527.

vents de la concurrence internationale. Pour Nagels, « c'est vraisemblablement ce type d'articulation, solide, souple et équilibrée entre le pouvoir politique ou politico-militaire d'une part et le pouvoir économique et financier d'autre part qui a permis la sortie rapide du sous-développement » [129]. Qui plus est, cet Etat contrôlait en règle générale les intermédiaires financiers et les banques ; les grandes entreprises d'extraction, la production et la distribution de l'énergie, les transports en commun, l'industrie lourde étaient la plupart du temps étatisés. Il régulait aussi le marché intérieur des produits de première nécessité (riz, sucre, céréales…) qu'il subsidiait abondamment ; les prix des intrants des entreprises manufacturières étaient maintenus bas de façon à favoriser leur croissance. Le développement s'opérait donc sur une base nationale, et les prix relatifs étaient découplés de ceux régnant au niveau mondial. Les instruments de politique économique employés étaient variés : politique fiscale (incitants à l'investissement, à l'exportation et plus tard à l'introduction de capital étranger) ; politique de crédit sélectif pour favoriser telle ou telle branche industrielle ; politique douanière (droits de douane, quotas d'importation, subventions à l'exportation…) ; politique industrielle volontariste ; investissements massifs dans l'éducation. Pour Nagels, « dans la phase de démarrage, ce n'est absolument pas le libéralisme qui a engendré le miracle asiatique, contrairement à ce qu'affirment… les plus zélés défenseurs de la pensée néolibérale » [130].

Nagels s'est intéressé au développement économique de l'Asie du sud-est au-delà de cette période de démarrage [131], et il a consacré une partie de ses recherches de la fin des années quatre-vingt-dix aux causes et à la signification de la crise en Asie du sud-est. Pour le schéma global du passage d'une stratégie de substitution aux importations à une stratégie d'exportation, en liaison avec l'évolution du système productif et de la composition des paniers d'exportation et d'importation, Nagels s'est largement inspiré d'un économiste japonais, K. Amatsu, et de la stratégie dite des « oies sauvages ». De façon simplifiée, au départ, un pays qui a peu de capital, un taux d'épargne faible, un niveau technologique peu avancé et une main-d'œuvre peu qualifiée, et qui exporte déjà certaines matières premières ou produits agricoles, va importer des biens de consommation. Peu à peu, il va exporter lui-même des biens à faible valeur ajoutée, *labour-intensive* avec des technologies locales légèrement améliorées. C'est le début de la substitution aux importations. A un certain moment, la production locale de biens de consommation remplace les importations de ceux-ci. Grâce au très bas niveau de son coût de la main-d'œuvre, le pays peut exporter des biens à faible valeur ajoutée (textile, confection, chaussures, jus de fruits, produits surgelés de la mer comme par exemple le Vietnam à la fin des années quatre-vingt-dix…). A un certain moment, le pays devient un exportateur net de biens à faible valeur ajoutée et une stratégie à l'exportation remplace, au moins dans certaines gammes de produits, la substitution aux importations. La protection des firmes nationales s'affaiblit, ce

---

[129] *Ibid.*, p. 523.

[130] *Ibid.*, p. 524.

[131] Par exemple, Nagels a étudié le cas vietnamien dans la longue durée : J. NAGELS, « Le Vietnam : de la colonisation au Doi Moi et à l'OMC. Analyse fondée sur la théorie de l'accumulation primitive de K. Marx », *Transitions*, XLV/1, p. 109-175.

qui pousse à améliorer la qualité des produits. A un stade ultérieur, le pays importe des biens d'équipement des pays en avance sur le plan technologique. La politique commerciale « listienne » freine les importations de biens de consommation et favorise les importations de biens d'équipement [132]. Grâce à ces importations, on améliore le parc industriel du pays, on modernise celui-ci. La production de biens d'équipement voit le jour et peu à peu la production nationale se substitue aux importations. Ensuite, ici aussi, le pays commence à devenir exportateur net de ce type de biens, l'ouverture s'accroît, ainsi que la qualité. Evidemment, les séquences temporelles peuvent varier, mais ce schéma rationalise l'histoire économique observée dans les pays d'Asie orientale. La stratégie de rattrapage consiste pour un pays émergent à se rapprocher des oies qui sont en tête. Ce processus de rattrapage peut être raccourci par des investissements directs étrangers (IDE), par la création de joint-ventures (JV) ou de filiales de firmes transnationales (FTN). C'est cette évolution que Nagels a cherché à décrire pour la Chine (*inter alia*). Nagels tend à louer les efforts de ce dernier pays dans le cadre de la financiarisation du pôle économique asiatique. Pour lui, « la Chine a axé sa politique sur le développement des IDE. Par rapport aux autres formes de financement international (crédit, prise de participation), les IDE ont deux avantages. En premier lieu, ils sont fixés dans les pays et donc moins volatiles… En second lieu, ils vont de pair avec des transferts de technologie, de know how, etc. » [133]. La crise [134] qui a frappé les pays du sud-est asiatique en 1997-1998 sera pour Nagels l'occasion de mettre en évidence les dangers de la libéralisation des mouvements de capitaux, et de prôner la mise en place de garde-fous, c'est-à-dire de réglementations de celle-ci. Il rappelle (citant le professeur Bhagwati) que des pays comme la Chine et le Japon ont connu des périodes de forte croissance sans libéralisation des mouvements de capital ; citant Dan Rodrik, il insistera sur le fait « qu'il n'est pas évident que la mobilité du capital va résoudre quelques-uns de nos problèmes et il y a quelques raisons de croire qu'elle va l'aggraver » [135].

3. Conclusion

Ce que nous avons tenté d'opérer par cette reconstruction du parcours intellectuel de Jacques Nagels, c'est de donner au lecteur une mise en appétit qui le poussera peut-être à le relire, à une heure où même des économistes orthodoxes comme Patrick Artus pensent que « le capitalisme est en train de s'autodétruire » [136], et où un mécontentement latent se fait parfois sentir à l'encontre de l'économie dite néo-classique. Les économistes pensent peut-être trop en termes d'exclusive. Car *in fine*, les différentes

[132] J. Nagels, *Eléments d'économie politique...*, *op. cit.*, p. 533.

[133] *Ibid*., p. 537.

[134] Que Nagels cherchera à interpréter par ailleurs comme une crise de suraccumulation, de dévalorisation du capital et de sous-consommation. Il revient ici à une interprétation marxiste de la crise. Il cherchera aussi à montrer que la crise dans les pays du sud-est asiatique a constitué, via la dévalorisation des actions et des actifs réels, une occasion unique pour les FTN de s'implanter en Asie. Voir J. Nagels, *Eléments d'économie politique…, op. cit.*, p. 573.

[135] Citation de D. Rodrik, 1998, *in Ibid*., p. 517.

[136] P. Artus et M.P. Virard, *Le capitalisme est en train de s'autodétruire,* Paris, La Découverte, 2005.

écoles cherchent à répondre à des questions différentes. L'épuisement des traditions se référant à Marx (quels que soient leurs mérites et leurs défauts) en science économique a eu tendance à réduire la place donnée à la dimension d'historicité, et à l'analyse des évolutions de long terme des économies réellement existantes. On a vu en effet que dans un certain sens, une pensée marxiste qui tend vers une forme de structuralisme (une vision mécaniste dont Nagels s'est toujours distancié), privilégie les aspects de l'offre, les évolutions sur le long terme, les tendances lourdes, les causes structurelles des phénomènes, tend à interpréter les cycles aussi en termes de chocs technologiques et de périodes de surinvestissement, tend à mettre l'accent sur des institutions manipulées par des groupes d'intérêt. Le lien avec l'économie dite *mainstream* peut se concevoir (surtout depuis la dernière décennie), principalement via tout ce courant dit de la nouvelle économie classique (qui s'inspire aussi souvent de Ricardo, que ce soit pour l'équivalence ricardienne ou les courants de *political economy*) [137], ainsi que tout le courant néo-institutionnaliste (il est vrai que les économistes ont repris conscience du rôle clé des institutions).

Mais l'originalité première de la conception de Nagels est la place très importante qu'il accorde à l'histoire économique et à la dimension même d'historicité (qui est une notion plus large). Trop souvent assimilée à tort comme un simple recueil de dates sans intérêt pour l'économiste, Nagels nous rappelle comme Paul David que l'histoire compte si on veut comprendre le présent et anticiper des futurs probables. Pour Nagels, « *history matters* ». C'est-à-dire qu'il y a de la *path dependence* et que des décisions passées (par exemple sur des formes institutionnelles qui vont elles-mêmes impliquer des incitations de telle ou telle nature) peuvent avoir un effet cumulatif créant des trajectoires divergentes sur lesquelles il est difficile de revenir. On ne peut rien comprendre aux économies réellement existantes sans recours à l'histoire. Mais, bien entendu, l'histoire sans théorie est aveugle. Comme le soulignait Kindleberger, l'histoire est une condition nécessaire et non suffisante à une bonne analyse économique [138]. A la différence de la croyance naïve au retour permanent à l'équilibre, il nous montre toute l'importance des institutions, souvent issues de chocs politiques passés, pouvant exercer des effets de long terme et des changements de trajectoire. Inspiré par Marx, il met aussi en avant le rôle des représentations mentales, de la culture (tout un courant qu'on retrouve aujourd'hui dans l'histoire économique). Un courant d'économie néo-institutionnaliste, voire une « nouvelle histoire institutionnelle », montre que ce genre d'idées commence à faire son chemin dans la pensée économique *mainstream*. Nous pensons ici aux travaux d'Acemoglu et Robinson [139], de Greif [140] ou encore à ceux de Douglas North [141].

---

[137] Pour ce dernier point, voir M. Milgate et Sh. C. Stimson, *Ricardian Politics*, Princeton, Princeton University Press, 1991.

[138] C.P. Kindleberger, *Les lois économiques et l'histoire*, Paris, Economica, 1989, éd. française 1992, p. VII.

[139] D. Acemoglu et J.A. Robinson, *Economic Origins of Dictatorship and Democracy. Economic and Political Origins*, Cambridge, Cambridge University Press, 2005.

[140] A. Greif, *Institutions and the Path to the Modern Economy. Lessons from Medieval trade*, Cambridge, Cambridge University Press, 2006, à paraître.

[141] D. North, *Institutions, Institutional Change and Economic Performance*, *op. cit*. et Id., *Le processus de développement économique*, Paris, Editions d'organisation, 2005.

Plus profondément, la pensée critique de Nagels nous rappelle aussi toute la dimension politique, voire idéologique, pour utiliser un terme passé de mode, de la science économique. On n'y parle pas d'atomes ou de musique des sphères : on y parle de la puissance de l'Etat, de la distribution des revenus, de l'échange inégal… Comme Marx lui-même le disait : « sur le terrain de l'économie politique, la libre et scientifique recherche rencontre bien plus d'ennemis que dans les autres champs d'exploration. La nature particulière du sujet qu'elle traite soulève contre elle et amène sur le champ de bataille les passions les plus vives… toutes les furies de l'intérêt privé » [142]. Elle ne peut jamais être neutre, et il rappelle aux économistes d'en être conscient, quelles que soient leurs convictions.

Enfin, Nagels puise dans l'analyse théorique des arguments pour l'action, à laquelle il n'a jamais eu peur de se colleter. Quand il réfléchit au rôle de l'entreprise dans une économie planifiée, il fait l'analogie avec ce qui se passe dans la sphère publique en Belgique. Il comprend toute l'importance d'un véritable management public et s'emploie à créer à l'Ecole de commerce Solvay en 1981 une maîtrise en management public. Soucieux de relations économiques internationales plus équitables, il théorise ses pratiques et montre tout l'intérêt du commerce de compensation [143]. Pour former les acteurs à ces nouvelles dimensions, tout en cherchant à contribuer concrètement à une dimension centrale de l'économie belge (dès les années soixante-dix, Nagels met en avant l'importance cruciale de rechercher de nouveaux marchés et de développer de nouveaux créneaux pour faire face à une concurrence internationale croissante), il développe un post-graduat en commerce international à l'Ecole de commerce Solvay. Révolté par les injustices sociales, il s'est engagé politiquement [144] ; révolté par le sous-développement, il a payé de sa personne et est parti enseigner en Algérie, en Syrie, au Nicaragua, au Vietnam… Influencé par Marx, philosophe devenu économiste, Jacques Nagels a cherché non seulement à développer une théorie mais aussi à vivre et agir en conformité avec sa philosophie.

---

[142] K. Marx, *Le Capital*, préface de la première édition allemande, Paris, Editions sociales, tome I, 1978 (éd. originale 1867), p. 20.

[143] J. Nagels, *Laissez faire, laissez troquer*, *op. cit.*

[144] Ou au moins il a proposé des pistes d'action, voir les publications du GEM de 1977 et 1979 ; ou encore la conclusion de l'ouvrage de 1993 où il propose une « autre transition » pour l'ex-URSS.

Bibliographie des écrits de Jacques Nagels (1967-2006)

Jean-Luc De Meulemeester

(1959-1960), (avec le Collectif Marx) « A propos du « Capital » », *En avant*, mai 1959, p. 38-45 ; octobre 1959, p. 17-29 ; décembre 1959, p. 11-19 ; mars 1960, p. 33-38.

(1961), « Van opstand naar revolutionaire oorlog in Algerije », *Perspektieven,* Gent, p. 13-21.

(1967), « Bedenkingen bij een symposium over het honderdjarig bestaan van het Kapitaal », *Vlaams Marxistisch Tijdschrift,* septembre, p. 165-211.

(1968-1969), « Eléments de dialectique dans la pensée de Boisguillebert », *Contributions à l'histoire économique et sociale*, tome V, Bruxelles, p. 165-211.

(1970), « Quelques problèmes économiques du socialisme et de l'autogestion », *Cahiers économiques de Bruxelles*, 45-46, 1er-2e trimestre, p. 1-60.

(1970), « Réflexions sur l'actualité de F. Engels », *Cahiers marxistes*, 8, décembre, p. 57-67.

(1970), *Genèse, contenu et prolongements de la notion de reproduction du capital selon Karl Marx, Boisguillebert, Quesnay, Leontiev*, Bruxelles, Institut de sociologie.

(1970), « Les intervenants dans le financement et le refinancement des exportations et les formes du crédit à moyen terme et à long terme des exportations en Belgique », *Techmachimport,* Moscou, ronéotypé, 80 pages.

(1970), « L'assurance-crédit à l'exportation », *Institut du Droit et de l'Etat,* Moscou, ronéotypé, 41 pages.

(1970), « Une stratégie révolutionnaire : organiser des noyaux de contre-pouvoir à tous les niveaux », *Cahiers marxistes,* 7, septembre-octobre-novembre, p. 43-59.

(1971), « Réformes de structures technocratiques ou démocratiques à l'université », *Revue de l'Université de Bruxelles*, 1, p. 71-94.

(1971), « De la pensée de Karl Marx à la pensée marxiste en matière de planification », *Cahiers marxistes*, 10, p. 51-59.

(1971), « Zum Begriff des wissenschaftlich-technischen Revolution », *in Ökonomische Theorie, politische Strategie und Gewerkschaften*, Frankfurt an Main, p. 191-195.

(1972), « Utilisation d'un modèle épistémologique comme instrument de critique », *Annales de l'Institut de philosophie*, Université libre de Bruxelles, 65 pages.

(1974), *Travail collectif et travail productif dans l'évolution de la pensée marxiste*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles.

(1974), « Réflexions sur le travail productif », *Contradictions*, 5, janvier-juin, p. 93-124.

(1974), « Quelques observations sur les articles de E. Terray sur le travail productif », *Contradictions*, 6, juillet-décembre.

(1975), *Travail collectif et travail productif dans l'évolution de la pensée marxiste* (traduction en portugais par Pedro Ribeiro Simões e José Soares de Albergaria, Lisbonne, Ed. Prelo, deux volumes).

(1975), « La politique des « bons prix » des physiocrates », *Etudes sur le XVIIIe siècle*, II, p. 193-205.

(1975), « Boisguillebert et quelques courants de la pensée économique », *in Boisguillebert parmi nous. Actes du colloque international de Rouen*, 22-23 mai, Paris, INED, p. 285-294.

(1976), « A. Smith über produktive und unproduktive Arbeit », *in Adam Smith, Gestern und Heute*, Berlin, Akademie-Verlag, p. 205-214.

(1977), *in* Groupe d'Economie Marxiste (GEM), « Belgique, pays en voie de sous-développement », Bruxelles, p. 111-139. (Traduction en néerlandais : *België, naar de onderontwikkeling*, traduit par A. Hyp, Ed. Masereel Fonds en Kritak, p. 99-123).

(1978), « La planification en République Démocratique Allemande (RDA) », *Association Belgique-RDA,* 2, 1978, 14 pages.

(1978), « Fleurs de coton », *Magazine Belgique-URSS*, neuf articles de mars à décembre, 76 pages.

(1978), « Profits, primes et parcelles dans les kolkhozes soviétiques », *Revue de l'Institut de sociologie*, 1-2, p. 75-119.

(1978), « Prix agricoles et équité dans le monde rural soviétique », *Revue de l'Institut de sociologie*, 4, p. 313-350.

(1979), *in* Groupe d'Economie Marxiste (GEM), « Contre-projet pour l'Europe », Bruxelles, chapitres I à V, p. 12-194.

(1980), *in* Groupe d'Economie Marxiste, « Lexique économique du GEM », Bruxelles, p. 3-77.

(1980), « Travailleurs productifs et improductifs : point de rupture entre travailleurs », *Economie et Politique*, 5, 1er trimestre, p. 45-93.

(1980), « Trabalharodes Produtivos e Improdutivos : Ponto de ruptura entre os trabalharodes ? », *Revista Technica do Trabalho,* Porto (Portugal), p. 121-172.

(1980), « Pologne 1970-1980 : dix ans d'économie, bilan d'une politique », *Cahiers marxistes*, 89, décembre.

(1982), « Du keynésianisme au néolibéralisme : la nouvelle politique économique du gouvernement Martens V », *Wallonie*, 1, p. 23-38.

(1982), « Dévaluation : inflationniste et déflatoire, inutile et inique », *Cahiers marxistes*, 102, mars, p. 1-13.

(1982), « Retour de Pologne », *Cahiers marxistes,* 101, p. 18-22.

(1984), « Réflexions sur l'Etat et le pouvoir », *Cahiers marxistes*, p. 13-29.

(1984), « Situation économique de la Belgique de 1981 à 1983 par la méthode des diamants macro-économiques, facteur travail et facteur capital », *L'année sociale*, 1, p. 13-28.

(1985), (avec F. Houtart), « Nicaragua, révolution et contre-révolution », Bruxelles, Ed. Fondation Jacquemotte et Centre tricontinental, 52 pages.

(1985), « Capital – Travail – Etat – Pouvoir », Bruxelles, Fondation J. Jacquemotte, 76 pages.

(1985) (avec F. Nice), « Le POB et le marxisme », *in Du Parti ouvrier belge au Parti socialiste 1885-1985*, Bruxelles, p. 45-84.

(1985), « La planification dans les pays socialistes », *Critique régionale*, 12, p. 8-50.

(1986), « La classe ouvrière à l'époque contemporaine », *Bulletin de l'Académie des Sciences de l'URSS*, 16 pages.

(1986), « Les fonctions de l'Etat et la lutte des classes », *Nouvelle Revue Internationale,* Prague, 26 pages.

(1986) (avec P. Van Eesbeeck), « Déséquilibres macroéconomiques, facteur travail et facteur capital de 1983 à 1985», *L'année sociale*, 2, p. 18-42.

(1986), « La crise et l'Etat », *Cahiers marxistes*, janvier, p. 22-38.

(1986), *Laissez faire, laissez troquer*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles.

(1988) (avec P. Van Eesbeeck),, « Amélioration conjoncturelle en 1988 *», L'année sociale*, 3, p. 7-29.

(1989), « Perestroïka, plan et marché », *Cahiers marxistes*, 166, mars, p. 70-100.

(1989), « Perestroïka et commerce extérieur soviétique *», Recherches internationales*, 32, été, p. 7-35.

(1990), « Du socialisme perverti au capitalisme sauvage ? », *Cahiers marxistes*, 171, janvier, p. 98-126 et *Socialisme*, 217-218, janvier-avril, p. 85-106.

(1990), « Du socialisme perverti au capitalisme en Pologne », *Cahiers marxistes*, 173, avril-mai, p. 77-100.

(1990), « La dialectique Etat/Marché dans les pays d'Europe centrale et orientale en voie de transition systémique vers l'économie de marché *», Politique et management public*, 8/3, p. 1-17.

(1990), « Le processus de transition systémique vers l'économie de marché en Europe Centrale et Orientale », *in De la division à l'union*, Bruxelles, p. 108-124 (Chambre des représentants de Belgique, session ordinaire 1989-1990).

(1991), *Du socialisme perverti au capitalisme sauvage*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles.

(1991), « La transition de l'Est vers l'économie de marché », *in Liber Amicorum H. Vander Eycken*. Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, p. 171-193.

(1992), « Tiers-mondisation de l'ex-URSS », *Cahiers marxistes*, 126, septembre, p. 7-26.

(1992), « Le management public dans l'entreprise publique », *in Les entreprises publiques autonomes*. Bruxelles, Bruylant, p. 89-98.

(1993), *La tiers-mondisation de l'ex-URSS ?*. Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles.

(1993), « La périphérisation de l'ex-URSS », *Transitions*, 1, p. 41-82.

(1996), « Du capitalisme sauvage au capitalisme civilisé et du capitalisme civilisé au capitalisme débridé », *Cahiers marxistes*, 203, août-septembre.

(1997), *Eléments d'économie politique. Critique de la pensée unique*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 1re édition, 642 pages.

(1997), « Fondements réels et critique de la pensée unique », Charleroi, Institut du Travail Paul Pastur, p. 18-43.

(1997), « The completion of the first phase of transition in Poland, Hungary, the Czech Republic and Slovakia », *Revue du Cedefop*, 11, mai-août.

(1997), « Actualisation d'une thèse centrale de Marx *», Réflexions. Revue de l'Institut Emile Vandervelde*, 19.

(1997), « Een alternatief project voor Europa », *Vlaams Marxistisch Tijdschrift*, octobre.

(1997), « De tous les peuples de la Gaule, les Belges sont les plus braves… et les Bataves les moins valides. Critique du modèle hollandais », *L'année sociale*.

(1997), « Contre-projet pour l'Europe », *Cahiers marxistes*, juin-juillet.

(1998), « La nouvelle régulation du capital et la crise asiatique *», Syndicalisme et société*, 1, p. 397-462.

(1998-1999), « Causes et conséquences de la crise du sud-est asiatique », *Recherches internationales*, 55, hiver.

(1999), « Marché et état du début du XIX[e] siècle à la fin du XX[e] siècle », *in* P. PRAET et F. THYS-CLÉMENT (éd.), *L'économiste dans la société*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles.

(1999), « Le modèle belge du capitalisme », *in Gouverner la Belgique*, Paris, Presses Universitaires de France, p. 169-215.

(1999), « Crise du sud-est asiatique », *Recherches internationales*, 55, juin.

(1999), « Préréquisits et causes de la crise du sud-est asiatique », *in L'économie vietnamienne et la crise asiatique*, Paris, L'Harmattan, p. 15-39.

(2000), *Eléments d'économie politique. Critique de la pensée unique*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 2[e] éd.

(2000), *Eléments d'économie politique* (traduit en portugais par Luis Couceiro Feio, dans la collection Economia e Politica de l'Instituto Piaget, Lisbonne, 2001, 699 pages).

(2001), « Y-a-t-il un nouveau Kondratiev ascendant depuis 1992 ? »*, Cahiers économiques de Bruxelles*, 170, 2[e] trimestre, p. 45-62.

(2002), « Les cycles longs de Kondratiev et l'évolution du capitalisme depuis la deuxième guerre mondiale », *in* A. PEETERS et D. STOKKING (éd*.), Mondialisation : comprendre pour agir*, Bruxelles, p. 38-62.

(2002), « La situation économique de la Flandre et le mouvement flamand », *Cahiers économiques de Bruxelles*, 45/4, p. 95-136.

(2005), « Le Vietnam : de la colonisation française au Doï Moï et à l'OMC : analyse fondée sur la théorie de l'accumulation primitive de Karl Marx », *Transitions*, XLV/1, avril, p. 109-175.

(2006), (avec R. PLASMAN), *Eléments d'économie politique. Critique de la pensée unique*, cinquième partie : La redistribution des cartes sur le plan mondial (p. 351-495), Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 3[e] édition, XVI + 592 pages.

PREMIÈRE PARTIE

Les contradictions de la mondialisation

La révolution technologique au cœur des contradictions du capitalisme vieillissant [1]

Samir Amin

1. Nous vivons un moment de « révolution technologique », c'est-à-dire d'accélération de la transformation des formes de la production et de la progression de la productivité globale du travail social. Cela n'est certainement pas contestable, et l'analyse critique du capitalisme contemporain, de ses contradictions et des évolutions diverses que ces transformations soutiennent effectivement dans le cadre du système tel qu'il est ou pourraient permettre potentiellement, doit placer ces révolutions technologiques au cœur de sa réflexion.

En utilisant le pluriel pour discuter « des » révolutions en cours, j'entends souligner l'importance qu'il y a à distinguer soigneusement quatre directions et champs d'application principaux dans lesquels se déploient ces révolutions : l'informatique, la biotechnologie, l'espace, les formes nouvelles de production énergétique (y compris le nucléaire, n'en déplaise aux écologistes).

En commun ces quatre ensembles supposent des investissements de recherche considérables, en amont dans les aires de la connaissance scientifique (les révolutions technologiques en cours ont été précédées et rendues possibles par ces progrès amorcés il y a cinquante ans), en aval dans celles de la mise en œuvre technologique. Mais ils se différencient considérablement au moins sur deux plans : la masse des investissements physiques (« l'infrastructure productive ») qu'ils exigent – celle-ci

---

[1] La révolution technologique, objet de cette note brève, s'articule aux autres dimensions de la transformation du capitalisme contemporain, en premier lieu à sa dimension impérialiste. Le lecteur trouvera nos développements concernant ces articulations et nos critiques adressées au point de vue libéral conventionnel (Castells, Touraine, Rifkin, Reich, Hardt et Negri) dans : S. Amin, *Au-delà du capitalisme sénile*, Paris, PUF, 2002 et Id., *Le virus libéral*, Paris, Le Temps des Cerises, 2003.

est modeste pour ce qui concerne les deux premiers champs des transformations en cours, mais considérable pour les deux autres ; le degré de qualification des travailleurs impliqués dans les systèmes de production.

Par ailleurs, le capitalisme est un système mondialisé, caractérisé de surcroît par une hiérarchisation qui opère elle-même à cette échelle. Le contraste centres dominants (« développés »)/périphéries dominées (« sous-développées ») est immanent à ce déploiement.

Chacune des phases de ce système capitaliste/impérialiste est définie par des caractéristiques qui lui sont propres, concernent les niveaux de développement des forces productives (déterminés par la nature des « révolutions technologiques » qui les commandent), les structures de la division et de l'organisation du travail (et les formes des structures de classes qui leur sont associées), celles du contraste centres/périphéries. Les lois de l'accumulation du capital (opérant toujours à l'échelle mondiale) assurent la cohérence d'ensemble de ces formes propres à chaque phase du déploiement du système.

La période précédente (en gros, 1800-1960), elle-même constituée de phases successives commandées par les premières révolutions industrielles (du textile, puis du charbon et de l'acier, puis de l'électricité et de la chimie), générait un contraste centres/périphéries pratiquement synonyme de régions industrialisées/régions non industrialisées. J'ai soutenu la thèse que la hiérarchisation en construction se fonde sur les « cinq nouveaux monopoles » du centre : le contrôle des révolutions technologiques en cours, des ressources naturelles de la planète, des communications et de l'information, de la finance mondialisée, des armements de destruction massive. Cette hiérarchisation qui implique l'industrialisation des périphéries – mais conserve son contrôle au bénéfice des centres – articule donc les révolutions technologiques en cours à des formes du déploiement impérialiste renouvelées, caractérisées entre autres par la substitution d'un impérialisme collectif de la triade (Etats-Unis, Europe, Japon) aux formes antérieures de pluralité des centres impérialistes.

2. J'analyse les révolutions technologiques dans les termes de la loi de la valeur. Dans cette analyse, la production est en définitive le produit du travail social et le progrès de sa productivité se manifeste par la réduction de la quantité de travail social total nécessaire à la production d'une unité de valeur d'usage.

Les révolutions technologiques antérieures dans l'histoire du capitalisme (la première, celle de la machine à vapeur et des machines textiles à la fin du XVIIIe siècle et au début du XIXe ; la deuxième, celle du fer, du charbon et du chemin de fer, au milieu du XIXe ; la troisième, celle de l'électricité, de la chimie, du pétrole, de l'automobile et de l'avion, au début du XXe siècle) se traduisaient toutes à la fois par – bien entendu – une réduction de la quantité de travail total nécessaire à la production des valeurs d'usage considérées, mais aussi par l'élévation de la proportion que représente la quantité de travail indirect (affecté à la production des moyens de production) par rapport à celle du travail direct (affecté à la production finale). La révolution technologique en cours (dans ses deux dimensions informatique et biotechnologie) inverse le sens du mouvement. Elle permet le progrès de la productivité du travail social par la mise en œuvre de technologies qui se traduisent par la réduction de la proportion du travail indirect.

Je résume ces observations dans le tableau quantitatif simplifié suivant.

Quantités de travail nécessaire
(pour la production d'une unité de valeur d'usage considérée)

	Travail total (1)	*Travail direct (2)*	*Travail indirect (3)*	*Rapport (3)/(2)*
1. Base de départ	100	80	20	0,25
2. Premières révolutions	50	25	25	1,00
3. Révolution en cours	25	17	8	0,50

La productivité du travail social est doublée quand on passe de 1 en 2, au prix d'une intensification capitalistique des technologies mises en œuvre, tandis qu'un progrès de la productivité, identique quand on passe de 2 en 3 (doublement de celle-ci) s'accompagne d'une inversion du mouvement de l'intensité capitalistique des méthodes de production.

Les proportions du changement indiquées ne sont pas tout à fait artificielles, destinées exclusivement à l'illustration du raisonnement.

Chacune des trois premières révolutions, dont les effets se sont déployés sur un demi-siècle, a effectivement exigé une « intensification capitalistique » des modèles techniques de production qu'on mesure par le volume du capital investi par unité de travail direct mis en œuvre, qui a été effectivement multipliée par quatre tous les cinquante ans. Sur deux siècles, cette intensification a elle-même permis un doublement de la productivité du travail social tous les cinquante ans, soit une multiplication de celle-ci par un coefficient de 15 à 20 (ce qui correspond en gros aux données fournies par la comptabilité nationale).

Les proportions proposées pour décrire les effets des révolutions en cours sont-elles « réalistes » ? Je dirai plausibles sur une période de déploiement d'une cinquantaine d'années caractérisées par un affaiblissement considérable du coefficient capitalistique dans les segments de la production bénéficiant des révolutions informatique et biotechnologique, accompagné par des investissements d'infrastructure lourds au moins dans le domaine de l'espace. Une réduction de l'intensification capitalistique moyenne de deux à un permettrait simultanément un doublement de la productivité moyenne du travail social.

3. Le changement de sens du mouvement impliqué par la comparaison dessinée par notre schéma a une portée considérable. En effet les rapports de production capitalistes impliquent que l'entrée dans la production soit réservée à ceux qui possèdent un capital suffisant pour mettre en place les équipements nécessaires. L'augmentation de l'intensité capitalistique à travers laquelle se manifestaient les révolutions industrielles successives aux XIXe et XXe siècles donnait donc au capital une emprise grandissante sur les travailleurs dépourvus de moyens de vivre autre que la vente de leur force de travail (incapables donc de « produire » par eux-mêmes – c'est-à-dire sans capitaux – des biens concurrents).

L'inversion du mouvement par lequel se manifeste le progrès scientifique et technologique tend-elle à « abolir » le pouvoir du capital en ouvrant l'accès à la production ? Il y a au moins deux raisons qui font qu'il n'en est rien.

La première est que les révolutions technologiques successives, y compris celle en cours, ont été accompagnées par une centralisation grandissante du capital. L'unité la plus efficace pour la production de nombreuses valeurs d'usage clés (mais certainement pas toutes les valeurs d'usage) est celle qui centralise une plus grande quantité de production de celles-ci : une usine conçue pour produire dix automobiles ou dix ordinateurs par an n'est pas compétitive (mais un avocat, ou un médecin – ou un petit cabinet – ne sont pas moins efficaces qu'une grande entreprise opérant dans ces secteurs de l'activité). De ce fait, même si l'intensité capitalistique venait à décroître très sensiblement, l'entrée dans la production resterait réservée à ceux qui disposent d'un capital toujours considérable pour en faire l'avance (pour l'achat des équipements, l'avance des salaires et la constitution des stocks nécessaires à l'activité de production et à son écoulement commercial).

La seconde est que la poursuite de la révolution technologique exige des « investissements de recherche » de plus en plus importants. Un travailleur isolé ou un petit collectif de travailleurs, même qualifiés bien entendu, ne sont généralement pas à même de conduire de telles recherches. L'avantage est ici en faveur des centres capables de concentrer des capacités de recherche en mobilisant un grand nombre de chercheurs : Etat et grandes entreprises. Cet élément constitutif du « monopole des propriétaires » face au dénuement des autres (les « prolétaires ») exige aujourd'hui une proportion beaucoup plus forte de « l'investissement total de capitaux » nécessaire pour l'entrée dans la production qu'il n'en était il y a cinquante ans. Le renforcement de ce monopole est alors mis en œuvre d'une manière toujours plus systématique par celui des législations dites « protectrices de la propriété intellectuelle et industrielle », destinées en fait à surprotéger les oligopoles de production.

Le discours dominant aujourd'hui suggère qu'un mode économique « cognitif » (c'est-à-dire fondé sur la « connaissance ») est progressivement en voie de se substituer aux modes antérieurs, fondés davantage sur « les « équipements lourds ». Ce discours doit être apprécié à partir d'un ensemble de considérations complexes, en particulier de l'articulation du mode de gestion du système « pouvoir du capital/qualification du travail ».

4. Les révolutions technologiques s'articulent toujours sur les systèmes et niveaux de qualification du travail social exigés et l'organisation de leur contrôle.

L'expression « économie cognitive » risque de suggérer que les modes de production antérieurs n'exigeaient pas de qualification particulière du travail. C'est faux. L'efficacité du travail de l'être humain a toujours exigé, depuis les temps les plus reculés, la mise en œuvre de connaissances. L'efficacité de la production agricole ne dépend pas exclusivement de celle de son outillage (houe, charrue, ou tracteur), mais tout autant de la masse gigantesque de connaissances du sol, des plantes et des animaux, du climat, mises en œuvre par le paysan. Les transnationales de l'agrobusiness qui aujourd'hui cherchent à accaparer à leur profit ces connaissances séculaires, soutenues par les politiques de pillage préconisées par l'OMC sous prétexte de protection des droits de propriété intellectuelle, reconnaissent par là même l'existence et la valeur de ces connaissances.

Ce qui est vrai, c'est que le déploiement du capitalisme a dépossédé progressivement les producteurs directs de ces connaissances pour les transférer

aux organes de « direction » appelés à contrôler l'organisation du travail au profit du capital. Ce processus est visible dans l'industrie textile, bénéficiaire principale de la première révolution technologique, le savoir des tisserands étant « incorporé dans la nouvelle machine dont l'ouvrier devient l'appendice « déqualifié ». Il est moins perceptible dans les industries mécaniques du XIXe siècle, l'ouvrier de la grande usine (celle analysée par Marx) étant encore un artisan qualifié, proche des ingénieurs de l'époque, mais contraint de travailler pour le capitaliste propriétaire des équipements dont l'achat est hors de la portée des travailleurs prolétarisés. Les révolutions amorcées avec l'organisation du travail à la chaîne (Taylor, Ford) procèdent en revanche à la déqualification systématique du nouvel ouvrier masse (l'OS), comme l'a amplement démontré Harry Braverman.

Les révolutions en cours contraignent-elles à recourir à une requalification massive du travail, fût-il celui d'exécutants ? Oui et non.

Oui, dans le sens très banal qu'une proportion grandissante des travailleurs doit être effectivement qualifiée. Le paysan d'autrefois pouvait être illettré, ses connaissances acquises oralement dans le cadre familial, l'ouvrier d'hier limité à la maîtrise du calcul et de l'écriture (école primaire). Le travailleur d'aujourd'hui (souvent dit « technicien ») doit avoir des connaissances acquises par la généralisation de l'enseignement secondaire et la démocratisation des universités. Dans ce sens, la « quantité de connaissances » mesurée en nombre d'années de formation nécessaires pour leur acquisition, est en progression linéaire continue en parallèle avec celle du volume des connaissances scientifiques situées en amont. Est-ce à dire que le travailleur, parce qu'il est plus qualifié, jouit d'une plus grande « liberté » face au capital qui l'emploie ? Bénéficie-t-il au moins d'un pouvoir de négociation mieux établi ? Il y a sur ce sujet beaucoup d'illusions à dissiper. Car si, pour des créneaux particuliers où – conjoncturellement – la force de travail qualifiée requise vient à manquer, les bénéficiaires de ces situations peuvent mettre à profit leur capacité de négocier, les pouvoirs publics poursuivent l'objectif de créer à plus long terme un surplus dans l'offre de travail adéquat. Salariés de l'entreprise moderne, ou travailleurs indépendants dont la sous-traitance a multiplié les occasions, demeurent, dans leur écrasante majorité, dépendants de leurs employeurs.

Le discours dominant concernant l'économie cognitive ignore les conditionnements sociaux organisés dans le cadre desquels se déploie le contrôle du travail par le capital. La mesure de la « productivité des connaissances » (en soi), par opposition à celle des deux autres « facteurs de la production » (le travail et le capital), procède d'une définition de celles-ci par les rémunérations des « facteurs » (salaires et profits), attribuant le « résidu » au facteur « connaissances ». La méthode ignore la loi de la valeur à laquelle elle substitue le concept superficiel de la « compétitivité sur les marchés ». Ce discours de l'économie conventionnelle est parfaitement tautologique (car la seule productivité qui ait un sens est celle du travail social) et ignore par définition même les effets de domination du capital. Tous les auteurs qui s'inscrivent dans le courant dit postmoderniste s'interdisent d'aborder ces questions de méthode fondamentales, se ralliant sans hésitation à celle de l'économie conventionnelle.

La question du contrôle du travail social, évacuée par le postmodernisme, doit être placée au cœur du débat concernant la portée des révolutions technologiques ; car

les réponses qu'on lui donne sont les seules qui permettent de ne pas confondre les avancées potentielles de la libération et du progrès qu'elles portent et les effets réels qu'elles ont dans le cadre des rapports sociaux sur lesquels s'assoient les dominations de classes.

Le paysan d'autrefois était dépossédé de son contrôle des connaissances nécessaires à l'efficacité de son travail à la fois par les formes de la propriété du sol associées aux pouvoirs des Rois et de la classe dominante (féodale ou bureaucratique) et par les pouvoirs mythologiques des prêtres déterminant les formes spécifiques de l'aliénation nécessaire à la reproduction du système. L'ouvrier l'a été – progressivement comme on l'a vu – à la fois par le monopole capitaliste de la propriété des équipements et par la séparation savoirs (transférés aux « directions »)/exécution (déqualifié).

5. D'une certaine manière, l'évolution des rapports capitalistes, si on la réduit à celle de l'intensité capitalistique des méthodes de production, délégitime le pouvoir du capital.

La croissance de la production exigeait jusqu'à la nouvelle révolution technique en cours des investissements de capitaux de plus en plus massifs que seuls les « capitalistes » pouvaient réunir, assurant de surcroît un « risque » (dont la théorie conventionnelle a toujours exagéré l'importance), procurant des « emplois » à une main-d'œuvre peu qualifiée acceptant de ce fait l'idée que les travailleurs ne seraient pas capables par eux-mêmes d'assurer l'efficacité de la production. Lorsque de surcroît les travailleurs – organisés dans des syndicats de masse correspondant à leur concentration dans de grandes unités de production – sont parvenus à imposer au capital un partage stabilisé du revenu net (les salaires bénéficiant d'une croissance égale à celle de la productivité sociale du travail), et que la conjoncture internationale favorisait ce « compromis social » (par la crainte du concurrent « communiste »), la légitimité du système en sortait renforcée.

Les évolutions contemporaines ont largement annulé ces motifs de légitimité. Les travailleurs sont en grand nombre plus qualifiés (et mieux placés de ce fait pour être en mesure d'organiser efficacement la production par eux-mêmes), mais simultanément affaiblis face à leurs employeurs. Les investissements requis pour lancer la production sont moins lourds et partant à la portée d'un collectif éventuel si les institutions de l'Etat et de l'économie étaient conçues pour rendre possible la mise en œuvre des projets qu'ils sont capables de formuler. Autrement dit, le capitalisme comme forme d'organisation sociale a « fait son temps ». D'autres formes – socialistes – paraissent mieux à même d'assurer à la fois l'efficacité (et la réduction des gaspillages), la justice sociale et l'équité internationale. Mais les rapports de production capitalistes, et les rapports impérialistes toujours dominants, s'opposent à des avancées dans les directions requises pour un « dépassement du capitalisme » ; et elles s'y opposent avec une violence redoublée.

Certes toute révolution technologique transforme les formes concrètes d'organisation du travail et partant les structures et caractéristiques des classes dominées. De cette observation triviale peut-on déduire que la révolution contemporaine aurait ouvert un large champ à l'organisation de « réseaux horizontaux » de travailleurs capables de ce fait de s'émanciper – au moins en partie – des exigences du capital dominant ? Les situations de ce genre ne sont que tout à fait

marginales. L'évolution dominante des marchés du travail est au contraire caractérisée par un fractionnement renforcé qui donne au capital des marges de manœuvre dont il sait tirer bénéfice. La paupérisation produite par cette évolution, s'exprime par la proportion grandissante des travailleurs « non stabilisés » (chômeurs, précaires, informels). Comme toujours, les discours dominants confondent le potentiel et le réel. En ce sens, ils reproduisent une très ancienne caractéristique de l'idéologie du capitalisme – le « technologisme ». J'entends par là l'idée, fausse, que la « technique » et son « progrès » déterminent l'évolution sociale. La thèse gomme les effets décisifs des rapports sociaux au sein desquels se déploie le progrès technique, ignore donc les directions qu'ils lui impriment et les limites qu'ils imposent aux transformations sociales.

La méthode du « postmodernisme » (je pense ici particulièrement à Castells, Touraine, Rifkin, Reich et Negri) suppose que « l'évolution du système » (entre autres du fait de la révolution technologique en question) a déjà aboli classes et nations ou tout au moins est en voie de le faire et a déjà fait de « l'individu » le sujet direct et principal de l'histoire. Ce retour à l'idéologie plate du libéralisme – le discours permanent du capitalisme sur lui-même – constitue précisément l'objet central de mes critiques. Exprimées en termes de « vœux pieux », et de formulations « *politically correct* » (que les postmodernistes ont toujours eu le souci de ne pas dépasser), ces visions évolutionnistes commandées par l'économisme et le technologisme de l'idéologie dominante supposent que le capitalisme « se dépassera paisiblement par lui-même ». Je reste sur les positions du marxisme : si les conditions d'un autre système (supérieur) sont bien réunies par cette évolution, les contradictions qu'elle aiguise (et ne réduit pas !) ne seront dénouées que par les luttes à travers lesquelles elles s'expriment. Par lui-même, le capitalisme – « dépassé objectivement » (je dis pour cela « sénile ») – n'engendre pas, une nouvelle société – meilleure – mais la pure barbarie.

6. L'affaiblissement fréquent de l'intensité capitalistique dans les formes modernes de la production permet le relèvement du taux de profit, toutes choses égales par ailleurs. Ramené à la masse de la production, fût-elle stagnante ou en croissance ralentie, le profit tend à accaparer une proportion grandissante du revenu net. La tendance du système à produire un surplus qui ne peut alors être absorbé par des investissements affectés à l'élargissement et l'approfondissement du système productif (une tendance forte du capitalisme moderne des oligopoles comme l'a montré Paul Sweezy dont je partage l'analyse) est renforcée du fait de la nouvelle révolution technologique. Ce déséquilibre global est à l'origine de la « crise structurelle » du capitalisme néo-libéral contemporain, c'est-à-dire de la stagnation relative qui le caractérise.

Ce surplus peut être absorbé de diverses manières. Il peut être affecté à des dépenses supplémentaires de gaspillage social comme l'entretien de polices privées associées à l'inégalité croissante dans la répartition du revenu ou par des dépenses militaires, comme c'est le cas aux Etats-Unis. Mais il pourrait l'être par la mise en œuvre de politiques de dépenses sociales utiles (éducation, santé), qui constituent alors des formes indirectes de renforcement des revenus des travailleurs (permettant de surcroît la relance de la demande et de la production).

Par ailleurs, les formes de la mondialisation mises en œuvre par le néo-libéralisme dominant permettent de reproduire et d'approfondir des asymétries internationales graves dans l'accès des uns et des autres au surplus en question. Cette dimension du défi ne constitue pas l'objet principal de cette note. Mais elle n'en est pas moins décisive. La nouvelle forme de la loi de la valeur mondialisée qui définit l'asymétrie dans les rapports centres/périphéries, fondée sur les « cinq nouveaux monopoles des centres » signalés plus haut et se substituant au « monopole de l'industrie », est mise en œuvre par le déploiement systématique de politiques impérialistes d'Etat. Le renforcement des moyens assurant la ponction sur le produit du travail des peuples des périphéries et le pillage des ressources naturelles de leurs pays définit les objectifs de l'OMC. La réglementation des droits de propriété intellectuelle et industrielle et du droit des affaires est conçue dans cet esprit. Le « postmodernisme », qui s'inscrit dans la tradition occidentalo-centrique ignore ces questions – qui ne concernent que 70% de la population de la planète, invités comme toujours à « rattraper » leur retard en imitant les Occidentaux – ce qu'on prend le soin de rendre impossible ! Comme si un « autre monde » était possible sans que rien ne change pour son écrasante majorité, non « occidentale ».

De surcroît dans la conjoncture politique actuelle marquée par la militarisation de la mondialisation et l'offensive hégémoniste de Washington, le système fonctionne en faveur des Etats-Unis qui absorbent une bonne proportion du surplus généré par les autres, pour l'affecter au renforcement de leurs dépenses militaires.

L'offensive généralisée des pouvoirs au service du capital dominant et la militarisation de l'impérialisme démentent-elles le réalisme de mon analyse ? Un « autre monde » ne sortira pas de la soumission à la logique du déploiement du système, mais de la lutte résolue contre elle.

Les effets sociaux de la politique de la Banque mondiale comme expression de la « pensée unique »

François Houtart

L'ouvrage de Jacques Nagels : *Eléments d'économie politique* porte comme sous-titre : *Critique de la pensée unique*. Tout en disant qu'il ne partage pas la pertinence de ce vocable, il l'adopte cependant, car c'est le terme utilisé dans le langage commun et qu'il dépasse le champ économique, s'appliquant également aux domaines politique, social, voire culturel [1]. L'objet de cette contribution est de montrer où conduit la logique de cette pensée unique, lorsqu'elle est véhiculée par un organisme aussi puissant que la Banque mondiale.

Dans le même ouvrage, Jacques Nagels expliqua le rôle initial accordé aux organes du système de Bretton Woods [2]. Or, la « pensée unique », fruit du *Consensus de Washington*, a fait basculer leur fonction. La décision des Etats-Unis de laisser flotter le dollar, fut en 1971 un premier pas dans cette direction. Très rapidement la fonction des divers organismes internationaux (Banque mondiale, FMI, GATT puis OMC) donna une forme institutionnelle au néo-libéralisme [3]. De régulatrices du système financier et commercial international, afin d'éviter les crises comme celle des années 1929-1930 et pour promouvoir la reconstruction européenne, le développement du Tiers monde et le commerce international, elles se transformèrent en instruments d'accumulation du capital [4].

---

[1] J. Nagels, *Eléments d'économie politique. Critique de la pensée unique*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 2000, 2e éd., p. 4.

[2] *Ibid.,* p. 388-389.

[3] F. Houtart et F. Polet, *L'Autre Davos*, Paris, L'Harmattan, 1999.

[4] *Alternatives Sud*, Les organismes financiers internationaux*,* VI/2, 1999.

La lecture des documents de ces organismes permet de donner un contenu à la « pensée unique ». On ne peut s'empêcher de relever le caractère dogmatique des positions prises. Ainsi, un rapport de la Banque sur la pauvreté au Nicaragua expliquait en introduction que le moyen de sortir de situations de besoin était de promouvoir la libéralisation des échanges et la privatisation des services. On sortait de la Révolution sandiniste [5]. Suivaient une description et une analyse du développement de la pauvreté dans le pays, recherche approfondie, même si certains paramètres pouvaient être discutés. En conclusion, le rapport de la Banque affirmait que la seule manière de résoudre le problème était « plus de marché ». La boucle était bouclée et le texte répétait simplement ce qui avait été affirmé dès le départ, sans laisser de place à une autre interprétation.

La pensée unique est donc une nouvelle « langue de bois ». Non seulement elle ne retient que ce qui entre dans sa logique, comme nous le verrons dans le cas de Sri Lanka, traité ci-dessous, mais elle organise les faits de façon à renforcer son discours. Quand la réalité s'impose et éclate à la vue de tous, la politique de l'autruche permet de surnager. C'est ce qui s'est vérifié dans le cas de l'Initiative pour la révision participative des PAS (SAPRI), qui fera l'objet du premier examen. Joseph Stiglitz en a apporté de nombreuses autres confirmations [6].

1. L'initiative pour la révision participative des politiques d'ajustement structurel (PAS)

Une étude d'évaluation et de nombreuses consultations tripartites (Banque mondiale, pays concernés et ONG de développement), réalisées au cours de six années, aboutirent à des conclusions catastrophiques. L'opération fut financée par plusieurs pays européens, dont la Norvège, la Suède, la Belgique et l'Allemagne, l'Union européenne et plusieurs fondations américaines, dont la Rockefeller. Le réseau des ONG (SAPRIN) en publia les résultats, sans la Banque mondiale. Cette dernière s'est en effet progressivement retirée du processus, au fur et à mesure que les résultats s'avéraient négatifs.

En 1995, au moment où il accédait à la présidence de la Banque mondiale, Monsieur James Wolversohn relevait le défi d'une évaluation commune avec d'importantes ONG de développement, notamment américaines, destinée à mesurer les effets des Programmes d'ajustement structurel (PAS). En effet, ces derniers, conditionnant l'accès au crédit à une réduction des dépenses de l'Etat, à la privatisation, y compris de certains services publics, à l'ouverture des marchés, etc., avaient suscité nombre de critiques, à cause de leurs effets sociaux particulièrement négatifs et du caractère non démocratique de leur imposition. Or, 90 pays avaient été soumis, dans le monde, à ces programmes, surtout dans le Sud. Un organe commun fut créé : l'Initiative pour la révision participative des PAS (SAPRI). La coordination des ONG fut, quant à elle, organisée au sein du Réseau international de la Société civile pour une révision participative des PAS (SAPRIN).

---

[5] F. Houtart et J. Nagels, « Nicaragua », *in Révolution et Contre-révolution,* Bruxelles, Fondation Jacquemotte, Louvain-la-Neuve, Centre tricontinental, 1985.

[6] J. Stiglitz, *La Grande Désillusion,* Paris, Fayard, 2002.

Afin de garantir l'indépendance du travail, le financement fut assuré conjointement par les gouvernements de Norvège, de Suède, de Belgique et d'Allemagne, par l'Union européenne et par quelques fondations américaines, comme la Rockefeller, W.K Kellog, C.S. Mott, etc. L'étude porta sur le Ghana, l'Ouganda, le Zimbabwe, le Mali, le Salvador, l'Equateur, le Bangladesh et la Hongrie. Dans trois autres pays (Mexique, Philippines et Argentine), pour lesquels la Banque mondiale et les gouvernements locaux refusèrent de collaborer, les ONG partenaires du projet mirent sur pied une initiative parallèle, nommée Evaluation citoyenne de l'ajustement structurel (CASA). L'engagement du président de la Banque était d'utiliser les conclusions de ces travaux pour, le cas échéant, agir différemment.

Le 15 avril 2002, SAPRIN rendit public, à Bruxelles, le résultat de plus de six années de recherches et de consultations. Le document publié s'intitule *The Policy Roots of Economic Crisis and Poverty* [7]. La Banque mondiale refusa de s'associer à cette présentation, ayant mis de plus en plus de bâtons dans les roues de ce projet, au fur et à mesure de l'avancement des travaux. Après le sommet du G8 de Gênes, le président James Wolversohn brilla par son absence lors d'une présentation préliminaire des travaux, à Washington. D'une opération censée rétablir la crédibilité de la Banque, après la campagne « 50 ans c'est assez », l'initiative se révélait, en effet, hautement préjudiciable. Mais le mal étant fait, la seule solution consistait à en limiter les dégâts. Un très petit nombre d'informations en provenance des analyses fut intégré dans les rapports des pays et presque rien n'aboutit à Washington. Pas une trace dans les rapports d'auto-analyse de la Banque ni, bien entendu, dans les programmes d'ajustement.

Or, personne ne pouvait mettre en doute le sérieux de l'opération. Elle provenait d'organisations respectées de la société civile et l'origine de ses fonds était au-delà de tout soupçon. La méthodologie du travail avait été mise au point conjointement avec la Banque mondiale. Les résultats furent soumis à des groupes d'experts et discutés avec des représentants des diverses sociétés locales. Rien ne fut laissé au hasard et le temps nécessaire fut accordé au projet, afin de ne pas aboutir à des conclusions précipitées ou à des résultats discutables. Le budget engagé était d'ailleurs considérable, permettant le déploiement des moyens scientifiques nécessaires et l'organisation de nombreuses consultations. Cela ne suffit pas à convaincre la Banque mondiale, de plus en plus acculée à figurer au banc des accusés.

Les résultats de ces travaux ont fait l'objet de plusieurs volumes. Ils ont été résumés dans un document de synthèse très documenté, dans lequel il s'avère qu'aucun des objectifs poursuivis par les PAS n'a été atteint. Au contraire, il en ressort que ces politiques ont largement contribué à fragiliser les groupes sociaux les plus vulnérables, à accroître les distances sociales et la pauvreté et à aggraver certains problèmes d'ordre macro-économique. Voici brièvement les principaux éléments du constat.

---

[7] SAPRIN (Structurel Adjustment Participatory Review Initiative Network), *The Policy Roots of Economic Crisis and Poverty,* Washington, 2002.

Des politiques précipitées et indiscriminées de libéralisation commerciale et financière ont systématiquement affaibli la capacité productive des pays appliquant les politiques de la Banque et ont accru leur incapacité à engendrer de l'emploi. La pauvreté s'est amplifiée à cause des taux prohibitifs des services essentiels. Le rapport de SAPRIN cite six conclusions principales.

1. Les politiques de libéralisation, la diminution des aides publiques et l'affaiblissement de la demande de biens et de services locaux, ont dévasté les industries des pays étudiés, particulièrement les petites et moyennes entreprises qui fournissent la majeure partie de l'emploi. Elles ne peuvent concurrencer le flot des importations, souvent subsidiées, ni se permettre d'accéder au crédit, devenu trop élevé, ce qui favorise la spéculation aux dépens de la production.

Un exemple en est l'Equateur, où durant la période de libéralisation (1990-1998), les importations augmentèrent de 15% et les exportations de 5,6%. La valeur des biens de consommation importés durant cette période fut multipliée par 6. Les ventes des produits industriels locaux chutèrent de 40% en 1985 à 31% en 1998. Au Zimbabwe, la production industrielle locale diminua de 20% entre 1991 et 2000. Tout cela illustre le fait que l'ouverture indiscriminée des marchés détruit la possibilité d'un développement réel des entreprises nationales.

Au Bangladesh, après l'application des réformes, 1% des emprunteurs monopolisèrent 70% des fonds disponibles, alors que 95% d'entre eux n'eurent accès qu'à 14% du crédit. Plus des deux tiers des petites et moyennes entreprises n'ont pu obtenir de crédits, à cause du niveau trop élevé des taux d'intérêts et de l'impossibilité de satisfaire aux exigences des institutions bancaires pour l'obtention d'un prêt. Bref, le résultat de ces politiques fut une concentration des capacités financières dans les grandes entreprises, surtout urbaines, l'encouragement à la spéculation et à l'investissement dans des activités non productrices. Par ailleurs, la diminution des contrôles publics a affaibli l'action de l'Etat.

2. Les réformes structurelles et sectorielles imposées par la Banque dans les secteurs agricole et minier, ont gravement altéré la viabilité des petits paysans, diminué la sécurité alimentaire et endommagé l'environnement. L'importation d'aliments à bon marché, la suppression des subsides à la production agricole, le retrait de l'Etat des activités de support technique, financier et commercial et l'accent mis sur l'exportation, ont accentué la marginalisation des petits fermiers et ont forcé ces derniers à surexploiter les ressources naturelles. La concentration des terres pour les cultures d'exportation à grande échelle eut pour effet l'abandon de la production d'aliments pour la consommation locale, ce qui amena les petits agriculteurs à surexploiter les terres de qualité marginale. Dans plusieurs pays, une cause importante de l'insécurité alimentaire fut la faible productivité, liée aux politiques de réformes, qui ont réduit les interventions de l'Etat en faveur des services d'extension et les aides à la production.

En Ouganda, les petits paysans ne purent jouir des fruits de la culture d'exportation de café, car ils ne possédaient pas suffisamment de terres et parce que le prix des intrants augmenta considérablement. L'inégalité de revenus entre les régions a exacerbé les inégalités déjà existantes.

Par ailleurs, la libéralisation, la dérégulation et la privatisation du secteur minier, ont accentué l'érosion de l'environnement et diminué la fertilité des terres de nombreux petits fermiers et des populations indigènes. C'est le cas au Ghana, dans le Tarkwa, où le système traditionnel de jachères, qui favorisait la productivité du sol, a dû être abandonné à cause de l'activité minière, alors que la réduction de la végétation détruisait la diversité biologique. Dans l'île de Manicani, aux Philippines, la contamination des rivières et des ruisseaux les a rendus impropres à fournir de l'eau potable et impraticables pour la pêche et les loisirs.

3. Les réformes du marché du travail, les licenciements, fruits des privatisations, de la réduction du secteur public et de l'écroulement des secteurs à haut niveau d'emploi, ont sérieusement affaibli la position des travailleurs. Le niveau de l'emploi a diminué et ce dernier est devenu encore plus précaire. Les salaires réels se sont détériorés. Le caractère inéquitable de la répartition des revenus s'est accru et la flexibilité du travail a réduit les droits des travailleurs, en même temps qu'elle a ébranlé l'action des syndicats. De nombreuses entreprises publiques furent privatisées sans régulation adéquate.

Au Mexique, le pouvoir d'achat des travailleurs a diminué de 75% au cours des 18 années d'application des mesures d'ajustement, alors qu'il avait augmenté de 54% au cours des 45 années précédentes. En Equateur, le chômage a été multiplié par deux durant la période de l'ajustement, de 6% à la fin des années 1980 à 14,4% en 1999. Les 20% les plus pauvres de la population ont subi une augmentation du taux de chômage de 10 à 24%, selon les secteurs, tandis que les 20% les plus riches sont restés à un niveau pratiquement inchangé. Le sous-emploi est passé de 45,5% à 50% durant la même période. Au cours de la seconde moitié de la décennie 1990, 72% des grandes et moyennes entreprises se sont mises à employer des travailleurs temporaires, alors que 38% ont licencié du personnel permanent. Au Zimbabwe, l'emploi dans l'industrie manufacturière baissa de 3% suite aux réformes.

4. La privatisation des services publics, l'imposition d'un paiement pour les soins de santé et pour l'éducation et la diminution des budgets sociaux, ont considérablement réduit l'accès des pauvres aux services collectifs. L'augmentation du minerval scolaire a fait monter le taux d'abstention et le rehaussement des coûts des soins médicaux a écarté un grand nombre de pauvres de leur usage. Il résulta aussi de ces politiques une détérioration des infrastructures, particulièrement dans les régions rurales. La formation et les salaires du personnel de ces secteurs ont été sérieusement affectés. Par ailleurs, c'est souvent le capital étranger qui s'est investi dans le rachat de certains services publics, accroissant le phénomène de dépendance. En Hongrie, la proportion fut de 40%.

On signale au Salvador une augmentation des tarifs de l'électricité, suite à la privatisation du secteur : ceux qui consommaient peu, surtout les pauvres, virent leur facture augmenter de 47%, tandis que les autres subissaient un accroissement de 24%. Le rapport explique aussi que la privatisation de l'énergie électrique a accru la dégradation de l'environnement, par un recours plus intense au bois de chauffage et qu'elle a favorisé la déforestation. Quant aux privatisations, elles ont souvent été mal gérées et ont débouché sur une plus grande concentration de la richesse.

5. L'appauvrissement, fruit des politiques d'ajustement structurel, a surtout touché les femmes. Leur faible qualification en a fait les premières victimes des licenciements. La flexibilité du travail a souvent contredit leur droit à la maternité. La réduction de l'accès aux services publics à cause de leur coût, a signifié une charge accrue pour leur rôle de mère ou de chef de ménage.

Au Salvador, où le phénomène de la *maquila* (sous-traitance) est particulièrement développé, surtout dans le textile, les réformes légales ont aboli les mesures de protection des femmes. Il est de pratique commune qu'elles doivent se soumettre, pour être engagées, à un test prouvant qu'elles ne sont pas enceintes ou qu'elles doivent signer un contrat stipulant leur licenciement en pareil cas. En Ouganda, on signale que bien des femmes ont dû renoncer aux services médicaux, depuis que ces derniers sont payants. Au Zimbabwe, il en est de même pour beaucoup d'entre elles cherchant une assistance maternelle.

6. Des problèmes de macro-niveau ont aussi accompagné les échecs locaux des programmes d'ajustement. Bon nombre des avantages attendus dans les domaines de l'efficacité et de la compétitivité, par le biais des privatisations, de la flexibilité du travail, n'ont pas vu le jour. La libéralisation du commerce a fait augmenter aussi bien les déficits des comptes courants que la dette extérieure, en raison de l'effet mécanique des exportations sur le type des importations, sous le régime des programmes d'ajustement. L'accroissement de la présence et du pouvoir des entreprises transnationales, souvent les premières bénéficiaires de ces politiques, a sévèrement diminué la souveraineté économique de nombreux pays, de même que la capacité de leurs gouvernements à répondre, par priorité, aux besoins économiques et sociaux de leurs propres populations.

Et le rapport de SAPRIN de conclure que « l'intransigeance des auteurs internationaux de ces politiques accroît la pauvreté, l'inégalité et l'insécurité dans le monde. Les mesures polarisantes augmentent, à leur tour, les tensions entre les diverses couches sociales, alimentant les mouvements extrémistes et délégitimant les systèmes politiques démocratiques. Leurs effets, surtout sur les pauvres, sont à ce point profonds et généralisés qu'aucune mesure sociale spécifique ne peut résoudre les crises qui en résultent. Seule une restructuration des secteurs productifs, par le biais de politiques adéquates, peut assurer que les ouvertures économiques, les ressources et les bénéfices se répartissent dans l'ensemble des segments divers de la population ». Suivent alors un certain nombre de recommandations pour le développement d'activités économiques locales, l'établissement de politiques commerciales destinées à appuyer les secteurs agricoles et industriels nationaux, l'encouragement des petites et moyennes entreprises, l'extension du crédit et la baisse des taux d'intérêts, l'équilibre entre exportations et importations, l'orientation de l'agriculture vers le marché intérieur, l'établissement de législations efficaces pour la protection de l'environnement, une politique de l'emploi et de défense des droits des travailleurs, le développement de services publics accessibles à tous.

L'expérience acquise par cette initiative a montré, selon les auteurs du rapport, que la société civile, y compris les pauvres, peut se mobiliser et s'organiser pour formuler des politiques économiques et que leur participation est indispensable pour entamer un processus constructif. Steve Hellinger, le principal responsable de SAPRIN à

Washington, avait raison d'affirmer que la Banque mondiale avait été testée et qu'elle avait échoué. Il concluait, lors d'une entrevue, qu'en dépit de ce cuisant échec, elle n'était pas prête de changer ni sa théorie, ni sa pratique.

2. L'élimination de la culture du riz au Sri Lanka

L'île paradisiaque de Sri Lanka semblait destinée pour longtemps encore à déployer ses côtes bordées de cocotiers, ses collines couvertes de plants de thé et ses vallées abritant les rizières aux riches couleurs changeant au gré des saisons. Eh bien non ! La Banque mondiale en a décidé autrement. Dans une économie mondialisée, produire du riz à Sri Lanka n'était plus rationnel, puisqu'il coûte moins cher de l'acheter au Vietnam ou en Thaïlande. Quant au million de petits paysans rizicoles peu productifs, il était grand temps de les transformer en main-d'œuvre pour une agriculture productiviste et une industrie d'exportation.

Voilà qui satisfait une classe minoritaire de Srilankais, désireuse de constituer le relais des intérêts étrangers et fascinée par l'idée de l'ancien président Premadasa de faire de l'île, le Singapour de l'Asie du sud. Il suffira d'ailleurs de quelques mesures légales pour accélérer le processus de transformation du petit paysannat : faire payer l'eau d'irrigation, lui accorder des titres de propriété permettant la vente de terres jusqu'à présent propriété publique, abolir les services gouvernementaux ayant promu l'agriculture paysanne, déréguler la législation du travail.

Pendant plus de 2 500 ans, Sri Lanka fut une société du riz. Aujourd'hui encore, ce dernier représente 75% de la consommation des céréales. Près de 80% du petit paysannat est producteur de riz. La société a été forgée par le contrôle de l'eau, facteur clé de la production agricole de base et non par la propriété du sol comme en Europe. Le pouvoir politique s'est construit sur la maîtrise de l'irrigation, depuis les petits royaumes du premier millénaire avant J.C., jusqu'à l'unification de l'île, 500 ans avant notre ère, sous un seul pouvoir, capable d'organiser un système intégré d'irrigation. A peine installée, la monarchie introduisit le bouddhisme comme expression symbolique du nouvel ensemble.

La propriété du sol, toujours collective dans les sociétés tributaires (la terre appartenait au roi, qui en était le gérant, attribuant l'usage aux familles paysannes), avait été peu affectée par les régimes coloniaux hollandais et britanniques. Les plantations de café d'abord et de thé ensuite, furent établies sur les collines et non dans les vallées réservées au riz et à la petite culture (épices, etc.). Après l'indépendance, les premiers gouvernements respectèrent le caractère public des terres de rizières et développèrent, dans l'esprit du *Welfare State*, des politiques de soutien à la petite agriculture, afin d'éviter la plaie sociale des paysans sans terre et la fragmentation de la propriété agraire.

A partir de 1977, le gouvernement UNP (United National Party) oriente l'économie dans le sens du *Consensus de Washington* (néolibéral) : produire pour l'exportation, libéraliser les marchés, réaliser des travaux d'infrastructure pour attirer les investissements étrangers, démanteler les réseaux de protection économique et sociale. Les effets sociaux sont désastreux. Si la croissance, moyenne aux yeux de la Banque mondiale, se situe au cours de cette période dans une fourchette annuelle de 4 à 5%, la pauvreté s'accroît : de 13,5% en 1965 à 46% en 1988, selon une étude

du Fonds international pour l'agriculture (Nations unies) [8]. Les distances sociales se creusent : le pays devient, en 1992, vice-champion, après le Brésil, du coefficient de Gini mesurant les écarts entre les plus hauts et les plus bas revenus. La malnutrition s'approfondit : une étude de l'Institut de recherches médicales (MRI) [9] révèle que l'ingestion de calories a diminué de 33% entre 1979 et 1999. Avec la baisse des prix agricoles et l'augmentation des biens de consommation, les revenus des familles s'écroulent. Le désespoir s'installe, surtout dans le petit paysannat. Le taux de suicide atteint un plafond tel qu'il place le pays en tête de tous les autres, au début de la décennie quatre-vingt-dix.

C'est le prix réel de la transition vers l'ouverture au marché mondial. Le système économico-social précédent avait, certes, produit une bureaucratisation lourde et il devait évoluer. Mais il avait assuré un minimum de protection sociale aux couches les plus faibles et doté le pays du taux le plus élevé de scolarisation de l'Asie anciennement colonisée. En effet, sous le gouvernement UNP, les bénéfices sociaux et culturels des plus pauvres fondent comme neige au soleil : les petites écoles rurales sont fermées, les hôpitaux de ces mêmes régions ne sont plus approvisionnés, les services techniques au petit paysannat sont réduits, sinon supprimés.

Mais le plus dramatique devait encore se produire. En 1972 déjà, une révolte des jeunes ruraux sans travail, mais éduqués, avait causé la mort de 10 000 d'entre eux. En 1989-1990, une deuxième révolte est déclenchée, suite aux effets des Programmes d'ajustement structurel imposés au pays comme prix de l'ouverture au crédit international. La rébellion est plus généralisée que celle de 1972, car la situation de l'ensemble des jeunes ruraux a empiré. La répression est brutale. Certains estiment le nombre de victimes à 60 000 au moins.

Le pays est en état de choc. Après une brève période de modération, l'offensive néolibérale reprend de plus belle, cette fois avec un discours renouvelé. Pour lutter contre la pauvreté et réaliser une croissance favorable aux pauvres (*pro-poor growth*), il faut accélérer l'ouverture au marché et mettre un terme définitif aux politiques keynésiennes désuètes et contre-productives. Deux documents viennent confirmer cette orientation.

Le premier, un rapport de la Banque mondiale, en 1996 [10], concerne le sort du petit paysannat dans le cadre d'une politique générale de libéralisation du marché. Le ton est net. Il faut détourner les petits paysans des produits de faible valeur, tels que le riz. Un des meilleurs moyens est de supprimer la gratuité de l'eau d'irrigation : « l'eau est une marchandise (*a commodity*). Elle doit être commercialisée par le secteur privé. Le gouvernement devrait donc établir un droit de propriété de l'eau... Cela permettra aux utilisateurs traditionnels de l'eau d'irrigation de vendre (ou de transférer) leur titre de propriété ». Quelle intelligence de la part de la Banque mondiale ! La clé du

---

[8] International Fund for agrarian development, *State of the World Rural Poverty,* 1992.

[9] Medical Research Institute (MRI), *Annual report*, Colombo, 2000.

[10] R. Hung et D. Lister, *Non Plantation Sector Policy Alternatives,* Washington, Banque mondiale, mars 1996.

problème se situe dans le contrôle de l'irrigation. Transférer ce dernier au secteur privé fera basculer la société agraire dans l'économie de marché.

Il faudra aussi supprimer le *Paddy Marketing Board*, organe gouvernemental régulant le marché du riz, car son existence décourage l'investissement privé dans l'agriculture. Mais pour couronner le nouveau projet, il faut aussi transformer la terre en marchandise. Qu'à cela ne tienne ! Il suffira d'accorder un titre de propriété à tous les petits paysans qui, incapables de résister aux forces du marché mondial, seront alors contraints de vendre leurs terres à des opérateurs économiques plus efficaces. Ajoutez à cela un marché du travail dérégulé et vous aurez tous les ingrédients d'une croissance néolibérale. Et voilà pourquoi le petit paysannat rizicole doit disparaître à Sri Lanka. Cela correspond d'ailleurs à une politique plus générale d'élimination de l'agriculture paysanne (promue entre autres par la Banque mondiale) pour la remplacer par des entreprises de forte productivité. Or, c'est la moitié de l'humanité qui est socialement concernée par de telles mesures : quelque trois milliards de personnes [11].

En juin 2000, la Banque mondiale accorde un prêt de 18,2 millions de dollars US pour la mise en route des réformes. Il s'agit, selon le ministre de la Justice de l'époque, G.L. Pieris, « de la plus grande réforme légale de l'histoire de Sri Lanka, en vue de mettre le système législatif et judiciaire pleinement au service du secteur privé ». Un an plus tard, en 2001, la Banque mondiale suspend l'exécution du prêt, estimant que le gouvernement n'a pas réalisé les réformes indispensables à la stabilité macro-économique et au rétablissement de la confiance des investisseurs, ni créé l'environnement légal pour le bon fonctionnement du secteur privé.

Le deuxième document provient du gouvernement. Il est intitulé *Regaining Sri Lanka*. Bien qu'absent de son titre, le thème principal est la lutte contre la pauvreté [12]. Après avoir décrit la gravité de la situation (entre 1990-1991 et 1995-1996, le taux de pauvreté passe de 33% à 39%), il en aborde la cause. Très clairement, c'est le manque de croissance. Pour y remédier, il faut réduire le déficit public freinant les activités du secteur privé, déréguler le travail, introduire la terre dans le marché et réduire le poids de l'administration de l'Etat.

Les auteurs reprennent ensuite mot à mot le texte de la Banque mondiale affirmant que le gouvernement précédent n'a pas tenu ses promesses. Le secteur privé a besoin de conditions favorables pour mieux utiliser capital et travail et attirer les investissements étrangers. Donc, il faut accélérer les privatisations, introduire plus de flexibilité dans le travail, donner aux petits fermiers des titres de propriété, lever

---

[11] L'argument s'appuie sur la nécessité de nourrir une population mondiale en croissance, mais les mouvements paysans et bien des spécialistes en économie agraire répondent qu'un tel objectif est réalisable par la promotion d'une agriculture paysanne écologique modernisée, par une politique de prix diversifiée selon les régions et par un plan social B à long terme pour l'insertion d'une partie du paysannat dans d'autres activités économiques (voir *Alternatives Sud*, X/4, 2002, La question agraire, Louvain-la-Neuve, Centre tricontinental).

[12] Gouvernement de Sri Lanka, *Regaining Sri Lanka – Vision and Strategy for Accelerated Development,* Colombo, mai 2003. Il reprend la majeure partie des idées de : Gouvernement de Sri Lanka, *Powerty Reduction Stategy Paper* (PRSP), Colombo, juin 2002.

les obstacles à l'acquisition de terres par des étrangers, supprimer les protections, introduire le secteur privé dans l'éducation et la santé. Le Chili est donné en exemple. Pour une « croissance favorable aux pauvres » (*pro-poor growth*), il faudra augmenter la capacité des ports et aéroports, construire des autoroutes, améliorer le réseau routier, les chemins de fer et les services de bus, développer les télécommunications et l'internet, décentraliser l'Etat et lier les initiatives de micro-crédit au marché financier.

Bref, « il s'agit de passer d'une économie basée sur une agriculture de faible productivité et de subsistance à [une économie] de services de haute productivité et à l'industrialisation, ce qui créera un développement économique contribuant à réduire la pauvreté ». C'est du secteur privé que dépendra la croissance, qui devra s'inscrire dans la compétition du marché international. Quant à la guerre civile entre Cinghalais et Tamouls, qui isole une partie du pays, elle doit être arrêtée afin qu'une telle politique puisse réussir. Il faut donc appuyer les négociations de paix.

Outre une vision caricaturale du développement, que l'on croyait depuis longtemps dépassée, le document, au ton quasi messianique, utilise pour appuyer le projet néolibéral, l'argument de « la lutte contre la pauvreté » (initiative de la Banque mondiale). Cela révèle, en fait, la véritable fonction de cette soudaine préoccupation pour les pauvres. Pas un mot sur la sécurité alimentaire [13]. Aucun souci du sort des petits paysans qui viendront peupler les bidonvilles et ne pourront trouver du travail dans une industrie de sous-traitance, qui déjà s'essouffle, parce que les salaires chinois ou vietnamiens sont plus bas. Rédigé en un anglais américain, alors que l'élite anglophone srilankaise est très soucieuse de son parler britannique [14], le texte dévoile son origine : il a été écrit à Washington ou bien il est l'œuvre d'une nouvelle génération de *brown sahib* (expression indienne signifiant des autochtones occidentalisés).

Les politiques néolibérales ne sont pas restées sans réactions. Outre la grève générale de 1980 qui fut réprimée par la mise à pied de plus de 40 000 travailleurs et la révolte des jeunes de 1989-1990 qui coûta quelque 60 000 vies humaines, les manifestes signés par des dizaines de milliers de personnes se succédèrent : en 1981, 60 000 signatures contre la vente des terres aux étrangers ; en 1993, *People's Memorandum*, sur la politique agraire, signé par 150 000 personnes, un des éléments, à l'époque, de l'échec électoral du gouvernement ; en 2000, trois cent mille personnes appuient le mémorandum du Jubilé 2000 pour l'abolition de la dette ; en 2002, une centaine d'organisations paysannes soutiennent la grève de la faim de petits fermiers de la région de Pollonaruwa. Des dizaines de milliers de personnes prennent part à des manifestations dans plusieurs villes du pays.

---

[13] Concept impliquant la possibilité pour un pays de produire lui-même l'essentiel de sa consommation d'aliments de base, ce qui le met à l'abri d'éventuels aléas politiques internationaux. La sécurité alimentaire est sérieusement remise en question par la politique de libéralisation de l'agriculture de l'OMC.

[14] A titre d'exemple, le mot *labor* est écrit avec un « o », alors que l'anglais britannique l'écrit avec « ou » (*labour*).

La résistance s'organise au sein de la société civile d'en bas. En 1993, plus de 130 organisations rurales forment le Movement for National and Land Agricultural Reform (MONLAR) [15], qui multiplie les contre-propositions, négocie avec le gouvernement et la Banque mondiale et organise les manifestations. En 2002, une coalition plus large est créée, réunissant outre les organisations rurales, les principaux syndicats, des ONG et des organisations religieuses : la National Alliance for the Protection of Natural Resources and Human Rights. Elle est présidée par un moine bouddhiste et rassemble également les groupes opposés à la privatisation des forêts, les expropriations pour l'extension de l'aéroport et la destruction de l'environnement et des économies locales provoquée par la construction d'autoroutes.

Des alternatives sont proposées pour résoudre la question agraire, non dans une perspective romantique de sauvegarder le petit paysannat traditionnel, mais pour aider ce dernier à améliorer et à diversifier sa production, par une meilleure utilisation de l'eau et du sol et un progrès des connaissances (petite agriculture écologique). Le Mouvement pour une réforme de l'agriculture (MONLAR) inscrit ses propositions dans une vision plus large : produire des biens et des services pour l'usage local avant d'exporter, reconstruire la capacité régénératrice des ressources naturelles, démocratiser la société, s'appuyer sur la créativité des pauvres eux-mêmes. Tout cela est traduit en propositions politiques concrètes. Après les élections de 2004, un frein a été mis à l'application des mesures, mais le gouvernement est toujours sous la pression de la Banque mondiale. Cette dernière prétend cependant ne plus être liée par le document de 1996.

Mais telles des vagues successives qui s'écrasent sur une digue, protestations et propositions d'alternatives se heurtent à l'implacable système de décisions qui mène le pays vers son intégration dans l'économie capitaliste mondiale. Sûrs de leur théorie transformée en dogme, ignorant les processus sociaux, peu soucieux de démocratie et méprisant les « pauvres » réduits à l'état d'incapables, les artisans du nouvel ordre économique jouent leur « Terminator ». Faudra-t-il un troisième massacre de jeunes ruraux pour les faire reculer ? Ou bien les forces de résistance sociale et politique parviendront-elles à infléchir les politiques et à réorienter les objectifs du développement ? A Sri Lanka, cela ne dépend pas seulement des luttes sociales locales, mais aussi de leur convergence à l'échelle mondiale.

Ces exemples, et bien d'autres encore, montrent le caractère illusoire du discours de la Banque, lorsqu'on le confronte avec la réalité. Le discours reflète une idéologie et l'appareil statistique n'intègre que les critères retenus par la pensée unique.

La tiers-mondisation de l'ex-URSS

Gérard Roland

1. Introduction

C'est un grand plaisir pour moi de fournir une petite contribution pour la *Festschrift* en l'honneur de Jacky Nagels malgré la distance géographique. J'ai commencé ma carrière académique comme son assistant et c'est vraiment grâce à lui que j'ai pu entamer ma carrière de chercheur. Lorsque je n'étais encore qu'un étudiant de deuxième candidature, il me prodigua des conseils très précieux et ne cessa de le faire avant que je ne devienne premier assistant. Je lui dois la possibilité d'avoir pu entamer une thèse dès la fin de mes études d'économie lorsqu'il m'engagea comme son assistant d'enseignement pour les cours d'économie politique.

Comme patron, je trouvais non seulement qu'il était d'une correction hors pair à mon égard (je ne pourrais pas citer une seule occasion en plus de six ans de mandat où j'eus l'impression qu'il abusa de mon temps) mais au contraire, je le trouvais soucieux d'épargner mon temps pour que je puisse me consacrer à ma thèse. Ayant été un militant maoïste entre 1971 et 1981, j'étais obsédé par le désir de comprendre les rouages internes de l'économie socialiste et de la planification centralisée. Désillusionné de l'image naïve que j'avais eue de la révolution culturelle, je désirais comprendre pourquoi l'idéologie révolutionnaire issue du marxisme avec ses idéaux d'émancipation et d'abolition future de l'Etat aboutissait à la création d'une immense machine bureaucratique qui avait sans doute des mérites en termes de développement mais ne paraissait ni très efficace ni porter en elle les germes du « règne de la liberté ». Ce programme de recherches, qui apparaît sans doute naïf aujourd'hui mais me motivait entièrement à l'époque, ne se situait certainement pas dans le « *mainstream* » et Jacky fut le seul chez qui je sentis une authentique compréhension pour mon obsession.

Nos visions étaient souvent différentes mais il m'apprit beaucoup et ses critiques à l'égard de mon mémoire de licence d'abord [1] et de ma thèse de doctorat ensuite [2] constituaient toujours pour moi un défi à surmonter et un test de cohérence. Malgré ses nombreuses activités non seulement comme professeur mais également comme député au Parlement ou comme acteur du commerce Est-Ouest, il trouvait toujours le temps (même aux petites heures) de lire attentivement mes brouillons et de m'envoyer des commentaires fournis.

J'admirais chez lui non seulement sa correction et son intégrité mais également sa cohérence entre la théorie et la pratique et son souci de formuler des politiques économiques cohérentes avec son analyse. J'avais lu avec un grand intérêt les livres du GEM (Groupe d'économistes marxistes) dont il était l'animateur et le chef d'orchestre. Ces livres cherchaient à formuler des analyses et des politiques économiques alternatives mais réalistes pour la Belgique. Je me souviens de deux conclusions importantes : 1) la nécessité d'améliorer l'administration publique belge, 2) l'importance de restaurer la compétitivité du commerce extérieur belge. Ce n'est donc pas du tout par hasard (du moins dans mon interprétation) s'il apporta sa contribution personnelle à ces deux objectifs en lançant, à l'Ecole de commerce Solvay, une maîtrise en management public et un postgraduat en commerce international. Ce n'est pas par hasard non plus si ces deux activités furent lancées au sein de l'ULB. Je sentis chez lui toujours une loyauté très forte à l'égard de son université. D'où son engagement comme président de section et doyen de Faculté assez tôt dans sa carrière, et plus tard sa direction de l'Institut de sociologie et à nouveau un mandat de doyen de Faculté à un moment difficile pour celle-ci. J'ai regretté que la législation belge oblige un homme aussi actif et énergique à prendre une retraite obligatoire à 65 ans.

2. Transition ou tiers-mondisation ?

Dans ce petit article d'hommage, je voudrais revenir sur un aspect de ses recherches qui est très proche de mes intérêts, à savoir le processus de transition du socialisme vers le capitalisme. L'effondrement du mur de Berlin donna lieu aux espoirs les plus fous en matière de paix, de démocratie et de prospérité mais également à des inquiétudes très fortes sur les conséquences potentiellement dévastatrices d'un processus mal contrôlé. Je me rappelle un épisode au début de l'année 1990 où je fus invité par Fabrimétal à faire un exposé (la moitié en français, l'autre moitié en néerlandais) devant les chefs d'entreprise belges sur les perspectives de la transition économique dans les pays de l'Est. Je me souviens d'avoir énuméré les bénéfices et les dangers potentiels de la transition et d'avoir présenté un classement sommaire des différents pays en transition de ce point de vue. L'ambassadeur yougoslave se leva après pour s'étonner que j'avais situé la Yougoslavie avant-dernière dans mon classement (l'URSS était en dernière position). Il invoqua la longue tradition de

---

[1] G. Roland, *La valeur d'usage chez Karl Marx*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 1985.

[2] G. Roland, *Economie politique du système soviétique*, Paris, Editions l'Harmattan, 1989.

réformes en Yougoslavie et son ouverture économique beaucoup plus grande que les économies du rideau de fer, l'expérience avec le marché depuis l'instauration de l'autogestion des entreprises en 1965, etc. J'avais tenu compte de ce facteur mais également de l'inflation galopante et des tensions ethniques croissantes. Personne dans la salle ne se doutait cependant des atrocités des nettoyages ethniques et des massacres de masse qui allaient suivre.

Au début des années quatre-vingt-dix, c'est néanmoins l'optimisme général sur les perspectives de transition qui dominait. Personnellement, j'étais également optimiste sur les perspectives économiques et inquiet essentiellement des dérapages politiques, d'où une argumentation pour un processus de transition graduel avec un séquencement des réformes où des réformes plus populaires comme la démocratisation et la création d'un secteur de petites et moyennes entreprises devaient précéder les réformes plus douloureuses comme la restructuration des entreprises d'Etat. Dans ce climat d'optimisme, l'ouvrage de Jacques Nagels, *La tiers-mondisation de l'ex-URSS ?*, paru en 1993 aux Editions de l'Université de Bruxelles faisait clairement figure d'exception. Je voudrais revenir aujourd'hui sur cet ouvrage car avec le recul du temps, il apparaît comme véritablement prophétique. Mario Telò m'avait demandé à l'époque d'en écrire un compte rendu. J'estime avoir manqué de générosité à l'époque dans mon jugement et je voudrais revenir aujourd'hui sur les idées contenues dans ce livre. Que le lecteur me pardonne si je parais aujourd'hui pécher par excès dans l'autre sens. Au moins, « en moyenne », je n'aurai pas tort (que les non-économistes me pardonnent !).

La thèse essentielle du livre est que l'économie de l'ex-Union soviétique s'engageait sur la voie d'une périphérisation économique aboutissant à une tiers-mondisation progressive. Le commerce entre les pays du CAEM et même au sein de l'ex-URSS s'est littéralement effondré. Il en est de même des exportations d'armes de l'ex-URSS qui étaient étroitement liées à la situation géopolitique de la guerre froide. Le commerce de l'ex-URSS s'est réorienté en priorité vers l'Ouest tout comme les autres pays de la périphérie ; les exportations sont essentiellement des matières premières et des produits énergétiques et les importations, des produits manufacturiers. L'assistance du FMI fait de la Russie un pays politiquement dépendant de l'Ouest.

Outre les phénomènes de périphérisation, des tendances à la tiers-mondisation sont bien visibles. La recherche scientifique s'est effondrée avec la transition et on a assisté à un exode massif des chercheurs. Les écarts économiques entre régions se sont très fort creusés. Le système de santé est en déliquescence ainsi que le système d'éducation. L'inégalité des revenus a fortement augmenté et une partie de plus en plus importante de la population a sombré dans la paupérisation.

Toutes ces tendances se sont confirmées au fil du temps et l'économie russe est sortie extrêmement affaiblie de plus de dix ans de transition.

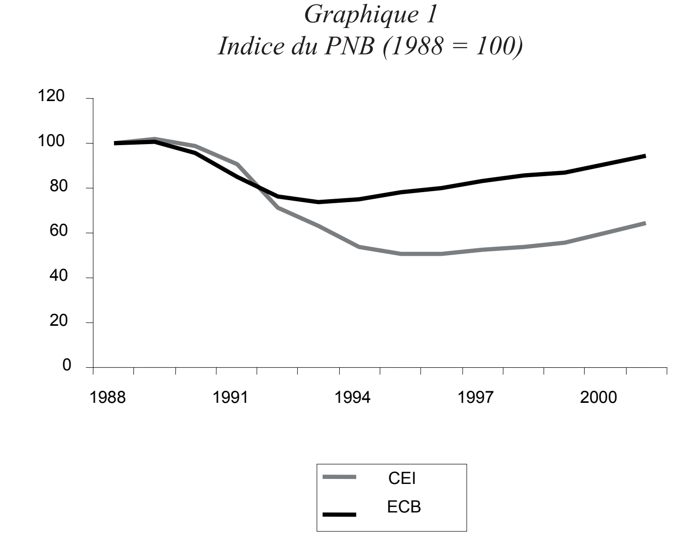
Tableau 1
Indicateurs sommaires pour les économies en transition

	Espérance de vie à la naissance		*Inégalité (indice de Gini)*	
	1989	*2002*	*1987-1989*	*1993-1997*
Russie	69,2	65,8	21,9	51,8
Ukraine	70,5	68,2	23	47,3
Pologne	71	73,8	26	28
Hongrie	69,5	70,6	20,7	22,9
République tchèque	71,7	75	19	27
Slovénie	72,7	75,9	22,9	22,3
Roumanie	69,5	70	23	29
Bulgarie	71,8	71,8	23	34
Chine	70	70,7	36	41,5
Vietnam	66	69,7	n.d.	35,7

Source : Banque mondiale, Milanovic (1998, 1999).

L'espérance de vie en Russie a chuté de façon spectaculaire. Elle est en 2002 en dessous de soixante ans pour les hommes. La chute est également forte en Ukraine. Tous les autres pays ont connu soit une légère augmentation soit une stagnation de l'espérance de vie. Aucune explication satisfaisante de ce phénomène n'a été fournie jusqu'à présent mais le phénomène est très net. L'inégalité a également fort augmenté en Russie et en Ukraine bien que les chiffres récents soient plus rares. En comparaison, l'évolution de l'inégalité dans les pays d'Europe centrale est beaucoup moins marquée.

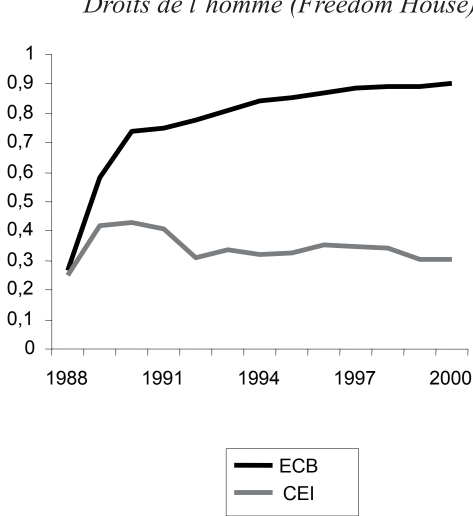
Graphique 1
Indice du PNB (1988 = 100)



Une caractéristique frappante est effectivement la divergence d'évolution entre la transition dans les pays d'Europe centrale et les pays Baltes, d'une part, et les pays de la CEI, d'autre part. Le graphique 1 montre l'évolution du PNB pour la CEI et pour les pays d'Europe centrale et les pays Baltes (ECB). Alors que la libéralisation des prix a entraîné une chute de la production dans toutes les économies en transition en Europe de l'est comme en Europe centrale, la chute de la production est beaucoup plus prononcée (près de 50% contre un peu plus de 20% en ECB !) et plus prolongée. Les pays ECB ont commencé leur reprise en 1992-1993 et ont quasi retrouvé leur niveau d'avant la transition tandis que les pays de la CEI n'ont commencé à effectuer leur reprise qu'en 1996-1997.

Encore plus frappante est la divergence institutionnelle et politique. Le graphique 2 montre l'indice de développement des droits de l'homme (l'indice Freedom House) pour les deux groupes de pays. Alors que les pays ECB convergent vers les indicateurs maximaux, les pays de la CEI ont plutôt connu une détérioration des droits de l'homme au cours des années 1990. Le développement même très imparfait de la démocratie sous Eltsine contrastait fortement avec le développement de régimes despotiques orientaux en Asie centrale et le régime néo-stalinien de Loukashenko en Biélorussie. Les tendances récentes n'augurent guère d'un renforcement de la démocratie en Russie même.

Graphique 2
Droits de l'homme (Freedom House)



3. Explications du « grand écart »

Le terme de « grand écart » a parfois été utilisé pour caractériser cette évolution divergente entre les pays ECB et les pays CEI. Différentes explications ont été fournies pour expliquer le grand écart. L'explication la plus acceptée met l'accent sur les différences institutionnelles entre les deux groupes de pays. En effet, il serait difficile de vouloir appuyer une telle explication uniquement sur les différences de politique économique suivies. Il y a autant de différences entre les politiques économiques des pays ECB eux-mêmes qu'entre les pays ECB et la Russie. Par exemple, la Pologne

a recouru à des privatisations graduelles et non à des privatisations de masse comme en Russie ou en République tchèque. La Pologne a eu un programme de stabilisation macroéconomique rapide et incisif contrairement à la Russie qui a traîné une inflation galopante pendant plusieurs années. D'autre part, la Hongrie a également attendu plusieurs années avant d'avoir un programme de stabilisation sérieux.

En revanche, on peut déceler des différences importantes entre la qualité des institutions mises en place pour soutenir l'économie de marché. Les développements récents en économie tendent à donner raison au courant institutionnaliste (North, Williamson) qui a toujours mis l'accent sur le rôle important des institutions, c'est-à-dire de l'ensemble des contraintes formelles ou informelles, légales, politiques, sociales, culturelles issues des « règles du jeu économique » imposées aux agents économiques dans leur comportement. L'école institutionnaliste explique des faits économiques majeurs comme l'industrialisation précoce de l'Angleterre ou les succès et échecs du développement par les institutions. Le tableau 2, basé sur des enquêtes auprès des petites entreprises dans différents pays en transition, illustre bien certaines de ces différences.

Tableau 2
Institutions et transition

	Pologne	*Slovaquie*	*Roumanie*	*Russie*	*Ukraine*
Pourcentage des ventes non déclarées	5,4	7,4	5,7	28,9	41,2
Taxes en % des ventes	15,5	16,4	17,2	23,9	24,2
Pourcentage qui pense que les firmes font des paiements extra-légaux pour les services du gouvernement	20	38	20	91	87
Pourcentage disant que les firmes paient pour la protection de la mafia	8	14,9	0,6	92,9	88,8
Pourcentage disant que les tribunaux peuvent être utilisés pour imposer le respect d'un contrat	72,9	67,9	86,9	58,4	54,7

Source : S. Johnson, D. Kaufmann, J. Mcmillan et C. Woodruff, « Contract Enforcement in Transition », présenté au Cinquième symposium Nobel en économie : l'économie de la transition, Stockholm.

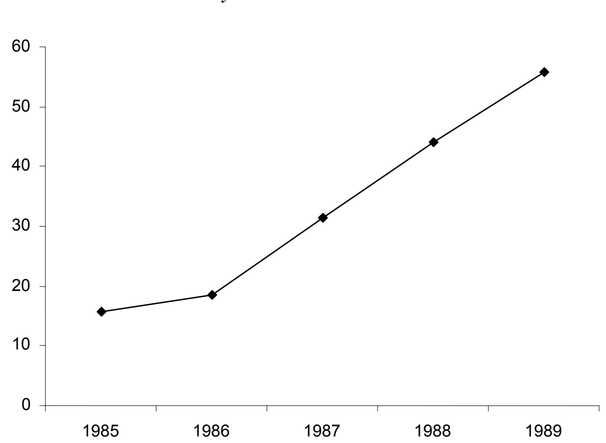
On voit clairement en Russie et en Ukraine une tendance plus importante à l'économie parallèle (concomitante à une taxation officielle plus élevée), une propension plus élevée à la corruption et aux activités mafieuses ainsi qu'une confiance moindre dans les capacités du système judiciaire. Ces différences vont de

pair avec une divergence de l'indicateur des droits de l'homme. De plus, la plupart des pays CEI ont instauré un régime présidentiel avec séparation des pouvoirs faible ou quasi inexistante alors que les pays ECB ont quasi tous instauré des démocraties parlementaires.

Si les différences institutionnelles semblent fournir une explication plausible au grand écart entre les pays ECB et CEI, la question suivante est : comment expliquer ces différences institutionnelles ?

On peut spéculer sur ces différences et faire valoir les différences historiques (passé sous l'empire austro-hongrois ou sous le tsarisme). Une explication convaincante semble être liée à l'ancrage institutionnel fourni par l'adhésion à l'Union européenne. L'obligation d'intégrer l'*acquis communautaire* a épargné aux différents pays l'obligation de se chercher des institutions propres. Si cela peut fournir une explication au succès relatif des pays ECB, cela n'explique pas pour autant l'échec des pays CEI à mettre en place des institutions adéquates à l'économie de marché. Une explication plausible pourrait être liée aux différences de développement de la société civile dans les deux groupes de pays. Certains pays comme la Pologne ont connu un développement poussé de la société civile longtemps avant la transition, qu'il s'agisse des activités de Solidarnosc ou d'autres organisations dissidentes ou même de l'Eglise catholique. Ce développement de la société civile permet de créer les bases pour une démocratie solide où l'influence des groupes d'intérêts se contrebalance. Au contraire, dans des pays où la société civile est peu développée, il est relativement facile pour des minorités très actives de s'approprier l'appareil d'Etat et de concentrer des pouvoirs très importants sans être inquiété par la société civile.

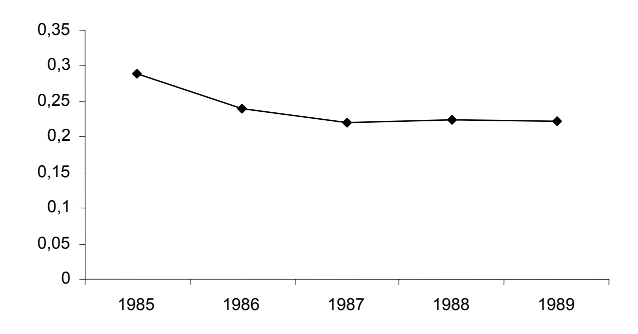
Graphique 3
Moyenne résistance ECB



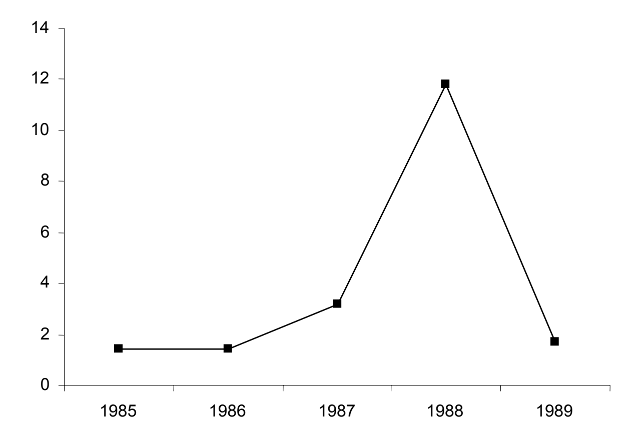
Comment mesurer cette hypothèse ? Dans une recherche récente avec Laszlo Bruszt, Jan Fidrmuc et Nauro Campos, nous avons passé au peigne fin les archives Soros à la Central European University pour rassembler toutes les informations sur des actes de dissidence et de répression dans les années quatre-vingt dans les pays de

l'Est. Bien que l'on pût s'y attendre, il est frappant de constater dans les pays ECB une activité moyenne de résistance (nombre moyen de faits de résistance relatés dans les archives Soros) bien plus grande que dans les pays CEI et de façon concomitante, une répression bien moins forte dans les premiers que dans les seconds. En URSS, la répression est presque de 100% sauf à l'époque de la *glasnost*. Ceci, alors même que les bulletins de Radio Free Europe, une composante importante de ces archives, ne manquaient pas de relater tout fait de résistance survenant en URSS.

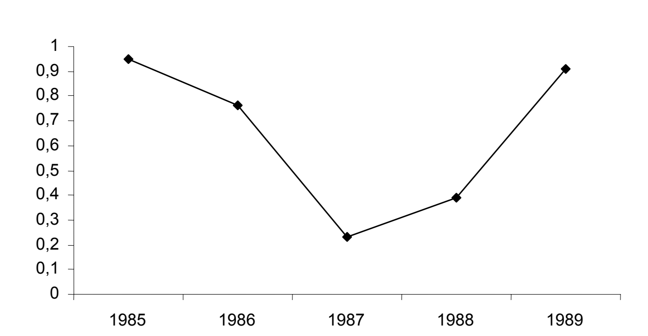
Graphique 4
Répression moyenne ECB



Graphique 5
Moyenne résistance CEI



Graphique 6
Répression moyenne CEI



Source des graphiques : L. Bruszt, N. Campos, J. Fidrmuc, G. Roland, « Political Initial Conditions », Working Paper, Growth Development network, 2004.

Une analyse économétrique montre que ces différences peuvent expliquer fortement la différence entre régimes politiques adoptés dans les deux groupes de pays, les dynamiques divergentes en matière de droits de l'homme ainsi que la dynamique économique des deux groupes de pays.

D'une certaine façon, ces résultats tendent à confirmer l'idée selon laquelle la transition en URSS a commencé de façon prématurée sous le choc du putsch raté d'août 1991. La société civile n'était pas encore prête à assumer la transition. Celle-ci a alors pu être accaparée par les oligarques. Le soutien populaire russe aux tendances de Poutine à l'autoritarisme en est également un indicateur.

4. Pour conclure

La Russie sort considérablement affaiblie du processus de transition. Elle n'est plus une superpuissance militaire, son économie s'est considérablement affaiblie au cours des douze dernières années, son ancrage démocratique est peu solide. La perte de l'Ukraine et l'indépendance des républiques ont créé un traumatisme auprès de millions de Russes qui se sont retrouvés du jour au lendemain avec un statut de travailleur immigré. L'instabilité en Asie centrale et dans le Caucase la met à mal, comme en témoigne la récente prise d'otages à Beslan. Il y a peu de forces aujourd'hui pour contrer le processus de tiers-mondisation que Jacky Nagels avait prévu il y a plus de dix ans.

Quel rôle pour l'Etat dans une économie de marché [1] ?

Mathias Dewatripont

Depuis une trentaine d'années, l'Etat est sur la défensive dans nos sociétés capitalistes. Tout d'abord, sa fonction de *stabilisation* de l'économie a la première été mise à mal, dans les années soixante-dix, et a connu depuis des soubresauts entre keynésianisme, monétarisme et conservatisme budgétaire, et si le démon de l'inflation a été maîtrisé, celui du chômage est tragiquement présent dans nos sociétés européennes. Ensuite, la fonction de *redistribution* de l'Etat est perçue comme de plus en plus mal remplie, avec la progression des inégalités et de l'exclusion sociale. En outre, sa fonction de *production* de biens et services est en régression significative, avec une vague de privatisations qui a été l'œuvre d'abord de gouvernements conservateurs puis de gouvernements de tous bords politiques. Enfin, la fonction de *régulation* de l'activité privée par l'Etat fait face à des défis qui semblent croître avec la taille sans cesse accrue des entreprises privées.

Dans son ouvrage d'Economie politique paru en 1997 et réédité en 2000 dans une version revue et augmentée [2], Jacques Nagels offre une analyse détaillée de cette évolution négative et de ses dangers. Dans le chapitre VI de cet ouvrage (intitulé « Marché, Etat et besoins de la population »), il indique à quel point, si une économie développée a besoin du marché, ce marché ne peut se développer sans Etat. Il renvoie ainsi dos à dos les deux « utopies » du XXe siècle, l'Etat sans marché du système communiste mais aussi le marché sans Etat de certaines expériences

---

[1] Cette contribution est une version modifiée et actualisée de l'article paru en 2000 dans la revue *Reflets et perspectives de la vie économique*, 39/4, p. 93-100.

[2] J. Nagels, *Eléments d'économie politique. Critique de la pensée unique*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 2000.

postcommunistes, qu'il a détaillées dans deux ouvrages [3]. Il démontre comment, depuis la fin de l'« Ancien Régime », l'Etat a toujours été vital pour le développement de l'économie de marché, comme garant du droit de propriété et de la sécurité juridique, comme protecteur de la liberté d'entreprendre et de faire du commerce, ou comme frein à la monopolisation et aux défaillances du marché. Il montre aussi comment les rapports de force sociaux ont néanmoins conduit à des visions très différentes du rôle de l'Etat à différents moments de l'histoire : l'Etat « au service de la bourgeoisie » au XIXe siècle, l'Etat « social-démocrate » de 1945 à 1975 et ensuite la montée du « néolibéralisme ».

Dans ce texte, je propose une lecture complémentaire de l'évolution récente du rôle de l'Etat dans une économie de marché. L'accent y est mis sur l'évolution de la technologie et de la démographie, comme sources d'inégalité de nature plutôt « exogène » à l'évolution économique récente. Ces éléments sont également repris dans le livre de Jacques Nagels, même si ici je les relie plus spécifiquement à divers travaux récents de théorie microéconomique qui montrent leur rôle crucial dans la montée des inégalités. Ils sont complémentaires aux développements plus institutionnels aussi mis en avant dans l'analyse de Jacques Nagels. Dans une deuxième partie, je détaille brièvement la manière dont l'Etat s'est adapté à ces évolutions technologiques et démographiques. Enfin, dans une troisième partie, des pistes sont dégagées en faveur de politiques publiques plus volontaristes. Ces propositions sont évidemment personnelles, même si une grande partie du constat proposé est en accord avec celui auquel Jacques Nagels arrive dans son ouvrage.

1. Tendances lourdes de l'économie de marché

Un premier facteur à souligner d'entrée est le temps qui a été mis à accepter la fin de la période de rattrapage économique, les « trente glorieuses » de 1945-1975, et leur caractère exceptionnel (croissance forte et génératrice d'égalité et de consensus social). Cette période ne pouvait pas être un état permanent, une fois que la convergence économique se réalisait : depuis 30 ans, on a eu la même croissance du PNB par tête en Europe et aux Etats-Unis (2-2,5%, au lieu de 3,5-5% auparavant en Europe), ce qui n'est pas mal en perspective historique.

Deux autres facteurs ont cependant été déterminants : les facteurs technologique et démographique [4].

A. Technologie, source d'inégalité

Depuis 30 ans, l'évolution technologique tend à favoriser le facteur capital ainsi que le travail qualifié au détriment du travail non qualifié. En conséquence, aux

---

[3] J. Nagels, *Du socialisme perverti au capitalisme sauvage,* Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 1991 ; J. Nagels, *La tiers-mondisation de l'ex-URSS ?*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 1993. Voir aussi G. Roland, *Transition and Economics : Firms, Politics and Markets*, Cambridge, Mass., MIT Press, 2000.

[4] Pour une vue globale de ces problèmes, voir par exemple le livre de D. Cohen, *Richesse du monde, pauvreté des nations*, Paris, Flammarion, 1997.

Etats-Unis, on a assisté à une baisse des bas salaires, et une hausse des hauts salaires (avec une hausse de l'écart entre les deux d'au moins 40%), ainsi qu'une hausse des profits ; en Europe, on a assisté à une explosion du chômage non qualifié et une hausse des profits [5]. Notons à ce sujet que le problème d'inégalité aux Etats-Unis ne provient pas de l'explosion des « petits boulots » là-bas, même s'ils s'effondrent moins qu'en Europe : deux tiers des emplois créés aux Etats-Unis entre 1985 et 2000 l'ont été au-dessus de la moyenne des salaires. Notons aussi que la montée des inégalités ne trouve pas sa cause dans la concurrence des pays en voie de développement : ces pays concernent seulement quelques secteurs manufacturiers, qui représentent une petite partie de l'emploi total (en France, il s'agirait de maximum 300 000 emplois sur 20 ans) [6]. D'ailleurs, depuis un certain temps, on remarque que l'essentiel des fusions, délocalisations,… se passe en Europe et aux Etats-Unis.

Pourquoi cette évolution technologique ? D'un côté, il y a l'automatisation des tâches mécaniques (comme dans le secteur bancaire). En outre, on a assisté à la fin du modèle « fordiste » (avec l'exemple de l'usine automobile où coexistent ingénieurs et ouvriers, avec partage des richesses produites), et passage au modèle « McDonald (tous non qualifiés) versus Microsoft (tous qualifiés) », sans partage du gâteau. Selon des études menées à l'INSEE en France, on aurait assisté, de 1986 à 1992, à une baisse de la variance des salaires intra-entreprises de plus de 20%. On parle du phénomène d'« appariement sélectif » [7], c'est-à-dire de l'incitation qu'ont les plus performants à travailler prioritairement avec les plus performants (Nike veut s'associer aux plus grandes stars du sport, McDonald s'associe avec Coca-Cola et Disney, nombre de *joint ventures* se forment entre leaders technologiques ou « *dream teams* », conséquence notamment de la volonté des entreprises de se concentrer sur leur « *core business* », là où elles excellent réellement). Ceci entraîne une hausse des inégalités puisque cela limite les subventions croisées au sein des entreprises.

B. Technologie, source de taille

L'évolution technologique ne pousse pas uniquement à plus d'inégalités, elle pousse également à la globalisation. Le premier facteur décisif ici est l'importance de plus en plus grande des économies d'échelle : la production aujourd'hui évolue vers des coûts fixes plus élevés, et des coûts marginaux de production plus bas. Il est donc important, pour baisser le coût *moyen* de production, de maximiser le *volume* des ventes. D'où la volonté des entreprises d'exploiter au maximum les possibilités du marché mondial. Ceci était déjà vrai dans l'industrie manufacturière depuis longtemps, où cela continue (citons par exemple Coca-Cola, ou les secteurs

---

[5] Pour une analyse du dualisme sur le marché du travail, voir S. Perelman, E. Wasmer et J. Rodrigues, « Dimensions du dualisme sur le marché du travail », Actes du Congrès des économistes belges de langue française, 2000.

[6] Voir les contributions incluses dans l'ouvrage édité par M. Dewatripont, A. Sapir et K. Sekkat, *Trade and Jobs in Europe : Much Ado About Nothing ?,* Oxford, Oxford University Press, 1999.

[7] Pour une analyse théorique de ce phénomène, voir P. Legros et A. Newman, « Monotone Matching in Perfect and Imperfect Worlds », *Review of Economic Studies*, 2002.

chaussures et habillement, pétrole, automobile, aviation, informatique,…). Depuis un certains temps, ceci s'applique aussi aux services (McDonald, Hollywood, banques et assurances, compagnies aériennes,…). Clairement, il y a des économies d'échelle dans l'image de marque (Michael Jordan est un coût fixe pour Nike !), dans l'automatisation (réseau bancaire informatique) et dans la R&D (secteur pharmaceutique) notamment.

Cette logique de la globalisation prime sur celle de la conglomératisation. En Belgique, on a assisté à la fin de la Société générale de Belgique (et de Suez), et en un sens de GBL : Electrabel-Tractebel ont rejoint le giron de la Lyonnaise des Eaux, la Générale de Banque a rejoint le groupe de bancassurance belgo-néerlandais Fortis, la BBL a rejoint le groupe de bancassurance néerlandais ING, et Petrofina a rejoint Total(-Elf). C'est la logique « industrielle » qui domine, et plus celle d'un holding financier, et ce n'est plus la surface à partir d'un Etat mais la taille à une échelle internationale qui compte. C'est vrai aussi dans d'autres pays, par exemple en Finlande, où Nokia il y a 25 ans était un conglomérat finlandais classique, qui s'est recentré sur la téléphonie mobile pour en devenir un leader mondial avec une croissance financée sur les marchés de capitaux internationaux et donc en particulier anglo-saxons [8]. Et les exemples abondent littéralement.

Enfin, ce mouvement vers la grande taille s'accélère avec l'importance croissante des « économies de réseau », c'est-à-dire les produits où même les consommateurs apprécient la grande taille de l'entreprise en tant que telle. Prenons le cas des compagnies aériennes, où on s'est rendu compte de la valeur d'offrir aux passagers un réseau dense (en « étoile ») de communications couvrant un maximum de territoire. Ainsi, en quelques années, quatre alliances représentent plus de 80% du trafic aérien mondial. Cependant, le secteur où les économies de réseau sont les plus apparentes est bien entendu celui de l'informatique, avec par exemple le phénomène Microsoft, qui en moins de 15 ans est parti de rien pour devenir une des premières sociétés au monde en terme de capitalisation boursière, et où la possession de Windows crée un cercle vertueux pour Bill Gates : puisque tout le monde l'utilise, les meilleurs logiciels sont écrits pour ce standard, ce qui en renforce encore l'attractivité, et ainsi de suite. L'industrie informatique est un cas exemplaire de l'évolution actuelle du marché, tant dans ses bienfaits que dans ses dangers : du côté positif, une forte hausse de la qualité, et une forte baisse des prix ; du côté négatif, un gros pouvoir de monopole, la possibilité d'exploiter éventuellement les consommateurs (vente groupée avec menace de baisse de qualité, obsolescence planifiée,…), et le risque pour les consommateurs de se retrouver « coincés » dans une technologie qui n'est pas la plus efficace, avec peu d'incitations du monopole à améliorer certains aspects de sa technologie [9].

---

[8] Pour une analyse du système de contrôle des entreprises en Europe dans une perspective internationale, voir F. BARCA et M. BECHT (ed.), *The Control of Corporate Europe*, Oxford, Oxford University Press, 2001.

[9] Pour une analyse économique des secteurs avec externalités de réseau, voir C. SHAPIRO et H. VARIAN, *Information Rules : A Strategic Guide to the Network Economy*, Cambridge, Mass., Harvard Business School Press, 1999.

Remarque importante : ces évolutions technologiques ont pesé négativement sur le rapport de force travail/capital, et donc sur la capacité des syndicats à promouvoir l'égalité salariale, impliquant donc un facteur complémentaire d'augmentation des inégalités.

C. Démographie, source d'inégalité

Le but de ce texte n'est pas de s'attarder sur ce facteur, mais on ne peut passer sous silence ici le rôle bien connu du vieillissement de la population, le poids des pensions ou de la santé, ou encore l'explosion du taux de divorces et des familles avec un seul parent comme menaces en matière d'inégalité. Il en est de même pour l'évolution de la répartition de l'emploi entre ménages. En effet, le « plein emploi » des années soixante impliquait environ le même nombre d'emplois qu'aujourd'hui, mais avec beaucoup de femmes confinées à la maison. Aujourd'hui, en revanche, on a beaucoup plus de couples avec deux emplois, mais aussi des couples sans emploi du tout ! Enfin, on assiste à une tendance vers des mariages plus tardifs et plus « homogènes » en termes de capital humain (appariement sélectif à nouveau) : aux Etats-Unis, jusqu'à 50% de la hausse des inégalités entre ménages serait due à ce processus d'appariement sélectif.

Ces trente dernières années ont donc vu l'émergence de toute une série de facteurs qui ont contribué à une globalisation de la production et à une montée des inégalités entre individus et entre ménages. Voyons maintenant comment l'Etat s'est adapté à cette nouvelle donne.

2. Réactions observées de l'Etat à ces tendances lourdes

Comment a répondu l'Etat, dans ses fonctions de stabilisation, redistribution, production, et régulation, à cette explosion des inégalités et à cette globalisation de la production ? D'une part, par une volonté de *centralisation* de certaines politiques (monétaire, commerciale, régulatrice), même si cela conduit parfois à une décentralisation d'autres politiques (concurrence fiscale, menaces régionales de sécession, devenue moins coûteuse !). D'autre part, pour faire face aux besoins de redistribution qui sont en hausse, par une mise sous pression des entreprises publiques pour en améliorer la rentabilité financière, souvent via la *privatisation*.

A. Privatisation

Ici, le but est de faire profiter les entreprises de la taille optimale (via un grand marché (EU, ALENA, GATT-OMC) et des fusions/acquisitions) et du dynamisme de croissance du secteur privé : dans un contexte global, une entreprise publique nationale n'a plus de sens, ce qui a expliqué l'évolution d'entreprises comme la Sabena, Belgacom, ou la CGER (ainsi que des entreprises plus concurrentielles, comme en France ou en Angleterre, dans les secteurs de l'automobile, de la défense ou de la sidérurgie). Il y a en effet un contraste significatif entre la capacité de croissance du secteur privé (surtout au niveau des marchés des capitaux anglo-saxons) et les contraintes financières du secteur public. Malgré tout, qui eût cru il y a quinze ans que la CGER et la G-Banque coexisteraient dans un groupe privé belgo-néerlandais, ou que Belgacom serait un moment contrôlée par une Baby Bell américaine issue

d'AT&T ? Rappelons-nous également le scénario « chaotique » de la Sabena, vendue à Swissair, conduite par elle à la faillite pour redémarrer sous un autre nom comme entreprise privée et maintenant fusionnée avec Virgin Express. Cette vague de privatisations n'est pas finie, comme l'indique la prise de participation récente du secteur privé dans BIAC, société qui gère l'aéroport de Bruxelles-National, ainsi que l'arrivée d'investisseurs étrangers dans notre Poste nationale !

B. Réglementation

Dans une économie globalisée, ceci constitue un autre défi important : comment *réguler* des mastodontes comme Microsoft, Exxon, … ? Et qui doit le faire ? De plus en plus, il y a un besoin de coordination entre régulateur américain et régulateur européen ! Il existe une tendance identique en banque et assurance, où la réglementation prudentielle devient mondiale [10]. C'est une évolution parallèle à celle du secteur privé : ici aussi, il existe un gain à la *spécialisation* (similaire au « *core business* » du privé), lié à la définition claire d'une mission publique [11], et aussi à la *grande taille « juridictionnelle »* (par fusion des régulateurs, ou par harmonisation/coordination des régulations). A la globalisation de la production capitaliste doit correspondre progressivement une réponse en terme de globalisation de la « gouvernance publique » pour encadrer le marché.

C. Redistribution

Il convient ici tout d'abord de noter qu'on n'observe *pas* de désengagement macroéconomique de l'Etat : aujourd'hui, la part du PNB allant dans les caisses de l'Etat via la taxation est d'environ 45% en Allemagne, 50% en France et 47% en Italie (les trois grands pays de l'euro), ce qui est plus élevé qu'en 1990. Cependant, il existe un problème de *source* de la taxation : de 1985 à 2000, le taux moyen de taxation du travail salarié est passé de 35 à 42% (38% en 1990), alors que le taux moyen de taxation du travail indépendant et du capital est passé lui de 44 à 36% (38% en 1990). Il existe ici un grand débat idéologique sur l'harmonisation fiscale, les conservateurs/néolibéraux préférant la concurrence fiscale (rendue plus forte dans un Grand Marché !) comme moyen de limiter la taille de l'Etat, les sociaux-démocrates voyant l'harmonisation fiscale comme un moyen de rééquilibrer la charge fiscale et de faire face aux besoins accrus de redistribution. Ce débat va être crucial pour l'avenir de la redistribution dans nos économies capitalistes, tout comme celui sur l'évolution de nos systèmes de sécurité sociale face aux défis démographiques.

---

[10] Voir à ce sujet M. Dewatripont et J. Tirole, *The Prudential Regulation of Banks*, Cambridge, Mass., MIT Press, 1994.

[11] Certaines de ces idées sont développées dans l'article de M. Becht, M. Dewatripont et P. Weil, « Commission impossible », *in* P. Magnette et E. Remacle (éd.), *Le nouveau modèle européen.* Volume 1 : *Institutions et gouvernance*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 2000.

D. Stabilisation

Ici également, on a assisté à un processus de centralisation, via l'UEM, qui implique une politique monétaire centralisée (avec suppression de marchés !) et une coordination budgétaire (Pacte de stabilité). La mise sur pied de l'UEM a donné lieu à quelques excès monétaristes et de conservatisme budgétaire en Europe, excès qui ont finalement nui à la crédibilité de la construction institutionnelle (et au compromis « boiteux » sur la réforme du Pacte de stabilité). Ceci étant dit, il existe maintenant un consensus pour dire que les déficits ne sont pas « de gauche », mais simplement un arbitrage en faveur du présent mais au détriment du futur (la Belgique en a fait l'amère expérience lorsque le futur devient le présent quelques années plus tard !).

La question cruciale de la stabilisation reste celle du degré optimal de centralisation. Pour l'Europe, cette question n'est pas close, puisque, si on a convergé en matière de taux d'inflation, de taux d'intérêt et, dans une moindre mesure, de déficits budgétaires, on n'a pas convergé en matière de taux de chômage ! Les chiffres officiels sont pour le moins contrastés : de la Belgique qui a un taux de chômage de 13% jusqu'au Royaume-Uni où ce taux est inférieur à 5% ! En outre, ces chiffres cachent des disparités au niveau régional pour plusieurs pays. Ainsi, en Belgique, la Wallonie a 18% de chômage et Bruxelles, même 22%. Et des pays comme l'Allemagne, l'Italie ou le Royaume-Uni ont également des disparités régionales très importantes. Dès lors, il existe une perception très différente du problème du chômage d'une région européenne à l'autre. On peut citer ici les travaux de Mario Forni et Lucrezia Reichlin [12], qui indiquent que les chocs macroéconomiques en Europe sont globaux et régionaux avant d'être nationaux. Ceci est plutôt une bonne nouvelle pour l'UEM, car cela indique que se priver de la composante d'ajustement nationale n'est pas trop grave. Mais cela pose la question de l'efficacité des politiques régionales.

3. Réactions souhaitables de l'Etat à ces tendances lourdes

Ces dernières années, la réaction de l'Etat aux évolutions technologiques et démographiques peut donc être résumée comme suit : maintien de la pression fiscale et restructuration et privatisation d'entreprises publiques pour faire face tant bien que mal aux besoins croissants de redistribution ; centralisation de la politique monétaire et commerciale et de concurrence pour faire face à l'internationalisation des entreprises ; et finalement, évolution de la pression fiscale au détriment du travail, facteur peu mobile, en faveur du capital, plus mobile.

Que peut-on conclure de ces évolutions, et que peut-on envisager comme pistes d'ajustement désirables ?

1. Si la restructuration de l'Etat peut être source d'efficacité, et la privatisation une solution désirable notamment lorsque la taille optimale de l'entreprise dépasse ses frontières, il est clair que, comme le détaille Jacques Nagels dans ses travaux,

---

[12] M. Forni et L. Reichlin, « Risk and Potential Insurance in Europe », *European Economic Review*, 1999 et Id., « Federal Policies and Local Economies : Europe and the US », *European Economic Review*, 2000.

un Etat volontariste reste indispensable au bon fonctionnement de l'économie de marché. Outre l'importance, claire pour tout Belge, d'un Etat efficace en matière de sécurité et de justice, il faut insister sur l'importance tout aussi grande du rôle de l'Etat (national/régional/local) comme *producteur de biens publics* : éducation, infrastructures, services aux personnes et aux entreprises. Il existe aujourd'hui un consensus parmi les économistes pour souligner l'importance de cette production pour la croissance économique [13].

2. Il ne faut pas oublier la concurrence potentielle entre cette fonction d'investissement en biens publics et la satisfaction des besoins de redistribution. Une solution partielle à ce dilemme est d'augmenter *l'efficacité de l'Etat*, pour faire mieux avec moins de moyens. La recherche progressive de l'efficacité publique dans tous les domaines (baisse de la politisation, augmentation de la professionnalisation et de la méritocratie, systèmes incitatifs dans les services publics, …) semble inéluctable, et souhaitable. Il en fait paradoxal que la gauche n'ait pas mieux pensé ce problème et mis ainsi plus l'accent sur l'efficacité du secteur public.
3. Finalement, face à la montée des inégalités, il ne faut cesser de mettre l'accent sur *plus de progressivité pour l'impôt*, et ce par une panoplie de moyens : instauration d'une progressivité des cotisations sociales ; retournement de tendance sur les taux marginaux de l'impôt des personnes physiques pour les hauts revenus ; taxation du capital mobilier, y compris les plus-values ; taxation de la fortune. Le problème concerne beaucoup moins les conséquences économiques d'une telle politique (les effets désincitatifs semblent limités) que le processus de décision politique. Même l'électorat socialiste « actif » est souvent réticent à ce type de mesure, qui risque de le frapper aussi : il ne faut pas oublier que l'électeur médian n'est pas exclu du marché du travail et peut jouir d'un revenu ou d'une fortune qui n'est pas si négligeable ! Pourtant, la politique fiscale constitue la clé non seulement d'une diminution des inégalités mais aussi de la baisse du chômage européen, de manière complémentaire avec les politiques incitatives (« passives » et « actives ») de l'emploi, les politiques de formation (pour contrer l'excès de demande de travail qualifié) et la promotion du marché du capital à risque.

---

[13] Voir la nouvelle théorie de la croissance, exposée par exemple par P. Aghion et P. Howitt, *Endogenous Growth Theory*, Cambridge, Mass., MIT Press, 1998.

DEUXIÈME PARTIE

Les services publics en question

Celle qui croyait au management public

Anne Drumaux

Depuis 25 ans pratiquement, nous avons été des militants du management public. Voilà les mots lâchés. Reste à raconter l'histoire de notre réflexion et peut-être aussi celle des questions que nous nous posons aujourd'hui.

Grande Ecole de commerce cherche scientifiques engagés pour développer une réflexion sur les réformes des institutions publiques. Non, les choses ne se sont pas passées comme cela.

Management public, le concept était pratiquement neuf, en tout cas en Belgique : il permettait de se pencher sur les réformes urgentes d'un Etat qui coalisait contre lui de plus en plus de critiques tant théoriques que sociétales. L'analyse économique de la bureaucratie et de ses échecs inspirait depuis la décennie précédente de nombreux chercheurs et pas seulement outre-Atlantique. C'est l'époque où le concept weberien de bureaucratie a cessé, au niveau du langage courant, d'être un idéal-type pour devenir une pathologie. Au niveau des politiques publiques, la décennie quatre-vingt laisse voir des effets contrastés. On voyait proliférer des audits réalisés par des consultants sur les entreprises publiques, travaux dans lesquels la performance était pratiquement réduite à la dimension de la seule productivité. C'est aussi la période au cours de laquelle, les régions dotées de holdings publics continuaient à croire au pilotage de l'initiative industrielle dans un contexte où la décision publique restait un enjeu entre partis politiques et où la formation des cadres du secteur public était notoirement peu développée.

Militants, il faut dire que dans le contexte de l'époque, il était urgent intellectuellement de résoudre le dilemme entre une critique radicale de l'Etat, à laquelle nous nous étions tous attelés depuis fort longtemps au plan théorique [1] et une

[1] J'ai ainsi réalisé ma thèse « La politique des équipements collectifs en Belgique depuis 1954 » sous la direction de J. Nagels. Un important chapitre sur les théories de l'Etat parcourait les thèses keynésiennes, néo-classiques et marxistes.

défense aveugle de l'Etat providence tel qu'il nous était donné à vivre comme tous les autres citoyens. Tant qu'à faire, militer en management public permettait de construire une critique constructive pour un mieux d'Etat.

Réformer l'intervention de l'Etat dans l'économie par la formation des administrateurs publics, contribuer à la réforme de l'administration par la formation de ses cadres seront les buts assumés des programmes créés par Jacques Nagels. En fondant en 1981 la maîtrise en management public, il lance ce qui va devenir, à défaut d'être un département intégré, le pôle management public de l'Ecole de commerce Solvay. Avec le recul, l'histoire est piquante car au début l'approche management public était bien étrangère à l'Ecole, notamment à certains de ses enseignants qui considéraient qu'entre management privé et management public, il n'y avait point de différence. C'est étrange comme cette question trame encore les réformes actuelles. Il faut croire que le mimétisme a la vie dure. De cette initiative sont donc nés ensuite de nombreux programmes spécialisés par niveau institutionnel, régionalisation oblige.

Jeune chercheur avec thèse, cherchant désespérément un terrain qui allierait recherche et participation aux réformes du secteur public, je rejoins Jacques Nagels en 1985. Jan Mattijs complétera l'équipe en 1992.

Développer les concepts du management public en opposition à la vision traditionnelle administrative et juridique a ouvert une voie féconde non sans quelques prises de risques, il faut bien l'admettre. Dans nos enseignements, nous n'avons cessé d'affirmer clairement que le mimétisme instrumental, c'est-à-dire l'importation pure et simple d'outils de management, était une dérive tout en soulignant qu'il ne fallait pas renoncer par principe à certains outils, sous prétexte qu'ils venaient du secteur privé mais qu'il fallait en délimiter clairement les conditions d'utilisation. Il fallait replacer aussi l'Etat dans son cadre institutionnel, juridique et politique. Propos subtils : on peut se demander aujourd'hui dans quelle mesure nous n'avons pas été débordés par une certaine frénésie managériale.

Sur le plan des recherches, nos intérêts ont été très larges : des théories de l'Etat à l'analyse des privatisations, du suivi des entreprises publiques par un observatoire à l'analyse des instruments de tutelle contractuelle comme les contrats de gestion, de l'analyse de cas sur les participations des holdings publics, aux entreprises publiques ou à l'analyse de la réforme de la police ou des parquets en passant par la gestion des programmes de R&D de la Commission européenne. Au fond, nous n'avons cessé de nous interroger sur la performance de l'action publique dans une perspective la plus large possible au plan tant des concepts que des secteurs analysés.

Qu'avons-nous appris ces vingt-cinq dernières années en management public ? La question plane dans divers cénacles administratifs, universitaires. Question lourde et risquée car l'heure des bilans est toujours un peu pénible.

S'il est naturel comme universitaire de « revisiter » selon la formule consacrée, les théories pour faire avancer la connaissance, il faut bien reconnaître qu'il y a parfois une certaine outrecuidance dans cet examen. Il s'agit parfois de s'accrocher à un dispositif théorique et de passer au crible la réalité alors que c'est la théorie qu'il convient de mettre à l'épreuve des faits. Ce péché mignon plus fréquent dans certaines disciplines, pardonnable quand il se manifeste chez le chercheur débutant, serait impardonnable pour des spécialistes de gestion publique.

Partons donc de la réalité et d'un premier état des lieux des réformes entreprises dans le secteur public ces trente dernières années. Limitons-nous pour ce bilan aux administrations. Une fois le rétroviseur installé, nous pourrons ensuite revenir à la critique du management public.

1. Un coup d'œil global sur les réformes de management public

La réforme Copernic, qui a tant défrayé la chronique en Belgique au début des années 2000, est une manifestation tardive comparativement aux réformes engagées dans d'autres pays. Pour établir un diagnostic global, arrêtons-nous sur les réformes touchant l'administration telles qu'elles ont été développées dans les pays de l'OCDE ces trente dernières années. Assiste-t-on à une rupture radicale ? En d'autres termes, le « *new public management* » [2] l'a-t-il emporté ? Avons-nous contribué à ouvrir la boîte de Pandore ? En d'autres termes, peut-on considérer aujourd'hui que les réformes entreprises à l'ère du management public ont changé la nature du secteur public ?

Globalement, on peut dire en première approche qu'une majorité de réformes a visé différents aspects de la gestion publique :

- la modification des structures administratives : comment réorganiser les compétences ?
- la reformulation des processus de travail ou comment repenser les processus de production administrative : que produire pour qui ?
- le rôle et la carrière des fonctionnaires : comment mobiliser ce que l'on appelle désormais les ressources humaines ?
- la définition du contrôle de gestion : quels outils mettre en place pour permettre un meilleur suivi des politiques ?

Certaines réformes ont conduit dans certains pays (le Royaume-Uni, la Nouvelle-Zélande, l'Australie) à des privatisations, au recours accru à la contractualisation et aussi à la réduction de la taille des organisations. Il est excessif de penser que le modèle « anglo-saxon » s'est imposé partout.

Vision stratégique cohérente, rien n'est moins sûr… Tout s'est passé comme si on voulait une chose et son contraire. Le tableau 1 résume les conclusions d'une étude internationale [3] sur la nature des objectifs poursuivis par les réformes. Les contradictions et paradoxes y sont multiples. Ainsi par exemple, la volonté de contrôler la bureaucratie est parfaitement contradictoire avec l'idée de laisser une plus grande autonomie aux gestionnaires. Il ne suffit pas de baptiser l'un bureaucrate et l'autre gestionnaire pour clarifier le dilemme contrôle/autonomie. De la même manière, une plus grande flexibilité et innovation dans la délivrance des services peut générer la méfiance du citoyen craignant de se retrouver captif de nouvelles

---

[2] A. Pettigrew, « Le new public management conduit à un nouveau modèle hybride public-privé », *Revue française de gestion,* septembre-octobre 1997, p. 113-120.

[3] C. Politt, G. Bouckart, *Public Management Reform : a comparative Analysis,* Oxford, Oxford University Press, 2004.

procédures. Il n'est pas écrit que le citoyen soit à l'aise avec le changement de ses habitudes. Que dire alors des propositions carrément absurdes : une attente de responsabilité accrue du gouvernement ou des ministres par rapport à la conduite et aux effets des politiques publiques n'est pas compatible avec le rétrécissement des tâches confiées au gouvernement. Quant à la priorité accordée aux économies réalisées, elle n'est évidemment pas cohérente avec une priorité à la performance dans la mesure où cette approche vise aussi à améliorer l'efficacité et l'impact de politiques poursuivies, ce qui peut justifier d'accroître les moyens mis en œuvre. Sujet sensible s'il en est, une dynamisation des politiques de gestion des ressources humaines, en particulier la promotion d'une meilleure motivation des fonctionnaires est vouée à l'échec si en même temps on s'attaque au statut des personnels. Faisons ici néanmoins une distinction entre le statut et le fonctionnement ; c'est souvent la confusion entre les deux qui est source d'immobilisme. La réduction du poids des procédures, la lutte contre la paparasserie, en d'autres termes, s'accorde mal avec l'accroissement de la responsabilité du gestionnaire qui cherchera à mettre en œuvre des procédures de contrôle de gestion améliorées sans pour autant être en position de supprimer toutes les procédures traditionnelles du contrôle de conformité. Bien sûr, la recherche de l'efficacité administrative – on pense notamment à la rapidité de traitement des dossiers –, risque d'être compromise si l'administration doit rendre des comptes sur ses procédures en temps réel. Et enfin la recherche de la qualité est contradictoire avec un contrôle strict et aveugle des coûts.

Tableau 1

Objectifs contradictoires des réformes administratives [4]

Contrôle de la bureaucratie	Laisser les managers « manager »
Flexibilité et innovation	Confiance du citoyen
Priorité aux économies	Priorité à la performance
Responsabiliser le gouvernement	Réduire les tâches du gouvernement
Motiver le staff	Affaiblir le statut
Réduire le poids des procédures internes	Renforcer la responsabilité managériale
Augmenter l'efficacité	Renforcer l'« *accountability* »
Contrôle de la qualité	Contrôle des coûts

Cette impressionnante liste d'objectifs contradictoires n'est pas le fait du hasard : elle est le résultat de processus incrémentaux fort éloignés d'une vision rationnelle et unifiée. Parfois « incantatoires », les réformes sont inscrites dans des agendas politiques et sont à la recherche de légitimités multiples. En cela, elles ne sont pas différentes des politiques publiques qui sont réputées pour ce caractère polymorphe. Il y a une marge entre la rhétorique et l'action. Même si un vocabulaire international semble s'être imposé, la vision d'uniformité qui en ressort est exagérée car forcément avec de tels objectifs, la diversité est au bout du chemin.

---

[4] C. Politt, G. Bouckart, *op. cit.*, p. 170.

Quant à l'efficacité avérée des réformes, le jugement reste contrasté. La réussite la plus fréquemment citée est celle qui intéresse l'efficience de la gestion. Cependant, il semble reconnu désormais que les réformes instrumentales ont produit des effets négatifs non négligeables. Dans la revue *Synthèses* de l'OCDE [5] consacrée à la modernisation du secteur public, on lira avec d'autant plus d'intérêt que le département PUMA ou GOV aujourd'hui passe parfois pour un zélote du « *new public management* », que les réformes sont accompagnées d'effets négatifs non prévus. Ici, la décentralisation, tout en contribuant à un renouveau démocratique a par ailleurs aggravé les problèmes de gestion financière et de corruption. Là, la déréglementation des services publics a privé les fonctionnaires du ministère des Finances de l'information indispensable. D'une manière plus générale, certaines réformes ont eu des incidences négatives sur la gouvernance publique : ainsi la réforme des systèmes de comptabilité publique a entraîné de telles complications que certains parlementaires ne se sentent plus en mesure de contrôler les dépenses publiques. Selon la même publication [6], les échecs tiennent tout d'abord à la tendance qui a prévalu d'emprunter au monde de la gestion et à transposer en bloc dans le service public des systèmes formels de mesure. Ensuite, l'oubli que les pouvoirs publics fonctionnent dans un contexte constitutionnel unifié et dans un cadre juridique cohérent a conduit à sous-estimer la complexité de l'Etat comme organisation. Enfin, les dispositifs mis en place pour la gestion publique incarnent un certain nombre de valeurs et en sont solidaires ; ce qui n'est pas sans risque dès lors que l'on touche à ces dispositifs comme par exemple les mécanismes d'incitations prévus pour les hauts fonctionnaires. Dans une contribution au 20e anniversaire de la revue *Politiques et management public*, A. Matheson [7] concluait sur les réformes des trente dernières années dans les pays de l'OCDE : « *It will be some years, for instance, before we can assess the full consequences on public trust and the collective interest of the individualization of civil service responsibilities, the increasing differentiation of government machinery, and the burgeoning involvement of commercial actors in public provision* ». On ne peut pas être plus explicite…

Que ce soit au niveau des objectifs poursuivis ou des impacts produits, les réformes ont été plus incrémentales que stratégiques mais ont produit un certain nombre d'effets pervers. Qu'avons-nous donc à dire pour notre défense ?

2. Le management public responsable ou coupable ?

De nombreux auteurs ont insisté de tout temps sur les dangers du mimétisme managérial, non seulement pour les raisons que l'on retrouve aujourd'hui jusque dans les publications de l'OCDE mais surtout en raison du danger qu'il y a à effacer la

---

[5] Collectif, « La modernisation du secteur public », *Synthèse,* L'Observateur de l'OCDE, novembre 2003, p. 2-3.

[6] *Ibid*., p. 3.

[7] A. Matheson, « Has 30 years of reforms led to better government ? », *Actes du colloque « Une génération de réformes en management public : et après ? », Politiques et management public,* Strasbourg, Ecole nationale d'administration, 2003, p. 14.

dimension culturelle dans les expériences des différents pays. C'est tout le débat sur la question du modèle de référence, du « *one best way* » ?

Les réformes dans les différents pays, la Belgique n'échappe pas à la règle, ont introduit les consultants dans l'univers public. Ce faisant, les consultants ont fait leur métier, celui de reproduire les concepts et d'ouvrir les boîtes à outils. On reviendra plus loin sur l'utilisation du contrôle de gestion comme outil de légitimité politique.

Dans l'univers académique, la question du modèle a été traitée plus finement. Mais ce n'est pas nécessairement ce discours qui était audible pour les décideurs politiques. Il faut bien admettre que les outils se vendent plus facilement.

Comprendre qu'il existe en fait plusieurs modèles de management public si on compare différents pays est un leitmotiv de différents travaux du courant institutionnaliste en sciences politiques. L'Etat-providence existe ou a existé dans différents pays comme le Danemark, l'Allemagne, les Etats-Unis, la France, la Suède… Qui osera prétendre qu'il s'agit du même modèle ?

Saisir aussi qu'au sein d'un même pays coexistent différents modèles de management public est un apport de chercheurs centrés sur une approche culturaliste. Selon ces derniers auteurs, il n'y a pas de « *one best way* » pour la simple raison que tous les modèles de management public présentent des défaillances, des talons d'Achille selon l'expression de Christopher Hood [8]. Construits à partir d'une grille culturaliste qui distingue la force des règles et des normes, d'une part et la force du groupe comme liant social, d'autre part, différents modèles existent et présentent des faiblesses inhérentes. On reconnaîtra le modèle hiérarchique dans certaines grandes organisations où le poids des normes et l'influence du groupe sont très grands (administrations classiques) tandis qu'à l'opposé le modèle individualiste se caractérise par une prégnance faible tant des règles que du groupe (organisations poussant la responsabilisation). Le modèle égalitaire se reconnaît par une toute-puissance du groupe et du collectif avec des normes faibles. Le modèle fataliste résulte d'une domination des règles et des procédures et d'une atomisation de ses composantes ; certains seront d'accord pour reconnaître les universités dans le troisième modèle tandis que le modèle fataliste est plus difficile à situer dans un exemple sectoriel. Il désigne des organisations en crise par le poids des normes et la dispersion des énergies, la justice sans doute.

L'originalité de cette typologie est de permettre une description présentée au tableau 2 des pathologies fréquentes inhérentes à ces modèles. Si le modèle hiérarchique est menacé, d'une certaine manière, d'autisme par une confiance excessive des dirigeants ou par un enfermement des conseillers, le modèle individualiste est fragile au plan de la légitimité collective. Le modèle égalitaire révèle ses failles par une dramatisation excessive (désobéissance civique et mise en garde emblématique) associée à une recherche de *statu quo*. Le modèle fataliste est quant à lui susceptible de dériver vers l'inertie intégrale face au destin.

---

[8] C. Hood, *The Art of the State, Rhetoric and Public Management*, Oxford, Oxford University Press, 1998, p. 28-48.

Il faut bien avouer que cette typologie permet, sans difficultés, de retrouver des réalités vécues dans différentes institutions publiques à différents moments de leur histoire. Pêle-mêle pour la Belgique : la réforme Copernic dans sa vision de « *big bang* » initiatique, la libéralisation de secteurs dits d'intérêt général avec le rétrécissement du service public en un service universel, l'impossible et nécessaire gestion des réformes universitaires, la difficile réforme de l'organisation de la justice…

Tableau 2
Les talons d'Achille des modèles de management public [9]

Modèle hiérarchique	Phénomène de « *groupthink* » Confiance excessive dans les grands projets, l'autorité du chef, de la science… Incapacité à intégrer l'expérience Répétition des erreurs
Modèle individualiste	Détournement de l'intérêt général Abandon de la première ligne « *Ego trip* »
Modèle égalitaire	Incapacité à résoudre les conflits Evitement de l'affrontement Multiplication des « *whistle-blowers* » Devoir de désobéissance
Modèle fataliste	Perception répandue que la survie n'est pas liée à la performance

La valeur de ces analyses réside dans la certitude qu'aucun modèle ne détient la palme d'or et que le management public ne vise pas à l'implantation d'un modèle au détriment des autres mais cherche à éviter les dérives prévisibles de chacun des modèles.

Dans cette perspective, oserions-nous dire, le management public comme courant n'est pas coupable quant à la focalisation de certaines réformes sur le modèle individualiste mais il a sans doute été incapable de défendre la pluralité des modèles. En matière de maux, point de répit… Le carriérisme caricatural de certains jeunes fonctionnaires dits à haut potentiel lors du lancement de la réforme Copernic, la perte des valeurs liées à l'intérêt général ne sont pas des dérives moins graves que l'incurie éventuelle des services de secours sur une scène de grande catastrophe ou l'enfermement mental des membres d'un cabinet ministériel dans ses relations avec l'Administration ou encore la dramaturgie de certains de nos organes universitaires.

3. Le triomphe du contrôle de gestion ?

Une des dérives des réformes a été l'instrumentalisation excessive d'outils, en particulier au niveau du contrôle de gestion. Revenons sur cette question.

---

[9] *Ibid.*, p. 28.

S'il est une parabole, bien connue, qui a du succès dans les programmes de formation à destination du secteur public, c'est bien celle de « l'orchestre symphonique » car elle résume tous les griefs faits au contrôle de gestion dans l'univers public.

Imaginons un contrôleur de gestion chargé de la réforme d'un orchestre symphonique. L'approche d'un contrôleur de gestion, ce sera le contrôle des coûts bien sûr : aussi peut-on imaginer sans difficulté le premier froncement de sourcil de ce dernier lorsqu'il apercevra à un certain moment de la répétition de l'orchestre, bien précis et très bref, l'entrée en action du joueur de triangle et de cymbales. Il continuera en se demandant : « mais pourquoi autant de violons et que fait ce violon qui prend des airs importants en se levant ? » « comment ventiler la contribution du musicien, qui curieusement ne joue pas d'instrument mais semble diriger l'ensemble avec un air inspiré ? ». Un lent travail le conduira peut-être alors à rationaliser les dépenses de l'orchestre qui cessera d'être symphonique s'il ne lui reste que cinq violons, pas de cuivres et dont le chef d'orchestre aura été supprimé ou réservé aux premières répétitions.

Dans une optique du contrôle des recettes, on imagine non sans effroi le même contrôleur penché sur les recettes générées par les différents concerts de l'année, constatant avec rigueur que certains compositeurs font plus recette que d'autres et se demandant très logiquement s'il ne convient pas d'éliminer du répertoire joué certaines œuvres, certes intéressantes mais difficiles.

Certes la parabole de l'orchestre symphonique ne fait pas la part belle à la culture des contrôleurs de gestion et elle est nécessairement réductrice quant à l'approche de la performance réduite à deux dimensions, à savoir le contrôle des dépenses et le suivi des recettes. Il faut reconnaître cependant qu'elle pointe avec vigueur un vrai problème qui est celui de la mission des activités publiques. S'agit-il pour l'orchestre de promouvoir la musique symphonique auprès d'un public averti qui ne doit pas nécessairement être restreint ou d'organiser des prestations musicales « grand public » à coûts minima.

La parabole serait une bonne plaisanterie, pas bien méchante si elle ne rappelait un certain nombre de débats bien réels, cette fois, quant à la programmation de l'Opéra royal de la Monnaie à Bruxelles à l'époque de la direction du très renommé Gérard Mortier, devenu directeur de l'Opéra Bastille à Paris après des passages remarqués sur les grandes places d'opéra en Europe. Les défenseurs du contrôle de gestion diront que la caricature peut être partagée avec le contrôle budgétaire traditionnel de conformité qui s'intéresse uniquement à la légalité de l'engagement ; ce qui conduirait, pour prolonger la parabole de l'orchestre, à imaginer un contrôleur des dépenses vérifiant que l'achat des gants de chevreau [10] utilisés au troisième acte par la cantatrice est bien inscrit dans une ligne budgétaire prévue à cet effet.

Comme mentionné précédemment, les réformes entreprises ces trente dernières années dans les pays de l'OCDE n'ont pas poursuivi des objectifs identiques et

---

[10] L'histoire est presque réelle. Qui ne se souvient des critiques adressées à Gérard Mortier visant le coût jugé excessif de ses programmations ?

cohérents mais elles ont véhiculé et propagé la diffusion d'instruments. Cette conception instrumentaliste du management public s'est imposée, notamment par le succès de l'approche du contrôle de gestion avec son cortège de tableaux de bord et d'indicateurs. Comment comprendre ce succès ? Commençons par dire que le contrôle budgétaire classique n'est pas en mesure de répondre à des questions simples du genre « avons-nous dépensé à bon escient ? ». La nécessité d'autres outils se serait donc imposée pour permettre l'évaluation des politiques publiques [11]. Par ailleurs, les consultants en contrôle de qualité se sont emparés de la demande pour formaliser des systèmes de tableaux de bord centrés sur les processus [12]. Par-delà la distinction entre les modèles de tableaux de bord sur mesure ou standardisés, que cache cette frénésie ? Pourquoi les moyens l'ont-ils emporté sur les fins ? On l'a vu, les fins sont souvent contradictoires tandis que les moyens sont instrumentalisables.

Face aux travaux de nos étudiants sur les « *balanced scorecards* » appliqués à la politique de coopération et développement ou à la gestion des prisons ou encore à la gestion hospitalière, il m'est venu l'idée, ô combien dérangeante, que nous risquions de perdre le sens. Pour s'assurer de meilleures politiques, une solution est de renforcer le contrôle de gestion en développant des indicateurs de plus en plus détaillés, une autre serait de croire, sinon de soutenir la loyauté des fonctionnaires dans leur recherche de l'intérêt général. Certains font valoir, non sans à-propos que la multiplication des contrôles détruit la loyauté.

Une autre interrogation s'impose : des tableaux de bord pour quoi faire et pour qui ? En s'inspirant d'Allison [13] qui analysait les logiques décisionnelles à l'œuvre lors du dénouement de la crise des missiles à Cuba, crise d'une autre envergure, on en conviendra, il apparaît qu'un tableau de bord comme outil décisionnel peut en cacher un autre…

Une première lecture est celle du *modèle rationnel* : le tableau de bord traduit une volonté d'objectivation de la décision par le recours à des mesures « objectives » permettant une évaluation systématique des choix possibles dans le chef du responsable ; le tableau de bord est l'instrument préalable pour « bien décider ». Une autre lecture qui ressort de l'*approche organisationnelle* permet de voir que le tableau de bord n'est jamais qu'une solution satisfaisante au sens de la rationalité limitée de Herbert Simon. En y regardant de plus près, la limitation dans la connaissance des faits provient des contraintes de l'organisation. Le tableau conduira ainsi à privilégier

---

[11] Une batterie de critères permet de construire des tableaux de bord : économie, efficience, efficacité, cohérence, pertinence, impact, viabilité ; voir Conseil scientifique de l'évaluation, *Petit guide de l'évaluation des politiques publiques,* Paris, La Documentation française, 1996.

[12] Le modèle CAF (*Common Assessment Framework*) développé à l'initiative des ministres européens responsables de la Fonction publique en est un aboutissement ; voir CAF, *The Common Assessment Framework, Improving an organisation through self-assessment*, Second Quality Conference for Public Administrations in the EU, Danish Ministry of Finance, 2002.

[13] G. Allison, *The Essence of Decision, Explaining the Cuban Missile Crisis*, Boston, Little Brown, 1971.

par exemple des informations facilement mesurables (les coûts d'un programme public sont ainsi plus facilement appréhendables que son impact) ou compréhensibles dans l'usage commun (qu'est-ce que l'impact d'une politique d'éducation ? Produire des diplômés ou former des citoyens ?). Une troisième lecture, celle de l'*approche politique* envisage le tableau de bord comme un instrument de représentation pour certains acteurs avant d'être un instrument de décision. L'outil n'est pas indépendant du contexte de négociations entre acteurs de la décision : il peut servir à se légitimer comme « bon gestionnaire ». La réforme de l'Administration fédérale en Belgique a d'ailleurs institutionnalisé le tableau de bord comme un instrument de reconnaissance du « *top manager* ».

On comprend mieux désormais pourquoi la logique instrumentale l'a emporté malgré tous les élégants avertissements que nous avons prodigués. C'est ce qui différencie la recherche et l'action en management public.

4. Quelles questions aujourd'hui ?

Il serait trop ambitieux de tracer ici le programme de recherche à venir et ce n'est pas le but poursuivi par cette contribution. Les efforts de Jacques Nagels pour développer envers et contre tout un pôle en management public à l'Ecole de commerce Solvay ont été considérables. Sur cette question, pour certains, il le sait, l'action n'est pas toujours à la hauteur de la rhétorique. Qu'il soit ici remercié chaleureusement pour son engagement. Le jeu en valait la chandelle. Quant à nous, tout est ouvert si nous sommes capables de nous interroger avec une honnêteté radicale sur les succès, les erreurs et les échecs qui caractérisent notre parcours universitaire mais aussi comme acteur des politiques publiques. Ce serait en effet trop facile d'adopter la posture académique en oubliant qu'en Belgique il n'y a pas loin à celle de conseiller du Prince.

S'il fallait vraiment résumer toutes les questions en une, ce serait peut-être : qu'est-ce que la bonne gouvernance ? Il ne s'agit pas tant de mesurer ce que l'organisation publique produit mais de s'interroger sur sa capacité à piloter l'action publique en accord avec son environnement social, économique et politique. On laissera à d'autres la mesure des moyens, des résultats (« outputs », « outcomes », etc.) pour analyser quand et comment une organisation publique maîtrise le sens de son action. Il ne s'agit pas ici de changer de paradigme pour retrouver « à l'eau de Javel les couleurs d'origine », comme dirait Souchon. Ce concept caméléon de gouvernance, même s'il est un peu trop dans l'air du temps, permet de reposer un certain nombre de questions qui n'ont pas été résolues à ce jour par les réformes instrumentales dans le secteur public. Nos collègues de science politique nous pardonneront peut-être cette nouvelle importation. Centrée non pas sur l'autorité du gouvernement mais sur ce qui fonde l'action du pilote, l'information et la coordination, il faudra voir dans quelle mesure le concept permet de dépasser une vision instrumentale. Il s'agit en effet de reposer la question de la conduite des politiques publiques et celle de la préservation du sens de l'action publique dans le cadre de différents modèles de management public.

Les « modèles d'université »
Une perspective d'histoire longue

Jean Luc De Meulemeester

1. Introduction

L'université connaît depuis le milieu des années quatre-vingt-dix [1] une série de transformations reflétant une rupture assez radicale par rapport à ce qu'elle avait été jusque-là [2]. Alors que pendant très longtemps elle a tenté de garder une autonomie relative par rapport à la société globale – tout en la servant simultanément : l'université du Moyen Age a produit des théologiens, des juristes et des médecins, comme l'université humboldtienne a servi l'industrie chimique allemande au dix-neuvième siècle –, on assiste aujourd'hui au déferlement d'un discours dont l'idée centrale est d'accroître la capacité de réponse du système d'enseignement supérieur dans son ensemble (dans ses dimensions tant d'enseignement que de recherche) aux besoins de l'économie et d'accroître l'efficience au plan interne (idée que l'université doit être gérée comme une entreprise privée, conçue comme le modèle de la bonne organisation). L'idée d'une université indépendante est ainsi peu à peu abandonnée. Ces idées se traduisent sur le plan pratique par diverses réformes des systèmes d'enseignement supérieur : d'une part, on tend à privilégier un système unitaire au lieu d'un système binaire (les universités – vues comme trop élitistes et trop éloignées des besoins de l'économie – perdent peu à peu toute spécificité en étant englobées avec les hautes

[1] En Angleterre cela a commencé dès 1988 avec l'*Education Act*. Voir C. Deer, *Higher Education in England and France since the 80s*, Oxford, Symposium Books, 2002.

[2] Pour certains en effet, la mission séculaire de l'université est d'élaborer une pensée indépendante. Voir A. Giroux, « A l'université révolutionnée, le Newspeak de la performance », *Education et francophonie*, XXX/1, printemps 2002. Disponible à l'adresse web : http://www.acelf.ca/revue/XXX-1/articles/08-Giroux.html

écoles professionnelles dans un ensemble appelé *enseignement supérieur* [3]) ; d'autre part, des mécanismes d'évaluation de la qualité de la recherche et de l'enseignement visent à contrôler de plus en plus étroitement les établissements universitaires qui, il est vrai, dépendent de plus en plus du financement public, en Europe à tout le moins. Dans une vision qui se dit plus exigeante de la démocratie, tous les services publics sont sommés de rendre des comptes de l'usage des fonds qui leur ont été alloués en fonction de critères qui reflètent ou refléteraient les souhaits de la majorité. Ils se confondent souvent avec des critères de type économique (employabilité des diplômés, nombre de contrats obtenus avec le secteur privé, nombre de brevets ou d'articles publiés…) sans doute parce que ce sont les seuls critères à faire consensus dans nos société démocratiques, riches (donc peut-être plus individualistes) et complexes (l'économique en constituerait le plus petit dénominateur commun) [4]. La conception moderne de la politique et des services publics, mélange d'exigence (*accountability* et transparence des pouvoirs publics toujours soupçonnés de tirer profit de leur rente de situation ou de leur rente informationnelle) et d'utilitarisme (le seul objectif légitime que les politiciens sont autorisés à poursuivre étant la maximisation du bonheur du plus grand nombre, ce dernier étant assimilé à la prospérité économique) mène à cette volonté de tout mesurer à l'aune de la contribution au développement économique et à la compétitivité. C'est en fait tout l'univers du marché et de la gestion privée qui entre dans l'université. Il s'agit là à nos yeux d'une réelle *révolution culturelle* dont on mesure encore mal les conséquences. Nous voudrions dans cet article, après un bref survol historique des divers modèles d'université qui se sont succédé (et l'articulation qu'ils impliquent avec la société et le monde de la recherche), mettre en avant les risques possibles liés à ce genre de programme, en matière tant d'enseignement que de recherche.

2. Petit survol historique : du Moyen Age à la fin du XVIIIe siècle

A. L'université et la recherche au Moyen Age : l'université comme corporation et recherche secrète (privée)

L'université naît [5] d'abord comme une corporation associant professeurs et étudiants, et jouissant d'un certain nombre de privilèges. Son modèle pourrait être constitué par la Sorbonne à Paris, qui acquiert son autonomie d'abord par rapport aux autorités civiles et royales, puis par rapport à l'Eglise, tout en restant une institution

---

[3] Pour un exemple récent, voir les projets de réforme universitaire en Bavière et lire l'article de H. SCHMOLL, « Auf dem Weg zur Fachhochschule ? Bayerns Universitäten vor der Neustrukturierung und die Pläne des Wissenschaftministers », *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 20 août 2004, p. 10.

[4] Et aussi sans doute les seuls critères quantifiables et permettant une apparente objectivation du jugement et de la décision.

[5] C'est un mouvement qui s'accomplit aux XII-XIIIe siècles. Voir A. RENAUT, *Les révolutions de l'université, Essai sur la modernisation de la culture*, Paris, Calmann-Lévy, 1995.

ecclésiale [6]. L'université était bien une corporation faisant preuve d'homogénéité car regroupant des gens d'Eglise (ou futurs gens d'Eglise, ou encore passant pour tels s'ils sont laïcs car ne relevant que des juridictions ecclésiastiques) et réunissant qui plus est des « hommes de métier » : des techniciens de la production et de la reproduction du savoir [7]. On notera que dès le début de son histoire, l'université n'a pas d'indépendance financière et doit être subsidiée par le pouvoir public. Dès le Moyen Age l'université, autonome, est déjà « professionnalisante » en ce sens qu'elle sert à la production de professionnels utiles à l'Eglise (théologiens) et à l'administration des Etats (juristes), ainsi que des médecins. Elle est donc à la fois un corps jaloux de son indépendance, et dès le départ aussi au service de la société au sein de laquelle elle naît. Comme l'a souligné Alain Renaut [8], si une partie des débats intellectuels et des recherches scientifiques s'y opère (saint Thomas était professeur), la structure corporatiste de l'institution jointe à sa dépendance ecclésiale et ses *a priori* platoniciens (l'université est le lieu de la recherche théorique ; par exemple, en médecine, il faut aller dans d'autres écoles pour acquérir l'art de la chirurgie) va la rendre en partie imperméable au mouvement de la recherche. Au début certes, l'université est un lieu de débats contradictoires via la méthode des études scolastiques, qui est « soumission à un principe d'autorité » mais est aussi caractérisée par une pratique systématique de la discussion (*disputatio*) » [9]. Mais peu à peu son caractère de corporation cherchant à défendre ses privilèges, dont son monopole d'enseignement, aurait eu un effet stérilisant (la Renaissance se passe largement en dehors d'elle).

B. Emergence de la science « ouverte » aux XVIe-XVIIe siècles

Selon Paul David [10], la science au Moyen Age est marquée par une culture du secret (soit le secret lié au caractère profitable de l'invention – savoirs utiles aux marchands, aux armateurs… –, soit celui des alchimistes). Le modèle de science conventionnel, basé sur l'idée de publicité des résultats, leur caractère reproductible, un modèle de promotion basé davantage sur la recherche du prestige plutôt que celle d'émoluments financiers, résulterait d'une lente évolution liée à la situation des scientifiques sous l'Ancien Régime. Leur position économique était assez peu sûre. Ils étaient employés par des aristocrates ou des souverains, un peu comme des « biens ornementaux ». Pendant longtemps, les savants s'exprimaient en un langage aisément compréhensible par tous. Mais avec l'explosion des connaissances à la Renaissance et surtout l'introduction des mathématiques, on en est arrivé à une situation où le prince ne pouvait plus aussi facilement distinguer le « bon » savant du « mauvais » (ou l'hérétique), ce qui pouvait avoir de graves conséquences en

[6] Voir *Ibid*. ainsi que R.C. Van Caenegem, *A Historical Introduction to Private Law*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992, p. 76-78.

[7] Voir A. Renaut, *op. cit*., 1995, p. 60.

[8] Voir *Ibid*., p. 64.

[9] Voir *Ibid*., p. 64.

[10] P. David, « Common Agency Contracting and the Emergence of Open Science Institutions », *American Economic Review (Papers and proceedings)*, 88/2, mai 1998.

termes de prestige. Le développement de sociétés savantes, de l'évaluation par les pairs d'une connaissance qui se devait dès lors d'être publiée, diffusée, naît de ce besoin. Les savants eux-mêmes, face à l'incertitude de leur situation, avaient aussi un puissant incitant à acquérir une renommée qui leur permettrait en cas de problème de retrouver un nouvel employeur. On vit ainsi peu a peu se constituer le modèle de la science dite « ouverte » (développement de normes de révélation et de démonstration, croissance de la « concurrence coopératrice » dans la révélation de nouvelles connaissances) comme réaction à un cadre institutionnel qui est celui de l'Europe des temps modernes. Grâce à cela, les jalons ont été posés pour l'institutionnalisation aux XVIIe et XVIIIe siècles de la poursuite ouverte de la connaissance scientifique sous les auspices d'académies sponsorisées par l'Etat. Il se fait que ce modèle aurait puissamment aidé au développement de la science et de la technologie, et *in fine* de l'économie. Cette innovation institutionnelle aurait permis de prendre en compte le fait que les résultats de recherche présentent un caractère de bien public, avec de nombreuses externalités [11]. Certains historiens ont ainsi insisté sur le rôle de ces sociétés savantes et des conférences dans la diffusion d'un intérêt pour la science qui aurait joué un rôle positif dans le développement technologique et industriel [12].

3. Le mariage de l'enseignement et de la recherche ouverte : le modèle prussien

Dans de très nombreux pays néanmoins, jusqu'au XVIIIe siècle, l'université et la recherche restent largement découplées. Il faut attendre la fondation en Prusse de l'université humboldtienne pour voir naître ce qui pour certains constitue encore aujourd'hui le modèle par excellence de l'université idéale [13]. Il est fondé sur un ensemble de présuppositions : l'unité de l'enseignement et de la recherche ; la liberté académique d'enseignement et de recherche ; une recherche menée pour elle-même, sans préoccupations utilitaires ; et enfin l'idée de la formation par la recherche [14]. On pourrait y ajouter l'idée que toutes les disciplines doivent être présentes dans l'université et qu'elles sont fédérées par la faculté suprême, celle de philosophie [15].

[11] Par exemple, rendre plus facile la découverte de nouveaux résultats, ou des innovations technologiques favorisant la croissance économique.

[12] M. Jacob, *Scientific Culture and the Making of the Industrial West*, Oxford, Oxford University Press, 1997.

[13] Voir par exemple la réponse apportée par Claude Javeau à la question « qu'est-ce qu'une université ? » dans son ouvrage : C. Javeau, *Masse et impuissance. Le désarroi des universités,* Bruxelles, Labor, 1998, p. 13.

[14] Une idée étroitement reliée étant que « *a theoretical academic education provided better preparation for a career than professional training* » (Spranger, 1930, p. 13 cité par S. Paletschek, « The invention of Humboldt and the Impact of National-Socialism : The German University Idea in the First half of the 20th century », *in* M. Szollosi-Janze (ed.), *Science in the Third Reich*, Oxford-New York, Berg, 2001, p. 43.

[15] Voir S. Paletschek, *op. cit.*, p. 37-38.

La recherche rejoint l'enseignement dans la formation universitaire. Il faut cependant bien garder à l'esprit que cette université humboldtienne fait partie d'un ensemble plus vaste qui est un modèle binaire. Il s'est développé à la suite des réformes administratives et économiques de Stein et Hardenberg après la défaite prussienne face à la France [16] (Iena, 1806). Dès cette époque, certains ont vu dans la défaite prussienne le résultat d'un retard en termes d'éducation scientifique de la population, se traduisant en un retard technologique. Des débats à l'écho très contemporain ont lieu à cette époque concernant la nécessité d'un enseignement secondaire plus axé sur les sciences et plus démocratique (pour des raisons économiques). Une série de facteurs politiques (peur des catégories dominantes) et surtout financiers (quasi-banqueroute de l'Etat prussien après les guerres napoléoniennes) limiteront fortement cette volonté modernisatrice. On verra après 1815 dominer plutôt une approche anti-professionnalisante, par réaction aux Lumières et à l'esprit français. C'est dans ce cadre qu'il faut comprendre la réforme de l'enseignement secondaire dans un sens anti-utilitaire (le nouveau *Gymnasium* qui se diffuse en Prusse de 1810 à 1820) et le développement du nouveau modèle universitaire. C'est dans ce cadre également qu'apparaît le modèle binaire d'enseignement (secondaire comme supérieur), car pour faire face aux besoins de l'économie on a besoin d'un secteur plus professionnalisé (plus ouvert et donc aussi moins valorisé socialement). On conçoit ainsi un système *double* où à côté des universités traditionnelles fondées sur les savoirs les plus abstraits, des écoles plus professionnelles cherchent à satisfaire les besoins de l'économie (et principalement l'Etat). C'est ainsi que se développent les *Technische Hochschulen* [17].

Pour revenir à l'université, ce qui la caractérisait, c'était son orientation vers le long terme, la recherche désintéressée. Ce modèle humboldtien n'a pas été, tant s'en faut, adopté dans tous les pays européens avec le même degré (le modèle anglais de Ox-bridge reposant davantage sur un modèle d'éducation de la personnalité [18]), mais il caractérisa *grosso modo* le monde académique jusqu'au début des années soixante. Relativement élitiste, il se consacrait à un enseignement théorique général (même si les facultés professionnelles sont présentes), avec des professeurs-mandarins qui étaient des chercheurs dans leur domaine (là aussi il y a des variations nationales, le modèle allemand n'est pas le modèle français [19]). Le statut des universités est public et les professeurs jouissent de l'emploi à vie et de la liberté académique. On accède au professorat à l'issue d'un long processus de sélection et de la production d'une

---

[16] Et mis en pratique effectivement à partir de 1810 sous la direction du chancelier Hardenberg, 1750-1822.

[17] Voir R. Fox et A. Guagnini (ed.), *Education, Technology and Industrial Performance in Europe*, Cambridge, Cambridge University Press, 1993 et K. Gispen, *New profession, old order. Engineers and German society, 1815-1914*, Cambridge, Cambridge University Press, 1989.

[18] Voir J.H. Newmam, *The Idea of a University*, 1854. Disponible sur le site web : http://www.newmanreader.org/works/idea/.

[19] Voir les analyses de C. Charle, *La République des universitaires 1870-1940*, Paris, Editions du Seuil, 1994.

sorte de chef-d'œuvre, la thèse. Une fois admis dans le corps professoral, on devient mandarin à son tour. La variante française de ce modèle a été souvent décriée pour son inefficacité et son immobilisme [20]. En Allemagne cependant, ce système a jusqu'à Hitler permis au pays de glaner un grand nombre de prix Nobel, tout en permettant d'utiles collaborations avec l'industrie, chimique notamment. C'est un peu ce modèle que les grandes universités américaines ont en partie repris après 1945.

4. La crise de l'université humboldtienne : la massification universitaire

L'expansion universitaire des années soixante a fait éclater ce système [21]. La massification de l'enseignement supérieur a mené à un changement important de mentalité et a dénaturé le modèle humboldtien. A la différence d'un public d'élite venant chercher une formation supérieure, l'université a dû accueillir une masse d'étudiants dont les objectifs deviennent plus étroitement professionnels (stratégie d'ascension sociale). Certes, pendant les années soixante et le début des années soixante-dix, la massification ne s'est pas immédiatement traduite par une baisse de rentabilité des diplômes compte tenu de la forte expansion économique et de la demande par l'Etat de diplômés universitaires (*inter alia* pour le système d'enseignement). A la fin des années soixante encore, une majorité des diplômés universitaires trouve un emploi dans le secteur public. La forte participation des étudiants dans les domaines des sciences humaines et sociales, la recherche de compréhension du monde propre au modèle humboldtien ne sont pas encore entrées en contradiction avec la nécessité économique. Néanmoins l'esprit qui gouverne la nouvelle époque est complètement différent. On (les étudiants, l'Etat, les entreprises) attend des formations universitaires une rentabilité (économique, fiscale et sociale), comme on attend de la recherche de plus en plus des retombées économiques. Une philosophie de type utilitariste a eu tendance à présider aux choix des gouvernements : des années soixante au début des années quatre-vingt, il apparaissait aux yeux des décideurs qu'une expansion de l'enseignement supérieur soutenue par le financement public était à la fois économiquement utile, correspondant à la demande sociale des familles et correspondant à un processus d'ouverture et de démocratisation en phase avec l'époque [22]. La massification, résultat mécanique de l'expansion au niveau précédent (secondaire supérieur), fut accompagnée par les pouvoirs publics et soutenue par les demandes des entreprises privées. Confrontées à une croissance très forte (période des *Golden Sixties*) et convaincues de l'importance de disposer en nombre suffisant de personnes de plus en plus qualifiées, les entreprises voyaient alors d'un bon œil ce processus. L'Etat lui-même, influencé sans doute par le climat général, finança par fonds publics cette expansion universitaire, soutenu par les développements de la science économique qui, au travers de l'école de l'investissement en capital

---

[20] Voir P. Bourdieu, *Homo Academicus*, Paris, Minuit, 1984.

[21] Voir à nouveau C. Javeau, *op. cit.*, 1998, p. 20 : « la poussée utilitariste est étroitement liée à la revendication égalitariste qui sous-tend tout le passage à l'université de masse ».

[22] Voir J.-L. De Meulemeester, « Les réformes de l'enseignement supérieur en Belgique », *L'année sociale 1994*, 1995, p. 86-107.

humain [23], voyait en l'éducation un moyen d'accroître la productivité des travailleurs et donc de favoriser la croissance. Comme des travailleurs plus qualifiés signifie aussi des travailleurs mieux rémunérés, et dans le cadre de la progressivité de l'impôt, des rentrées fiscales supplémentaires, l'expansion universitaire apparaissait comme fiscalement rentable. Une série de travaux empiriques [24] ont largement contribué à diffuser la croyance en l'importance stratégique de l'investissement en éducation comme une des conditions nécessaires d'une croissance rapide. Le choc pétrolier de 1973, qui induisit une chute de moitié des taux de croissance, et la crise qui s'ensuivit, commencèrent à générer certains doutes quant aux vertus de l'expansion éducative. Une série de travaux sociologiques [25] s'attachèrent à relativiser les mérites de l'éducation de masse dans la réduction des inégalités sociales effectives. Des travaux d'économistes comme Spence [26] s'attachèrent à montrer que l'éducation pouvait être demandée (davantage d'éducation peut signaler à l'employeur une productivité plus élevée dans un cadre d'asymétrie d'information, quand bien même l'éducation ne l'affecterait pas) malgré des bénéfices sociaux fort maigres. Les travaux empiriques de Psacharopoulos [27] tendirent aussi à montrer que les bénéfices privés de l'éducation supérieure dépasseraient les bénéfices sociaux. En pratique néanmoins, jusqu'à la fin des années quatre-vingt, les décideurs continuèrent à penser qu'une expansion *quantitative* de l'enseignement supérieur pourrait permettre de renouer avec la croissance. Dans la seconde moitié des années quatre-vingt, on vit renaître en sciences économiques les travaux sur le lien éducation-croissance au travers des analyses sur la croissance endogène [28]. Mais à partir de la fin de l'année 1973, avec la fin de la croissance forte, la montée du chômage et les pressions sur les finances publiques, les éléments qui allaient pousser au changement étaient là. Dans un contexte d'emplois raréfiés et où le secteur public (employeur traditionnel des diplômés

---

[23] Voir T.W. Schultz, « Investment in Human Capital », *American Economic Review*, 51, 1961, p. 1-17 et G.S. Becker, *Human Capital : A Theoretical and Empirical Analysis with Special Reference to Education*, New York, Columbia University Press, 1964.

[24] E.F. Denison, « Education, Economic Growth and gaps in Information », *Journal of Political Economy*, 70, 1962 ; Id., *Why Growth Rates Differ*, Washington DC, The Brookings Institution, 1967 ; D.W. Jorgenson et Z. Griliches, « The Explanation of Productivity Change », *Review of Economic Studies*, 34/3, 1967, p. 249-283.

[25] P. Bourdieu et J.C. Passeron, *La reproduction*, Paris, Minuit, 1970 ; R. Boudon, *L'inégalité des chances. La mobilité sociale dans les sociétés industrielles*, Paris, Armand Colin, 1972.

[26] M. Spence, *Market Signalling : Informational Transfer in Hiring and Related Screening Process*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1974.

[27] G. Psacharopoulos, « Returns to Education : an Updated International Comparison », *Comparative Education*, 17/3, 1981, p. 321-341 et Id., « Returns to Education : A Further International Update and Implications », *Journal of Human Resources*, 20/4, 1985, p. 583-604.

[28] Voir R. Lucas, « On the Mechanics of Economic Development », *Journal of Monetary Economics*, 22, 1988, p. 3-42, pour l'accent mis sur l'accumulation du capital humain et la nécessité d'une intervention étatique pour atteindre un niveau socialement optimal d'investissement en capital humain.

universitaires en tant que fonctionnaires, enseignants, chercheurs ou magistrats) réduit ses engagements, ce sont les compétences exigées par le secteur privé qui vont maintenant être les plus prisées. Elles sont à la fois plus techniques et moins globales que ce qui était nécessaire pour entrer dans la fonction publique. Durant les années quatre-vingt, on voit les études de gestion connaître un succès phénoménal [29]. En termes de recherche également, la raréfaction des moyens publics comme la montée de la concurrence internationale dans des secteurs *high tech* vont pousser les Etats à chercher à instrumentaliser la recherche à des fins de compétitivité économique.

A partir de la fin des années quatre-vingt, on voit apparaître un tout nouveau discours concernant l'éducation et la formation, lancé par les *think tanks* patronaux (par exemple la *European Roundtable of Industrialists*), bientôt relayés par les organisations internationales [30] et les Etats, soucieux de leur compétitivité économique. Pour l'enseignement supérieur, il vise à rendre le système plus en prise avec les besoins du monde de l'entreprise (pour ce qui est des matières enseignées [31]), plus élitiste (mais moins au sens intellectuel qu'en termes de sélection des éléments les plus susceptibles de former l'encadrement efficace de l'entreprise de demain) et la recherche plus appliquée. Ces nouvelles réflexions sont d'un ordre de plus en plus *qualitatif*. L'accent est mis sur la nécessaire réorganisation des systèmes d'enseignement dans un contexte bien différent de celui des années soixante. On a déjà noté que le ralentissement économique a réduit les recettes publiques tout en accroissant les besoins. Dans un monde davantage concurrentiel (qui s'ouvre en 1989 aux ex-pays du bloc communiste), dans une Europe qui décide en 1986 par l'Acte unique de réaliser finalement le marché commun (libre circulation des biens et des services mais aussi des facteurs de production capital et travail), les entreprises se doivent d'être davantage compétitives. L'échec des politiques keynésiennes de relance de la demande dans les années soixante-dix conduisit à un *shift* majeur en termes politiques et idéologiques dès le début des années quatre-vingt (Thatcher arrive au pouvoir en Grande-Bretagne en 1979, Reagan aux Etats-Unis en 1980). Des politiques de soutien à la demande agrégée on passe à des politiques d'offre, où il s'agit de créer un contexte favorable à l'investissement des entreprises, en luttant contre l'inflation, en réduisant les dépenses publiques pour réduire les taxes (vues comme pénalisant l'effort productif et le succès économique). La philosophie des pouvoirs publics vis-à-vis de l'éducation va s'en trouver changée [32]. On va disposer

[29] Lire R.A. Easterlin, « Preferences and Prices in Choice of Career : the Switch to Business, 1972-1987 », *Journal of Economic Behavior and Organisation*, 27, 1995, p. 1-34.

[30] Voir à ce sujet C. Laval et L. Weber, *Le nouvel Ordre éducatif mondial : OMC, Banque mondiale, OCDE, Commission européenne*, Paris, Nouveaux Regards, 2002.

[31] En mettant l'accent sur le gaspillage qui serait lié à la trop grande proportion de jeunes étudiants engagés à l'université plutôt que dans l'enseignement à vocation plus professionnelle, et au sein de celle-ci dans les orientations de sciences humaines et sociales aux dépens des orientations de science et technologie.

[32] Voir C. Deer et J.-L. De Meulemeester, « The Political Economy of Educational Reform in France and Britain, 1980-2000 », *Compare*, 34/1, 2004, p. 33-51.

de moins de moyens tout en reconnaissant le rôle fondamental de l'éducation en matière de fourniture de capital humain à l'économie. Une série de nouveaux discours vont se développer, prônant une réforme des systèmes d'éducation. Face à un monde mouvant, où il apparaît difficile de prévoir les besoins futurs de main-d'œuvre, le système éducatif doit chercher à transmettre des compétences (*skills*) et une aptitude à la flexibilité (apprendre à apprendre plutôt que l'apprentissage de corpus théoriques tout faits). Dans des économies caractérisées par des coûts du travail élevés, la seule solution pour maintenir la compétivité est de miser sur la qualité des produits [33]. Comme il existe un lien entre qualité des produits et capital humain, le rôle de ce dernier devient de plus en plus central [34]. Les experts (par exemple européens [35]) considèrent qu'on entre peu à peu dans une économie ou société de la connaissance, en d'autres termes une société où la compétitivité tant individuelle (employabilité) que collective dépend de plus en plus des compétences et du capital humain détenus. Dans cette perspective, les systèmes d'éducation et de formation deviennent des enjeux économiques centraux. Les experts européens constatent cependant que ces systèmes ne semblent pas prendre bonne mesure des changements en route. Ils ne semblent pas conscients de ce que dans un monde où les connaissances croissent à un rythme exponentiel (et où donc le « savoir devient une denrée périssable », pour reprendre l'expression d'Edith Cresson), l'apprentissage de méthodes pour traiter l'information (*problem-solving abilities, data-processing abilities, learning to learn*) devient plus important que l'apprentissage de contenus. Les systèmes éducatifs ignoreraient plus globalement les exigences de compétitivité, seraient coupés de la culture du monde de l'entreprise et ne répondraient pas aux besoins du marché. Une des causes essentielles serait le manque de flexibilité impliqué par le caractère trop fortement institutionnel de ces systèmes. C'est dans ce cadre qu'il faut comprendre l'émergence de l'université nouvelle.

5. Conclusion : l'instrumentalisation de l'université et de la recherche, point d'aboutissement des évolutions passées

Les maîtres mots du nouveau système académique [36] sont : concurrence, autonomie des établissements, évaluation de l'enseignement et de la recherche, fin de l'emploi à vie des professeurs, managérialisme fort, droits de propriété intellectuelle...

---

[33] K. Aiginger, *Europe's Position in Quality Competition : Background Report for the « European Competitiveness Report 2000 »*, DG Entreprise, Luxembourg, Commission des Communautés européennes, 2000.

[34] Idée d'une « *high skill route* », D. Finegold, « Creating Self-Sustaining High-Skill Ecosystems », *Oxford Review of Economic Policy*, 15/1, 1999, p. 21-53.

[35] Commission des Communautés européennes, *White Paper on Education and Training : Teaching and Learning : Towards the Learning Society*, DG V and XXII, Luxembourg, Commission des Communautés européennes, 1995.

[36] Ce nouveau discours concerne en réalité tous les niveaux de l'enseignement. Voir J.-L. De Meulemeester et D. Rochat, « Reforming Education and Training Systems », *Reflets et perspectives de la vie économique*, XL/4, 2001, p. 89-104, ainsi que C. Laval et L. Weber, *op. cit.*

La menace d'une privatisation plus généralisée peut exister, mais même en restant sous le contrôle des pouvoirs publics l'université est sommée de répondre aux besoins économiques de la nation.

On assiste à l'importation d'un discours économiste et managérial dans la sphère académique. Son indépendance est vivement critiquée comme source d'inefficacité [37]. Le nouveau modèle est anti-humboldtien. Dans la nouvelle université, l'unité de l'enseignement et de la recherche est parfois contestée au nom de l'efficacité. Les récentes réformes mises en œuvre en Grande-Bretagne [38] renforcent le mouvement amorcé par le *Research Assessment Exercise*, à savoir une concentration de la recherche sur un très petit nombre d'institutions d'élite. L'idée est de concentrer la recherche sur quelques pôles d'excellence pour rivaliser avec les grands centres mondiaux notamment américains. La vision de la recherche qui est véhiculée est celle d'une recherche utile à l'innovation technologique et donc à la performance économique. La spécificité propre à l'université est considérée comme un obstacle à la prise en compte de la culture d'entreprise. Beaucoup de réformes ont cherché à créer un système unitaire avec l'idée implicite de rompre avec la culture élitiste propre au monde académique et rehausser le prestige des hautes écoles professionnelles, considérées comme davantage en prise avec le marché. Les universités elles-mêmes évoluent vers la voie de la professionnalisation (voir par exemple la fondation d'une *Saïd Business School* à Oxford). La liberté de l'enseignement et de la recherche est critiquée et même supprimée. Dès 1988, le gouvernement anglais supprime la *tenure* (emploi à vie) pour les professeurs d'université, et des mécanismes d'évaluation de la recherche (*research assessment exercise with selectivity*) et de l'enseignement sont mis en place. Ce sont d'abord les activités de recherche qui sont valorisées en termes de financement public, corollaire d'une philosophie qui voit les universités comme des lieux producteurs d'innovations utiles à l'économie mises au point par un petit nombre de chercheurs d'élite. La massification de l'université est elle-même contestée [39].

Il est clair que le mélange d'emploi précaire (fin de la *tenure*) et d'évaluation de la qualité de la recherche ne crée pas un climat propice à la liberté académique [40]. De plus en plus, cette évaluation se fonde sur des critères quantitatifs stricts [41]

---

[37] Alors même qu'objectivement, ce sont les diplômés de ce secteur qui éprouvent le moins de mal à s'insérer sur le marché du travail (jusqu'ici). Voir T. Piketty, *L'économie des inégalités*, Paris, La découverte, 1997, p. 63-70.

[38] Department for Education and Skills, *The Future of Higher Education*, Londres, janvier 2003. Comme noté en début d'article, ce pays est toujours en avance sur les évolutions qui se réaliseront plus tard ailleurs.

[39] Voir A. Wolf, « Does British higher education have too many students ? », *Prospects – Politics, Essays, Arguments*, juillet, 2002, p. 36-41.

[40] Pour les dérives liées à l'application de ces méthodes d'évaluation, et les renvois de professeurs mêmes compétents mais impopulaires qu'elles peuvent induire, voir le site suisse : http://www.uni-mobbing.ch

[41] Voir à ce propos les projets de la Région flamande (site du VLIR : http://www.vlir.be) et les discussions à ce sujet à la KUL (lire l'article : « Bibliometrie als prestatiemaat voor humane wetenschappen. Promoveren op een telraam », décembre 2003, http://www.veto.student.kuleuven.ac.be/jg30/veto3012/outputhumane.html).

(bibliométrie, usage des *impact factors*). En pratique, les chercheurs sont obligés de suivre les méthodes les plus généralement en usage ou les idées les plus à la mode. Ces techniques d'évaluation privilégient les publications en anglais sous forme d'articles courts, les livres n'étant pas cotés. Outre le comportement relativement moutonnier qu'elles peuvent induire, la concentration mono-disciplinaire et le fait qu'elles privilégient les disciplines qui fonctionnent essentiellement par le biais de la publication d'articles dans des revues anglo-saxonnes référencées (ce qui favorise *de facto* les sciences naturelles et exactes, c'est-à-dire les plus utiles à l'économie), ces techniques dévaloriseraient l'activité de recherche fondamentale : ce qui prend du temps et ce qui est incertain est découragé (car dangereux pour la carrière du chercheur). Un peu comme dans l'inspection des manufactures sous Colbert [42], on va diffuser dans toute la recherche les techniques dominantes, l'état de l'art à l'ensemble des départements de recherche. Mais on pourrait bien voir après une période d'amélioration de la qualité moyenne, un essoufflement puis un blocage des évolutions (le système ne créant pas beaucoup d'incitations aux innovations majeures, seulement à des innovations mineures au sein de paradigmes dominants). La volonté des gouvernements de piloter au mieux le processus de recherche en ne dépensant de l'argent que sur des recherches dont la qualité serait assurée risque bien de mener à terme à la mort de l'innovation scientifique plutôt qu'à sa stimulation.

Lié à ce débat sur l'évaluation quantitative de la recherche, on voit se développer deux idées corollaires, qui nient la vision idéaliste du savant postulé par l'ancienne université (celui qui est mû par la quête de la vérité, peut-être aussi par la recherche de la gloire et de l'estime de la communauté scientifique, mais pas d'abord par l'argent) : l'idée que les professeurs doivent être rémunérés en fonction de leur performance [43] et que les droits de propriété intellectuelle doivent être pris en compte dans le monde de la recherche scientifique. Dans les deux cas, l'hypothèse implicite est que les chercheurs et professeurs seraient d'abord mus par la recherche d'argent. Outre qu'il ne soit pas certain que l'argent soit la motivation première des individus au travail, l'usage des droits de propriété intellectuelle en science peut avoir de graves conséquences pour le progrès des sciences et la croissance économique à terme. On en revient presque au monde d'avant la science « ouverte » que nous avons décrit au début de cet article (et dont nous avons dit qu'il reconnaissait le côté bien public propre aux découvertes scientifiques, avec tous les avantages collectifs qui en découlent, dont une plus forte croissance économique).

---

[42] Voir les travaux de P. DEYON, *Le mercantilisme*, Paris, Flammarion, 1969.

[43] A nouveau, essentiellement en termes de performance de la recherche telle que mesurée par les indicateurs décrits ci-dessus. Pour un article critique sur cette vision, voir « No bonuses, please ! », publié sous le titre « Rewards aren't academic », *Campus Review*, 5-11 mai 1994, p. 8 et sur le site http://www.uow.edu.au/arts/sts/bmartin/pubs/94BRcr.html

Paul David [44] a mis lui aussi en exergue les dangers liés au fait de « considérer le financement étatique de la recherche fondamentale uniquement comme un moyen de favoriser la compétitivité internationale… à ne déployer ces fonds que sur des projets qui pourront rapporter des bénéfices économiques prévisibles pour les consommateurs ou les firmes de la nation. Pis encore, on a tendance à considérer que la science de base (fondamentale), qui pourrait fournir des bénéfices imprévus allant à d'autres nations concurrentes également, n'est plus quelque chose à favoriser ». La volonté quasiment néo-mercantiliste [45] d'instrumentaliser l'enseignement supérieur contient donc des risques non négligeables, qui mettraient en danger le progrès scientifique lui-même. Fidèle à un principe de précaution, voilà qui mériterait d'être réfléchi avant de se lancer trop précipitamment dans des réformes institutionnelles qui dessineront pour très longtemps le nouveau paysage académique.

---

[44] Voir P. David, « The Digital technology Boomerang : new intellectual property rights threaten Global « open science » », *World Bank Conference Volume*, ABCDE-2000, Washington, 2000 ; Id., « Digital Technologies, Research Collaborations and the Extension of Protection for Intellectual Property in Science : Will building « Good fences » Really Make « Good Neighbors ? » », *in IPR Aspects of Internet Collaborations*, Brussels, European Commission, 2001, p. 56-62 et Id., « From keeping « Nature's secrets » to the institutionalization of « open science » », *Oxford Economic and Social History Discussion Papers*, 23, juillet 2001.

[45] Pour le mercantilisme lui-même, se référer à P. Deyon, *op. cit.* ; E.F. Heckscher, *Mercantilism*, Londres, Ed. G. Allen, 1951, 2 vol. et J. Nagels, *Histoire de la pensée économique*. Bruxelles, Presses universitaires de Bruxelles, 1997, vol. 1, p. 6-49.

TROISIÈME PARTIE

Les nouveaux défis politiques et sociaux

La liberté reproductive et l'individuation des femmes dans un contexte international

Bérengère Marques-Pereira

Pendant longtemps, les femmes ont été exclues des trois grands symboles de l'individuation : l'échange monétaire, l'échange contractuel et l'échange discursif. L'enjeu de l'individuation des femmes réside dans leur reconnaissance comme sujets au-delà des rôles assignés (tels que mères et épouses). En symbolisant le privé-domestique au sein de la division du travail entre hommes et femmes, lors de la formation de la citoyenneté, ces dernières ont été exclues des symboles de l'individuation : d'une part, la monnaie comme moyen de paiement permettant à l'individu de se libérer de toute dette économique ou sociale ; d'autre part, le droit dont les formes démocratiques de la liberté et de l'égalité définissent l'individu comme citoyen libéré des assujettissements tutélaires ; enfin, la discursivité, comme système de communication permettant à l'individu d'exister dans l'espace public, comme sujet politique. L'assignation au travail domestique gratuit les excluait de l'échange monétaire. Le Code Napoléon organisait leur sujétion à la tutelle paternelle ou maritale, la Common Law étant à cet égard plus souple. La monopolisation masculine du pouvoir politique les excluait, jusqu'il n'y a pas si longtemps, dans nos contrées, de la représentation parlementaire et de la décision politique.

La dynamique d'individuation est passée, en ce qui concerne les femmes, par une série de réformes législatives telles que la fin de l'autorité maritale et paternelle, la libre disposition des biens propres et des fruits de leur travail, le droit au divorce, la liberté de passer des contrats, la capacité d'ester en justice ainsi que la libre disposition de leur corps, que ce soit au travers de la liberté reproductive ou de la lutte contre la violence physique dont elles peuvent être l'objet de la part des hommes.

Si ces enjeux ne furent pas des thèmes de recherche pour Jacky Nagels, il marqua toutefois son intérêt pour le processus de décision politique dont l'interruption volontaire de grossesse (IVG) fut l'objet en Belgique de 1970 à 1990. Au plan

académique, il a activement encouragé ma thèse de doctorat et sa publication, en 1989, dans un ouvrage intitulé *L'avortement en Belgique. De la clandestinité au débat politique*, aux Editions de l'Université de Bruxelles. Au plan politique, il fut co-signataire d'une proposition de loi en matière de dépénalisation de l'avortement médical.

Aussi, je souhaite lui réitérer ma reconnaissance à l'occasion de cet article, en m'attachant aux nouveaux angles d'analyse que le dossier de l'avortement suscite encore aujourd'hui, tant cette question demeure en débat. Que ce soit dans les Amériques ou en Europe, l'avortement médical reste pénalisé (Chili, El Salvador) dans tous les cas de figure ou demeure du ressort du droit pénal, à l'exception des cas où il s'agit de sauver la vie de la mère (Brésil, Colombie, Guatemala, Haïti, Honduras, Irlande, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, République dominicaine et Venezuela) ou à l'exception de cas plus larges que sont les raisons de santé physique (Argentine, Bolivie, Costa Rica, Equateur, Pérou, Pologne) [1]. La reconnaissance du droit à l'avortement médical peut encore faire l'objet de contestations et de régressions comme aux Etats-Unis, constituer un enjeu majeur pour certains pays comme l'Allemagne lors de sa réunification, ou lors de l'élargissement de l'Union européenne (Malte, Pologne) [2]. En somme, la liberté reproductive est loin d'être acquise et les femmes ne bénéficient pas, à ce jour, dans de larges parties du monde, de la libre disposition d'elles-mêmes. Cette extension aux femmes d'un des principes majeurs de l'individualisme libéral classique, continue de faire l'objet d'une large littérature académique, en particulier anglophone et hispanophone [3]. Au-delà de l'analyse des processus de politisation et de (non)-décision ayant trait à ce dossier dans différents contextes nationaux, des études de plus en plus nombreuses conçoivent la construction du droit à l'avortement médical et plus largement les droits reproductifs sous l'angle des droits de citoyenneté et des droits humains. C'est à cette perspective et dans un contexte international que je m'attacherai à ce qui lie la liberté reproductive et l'individuation des femmes.

1. Droits reproductifs et citoyenneté

Selon l'Organisation mondiale de la santé, la santé est un état général de bien-être physique, mental et social, ne se réduit pas à la seule absence de maladies. On peut étendre cette définition à la santé reproductive qui aurait trait à tous les aspects de la reproduction : la capacité de jouir d'une vie sexuelle satisfaisante et sans risques, la capacité de procréer, la liberté de procréer au moment et au rythme désirés par l'individu, de ne pas procréer, le droit à l'information et à l'accès à des

[1] M. Lagarde, « La condición humana de las mujeres », *in* M. Castañeda Salgado (coord.), *Interrupción voluntaria del embarazo, Refexiones teóricas, filosóficas y políticas*, México, UNAM, 2003, p. 31-59.

[2] D. McBride Stetson (ed.), *Abortion Politics, Women's Movements, and the Democratic State*, Oxford, Oxford University Press, 2001.

[3] Voir notamment, H. Mendoza Villavicencio, « Bibliografía sobre aborto », *in* M. Castañeda Salgado (coord.), *op. cit.*, p. 183-243.

moyens de contrôle de la fécondité ainsi que le droit d'accéder aux services de santé qui permettent de mener à terme une grossesse et d'accoucher sans risques. Quant aux droits reproductifs, loin de se réduire au seul accès aux services de santé reproductive, ils englobent, notamment, le droit à la contraception et à l'IVG, mais aussi l'éradication des stérilisations forcées telles qu'elles se pratiquent dans des pays comme le Brésil [4].

Dès la fin des années soixante en Europe de l'ouest et en Amérique du nord, dès la fin des années quatre-vingt en Amérique du sud, la revendication de la liberté reproductive s'inscrivait dans une politisation du corporel et portait ainsi sur la définition même de ce qui est considéré comme politique ou non, car l'enjeu était une politisation de ce qui était vécu jusqu'alors comme intime, privé, voire tabou. Lorsque la loi du silence qui entourait l'avortement se rompt et lorsqu'émerge un débat public et politique à ce propos, c'est toute une dynamique d'amplification de la citoyenneté qui fait surface [5]. En effet, l'enjeu relève de l'extension d'un principe du libéralisme classique : la libre disposition de soi. En ce sens, la revendication de la liberté reproductive renvoie à un droit-liberté que l'individu possède face à l'Etat, dans un régime démocratique, et peut être interprétée comme un droit civil [6]. Dans le même temps, cette liberté était légitimée au nom de la lutte contre l'avortement clandestin, et à ce titre renvoyait à une problématique de l'égalité sociale entre les femmes confrontées à cette réalité, à des politiques de santé publique qui touchent à des droits-créances que l'individu possède sur l'Etat, lorsque celui-ci prend la forme de l'Etat social. Cette revendication cristallisait donc en elle des dimensions civiles et sociales de la citoyenneté [7]. Cette liberté reproductive, liée à la fois aux droits civils et sociaux, touche également aux potentialités que les droits politiques recèlent dans la mesure où leur exercice permet aux acteurs individuels et collectifs de peser sur les rapports de forces dans l'espace public et politique.

Connexe aux droits politiques, la liberté reproductive va, notamment, de pair avec les luttes des mouvements de femmes, c'est-à-dire avec l'affirmation d'un nouveau sujet politique luttant et négociant pour la reconnaissance d'une identité collective fondée sur la visibilité des rapports de genre. A cet égard, l'individuation des femmes renvoie à la capacité de parler et d'agir en son nom propre sans devoir constamment se référer aux catégories sociales d'appartenance. Un tel acquis a été l'expression d'un rejet de toute naturalisation des places et des fonctions sociales, de la séparation tenue pour évidente des rôles relevant de la ligne de partage entre les occupations liées à l'espace public-politique et à l'espace privé-domestique, pour transformer

---

[4] B. MARQUES-PEREIRA, A. CARRIER (éd.), *La citoyenneté sociale des femmes au Brésil*, Paris, L'Harmattan/CELA-IS, 1996.

[5] B. MARQUES-PEREIRA, *La citoyenneté politique des femmes*, Paris, A. Colin, 2003.

[6] J. JENSON, « La citoyenneté à part entière. Peut-elle exister ? », *in* A. DEL RÉ, J. HEINEN (éd.), *Quelle citoyenneté pour les femmes ?*, Paris, L'Harmattan, 1996, p. 25-46.

[7] B. MARQUES-PEREIRA, « Reproduction et citoyenneté », *in* ID. (coord.), *Femmes dans la cité. Amérique latine et Portugal*, *Sextant*, 8, 1997, p. 169-179.

en chose publique ce qui était auparavant vécu comme privé. Cette dynamique de subjectivation sociale et politique repose sur un processus collectif qui interdit de réduire l'individuation à un simple individualisme, même si les deux sont liés par et dans la tradition libérale classique et utilitariste. Ce processus collectif est passé par la construction d'une autonomie fondée sur l'émancipation des différentes formes de tutelle maritale, paternelle et masculine, qui a laissé chaque femme libre de s'investir dans des groupes et des institutions sociales et politiques pour connaître de nouveaux rapports de pouvoir. Ainsi, la capacité des femmes à peser sur les rapports de force dans l'espace public est devenue concevable et possible. C'est dans ce cadre général que la revendication de la liberté reproductive a émergé en Europe de l'ouest et dans les Amériques. Dans cette perspective, le droit à l'avortement médical représente la conquête du contrôle par les femmes de leur vie et une lutte contre l'instrumentalisation de leur corps que peuvent représenter des politiques démographiques qui promeuvent la natalité ou au contraire prohibent l'interruption de grossesse tout en permettant la stérilisation forcée.

Connexe aux droits civils, cette liberté renvoie au principe d'individuation du libéralisme classique et utilitariste, à savoir la capacité de l'individu à disposer de lui-même, ce qui représente, dans ce cas-ci, la possibilité de dépasser les déterminations du corps. Par ailleurs, le droit des femmes à disposer de leur corps relève de l'intégrité physique et psychique ; enfin, la pénalisation de l'avortement médical représente l'intrusion de l'Etat ou de la hiérarchie ecclésiastique dans des questions individuelles, privées et relevant de la conscience personnelle des individus. Enfin, cette liberté individuelle se conjugue avec l'égalité sociale : *connexe aux droits sociaux*, la liberté reproductive est en effet liée aux politiques de santé publique. Sans doute faut-il avoir à l'esprit que les droits sociaux dépendent de certaines conditions pour se réaliser : sans hôpitaux, sans réseaux de centres de santé, tout exercice du droit à la santé est impossible ; voilà autant de responsabilités des autorités publiques.

En ce sens, la liberté reproductive cristallise les droits-libertés face à l'Etat et les droits-créances sur ce même Etat, et illustre l'inter-relation entre les différents niveaux, civil, politique et social, de la citoyenneté. Rattacher ainsi les droits reproductifs aux droits de citoyenneté, c'est souligner que ces derniers, loin d'être statiques, sont construits à deux égards comme le soulignait Terence Marshall dans son célèbre essai *Social Class and Citizenship* [8]. En effet, l'approfondissement de la citoyenneté comporte deux niveaux : l'extension des droits existants à de nouvelles catégories de personnes et l'inclusion de nouveaux éléments dans la définition de la citoyenneté. Par ailleurs, si l'on a à l'esprit que toute revendication de droit ne relève pas nécessairement de la citoyenneté, il y a lieu de souligner que cette dernière engage la responsabilité de l'Etat. En ce qui concerne les droits-libertés, l'Etat doit s'abstenir de toute intrusion dans la vie privée des individus. En ce qui concerne les droits-

---

[8] T.H. Marshall, *Social Class and Citizenship*, Londres, Pluto press, 1992.

créances, l'Etat a l'obligation de garantir ceux-ci par la mise en œuvre de politiques sociales, par l'organisation d'équipements collectifs ou encore de services publics.

Encore peut-on se demander si les droits reproductifs comme droits de citoyenneté relèvent d'une citoyenneté universaliste et non d'une « citoyenneté différenciée » selon l'expression de Marion Iris Young [9] ? Les droits reproductifs signifient-ils que les hommes en soient *de facto* exclus et qu'ils relèveraient de droits catégoriels spécifiques aux femmes ?

D'une part, les hommes comme les femmes constituent la moitié de l'humanité et non une catégorie sociale parmi d'autres. D'autre part, il arrive que les droits des hommes en matière de reproduction soient bafoués (stérilisations sans consentement). Par ailleurs, l'accès à des services de santé reproductive de qualité, à l'information et l'éducation sexuelle, à des services de garde d'enfants, ne peut être considéré comme un droit spécifique des femmes. Il implique des équipements collectifs, des services publics, des prestations en monnaie et en nature, qui sont essentiels à une plus grande responsabilisation des hommes en matière reproductive et à un partage du travail domestique. Cependant, si les hommes sont titulaires des droits reproductifs, l'universalité de la notion ne se réduit pas à cette constatation, car en l'état actuel des rapports de genre, les droits reproductifs se posent aux femmes en termes de liberté reproductive, qui est un enjeu majeur de leur individuation. Si l'universalité des droits reproductifs réside dans l'individuation de sujets sociaux et politiques, hommes et femmes connaissent, à cet égard, une disparité de traitement : pour celles-ci, l'enjeu réside dans leur reconnaissance comme sujets au-delà des rôles assignés de mères et d'épouses, tandis que les hommes ne furent jamais réduits à une identité assignée de père. C'est donc bien l'autonomie privée et publique des femmes qui est l'enjeu et non celles des hommes, car ce sont les femmes qui sont assimilées aux mères. En effet, leur individuation passe par la dissociation entre leur identité de femmes et leur rôle de mères [10].

2. Des droits de citoyenneté aux droits humains

Aujourd'hui, les droits reproductifs sont légitimés au niveau international au nom des droits humains [11]. Le recours au discours politique des droits humains légitime les partisans de la liberté reproductive et institue celle-ci comme revendication légitime formulée et soutenue par des acteurs légitimes. Car un tel discours est un principe à

---

[9] M.I. Young, *Justice and the Polititcs of Difference*, Princeton, Princeton University Press, 1990.

[10] M.-B. Tahon, « La maternité comme opérateur de l'exclusion politique des femmes », *in* M. Tremblay, C. Andrew (éd.), *Femmes et représentation politique au Québec et au Canada*, Montréal, Les éditions remue-ménage, 1997, p. 19-32.

[11] Nous utiliserons le terme « droits humains » (à l'instar des anglophones, des hispanophones et des lusophones), étant donné le glissement que la langue française opère fréquemment entre le terme générique « droits de l'Homme » et le terme masculin « droits de l'homme ».

la fois procédural et substantif : procédural dans la mesure où l'interaction politique dans la démocratie représentative se fonde sur l'inclusion (de nouveaux droits en l'occurrence) ; substantif car il s'agit d'un discours politique qui oblige de faire une large place à l'expression publique d'expériences et de perspectives toujours spécifiques, car situées socialement et historiquement, tout en transcendant leur particularité.

Cette perspective doit être replacée dans un contexte de globalisation et d'interdépendance croissante qui ont vu l'institutionnalisation des demandes portées par des mouvements ou organisations de femmes à un niveau mondial. La construction de nouveaux espaces publics où s'expriment les Etats (conférences internationales) et les acteurs sociaux (forums parallèles) a facilité la construction de biens communs à l'échelle mondiale incluant les droits humains et les droits reproductifs [12]. La lutte contre les discriminations liées aux rapports de genre acquiert une reconnaissance et une légitimité internationale qui encouragent les Etats à modifier leurs dispositions légales en la matière ; mais en même temps, ceux-ci sont de moins en moins dotés des moyens matériels et politiques permettant l'exercice de ces droits.

Nous ne trancherons pas ici la question de savoir si nous sommes en présence d'une érosion de la souveraineté de l'Etat ou d'une recomposition de l'Etat [13]. Selon Brian Turner, nous sommes confrontés soit à une désintégration de l'Etat en des pôles reliés à l'économie globale et à l'éclatement de la citoyenneté, soit à un développement de la citoyenneté fondé sur les droits humains [14]. Dans cette dernière optique, l'on assisterait à un enracinement des droits de citoyenneté dans la problématique des droits humains. « Dans la hiérarchie démocratique des normes aujourd'hui admise, l'humanité commande à la citoyenneté et l'humain ne saurait être présenté comme une section du peuple pas plus que la femme ne pourrait être considérée comme une particularité singulière de l'humanité, alors qu'elle est l'un de ses modes finis, un des deux ensembles de tous les ensembles. (…) nous sommes à l'époque où la philosophie républicaine élaborée à l'âge classique par les doctrinaires des droits de l'homme (…) est de retour. Cette philosophie tend à inscrire les droits individuels non dans le seul exercice d'une volonté désincarnée mais dans l'adéquation de la cité politique aux déterminants fondamentaux de la vie humaine. Elle oblige à réenraciner les droits du citoyen dans les droits de l'homme » [15].

---

[12] B. MARQUES-PEREIRA, « Gouvernance, citoyenneté et genre », *in* C. GOBIN, B. RIHOUX (éd.), *La démocratie dans tous ses états*, Bruxelles, Academia-Bruylant, ABSP-CF, 2000, p. 41-50.

[13] B. MARQUES-PEREIRA, O. PAYE, « Introduction », *in* O. PAYE (éd.), *Que reste-t-il de l'Etat ? Erosion ou Renaissance*, Bruxelles, Academia-Bruylant, 2004, p. 11-19.

[14] B. TURNER, « Citizenship Studies : A General Theory », *Citizenship Studies*, 1/1, février 1997, p. 5-18.

[15] B. KRIEGEL, « Parité et principe d'égalité », *in Sur le principe d'égalité (Conseil d'Etat)*, Paris, La Documentation française, 1998, p. 141-142.

Quoi qu'il en soit, le principe de l'égalité des droits entre hommes et femmes ainsi que l'interdiction de toute discrimination sur la base du sexe sont consacrés au niveau international par divers instruments juridiques, qu'il s'agisse de la charte des Nations unies de 1945 (articles 1 et 55), de la résolution du 21 juin 1946 du Conseil économique et social de l'ONU qui instaure une Commission de la condition de la femme, ayant pour objectif la formulation de recommandations visant à promouvoir les droits des femmes dans divers domaines, ou encore de la convention sur l'élimination de toutes formes de discriminations à l'égard des femmes (CEDAW) de 1979. Cette dernière est l'œuvre de la Commission de la condition de la femme dans le cadre de la Décennie de la Femme (1975-1985). La CEDAW reconnaît non seulement l'égalité de droits entre les femmes et les hommes dans tous les domaines, mais énumère également les obligations qui incombent aux Etats afin d'éliminer toute forme de discrimination envers les femmes. La Commission de la condition de la femme au sein des Nations unies a organisé plusieurs conférences mondiales : à Mexico en 1975 (*Femmes, Paix et Développement*), à Copenhague en 1980 (à mi-parcours de la Décennie de la Femme clôturée à Nairobi en 1985) et à Beijing en 1995 sur les *Droits des femmes*. En juin 2000, l'Assemblée générale de l'ONU a convoqué à New York une session extraordinaire sur le thème *Femmes en l'an 2000 : Egalité entre les sexes, développement et paix pour le XXIe siècle* visant à évaluer les acquis du plan d'action de Beijing après cinq ans.

La tenue de conférences et de forums ainsi que l'adoption de conventions et de recommandations cherchant à éliminer, à l'échelle internationale, les discriminations à l'égard des femmes sont étroitement liées à la participation croissante de celles-ci à l'espace public international. A travers l'action des ONG et grâce à leur participation aux processus préparatoires des conférences mondiales, les femmes ont acquis une place dans les débats internationaux consacrés aux problématiques qui les concernent au premier chef. Ainsi, en est-il de la reconnaissance des droits reproductifs [16].

En 1946, l'ONU créait la Commission de la population qui recensa pour la première fois la situation démographique mondiale, et qui décida de la tenue tous les dix ans de Conférences internationales sur la population. Le postulat d'une croissance démographique mondiale trop rapide justifia la mise en œuvre de politiques anti-natalistes dans un nombre croissant de pays. Parmi les recommandations adoptées à Bucarest en 1974 et à Mexico en 1984, figure la généralisation de l'accès aux moyens de contraception, mais aucune mention ne se réfère, à l'époque, à l'avortement. Ces dispositions reconnaissent généralement que la décision relative au nombre d'enfants revient au couple et que les partenaires doivent prendre les décisions en commun. Ainsi,

---

[16] B. Marques-Pereira, F. Raes, « Les droits reproductifs comme droits humains : une perspective internationale », *in* M.-Th. Coenen (sous la dir.), *Corps des Femmes. Sexualité et Contrôle Social*, Bruxelles, De Boeck Université, 2002, p. 19-38 ; A. Alfarache Lorenzo, « La construcción del derecho al aborto como derecho de las mujeres », *in* M. Castañeda Salgado (coord.), *op. cit.*, p. 131-152.

la déclaration de Téhéran introduit, en 1988, le droit à la planification familiale, en reconnaissant aux parents le droit de choisir le nombre et l'espacement des naissances et de recevoir l'information et l'éducation nécessaires. Il s'agit du premier instrument international qui établit la notion de décision libre et responsable des parents quant au nombre et à l'espacement de leurs enfants. Il n'est pas encore question de reconnaître ce droit à tout individu, ni de mentionner la possibilité de ne pas procréer et d'utiliser la contraception. En effet, la procréation considérée comme libre et responsable renvoie aux couples, qui se doivent d'avoir à l'esprit le développement équilibré de la communauté et de la société. Force est de constater que dans cette perspective démographique la capacité reproductive des femmes est instrumentalisée au profit du bien-être des générations futures et de l'ensemble de la société.

En revanche, comparées aux Conférences sur la population, les Conférences de l'ONU consacrées aux femmes, tiennent un langage propre à prendre en considération l'individuation de ces dernières. En 1985, la Conférence de Nairobi, certes, ne mentionne pas le droit à l'IVG, mais introduit la notion d'intégrité corporelle et de contrôle de fécondité, en précisant que les femmes ont le droit d'avoir ou non des enfants, et l'article 16 de la CEDAW précise que les femmes ont les mêmes droits que les hommes de décider librement et de façon responsable du nombre et de la naissance de leurs enfants, mais ne mentionne pas toutefois l'accès à la planification familiale, au congé de maternité et aux gardes pour enfants. En 1993, la Conférence de Vienne sur les droits de l'Homme constitue un jalon majeur en établissant de manière explicite que les grossesses forcées constituent une violation des droits humains. Parallèlement à cette conférence se tenait un Tribunal mondial sur les violations des droits humains des femmes, qui s'employait à dénoncer l'avortement clandestin comme une forme de violence à l'égard de ces dernières. La reconnaissance d'une nouvelle génération de droits fondamentaux englobant les droits sexuels et reproductifs intervenait ainsi lors de la Conférence mondiale sur les droits de l'Homme, puisqu'on y affirmait en effet que « les droits fondamentaux de la femme et de la fillette sont une part inaliénable, intégrale et indivisible des droits universels de la personne humaine » [17]. C'était la première fois qu'une déclaration mondiale reconnaissait que les droits fondamentaux des femmes font partie intégrante des droits humains. Les effets de cette reconnaissance furent manifestes lors de l'Assemblée générale de l'ONU qui adoptait, en décembre 1993, la déclaration sur la violence contre les femmes. C'est là le premier instrument juridique international qui reconnaît les violences faites spécifiquement aux femmes comme une violation des droits humains.

Par ailleurs, la Conférence du Caire sur la population et le développement, en 1994, marquait une rupture par rapport aux conférences sur la population. Elle consacrait explicitement le contrôle de la reproduction comme droit humain tant pour les individus que pour les couples, affirmant que « la promotion de l'égalité et de l'équité entre les sexes, le renforcement du pouvoir des femmes, l'élimination de toutes les violences contre elles et l'assurance qu'elles contrôlent leur fécondité sont

---

[17] World Conference on Human Rights, *Declaration and Program of Action*, Vienne, 14-25 juin 1993, paragraphe 18 du programme d'action, archive électronique www.unhchr.ch.

la pierre angulaire des programmes de population et de développement » [18]. Cette conférence appréhendait explicitement l'IVG dans le cadre des droits reproductifs et de la santé reproductive, tout en devant admettre que seules les législations nationales peuvent régir la pratique de l'avortement (paragraphe 8 du programme d'action). Parallèlement à la Conférence du Caire, se tenait l'Audience du Caire sur la santé reproductive et les droits humains, durant laquelle l'avortement clandestin fut à nouveau considéré comme une violation des droits humains des femmes.

Un an plus tard, la Conférence de Beijing affirmait la nécessité de mettre en œuvre des services d'urgence pour les accouchements, de revoir les lois qui pénalisent les femmes qui interrompent leur grossesse et reconnaissait leur droit à « exercer un contrôle sur les questions relatives à leur sexualité, hors de toute coercition, discrimination ou violence et de prendre librement et de manière responsable les décisions en la matière » [19] (paragraphe 96 de la Plate-forme d'action). Pour la première fois, une conférence internationale abordait reproduction et sexualité en les dissociant. La plate-forme d'action de la conférence de Beijing reconnaissait, pour la première fois également, que les droits humains des femmes comprennent le droit au contrôle de la sexualité, de la santé sexuelle et de la reproduction. Parallèlement à la Conférence de Beijing, se tenait à nouveau, aux Forums des ONG de Huairou, un Tribunal sur l'évaluation des droits humains des femmes, faisant ainsi le bilan des acquis et des reculs depuis les Conférences de Vienne, du Caire et de Copenhague. Le droit à l'IVG dans de bonnes conditions sanitaires y était à nouveau affirmé comme droit humain.

*
* *

Il n'y a pas lieu de sous-estimer l'importance des forums parallèles aux conférences internationales. Car c'est à long terme que la portée politique des principes qui y sont soutenus se fait sentir sur les processus de décision nationaux. En effet, l'organisation de tels forums s'inscrit dans un phénomène de participation, non moins important que la représentation des femmes au sein des conférences internationales. Mais leur représentation demeure un enjeu fondamental pour leur autonomie, privée et publique et valoriser la participation au détriment de la représentation risque de faire de la citoyenneté sise dans la société civile (que ce soit au niveau national ou international) une citoyenneté de seconde classe, étant donné l'articulation des mécanismes décisionnels. A l'inverse, valoriser la représentation au détriment de la participation risque de priver l'échange délibératif de l'expression d'expériences et de perspectives qui ont réussi à modifier depuis trente ans les représentations symboliques affectant les rapports de genre, que ce soit dans l'espace privé-domestique ou dans les espaces publics. Ces représentations symboliques sont essentielles dans la définition des

---

[18] WORLD CONFERENCE ON POPULATION AND DEVELOPMENT, *Declaration and Program of Action*, Le Caire, 5-13 septembre 1994, chapitre 2, principe 4, archive électronique www. undp.org.

[19] WORLD CONFERENCE ON WOMEN, *Declaration and Program of Action*, Beijing, 4-15 septembre 1995, paragraphe 96 du programme d'action, archive électronique, www.undp.org

termes dans lesquels sont formulés les enjeux décisionnels, les débats publics et politiques.

D'autre part, la portée juridique des déclarations internationales et des programmes d'action est faible, même envers les Etats signataires. Il ne s'agit que de recommandations supposées guider l'action des Etats. Les conventions internationales, quant à elles, n'acquièrent force de loi qu'après leur ratification par les organes législatifs des Etats. Ainsi, la ratification de la CEDAW n'a pas signifié la fin des discriminations à l'égard des femmes. En 1995, année de la conférence de Beijing, on comptait seulement 137 ratifications de la CEDAW ; quatre ans plus tard, le nombre d'Etats parties à la ratification s'élevait à 163, dont tous les pays nordiques, l'ensemble des pays de l'Union européenne et des Amériques, à l'exception notable des Etats-Unis. Parmi les Etats parties à la ratification, tous les Etats arabes ont émis des réserves ainsi que le Bengladesh, la Chine, l'Inde et le Pakistan et, dans les Etats latino-américains, l'Argentine, le Brésil, le Chili, El Salvador et le Venezuela, notamment pour des questions touchant aux droits reproductifs. L'efficacité de la convention s'en est ainsi trouvée affaiblie.

Enfin, il faut sans doute avoir à l'esprit qu'historiquement les processus d'individuation propres à la formation de la citoyenneté sont conjoints au développement de l'Etat dans un cadre national. A ce titre, concevoir la liberté reproductive comme droit de citoyenneté demeure essentiel. Aujourd'hui encore, il n'y a pas lieu de sous-estimer le phénomène stato-national, même si l'approche de la liberté reproductive comme droit humain donne aussi à cette revendication la force d'un intérêt général, en l'inscrivant dans un processus de légitimation inhérent au phénomène de globalisation et d'interdépendance croissante des Etats.

Les politiques sociales dans le « capitalisme débridé »

Matéo Alaluf

Jacques Nagels distingue trois moments dans « Le modèle belge de capitalisme ». D'abord, à travers une histoire sociale et politique conflictuelle, celui-ci s'est progressivement réformé. Il a connu ensuite, entre 1950 et 1972, une croissance régulée, caractéristique d'un « capitalisme civilisé ». Non pas que cette deuxième période ait été exempte d'affrontements, mais le système a été capable d'élaborer des solutions négociées aux conflits qui le traversaient. Après avoir connu une période de rupture dans les années 1973-1981, sous l'effet des transformations des rapports commerciaux dans le monde, de la crise monétaire et des chocs pétroliers, l'ancienne régulation a laissé place à une nouvelle, celle du « capitalisme débridé » [1].

Le passage du capitalisme « civilisé » au capitalisme « débridé » ne s'est pas fait tout seul. C'est pourquoi Nagels s'attarde sur les années 1973 à 1981 où s'opéra la rupture entre ces deux versions du capitalisme. Elles furent marquées par la campagne idéologique menée sur la nécessité de l'austérité, l'obligation de contenir les hausses salariales considérées comme inflationnistes, la remise en cause de l'indexation des salaires, l'offensive contre les cotisations sociales désignées désormais comme des « charges » et la dénonciation des dépenses publiques. Il souligne en conséquence la double inégalité des revenus qui résulte de la libéralisation de l'économie. D'une part, alors que de 1948 à 1980 les revenus du travail avaient connu une croissance plus forte que les revenus du capital, la tendance s'inverse pendant la période suivante

---

[1] J. Nagels, « Le modèle belge de capitalisme », *in* P. Delwit, J.-M. De Waele, P. Magnette (éd.), *Gouverner la Belgique. Clivages et compromis dans une société complexe,* Paris, PUF, 1999, p. 169-215.

qui voit la part des revenus du travail diminuer alors que ceux du capital augmentent. D'autre part, au sein même des revenus du travail, les écarts entre hauts et bas salaires se creusent.

1. Continuité et rupture

Nous voudrions insister sur deux phénomènes qui, selon J. Nagels, ont accompagné le « *big bang* » de ce retournement idéologique. D'abord l'inégal développement des régions et en particulier, l'augmentation du poids relatif de la Flandre dans l'économie belge à l'inverse de la Wallonie. Celle-ci se positionne, toujours selon les termes de Nagels, comme un « dragon du Nord ». Il s'agit pour elle d'augmenter encore son attractivité par rapport aux capitaux étrangers pour impulser son développement. Ce projet porté par le patronat flamand a rallié l'adhésion des partis démocratiques, des élites, voire du monde syndical flamand. Ensuite la position défensive de la gauche qui s'est trouvée, tout comme cela avait été le cas dans le passé face à la crise de 1929, en panne de politique alternative crédible, alors que les syndicats paraissaient décontenancés. Après les élections de 1981, qui marquent un recul social chrétien et une avancée libérale, les partis socialistes flamand et francophone, divisés sur le plan communautaire, ne paraissent pas capables de présenter une solution de rechange au gouvernement Martens V-Gol, constitué en décembre 1981, et qui marque le tournant néo-libéral de la Belgique.

La distinction entre continuité et rupture est toujours problématique. Le cours politique nouveau s'inscrit désormais en rupture par rapport aux réformes qui avaient « civilisé » pendant une période le capitalisme. D'abord l'élargissement progressif de l'engagement économique et social de l'Etat (le *Welfare State*) et la priorité accordée à la maîtrise des mécanismes du marché sont remis en cause. C'est le rôle redistributeur de l'Etat, au cœur des logiques de protection sociale, qui se trouve ainsi atteint. La valorisation du marché s'accompagne de politiques de privatisation qui touchent également la sécurité sociale. En conséquence, à l'opposé des principes qui avaient présidé à leur développement, les nouvelles politiques sociales sont à présent subordonnées au marché.

Loin d'être une fin en soi, à l'époque, les réformes, impulsées principalement par les courants socialistes, étaient considérées comme autant d'étapes devant conduire à une transformation en profondeur de la société. Aujourd'hui les réformes ont changé de sens. L'Etat qui avait auparavant apporté assez largement son soutien au mouvement de réformes, se fait désormais le garant de la modération salariale et, sous couvert de modernisation, prône des restrictions à la sécurité sociale.

Naguère, dans le mouvement de « civilisation » du capital, les réformes étaient prioritairement portées par les syndicats et partis de gauche. Même si certains milieux conservateurs leur restaient farouchement hostiles, elles étaient aussi prônées par des démocrates chrétiens et acceptées par les milieux libéraux. La vague néo-libérale trouve à présent ses assises d'abord parmi les libéraux et les milieux patronaux, ensuite dans le monde chrétien, mais également dans les partis et syndicats socialistes. C'est l'heure de la « Troisième voie » proposée par Tony Blair et du « nouveau centre » de Gerhard Schröder. Alors que précédemment les réformes socialistes voulaient changer la société, à présent les contre-réformes libérales visent à adapter

la société aux règles de la compétitivité. Ce « mouvement réactionnaire », selon les termes d'Albert Hirschman, a pu être consolidé en Europe grâce à la contribution des gouvernements sociaux-démocrates [2].

2. Adapter la société à la mondialisation

Au départ de la périodisation du capitalisme en Belgique élaborée par Nagels, nous tenterons de comprendre dans notre contribution, sinon la conversion des socialistes dans leur ensemble au socialisme libéral, du moins leur inflexion réceptive au libéralisme. Notre explication privilégiera la mise en compétition des territoires par les entreprises qui conditionne les politiques sociales des gouvernements.

La globalisation et la mondialisation des échanges sont habituellement invoquées pour expliquer l'affaiblissement de l'Etat social. Dès lors, les politiques sociales qui avaient connu leur âge d'or dans le « capitalisme civilisé » ne résisteraient plus aux contraintes de la compétitivité. Confrontées aux marchés mondialisés, les politiques sociales et salariales n'auraient plus d'autre choix que de s'adapter à la nouvelle société globalisée, au risque de disparaître.

En conséquence, la tentation d'un retour à la situation antérieure doit être écartée. N'est-ce pas précisément l'Etat social considéré désormais comme anachronique et inadapté à un monde globalisé, qu'il faudrait « circonscrire » pour accompagner les processus de marchandisation ? Les nostalgiques du « capitalisme civilisé », assimilés au conservatisme, ne feraient qu'accélérer l'écroulement des protections sociales. Le champ serait alors libre pour le libéralisme sauvage, entraînant la dérégulation complète du marché du travail, et à sa suite, un accroissement encore plus grand des inégalités.

Dès lors, l'adaptation des systèmes de protection sociale aux changements (supposés) de la société reste la seule solution raisonnable. Mais l'accompagnement des changements peut revêtir dans cette hypothèse deux variantes, parmi lesquelles nous serions amené à choisir [3]. Il s'agirait d'une part, dans la présentation de Jérôme Gautié, d'un état « social libéral » (ou patrimonial), marqué par un fort individualisme, la modestie extrême des régulations collectives et la très grande flexibilité et mobilité du travail. Une protection sociale limitée à des filets de sécurité serait conditionnée, dans le modèle social libéral, par des prestations de travail (*work fare*), de formation (*training fare*) ou tout au moins des dispositifs d'accompagnement (*work first*). D'autre part, la version « néo-sociale-démocrate » de ce modèle serait caractérisée par un individualisme de citoyenneté participative, la sécurisation des mobilités et

---

[2] Albert Hirschman distingue trois grands mouvements réactionnaires dans l'histoire contemporaine : celui qui s'est opposé à la révolution française, ensuite, celui qui s'est opposé au suffrage universel, et enfin celui qui s'oppose à l'Etat providence et au capitalisme social. *Deux siècles de rhétorique réactionnaire,* Paris, Fayard, 1991, p. 20.

[3] J. Gautié, « Marché du travail et protection sociale : quelles voies pour l'après-fordisme », *Esprit,* 11, novembre 2003, p. 78-115.

des transitions dans un cadre négocié et co-organisé par la négociation collective [4]. La protection sociale serait élaborée par des procédures de négociation, elle serait de type universel et les régulations collectives seraient largement territorialisées. C'est ce modèle, qui se réfère notamment aux décisions prises par le Conseil européen de Lisbonne en 2000, qui sert en quelque sorte de référence à l'inflexion libérale des socialistes en Europe.

Il s'agit d'opérer des choix conditionnés par des évolutions économiques induites par la mondialisation qui dessineraient notre avenir probable. Comme l'ont montré beaucoup de sociologues [5], la définition d'un avenir comme probable détermine les jugements, les comportements et les actions du moment présent. Dès lors, la seule acceptation de situations, même imaginaires, comme réelles, fait en sorte qu'elles deviennent bien réelles dans leurs conséquences. Si l'énoncé d'un avenir probable vise à conditionner les jugements et les comportements actuels, on comprend mieux l'importance que prennent les énoncés dominants, non seulement pour les décisions des acteurs mais également pour celui des chercheurs qui les théorisent.

En tout état de cause, en lieu et place du projet qui visait à adapter l'économie aux besoins sociaux, c'est-à-dire à « civiliser » le capitalisme, se substitue un nouveau projet qui ambitionne de mobiliser non seulement les acteurs économiques, politiques et sociaux, mais également les milieux académiques et intellectuels pour adapter la société à la mondialisation de l'économie, comme solution unique pour maîtriser le capitalisme à présent « débridé ».

3. Territorialisation et moralisation

Deux dimensions paraissent déterminantes dans les impulsions récentes données aux politiques sociales. D'une part, la mondialisation des échanges et d'autre part, la territorialisation des mesures sociales qui conduit à lier l'octroi d'une prestation à la prise en compte de la conduite personnelle des bénéficiaires et en conséquence, la moralisation des populations locales.

Si les systèmes de protection sociale avaient pris dans le passé des formes institutionnelles différentes jusqu'à s'organiser dans des configurations singulières, à présent leur espace territorial, économique, social et politique se trouve profondément transformé. En effet, les marchandises, les services, les capitaux et les informations sont mobiles dans l'espace mondial alors que le travail comme les ressources naturelles restent relativement immobiles. Dès lors la compétition marchande traditionnelle se double d'une compétition entre les territoires pour attirer les investisseurs. Pour être attractifs, les Etats, les régions et les entités locales sont tenus de fournir les conditions les plus favorables aux investisseurs potentiels en termes de

---

[4] J. Gautié, *op. cit.,* se réfère ici principalement à : B. Gazier, *Tous sublimes,* Paris, Flammarion, 2003 ; G. Schmid, « L'activation des politiques de l'emploi : combiner la flexibilité et la sécurité dans les marchés du travail professionnels », *in* J.-P. Touffut *et al.*, *Institutions et croissance,* Paris, Albin Michel, 2001 ; A. Supiot, *Critique du droit du travail,* Paris, PUF, 1994.

[5] Voir notamment à ce sujet Pierre Bourdieu avec la notion de « causalité probable » et Robert Merton avec celle de « *self fulfilling profecy* ».

main-d'œuvre bien formée et peu coûteuse, d'un faible taux de prélèvement fiscal et pour ce faire, d'un niveau peu élevé de dépenses publiques. Le libéralisme qui imprègne désormais les politiques gouvernementales ne met pas tant en concurrence les entreprises, mais permet au contraire à celles-ci, en situation de monopole ou de concurrence oligopolistique, de mettre en concurrence les territoires et les Etats. Les politiques publiques se trouvent en conséquence réduites à déstabiliser l'emploi et à démanteler les protections sociales.

Le cas de la société de courrier express DHL, à l'origine d'une crise qui a déstabilisé en Belgique le gouvernement fédéral durant l'automne 2004, est à cet égard significatif. Alors que les nuisances causées par l'aéroport de Zaventem, situé en territoire flamand mais à proximité du centre de Bruxelles, et en particulier la contestation des vols nocturnes est au centre des débats politiques, il aura suffi à DHL de faire miroiter l'installation d'un « hub central pour l'Europe de l'ouest » à Bruxelles, mais peut-être aussi à Leipzig (ex-Allemagne de l'est), à Vatry (France), ou encore pourquoi pas, à Bierset, dans la région liégeoise ou à Cologne en Allemagne pour mettre le feu aux poudres et ces régions en concurrence. Personne à cette occasion ne s'est interrogé quant à l'utilité sociale des vols de nuit, ni sur la nature des emplois qui seraient créés. Le débat passionné a opposé les francophones opposés à l'augmentation des vols nocturnes que réclamait DHL, aux flamands désireux de satisfaire aux demandes de cette société pourvoyeuse d'emplois en Flandre. DHL n'est pas en concurrence avec d'autres sociétés de courrier sur son créneau propre. Mais elle met en concurrence plusieurs sites pour accueillir ses activités. Aux pays, régions et localités concernés de lui fournir les meilleures conditions. Il ne s'agit pas dans ces conditions d'être trop regardant en termes de conditions de travail, de salaire et de statut d'emploi, et encore moins en termes de protection de l'environnement. Les emplois proposés actuellement sont d'ailleurs, dans leur grande majorité, des emplois à durée déterminée, à temps partiel et à horaires flexibles.

La mise en concurrence des différents sites d'une même entreprise sous la menace permanente de la délocalisation procède de cette même logique. Au sein des multinationales qui mettent leurs sièges en concurrence, les syndicats mis sous pression n'ont pas d'autre choix que d'accepter les conditions de la direction : diminuer les salaires, augmenter l'intensité et allonger le temps de travail pour sauver l'emploi. Chaque fois en effet qu'une proposition de la direction n'est pas acceptée ou que les syndicats deviennent trop revendicatifs dans une usine, des quotas de production sont transférés vers d'autres sièges. Les pays à coût de main-d'œuvre faible ne sont d'ailleurs pas épargnés pour autant. Le Portugal par exemple, pays à bas salaire de la « vieille Europe », a connu de nombreux cas de délocalisations, en particulier dans l'industrie automobile, au profit de l'Asie et de l'Europe de l'est. La perspective est-elle alors de rejoindre l'Europe de l'est dont les salaires sont cinq fois moins élevés que les nôtres ou ceux de la Chine où ils sont cinquante fois moindres ?

Non seulement nous sommes soumis à la concurrence des pays émergents, mais surtout, nous avons structuré l'espace européen mais aussi, à travers les formes de décentralisation et de fédéralisation des structures de l'Etat, les rapports entre les régions voire entre les sous-régions autour du dumping social permanent. Dans ce contexte, lorsque la négociation collective se limite au niveau de chaque entreprise

le chantage à la délocalisation devient irrésistible. Au départ des multinationales, l'allongement du temps de travail, imposé d'abord, comme chez Siemens dans quelques sièges, s'étend ensuite de proche en proche, aux autres entreprises. Dans aucune entreprise, un syndicaliste ne peut accepter la responsabilité d'une fermeture pour avoir refusé de signer une convention.

La prise en charge des publics qui ont décroché des protections procurées par l'emploi, ou encore de ceux qui ne parviennent pas à s'y inscrire, se fait aussi principalement à travers les politiques territoriales mises en place depuis le début des années 1980. La création d'emploi étant tributaire de l'attrait à l'égard des investisseurs potentiels, ce n'est que par le coût salarial peu élevé et le peu d'exigence en termes de conditions de travail de la main-d'œuvre locale et de critères environnementaux que les taux d'emploi pourront augmenter. La gestion locale de la « nouvelle question sociale » selon les termes de Robert Castel, qui est focalisée sur les dispositifs d'insertion se fait en conséquence sur le mode de contreparties aux droits sociaux, de manière à faire de l'emploi non pas une ressource permettant l'intégration de ceux qui en sont privés, mais une injonction obligeant les chômeurs comme les autres bénéficiaires d'aide sociale d'accepter des emplois de moindre qualité.

En fait, en mettant davantage l'accent sur les conditions d'accès aux prestations sociales et sur la responsabilisation des bénéficiaires, les nouvelles politiques sociales définissent des droits qui ne peuvent être exercés que si les « bénéficiaires » se plient à des obligations préalables. Il faudra désormais, pour avoir « droit aux droits », se faire accompagner par un dispositif, qui suppose l'incapacité des personnes ainsi mises sous tutelle. Le Conseil européen de Lisbonne en 2000 avait fixé comme objectif un taux d'emploi de 70% pour 2010. L'approche active du chômage qui était préconisée devait permettre d'apprécier les comportements individuels positifs et négatifs des chômeurs. Les stages de formation participent dans bien des cas de cet environnement de contrainte et conduisent moins à l'emploi qu'à l'employabilité. Il existe par exemple en Belgique des stages de « guidance budgétaire » destinés à apprendre aux pauvres à consommer pauvrement. La formation se situe plus alors dans l'ordre du comportement et de la moralisation que dans celui de l'acquisition des connaissances. L'augmentation du taux d'emploi préconisé résulte en conséquence moins de la création d'emplois « normaux » que de l'utilisation d'une main-d'œuvre appauvrie pour créer des emplois précaires et moins bien rémunérés. Au fond, des emplois adaptés aux « anormaux d'emploi » ne peuvent être que des « emplois anormaux » [6].

4. La protection sociale comme échange marchand ?

La gauche, mise sous pression par le libéralisme dominant, se bâtira une légitimité faite de jugements moraux à partir des victimes et des laissés pour compte de la croissance, d'une part, et de la responsabilisation des acteurs présentée comme

---

[6] Voir à ce sujet la recherche comparative sur les politiques sociales européennes : C. LÉVY, *Vivre au minimum,* Paris, Ed. La dispute, 2003.

enjeu du bien commun, d'autre part. Dans cette perspective, la priorité doit porter sur la pauvreté qui menace la cohésion sociale. Mais la pauvreté ne repose-t-elle pas aussi en grande partie sur les effets pervers de nos systèmes de redistribution qui précisément déresponsabiliseraient les individus pour en faire des assistés ? Il faudra en conséquence, selon la nouvelle doxa socialiste-libérale, réformer un système de protection sociale qui permet à des pauvres peu méritants de bénéficier indûment d'un système de redistribution alors que tant de salariés subissent des conditions de travail pénibles et que d'autres perdent leur emploi. Cette obsession morale, qui prime toute réflexion rationnelle, justifiera les politiques actives fondées sur la responsabilisation et la culpabilisation des individus.

Si bien que ce nouveau socialisme peut s'engager dans des réformes sociales profondes non pas pour servir les intérêts des salariés, des chômeurs ou des retraités, mais pour servir un bien commun qui, curieusement, se confond avec les seules exigences de la compétitivité. Dans le cadre d'un libéralisme qui ne met pas en concurrence les entreprises, mais permet au contraire à celles-ci, en situation de monopole ou de concurrence oligopolistique, de mettre en concurrence les territoires et les Etats, le socialisme se trouve réduit à déstabiliser l'emploi, à démanteler les protections sociales et à diminuer tout en privatisant les retraites. Même si ces derniers, par rapport aux autres formations politiques, veillent à ralentir cette évolution et à conserver un socle de protection sociale et de négociation collective dans le processus de libéralisation.

La mise en compétition des territoires sous couvert de libre concurrence structure à présent pour une grande part le devenir de nos sociétés. Bien qu'en Belgique, les socialistes francophones soient plus étanches que leurs homologues néerlandophones à la tentation libérale, et que les syndicats s'inscrivent en opposition, ils ne parviennent guère à contrecarrer ses conséquences sur la répartition des richesses et la montée des inégalités.

Les politiques sociales se trouvent au cœur de ce débat. Le droit à la protection sociale peut-il prendre l'aspect d'un échange marchand entre les plus démunis et la société ? Dans ce cas l'aide devrait être contractualisée, les contreparties clairement définies et toute subvention subordonnée à la réalisation d'un projet professionnel, de formation ou d'intégration. La protection sociale ne serait plus alors qu'un secours conditionnel destiné aux pauvres et non plus un droit, qui permet à chacun d'appartenir à la société tout en le libérant précisément de sa dépendance à l'égard des communautés intermédiaires. Présenter cette évolution comme inéluctable revient à sous-estimer l'attachement à des systèmes de sécurisation organisés dans le cadre de l'Etat social et qui se sont imposés jusqu'à être complètement intériorisés par les individus. Si nous assistons bien à un effritement, voire à une érosion des droits sociaux ordinaires, nous sommes heureusement très loin d'un effondrement. Les résistances du corps social, que les promoteurs des « nouvelles » politiques assimilent à la « résistance au changement » sinon au conservatisme, s'avèrent bien plus grandes que prévues. Il n'est pas exagéré de dire que « le besoin de protection fait partie de la « nature » sociale de l'homme contemporain, comme si l'état de sécurité

était devenu une seconde nature, et même l'état naturel de l'homme social » [7]. Si bien que la citoyenneté sociale durement acquise non seulement ne paraît pas prête à disparaître dans l'indifférence générale mais pourrait même peut-être venir à bout du « capitalisme débridé ».

---

[7] R. Castel, *L'insécurité sociale,* Paris, Seuil, 2003, p. 65-66.

De l'école de Nagels au cœur du capitalisme contemporain

Pour une réflexion critique sur Marx

Michel Allé

De tous les élèves de Jacques Nagels, je suis sans doute un de ceux qui a, du fait des hasards de la vie, voyagé le plus au cœur du capitalisme contemporain mais aussi du capitalisme d'Etat. Ce voyage n'a cependant pas fait obstacle à ce que notre compagnonnage se poursuive depuis plus de trente ans. Il s'est même renforcé au cours des dix dernières années marquées par notre commune aventure vietnamienne.

Près de quinze ans de pratique de banquier d'affaires, au sein d'une holding belge assez atypique puis, depuis 2001, la direction financière d'une entreprise publique trop souvent au cœur de l'actualité m'ont permis d'observer au plus près les mécanismes et dynamiques du capitalisme. A l'observation s'est toujours ajouté le goût d'analyser et de comprendre à la lumière des travaux des grands économistes et des grands évènements de l'histoire économique que me firent découvrir, aux côtés du marxiste Jacques Nagels, les grands professeurs que furent Henri Vander Eycken, le rigoureux keynésien, Robert Devleeshouwer, le lucide historien, Jean Waelbroeck et Victor Ginsburgh qui m'ouvrirent toutes grandes les portes de l'économétrie et de la modélisation économique intelligentes. Sans oublier le philosophe Pierre Verstraeten qui, en m'enseignant l'ironie de Platon, m'évita, à jamais j'espère, la tentation du cynisme.

J'ai rencontré Jacques Nagels en 1972. Il enseignait depuis peu l'histoire de la pensée économique. Les physiocrates me passionnèrent peu, je le lui avoue aujourd'hui, mais il déclencha chez moi, paradoxalement, l'envie irrésistible de me plonger dans la *Richesse des Nations* d'Adam Smith, pour moi le plus grand économiste du XVIIIe siècle comme Karl Marx le fut un siècle après et John Maynard Keynes au XXe siècle.

C'est en octobre 1974 que Jacques Nagels me suggéra de consacrer mon mémoire en sciences économiques à la quantification empirique de la loi marxiste de la baisse

tendancielle du taux de profit. Aujourd'hui presque oubliée au fin fond des trois premières sections du livre III du *Capital*, cette « loi » était, à l'époque, au centre des réflexions de nombreux économistes marxistes, néo-marxistes, postmarxistes, postclassiques, keynésiens et postkeynésiens. La problématique de la baisse du taux de profit avait, il est vrai, été un sujet permanent d'analyse économique depuis les physiocrates jusqu'à Keynes en passant par Smith, Ricardo et Malthus.

Le choix du sujet avait été assez intuitif : il me permettait de marier une sincère condamnation « morale » du capitalisme (« pour les inégalités perpétuées entre les hommes et les peuples, pour les gaspillages de ressources naturelles et humaines, pour le modèle culturel si aliénant qu'il a engendré ») et mon goût de la quantification et de la modélisation économiques. Accessoirement, il m'ouvrit des horizons nouveaux au travers de la collaboration que nous nouâmes avec l'équipe d'« Economie et Société » de l'Université catholique de Louvain. C'est ainsi que pendant quelques années, à la Parkstraat à Louvain d'abord, à Louvain-La-Neuve ensuite, je m'enrichis de discussions passionnantes avec Jacques Gouverneur, Michel De Vroey et bien d'autres. Cela me fit découvrir toute la richesse qu'il y avait à franchir les murs invisibles des petites chapelles de la société belge… Je crains cependant que ces petits murs invisibles soient pour la plupart devenus des murailles réellement infranchissables bien qu'aient disparu les murs entre ceux qui croyaient au ciel et ceux qui n'y croyaient pas.

Assez inhabituelle chez les économistes marxistes, mon approche fut donc essentiellement quantitative, appliquée à l'économie belge d'abord, à l'européenne ensuite. Je calculai des stocks de capital et estimai des taux de plus-value. Certains marxologues estimèrent que les outils statistiques capitalistes ne permettaient pas d'appréhender la réalité telle que l'avait conceptualisée Marx. Ils ne devaient pas avoir beaucoup lu Marx qui fut, plus que beaucoup d'autres économistes de son temps, soucieux d'appuyer ses démonstrations de données statistiques puisées dans les entreprises et auprès des pouvoirs publics. Je persévérai et publiai mes travaux.

Ces publications me valurent une toute petite reconnaissance. Jusqu'au début des années 1990, chaque année, bon an mal an, un chercheur anglais, d'Oxford ou de Cambridge, ou américain, de Californie ou de Cambridge (Massachusetts), me contactait pour savoir si j'avais poursuivi mes travaux sur l'évaluation du stock de capital belge et européen. Et au détour d'une des nombreuses crises aéroportuaires vécues au 16 rue de la Loi, à Bruxelles, il nous arriva, à Franck Vandenbroucke et à moi, de préférer disserter de la pertinence de la loi de la baisse du taux de profit plutôt que des trajectoires des avions ou des « *quota counts* » des appareils de DHL.

Mon travail commença, cela allait de soi, par la lecture du *Capital*. Toute ardue qu'elle fut, elle acheva de me convaincre, à l'époque, qu'il s'agissait d'un des meilleurs outils de décryptage des mécanismes fondamentaux du capitalisme. Trente ans après et moyennant relecture paisible du livre I et, pour partie, du livre III, mon voyage, curieux, les yeux grand ouverts, au cœur du capitalisme m'a convaincu que l'analyse marxiste continue, utilisée au côté d'autres apports de la science économique et de la théorie financière, d'être un outil puissant de compréhension des dynamiques de l'économie dans laquelle nous vivons. Mais, apportons-y un peu de nuances : si

certaines pages restent puissamment actuelles, d'autres sont moins pertinentes voire réellement critiquables.

1. Création de valeur et productivité

La création de valeur, Marx en attribue, on le sait, l'origine exclusivement au travail [1]. Cela reste, me semble-t-il, l'évidence même. C'est le savoir-faire des ouvriers, ingénieurs, chercheurs, gestionnaires qui crée la richesse. Marx identifie aussi parfaitement l'impact sur le développement de la force productive du travail (et donc sur la création de valeur) de l'apprentissage et de l'éducation, du développement de la science et du degré de son application technologique, des combinaisons sociales de la production et des conditions purement naturelles [2]. Il perçoit ainsi les ressorts profonds de la croissance capitaliste. Mais il se trompe en même temps en affirmant que plus grande est la force productive du travail (nous dirions aujourd'hui la productivité)… plus petite est la valeur du produit car plus court est le temps de travail pour le produire [3]. Ici, Marx n'entrevoit pas le formidable progrès, en terme de bien-être matériel pour les travailleurs, que permettra le développement du capitalisme : l'amélioration de la productivité permettra en effet de créer plus de valeur avec moins de travail et, au prix, il est vrai, de luttes sociales, les travailleurs, créateurs de la richesse, s'en approprieront une partie. Les conséquences en seront lourdes : les marxistes ne verront pas le caractère supérieur du capitalisme comme machine de création de valeur par rapport au modèle de planification, tellement séduisant pour la raison mais si peu mobilisateur de l'esprit d'innovation et tellement bridant pour le progrès économique.

2. Plus-value, capital et spéculation

Marx saisit aussi fort bien comment, en économie capitaliste, le spéculateur, en achetant au-dessous de la valeur ou en vendant au-dessus de la valeur (« le fermier peut être floué par le marchand ») va s'approprier la valeur créée par autrui [4]. Il décrit, avec une actualité saisissante le mécanisme de la plus-value spéculative, moteur puissant de pans entiers de notre économie contemporaine (de l'immobilier à la bourse des actions en passant par les marchés pétroliers et ceux des produits agricoles et des matières premières). Il montre comment ces mécanismes spéculatifs sont source d'accumulation de capital et sont au cœur même de notre machine économique. Il montre enfin combien ces mécanismes spéculatifs et ces mouvements de capital n'ont pas de limites tant qu'ils permettent de s'approprier la valeur créée, ailleurs, par le travail.

---

[1] K. MARX, *Le Capital*, Paris, Gallimard, « La Pléiade », 1963, traduction par J. Roy, revue par M. Rubel, p. 568.

[2] *Ibid.*, p. 567.

[3] *Ibid.*, p. 568.

[4] *Ibid.*, p. 696.

3. Durée du temps de travail

Lucide aussi, et combien actuelle, son analyse des luttes ayant pour enjeu la durée du temps de travail. Ainsi, Marx détricote les mystères de la « dernière heure » de travail qui serait absolument indispensable pour atteindre un profit satisfaisant ou la compétitivité indispensable par rapport à l'étranger [5]. Sur ce sujet, dit-il, les mandarins de la science économique officielle, tel Nassau W. Senior, « ont débité plus de contes que les Chiliastes sur la fin du monde, tout cela est *all bosh* [6], de la blague ». Ainsi, il explique que lors de l'agitation des 10 heures (par jour), « les fabricants criaient partout que si la canaille ouvrière faisait des pétitions, c'était dans l'espoir d'obtenir un salaire de 12 heures pour un travail de 10 ». Il explique aussi que peu de temps après s'être vu imposer par la loi cette scandaleuse réduction du temps de travail à 10 heures par jour, les fabricants s'étaient efforcés de retourner la médaille ; ils payaient un salaire de 10 heures pour une exploitation de 12 et 15 heures [7]. La loi de 1844 sur la durée du temps de travail en Angleterre, et les réactions qu'elle engendra ne furent au fond qu'une répétition générale des lois Aubry françaises de 1997-1998 et des débats actuels sur les mérites respectifs des 35 heures… ou des 38 heures payées 35. A juste titre, Marx constate que « l'établissement d'une journée de travail normal est le résultat d'une lutte de plusieurs siècles entre le capitaliste et le travailleur » [8].

4. Innovation technologique, division du travail et productivité

Marx entrevoit aussi parfaitement le rôle de l'innovation dans la dynamique capitaliste. Il explique en quoi l'utilisation des machines et l'introduction des technologies nouvelles ont pour objet de diminuer le prix de revient des marchandises en produisant plus de marchandises pour un même temps de travail. Si le salaire du travailleur reste inchangé, l'innovation technologique rencontre son objectif : faire croître la plus-value que s'approprie le capitaliste [9]. Il mettra aussi en évidence tout l'intérêt de la spécialisation et de la division du travail pour accroître la productivité, anticipant ainsi la production à la chaîne et le fordisme. Sans négliger combien la division du travail comme mode de production est abrutissante et appauvrissante pour les individus qui y sont soumis.

5. Innovation, destruction du capital et crise

Enfin, Marx, au travers de la loi de la baisse tendancielle du taux de profit, montrera combien l'accumulation du capital conduit logiquement à mettre sous pression les taux de profit : la seule solution est alors de réduire la base de capital en mettant en place des technologies nouvelles moins intenses en capital et plus productives qui mettront au rancart les technologies plus anciennes. Le passage aux

---

[5] *Ibid.*, p. 782.
[6] En anglais dans le texte. Nous dirions aujourd'hui *all bull shit* !
[7] *Ibid.*, p. 823.
[8] *Ibid.*, p. 807.
[9] *Ibid.*, p. 914.

nouvelles technologies se traduira inéluctablement par la destruction de pans entiers du tissu industriel avec son cortège de pertes d'emploi et de situations de détresses économiques et sociales. La crise est dès lors un élément indispensable de régulation de l'économie capitaliste : elle se produit inéluctablement lorsque les technologies anciennes ne peuvent plus garantir un taux de profit satisfaisant.

6. Lutte des classes et fin de l'histoire

La lutte des classes est au centre de la pensée marxiste. Elle détermine les grands mouvements de l'économie et de la société. Elle reste, me semble-t-il, un facteur très contemporain des dynamiques économiques et sociales. Certains avaient espéré, après la chute de l'empire soviétique, la Fin de l'Histoire et un monde définitivement vacciné contre toute lutte pour l'appropriation de la valeur créée : triomphe définitif du capitalisme et acceptation sans réserve de son statut de modèle unique d'organisation économique. L'illusion n'a duré que quelques années et les luttes sociales sont bien vite redevenues un élément récurrent de la vie de nos sociétés. Certes, à l'épreuve des faits, la théorie de la paupérisation absolue de la classe productive a été reléguée aux oubliettes de l'histoire. Je dois d'ailleurs à ma grand-mère, communiste, de n'avoir jamais cru une seule seconde à cette vulgate marxiste à la mode dans ma jeunesse : elle me raconta tout simplement le froid, le dénuement, la misère, le non-accès à un minimum d'éducation et de culture de sa propre jeunesse, au début du XXe siècle et ma lucidité fut faite. Le capitalisme est, et restera, le meilleur moyen de création de richesse mais la lutte des classes et son pendant, la régulation sociale, resteront des instruments indispensables de partage de la richesse.

7. Ce que Marx a vu

J'ai relu et re-relu le *Capital*. Y ait passé de nombreuses heures. Pris des notes. Et d'autres encore. J'y ai vu l'exploitation de l'homme par l'homme. L'accumulation du capital. L'aliénation. L'armée de réserve industrielle. Le rôle de la concurrence et la tendance naturelle du capitaliste à constituer des monopoles. La concentration industrielle. Les cycles et les crises économiques. Les mécanismes d'émancipation des travailleurs. Le rôle de l'argent et de la monnaie. Le développement des machines et de la mécanisation. Le travail des femmes et des enfants…

8. Ce que Marx n'a pas vu

J'ai relu et re-relu le *Capital*. Y ait passé de nombreuses heures. Pris des notes. Et d'autres encore. Je n'y ai pas vu l'exploitation de la nature par l'homme. Les crises énergétiques. Les limites de la croissance. Les atteintes à la nature et le réchauffement climatique. Les 4 x 4 dévoreurs de pétrole rare. Notre égoïsme par rapport aux générations futures. La nécessité de faire les arbitrages nécessaires, avec intelligence et sans égoïsme NIMBY [10], entre respect de notre environnement et croissance économique. Le besoin de régulation environnementale, à côté de la nécessaire

---

[10] NIMBY : *Not In My Back Yard* (« pas dans mon jardin »).

régulation sociale. Je n'y ai qu'entrevu les risques de marchandisation de nombreuses sphères, épargnées jusqu'à présent, de notre vie : l'enseignement, la culture – toute la culture –, les espaces collectifs, la solidarité entre générations, etc. Tout cela mérite au moins autant d'attentions que l'analyse matérialiste de l'économie dure.

J'y ai cependant retrouvé, et l'affirmer est sans doute idéologiquement incorrect pour la plupart de mes amis économistes, une pensée réellement stimulante qui appréhende le monde dans toutes ses dimensions : économique, sociale et culturelle. Je crois d'ailleurs que Marx, et le marxisme, auraient dû garder et devraient retrouver – ou trouver –, dans la formation des économistes et des futurs gestionnaires de nos entreprises, une place significative. Pour leur donner une des dimensions critiques qu'il est indispensable de marier aux compétences techniques, mais aussi au sens moral [11], pour être un responsable épanoui et complet.

Je remercie Jacques Nagels de m'avoir ouvert les portes de cette pensée, il y a plus de 30 ans.

---

[11] Que je préfère à l'éthique, trop souvent cache-sexe des turpitudes les plus éhontées.

Liste des auteurs

Matéo Alaluf, professeur de Sociologie, Institut du travail, Université libre de Bruxelles.

Michel Allé, professeur à la Solvay Business School, Université libre de Bruxelles, administrateur de la Société belge des chemins de fer (SNCB).

Samir Amin, économiste, ancien directeur de l'IDEP et de l'Agence des Nations unies pour l'Afrique, dirige le Forum pour le Tiers Monde de Dakar, Sénégal.

Jean Luc De Meulemeester, Université libre de Bruxelles et SKOPE, Université d'Oxford.

Mathias Dewatripont, professeur à l'Université libre de Bruxelles, Research Fellow d'ECARES (European Centre for Advanced Research in Economics and Statistics, ULB), Research Director du CEPR (Centre for Economic Policy Research, Londres), membre du Conseil européen de la recherche.

Anne Drumaux, professeur ordinaire à la Solvay Business School, Université libre de Bruxelles (ULB), directeur de programmes en management public. Co-directeur des programmes SBS au Vietnam. Vice-recteur de l'ULB de 2000 à 2002. Administrateur de la Poste de 2000 au début de l'année 2006.

François Houtart, professeur à l'Université catholique de Louvain, directeur de *Alternatives Sud* et du Centre tricontinental.

Berengère MARQUES-PEREIRA, professeur de Sciences politiques, Université libre de Bruxelles, directrice du Centre de sociologie politique.

Gérard ROLAND, professeur d'Economie et de Sciences politiques, University of California, Berkeley.

Mario TELÒ, professeur de Sciences politiques, Université libre de Bruxelles.

Table des matières

DEUXIÈME PARTIE

Les services publics en question

TROISIÈME PARTIE

Les nouveaux défis politiques et sociaux